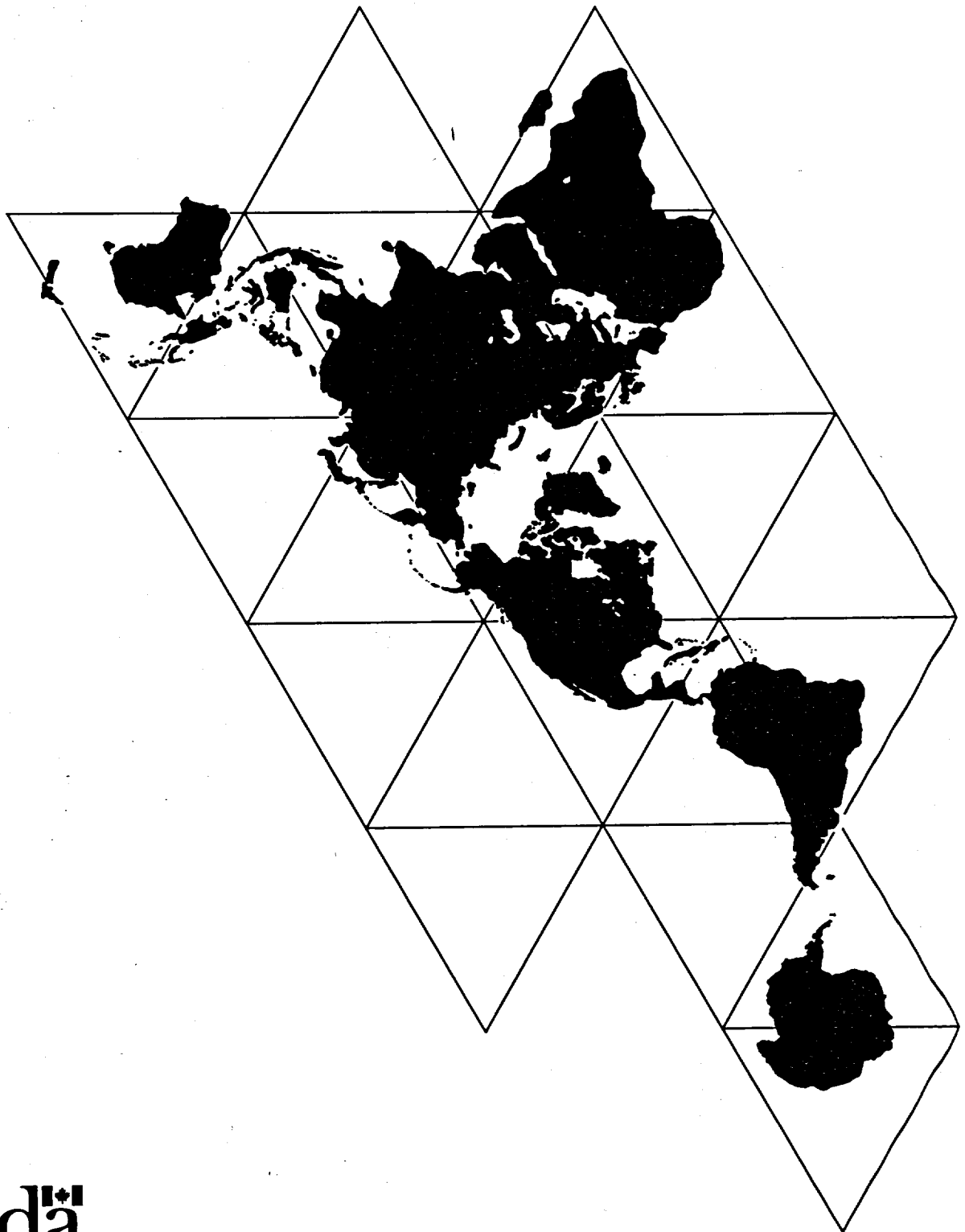


Ministère des Affaires extérieures
Rapport annuel 1984-85



Canada

Ministère des Affaires extérieures
Rapport annuel 1984-85



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1986

N° de cat. E1-1-1985

ISBN 0-662-54199-5



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

Under-Secretary

Sous-secrétaire

le 28 février 1986

Le très honorable Joe Clark
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures
Ottawa, Ontario

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous soumettre le dernier
Rapport annuel du ministère des Affaires extérieures.

Conformément aux dispositions de la Loi du
ministère des Affaires extérieures, ce rapport rend
compte de notre activité au cours de l'année financière.
Ce rapport touche donc la période qui va du 1er avril
1984 au 31 mars 1985.

J.H. Taylor

J.H. Taylor

Table des matières

	Page
Vue d'ensemble LE CANADA ET LE MONDE	1
Chapitre 1 LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL	
Le Canada et le contexte économique international	3
Questions financières internationales et investissement	3
Chapitre 2 LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL	
Évolution du commerce extérieur du Canada	5
Évolution régionale des échanges	5
Évolution de la politique commerciale	8
Commerce international des produits de base	9
Intensification du commerce international	9
Expansion du commerce	13
Promotion des investissements	15
Financement des exportations et projets d'immobilisations	15
Programme de tourisme à l'étranger	16
Relations commerciales spéciales	16
Extra-territorialité	17
Chapitre 3 AFFAIRES MULTILATÉRALES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE	
Les Nations Unies	18
Coopération Nord-Sud	18
Le Commonwealth	19
La Francophonie	19
Environnement	19
Énergie	20
Droit de la mer	21
Droits de la personne et affaires sociales	22
Affaires des autochtones	23
Chapitre 4 INTÉRÊTS RÉGIONAUX DU CANADA	
États-Unis	24
Communauté économique européenne et Europe de l'Ouest	27
URSS et Europe de l'Est	32
Asie et Pacifique	33
Afrique et Moyen-Orient	36
Amérique latine et Antilles	39
Chapitre 5 DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE	
Contrôle des armements et désarmement	42
La défense et l'OTAN	43
Maintien de la paix	43
Chapitre 6 PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS	
Services consulaires	44
Services des passeports	44
Immigration et réfugiés	46
Droit international privé	47
Rapts	48
Accès à l'information et protection des renseignements personnels	48

		Page
Chapitre 7	DROIT INTERNATIONAL	
	Pêches	49
	Litige concernant le golfe du Maine	49
	Droit de l'espace extra-atmosphérique	49
	Droit aérien	49
	Développement du droit international	50
	Droit conventionnel	50
	Privilèges et immunités	50
Chapitre 8	RELATIONS CULTURELLES INTERNATIONALES	
	Politique culturelle	51
	UNESCO	51
	Promotion artistique	51
	Études canadiennes à l'étranger	52
	Affaires historiques	52
	Sports internationaux	52
Chapitre 9	PROGRAMMES D'INFORMATION ET SERVICE DE PRESSE	
	Service de presse	53
	Expositions universelles	53
	Programmes d'information à l'étranger	53
	Programmes d'information au Canada	54
Chapitre 10	COORDINATION DE LA POLITIQUE, SYSTÈMES DE GESTION ET ADMINISTRATION	
	Direction générale pour le développement de la politique	56
	Gestion du ministère	56
	Contrôle de la gestion et vérification	56
	Coordination fédérale-provinciale	56
	Services du protocole et représentants diplomatiques, consulaires et autres au Canada	56
	Communications, informatique et bibliothèque	57
	Sécurité et renseignements	57
	Personnel	57
	Budget	57
	Immeubles et autres biens	59
Annexes	I Organigramme	61
	II Accords internationaux – bilatéraux	62
	III Accords internationaux – multilatéraux	65

Sigles et acronymes

ABM	Missile anti-missile balistique
ACCT	Agence de coopération culturelle et technique
ACDI	Agence canadienne de développement international
AIE	Agence internationale de l'énergie
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AMF	Arrangement multifibres
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ATG	Agence des télécommunications gouvernementales
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CARICOM	Communauté et marché commun des Caraïbes
CCDAA	Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe
CE	Communauté européenne
CEDEF	Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
CEE	Communauté économique européenne
CEIC	Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada
CIRECCA	Centre international de recherches, d'échanges et de coopération des Caraïbes et de l'Amérique latine
CMC	Comité mixte de coopération
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COCOM	Comité de coordination du contrôle des échanges stratégiques
CONFES	Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
CRRCI	Centre de recherches sur les relations commerciales internationales
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
CSDAS	Comité de la Société de développement de l'Afrique du Sud
DISERO	Offres de réinstallation au débarquement
EACL	Énergie atomique du Canada, Limitée
EM	Entreprises multinationales
EMEP	Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe
FIPF	Fédération internationale des professeurs de français
FISE	Fonds international des Nations Unies pour le secours de l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
FMO	Force multinationale d'observation
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GNL	Gaz naturel liquéfié
GRC	Gendarmerie royale du Canada
GSC	Grand satellite de communications
ICARA	Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique
IDS	Initiative de défense stratégique
IFI	Institutions financières internationales
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
INF	Force nucléaire de portée intermédiaire
IPGH	Institut panaméricain de géographie et d'histoire
LEIE	Loi sur l'examen de l'investissement étranger
MEIR	Ministère de l'Expansion industrielle régionale
NCM	Négociations commerciales multilatérales
OAA	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique

OEA	Organisation des États américains
OIT	Organisation internationale du travail
OLP	Organisation de libération de la Palestine
OMI	Organisation maritime internationale
ONG	Organisations non-gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPAN	Organisation des pêches d'Atlantique nord-ouest
OPAS	Organisation panaméricaine de la santé
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PALT	Programme d'acquisition à long terme
PAM	Programme alimentaire mondial
PDME	Programme de développement des marchés d'exportation
PILT	Programme d'immobilisations à long terme
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Programme des projets de promotion
RDP	Recherche, développement et production
RFA	République fédérale d'Allemagne
SCCI	Sous-comité de la coopération internationale
SEE	Société pour l'expansion des exportations
SINOPEC	Société nationale pétrochimique de Chine
TADPA	Transport à distance des polluants atmosphériques
UNCTAD	Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPEN	Utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

Vue d'ensemble

LE CANADA ET LE MONDE

NOTA: Le nouveau gouvernement du premier ministre Brian Mulroney est entré en fonction le 17 septembre 1984. Au cours de la période considérée (du 1^{er} avril 1984 au 31 mars 1985), les ministres titulaires étaient:

Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

L'honorable Allan J. MacEachen

(D'avril 1984 à juin 1984)

Ministre du Commerce international

L'honorable Gerald A. Regan

(D'avril 1984 à juin 1984)

Ministre des Relations extérieures

L'honorable Jean-Luc Pépin

(D'avril 1984 à juin 1984)

Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

L'honorable Joseph-Jacques Jean Chrétien

(De juin 1984 à septembre 1984)

Ministre du Commerce international

L'honorable Francis Fox

(De juin 1984 à septembre 1984)

Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

Le Très honorable Charles Joseph Clark

(De septembre 1984 à mars 1985)

Ministre du Commerce international

L'honorable James Kelleher

(De septembre 1984 à mars 1985)

Ministre des Relations extérieures

L'honorable Monique Vézina

(De septembre 1984 à mars 1985)

Au cours de l'année considérée, la reprise de l'économie mondiale s'est poursuivie à un rythme raisonnable quoiqu'inégal et s'est étendue de l'Amérique du Nord jusqu'au Japon, en Europe et à plusieurs pays en voie de développement. Le commerce international, stagnant pendant la récession, a depuis augmenté d'un bon huit pour cent. En effet, dans la plupart des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'inflation s'est stabilisée à des taux qui n'avaient jamais été aussi bas depuis 1973.

Pourtant, même si la reprise s'est poursuivie, on a généralement convenu qu'il n'y avait pas lieu de se sentir satisfait. Malgré les perspectives encourageantes à court terme, certains secteurs ont continué de subir des tensions et des déséquilibres qui menacent la croissance non-inflationniste continue. Le chômage a été particulièrement aigu en Europe et au Canada et un certain risque demeure que la reprise américaine ralentisse avant même d'avoir profité à l'Europe et au Japon. On s'est également inquiété des répercussions que pourraient avoir, au niveau international, les politiques et le rendement économiques américains, notamment le déficit budgétaire record, les taux d'intérêts élevés, la force du dollar et l'énorme déficit courant. Les taux d'intérêt élevés aux États-Unis et la force du dollar américain ont maintenu

à la hausse les taux d'intérêt d'autres pays industrialisés, nuisant ainsi à la croissance tout en créant des risques d'inflation due aux prix élevés des importations. Parallèlement, la force du dollar américain a présenté un sérieux défi à la compétitivité de l'industrie américaine en général et de l'industrie de la fabrication en particulier. De plus, le déficit courant a renforcé les fortes tendances protectionnistes du Congrès.

Ces problèmes permanents ont été assez nets pour qu'au sommet de Londres (juin 1984), le Canada et les autres pays expriment, en termes plus vifs qu'ils ne l'avaient d'abord envisagé, la nécessité d'un effort collectif pour lutter contre le chômage, les taux d'intérêt élevés, l'inflation et les déficits budgétaires. À cette occasion, le Canada a proposé une initiative, bien accueillie, visant à étudier les causes et les tendances de l'ajustement structurel.

Le commerce mondial a continué de s'accroître après le sommet de Londres, son volume total pour 1984 dépassant de huit pour cent celui de l'année précédente. Pendant cette période, les exportations canadiennes ont augmenté de 24 pour cent, surtout à cause des ventes aux États-Unis. Toutefois, certains produits ont subi des pressions protectionnistes aux États-Unis, et la baisse de la compétitivité des produits canadiens dans plusieurs secteurs a suscité des inquiétudes. De façon plus générale, il y avait des risques d'importantes mesures protectionnistes de la part du gouvernement américain et de certaines tendances protectionnistes européennes contre le Japon.

Sur cette toile de fond, les progrès en vue d'une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales (NCM) se sont avérés lents. La déclaration du sommet de Londres demandait que l'on prenne, dans les « meilleurs délais », une décision sur la tenue de ces négociations, mais, pendant tout l'exercice 1984-1985, certains pays ont refusé de s'engager à fixer une date précise pour l'amorce des négociations. Le Canada, qui était favorable à ces négociations, a cherché à forger un consensus à cet égard au sein de tribunes comme le sommet, l'OCDE et les rencontres successives des ministres des Affaires étrangères de la Quadrilatérale (États-Unis - Communauté européenne - Japon - Canada).

La combinaison de possibilités et de défis présentée par les tendances commerciales et macro-économiques mondiales est devenue, en automne 1984, un important sujet de préoccupation pour le nouveau gouvernement canadien. Celui-ci a souligné l'importance de libérer les forces du marché et d'améliorer la compétitivité nationale, il a insisté aussi sur les relations économiques du Canada avec les États-Unis (surtout à une époque où s'accroît le protectionnisme américain). Il a pris sans tarder des mesures visant à améliorer les conditions de l'investissement au Canada et a procédé à de larges consultations sur la politique commerciale et les stratégies de promotion.

L'année financière 1984-1985 a été marquée par une certaine atténuation des difficultés économiques éprouvées

par le tiers monde. Les graves problèmes posés par l'endettement massif ont diminué, à la suite de la reprise dans les pays industrialisés et de l'ajustement amorcé par les pays débiteurs. Toutefois, les niveaux du service de la dette sont restés très élevés, ce qui entravait considérablement le développement dans certains pays pauvres. En outre, le maintien des taux d'intérêt élevés a continué de poser de graves difficultés de financement pour les pays en voie de développement. De plus, il était évident qu'une reprise dans le tiers monde, fondée sur l'expansion continue dans les pays industrialisés, n'était pas encore assurée. Toutefois, au cours de l'année, la reprise mondiale a entraîné quelques améliorations du rendement commercial dans certains pays en développement.

Le Canada a entrepris de faire connaître les préoccupations du tiers monde auprès des pays développés. Notamment à la rencontre des chefs d'État antillais du Commonwealth, tenue à Kingston, le Premier ministre s'est engagé à communiquer, à la prochaine rencontre au sommet, les préoccupations antillaises quant à l'accès au financement.

Le Canada a également joué un rôle majeur dans les efforts pour résoudre la plus importante crise à survenir cette année sur les plans des secours humanitaires et du développement, à savoir la famine qui sévit en Afrique dans la région au sud du Sahara. Plus de cinq cent mille Canadiens ont fait des dons à l'Éthiopie et à l'Afrique dont le total dépasse 35 millions de dollars. En contrepartie, le gouvernement a offert une somme de 65 millions de dollars en secours d'urgence, en plus des 150 millions en aide alimentaire et des 18 millions en aide humanitaire d'autres formes à l'Afrique.

Les préoccupations internationales sur les plans politique et stratégique ont été axées sur la conduite des relations Est-Ouest. À cet égard, la déclaration du sommet de Londres représentait une étape modeste dans la bonne voie, mais on a généralement continué de s'inquiéter de l'absence de dialogue entre les États-Unis et l'Union soviétique et de l'interruption suivie des négociations bilatérales sur les armements. Dans ce climat, le déploiement réussi des forces nucléaires de portée intermédiaire en Europe de l'Ouest a continué d'être la source de malaises dans certains pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Les perspectives de dialogue entre l'Est et l'Ouest se sont améliorées après la réélection du Président Reagan et l'accession de Mikhaïl Gorbatchev à la direction soviétique. Par ailleurs, les problèmes de succession étant apparemment réglés en Union soviétique, on s'attendait que cette dernière se penche davantage sur les divergences entre l'Est et l'Ouest. Les négociations américano-soviétiques sur les armements ont finalement repris à Genève en mars 1985. On ne s'attendait pas qu'elles donnent rapidement des résultats importants, mais on a considéré la reprise des négociations bilatérales directes comme une étape capitale.

L'initiative de défense stratégique américaine (IDS) a eu une portée considérable sur le processus de Genève et a beaucoup attiré l'attention internationale. Dans sa déclaration du 21 janvier 1985 à la Chambre des communes, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a bien accueilli l'annonce de la reprise des négociations américano-soviétiques sur les armements. Il a indiqué qu'il convenait d'inclure dans ces nouvelles négociations les systèmes de défense actuels et éventuels des deux parties. Étant donné par ailleurs que l'on ne connaissait pas encore la nature exacte du programme de l'IDS, il estimait qu'il était prématuré d'en arriver à des conclusions définitives et que les États-Unis feraient preuve de prudence en procédant au programme de recherches. En

même temps, il a souligné que le passage de la recherche au déploiement transgresserait le Traité sur les missiles antimissiles ballistiques et que, par conséquent, le gouvernement se réjouissait des assurances données par le Président Reagan que les États-Unis ne dépasseraient pas le stade de la recherche sans procéder à un débat et à des négociations.

En mars 1985, les États-Unis ont invité leurs alliés de l'OTAN, le Japon et l'Australie à participer à la recherche sur l'IDS, et ces divers pays ont commencé à délibérer sur les aspects stratégiques et économiques qui pourraient déterminer leurs réponses.

Au sommet de Québec, tenu en mars 1985, le premier ministre Mulroney a réaffirmé la position du Canada sur l'IDS en soulignant que le nouveau gouvernement comptait accorder une grande priorité à la sécurité nationale et en annonçant que le Canada augmenterait sa contribution à la sécurité collective, notamment par l'envoi d'un contingent supplémentaire de 1 200 hommes en Europe. Par ailleurs, un accord a été conclu avec les États-Unis en vue d'élaborer le système perfectionné d'alerte du Nord qui remplacera le Réseau avancé de pré-alerte, devenu désuet. Ce projet représente pour le Canada des débours supplémentaires de 600 millions de dollars au chapitre de la défense. Les réalisations du sommet de Québec dans les domaines du commerce et de l'environnement ainsi que de la sécurité ont témoigné concrètement du nouvel esprit de coopération qui existe entre le Canada et les États-Unis.

Il y a eu cette année très peu de signes d'apaisement des conflits et des tensions qui règnent dans plusieurs régions du monde. Au Moyen-Orient, la situation libanaise a continué de se détériorer avec la chute du gouvernement et les violences accrues entre les différents groupes religieux, et la guerre entre l'Iran et l'Irak a continué de faire rage. Par ailleurs, les relations israélo-arabes sont demeurées tendues, même si l'accord conclu entre la Jordanie et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en février 1985 marquait quelques progrès susceptibles d'aboutir à des pourparlers.

Au Cambodge, la situation s'est aggravée avec la destruction des dernières bases de résistance cambodgienne contre le Vietnam et l'accroissement considérable des tensions à la frontière thaïlando-cambodgienne.

En Amérique centrale, la situation s'est légèrement améliorée au Salvador sous le nouveau gouvernement Duarte, mais, au Nicaragua, les attaques des forces anti-gouvernementales se sont intensifiées. Le dialogue entre ce dernier pays et les États-Unis n'a fait que peu de progrès. De son côté, le Groupe Contadora a poursuivi ses efforts en vue d'élaborer des plans viables pour amener la paix et la stabilité dans la région.

En Afrique du Sud, les désordres civils et l'oppression gouvernementale ont atteint un tel point qu'il règne maintenant dans ce pays une atmosphère de crise.

Le Canada a continué de faire des pressions en vue de la résolution pacifique des conflits régionaux en prônant des moyens qui s'attaquent aux problèmes internes mais qui évitent de faire entrer en jeu les tensions Est-Ouest. Au Canada, le public s'est montré de plus en plus inquiet de la situation en Amérique centrale et a approuvé la position du Canada qui entend appuyer les efforts de paix du Groupe Contadora et s'opposer à la militarisation de la région.

Le Canada a également continué d'œuvrer au renforcement du système politique multilatéral. Ainsi, il a déployé des efforts importants aux réformes nécessaires des Nations Unies, tout particulièrement au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Chapitre 1

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Le Canada et le contexte économique international

Portée par une vigoureuse expansion aux États-Unis, la reprise économique, qui s'était amorcée en 1983 pour s'étendre l'année suivante à l'ensemble des pays de l'OCDE, a commencé à avoir des effets positifs sur les pays en voie de développement. En même temps, l'absence de pressions sur les salaires et les prix des matières de base a permis de contenir les taux d'inflation. Ainsi, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1985, les pays de l'OCDE ont eu un taux d'inflation de 4,7 pour cent. Prenant note du renforcement de la reprise et de la baisse de l'inflation, on a, à la rencontre ministérielle de l'OCDE en mai 1984 et au sommet de Londres en juin, réaffirmé l'engagement au cadre de la politique à moyen terme et réitéré que la réduction des déficits et l'ajustement structurel sont les meilleurs moyens de soutenir la croissance sans augmenter l'inflation.

Néanmoins, au fur et à mesure que l'année avançait, un certain nombre de tensions et de déséquilibres sont venus assombrir la situation. Il y a eu surtout le taux de chômage élevé et continu en Europe et au Canada (environ de 11 pour cent dans les deux régions au 31 mars 1985), malgré deux années de reprise et, tout au moins au Canada, une croissance raisonnable de la population employée. Aux États-Unis, la reprise économique a entraîné une baisse du taux de chômage (jusqu'à 7,3 pour cent), alors qu'au Japon, il demeurait peu élevé.

Il y avait un autre sujet de préoccupation, les effets à l'échelle internationale des politiques macro-économiques américaines, en particulier l'important déficit budgétaire, les taux d'intérêt élevés quoiqu'en baisse, le taux de change du dollar américain et l'important et croissant déficit courant. Certes, les partenaires commerciaux des États-Unis ont profité de l'accroissement rapide des importations américaines, ce qui a contribué à leur reprise, mais la montée en flèche du dollar américain et les taux d'intérêt élevés ont limité la flexibilité de leur politique macro-économique. Cette conjonction de facteurs a assombri les perspectives d'une reprise mieux assurée, car elle fonde davantage la croissance sur la consommation et l'investissement nationaux et moins sur les exportations. En conséquence, les appels en faveur de mesures urgentes de réduction du déficit budgétaire américain, que de nombreux observateurs considèrent comme la source de ces déséquilibres, sont devenus de plus en plus vigoureux et pressants tout au long de l'année.

Enfin, on s'inquiétait de voir qu'après deux ans de reprise, les pressions protectionnistes continuaient de monter dans les pays de l'OCDE. Aux États-Unis, l'augmentation rapide des importations a soumis plusieurs secteurs de l'économie à de graves pressions concurrentielles. Ce facteur et l'accroissement du déséquilibre de la balance commerciale avec le Japon ont amené le Congrès à exiger une surtaxe à l'importation et

d'autres mesures restrictives. Quoique l'administration américaine et d'autres gouvernements aient généralement réussi à résister à ces pressions, il y a eu peu de progrès quant à « l'annulation » des mesures protectionnistes déjà adoptées, ce qu'ils avaient promis de faire à l'OCDE et ailleurs. Étant donné les graves conséquences qu'une montée du protectionnisme pourrait avoir sur le système commercial multilatéral et les avantages que pourrait présenter une nouvelle ronde de négociations commerciales au niveau de l'amélioration de l'accès aux marchés, les États-Unis, appuyés par le Canada et le Japon, ont commencé à se préparer à une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Questions financières internationales et investissement

Les problèmes de la dette dans les pays en voie de développement avaient suscité de graves soucis en 1983; il y eut des progrès encourageants en 1984. Lors du sommet de Williamsburg on a élaboré une stratégie par cas qui combinait des programmes d'ajustement appuyés par le Fonds monétaire international (FMI), des accords de rééchelonnement des dettes et du nouveau financement obtenu de sources officielles et commerciales; cette stratégie, étoffée au sommet de Londres a bien fonctionné.

De nombreuses économies latino-américaines qui grevaient d'importantes dettes ont profité d'une expansion rapide des exportations, principalement aux États-Unis, et ont pu réduire leur déficit courant. Certes, les programmes d'ajustement structurel imposés à certains pays débiteurs ont entraîné une réduction des importations et d'autres mesures liées à la demande, dont la mise en œuvre exigeait beaucoup de courage politique, mais ces pays ont pu accroître quelque peu leur PNB. Toutefois, les pressions inflationnistes auxquelles étaient soumis certains d'entre eux n'ont pas diminué au cours de l'année. Le FMI a donc été forcé d'interrompre un certain nombre de ses programmes et de renégocier les critères de rendement.

Nouvel élément important dans la stratégie relative à la dette, les banques commerciales se sont montrées disposées à négocier des accords pluri-annuels de rééchelonnement avec un certain nombre de pays débiteurs d'Amérique latine. Les créanciers officiels ont également accepté de tels rééchelonnements dans certains cas opportuns.

Bien qu'en termes bruts, la charge de la dette ait été inférieure dans les États africains et n'ait pas menacé aussi gravement le système financier international, la communauté internationale, dont le Canada, a de plus en plus pris conscience qu'on ne devait pas sous-estimer les problèmes de la dette de ces pays et d'autres pays à revenu peu élevé. Malgré la reprise économique dans les pays industrialisés et l'amélioration du rendement économique de certains grands

pays débiteurs, la persistance de taux d'intérêt relativement élevés, la dépression des bourses des marchandises et les pressions protectionnistes qui ont marqué l'année 1984 laissent prévoir que les problèmes liés à la dette continueraient encore pendant quelque temps à figurer en bonne place dans l'ordre du jour économique international.

Lors de diverses rencontres multilatérales, le Canada a appuyé la stratégie de solution par cas au problème de la dette et a participé aux négociations de rééchelonnement des dettes au sein du groupe informel de créanciers officiels connu sous le nom du Club de Paris. Comme les problèmes de la dette des pays en voie de développement persisteront probablement pendant plusieurs années, le Canada a prié instamment ses partenaires au sommet de Londres, d'une part, d'appuyer que la communauté internationale envisage d'accorder à la Banque mondiale un rôle plus prépondérant et, d'autre part, de soutenir les discussions au sein du Comité de développement du FMI et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) sur les perspectives à moyen et à long termes de flux financiers vers les pays en voie de développement. Ces suggestions ont été acceptées au sommet de Londres. Par la suite, lors des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale, il a été convenu de consacrer les rencontres du Comité intérimaire et du Comité du développement prévues en avril 1985 aux problèmes qu'éprouvent les pays en voie de développement aux chapitres de la dette et de l'ajustement. Ces démarches constituaient une preuve importante qui montre à ces pays que les institutions internationales actuelles peuvent se pencher sur leurs problèmes.

En 1984, il y eut plusieurs discussions multilatérales importantes sur l'investissement international. À l'OCDE, le Canada a participé aux réunions du Comité de l'investissement international et des entreprises multinationales. Ce comité a terminé son examen de la déclaration de 1976 de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales, qui avait été amorcé à la rencontre ministérielle de mai 1984. On continue de considérer les instruments de l'OCDE relatifs aux investissements comme un cadre équilibré et stable pour la coopération internationale. Toutefois, l'étude a passé en revue un certain nombre de nouveaux secteurs, tels que l'ajustement structurel des entreprises multinationales et les mesures d'investissement liées au commerce, et a étoffé les lignes directrices destinées aux entreprises multinationales. Éléments tout à fait remarquables, au moins du point de vue canadien, le Rapport de 1984 fait état du problème que présentent les exigences contradictoires imposées par les pays membres aux entreprises multinationales, et les ministres de l'OCDE ont avalisé une série de considérations générales et d'approches

pratiques visant à annuler ou à limiter la portée de ces exigences. À l'OCDE, le Canada a activement fait valoir un consensus visant à s'attaquer à de tels problèmes et a annoncé son intention d'adhérer au code de l'OCDE sur la libéralisation des mouvements de capitaux. Aux Nations Unies, le Canada a pris part aux négociations entourant la préparation d'un Code de conduite des sociétés transnationales. Ces négociations n'étaient pas terminées à la fin de l'année.

Le 7 décembre 1984, le nouveau gouvernement du Canada a présenté la Loi sur Investissement Canada, qui doit remplacer la Loi sur l'examen de l'investissement étranger. Cette nouvelle loi est destinée à encourager et à faciliter les investissements productifs au Canada et à rendre notre pays plus propice aux affaires. L'examen de l'investissement se limitera dorénavant aux acquisitions importantes d'entreprises canadiennes par des étrangers et aux nouveaux investissements ou acquisitions de portée plus restreinte dans des domaines culturels délicats, mais délimités. Bien que la loi n'ait pas été adoptée à la fin de l'année, le projet a été bien accueilli par les partenaires commerciaux du Canada et les investisseurs étrangers.

Les questions liées à la propriété intellectuelle et à la politique de concurrence ont continué de retenir l'attention. Le ministère a pris part à la quatrième session de la Conférence diplomatique sur la révision de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, tenue à Genève du 27 février au 24 mars 1984. Ces négociations se poursuivront en 1985, car les changements à apporter n'ont fait l'objet d'aucun accord entre les pays industrialisés et ceux en voie de développement.

En avril 1984, le ministre de la Consommation et des Corporations a annoncé la création d'une Commission d'enquête sur l'industrie pharmaceutique qui, dans le cadre de son mandat, a été priée d'examiner la portée des licences obligatoires pour le développement de l'industrie pharmaceutique nationale. La Commission a reçu diverses représentations de gouvernements étrangers et de compagnies pharmaceutiques multinationales. En mai, le ministre de la Consommation et des Corporations a présenté à la Chambre des communes un Livre blanc, intitulé *De Gutenberg à Télidon*, qui a suscité l'intérêt international. En 1985, on continuera d'étudier la protection des brevets pharmaceutiques et la protection conférée par le droit d'auteur.

En avril 1984, le ministre de la Consommation et des Corporations a présenté le projet C-29, intitulé Loi pour modifier la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, qui prévoyait certaines dispositions relatives à la création de consortiums d'exportation. Toutefois, le projet est mort au Feuilleton à la dissolution du Parlement.

Chapitre 2

LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL

Évolution du commerce extérieur du Canada

La recrudescence marquée des échanges mondiaux, qui s'était amorcée à la fin de 1983 après trois années de déclin et de stagnation, s'est poursuivie en 1984. Cette année-là, le volume des échanges s'est accru de plus de huit pour cent par rapport à 1983. La poursuite de la reprise, principalement due aux importations américaines, s'est fait sentir surtout dans les pays industrialisés, car certains pays en voie de développement ont dû limiter leurs échanges, en raison de leurs possibilités réduites de financer leurs importations.

Le commerce canadien est monté en flèche en 1984. Les exportations se sont accrues de plus de 12 pour cent, pour atteindre une valeur totale de quelque 112,5 milliards de dollars pendant l'année civile 1984, soit une augmentation de 12 milliards par rapport à l'année précédente. Quant à nos importations, elles se sont accrues de près de 27 pour cent pour atteindre 95,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 20 milliards par rapport aux 12 mois précédents. Nous avons donc une balance commerciale excédentaire de 16,7 milliards de dollars.

Évolution régionale des échanges

Les États-Unis sont demeurés de loin notre plus important marché d'exportation en 1984. Nos exportations dans ce pays, qui représentaient 76 pour cent de l'ensemble de nos exportations, se sont élevées à 85,1 milliards de dollars en 1984, soit un accroissement de près de 29 pour cent par rapport à l'année précédente. Nos importations en provenance des États-Unis ont atteint 68,5 milliards de dollars (environ 72 pour cent du total des importations pour la période visée). Nous avons donc eu un excédent commercial de plus de 16,6 milliards de dollars. Nos exportations dans ce pays sont 14 fois plus élevées que celles que nous destinons à notre second plus important marché, le Japon. L'accroissement des exportations s'explique par un certain nombre de facteurs : la vigueur de la reprise économique aux États-Unis, la hausse de la demande américaine pour les automobiles fabriquées au Canada, la croissance continue des exportations de biens de haute technologie et l'amélioration de notre position concurrentielle. En revanche, les énormes déficits commerciaux, que les États-Unis ont avec nombre de leurs partenaires, ont alimenté les pressions protectionnistes au Congrès et menacé les intérêts du Canada au chapitre des exportations. Il y a eu en effet des projets de restriction des importations dans un certain nombre de secteurs, dont celui des résineux de construction et des produits du sucre. Des mesures compensatrices ont été prises contre les importations de cochon et de porc et des mesures semblables pourraient être prises à l'égard du poisson. L'importation d'acier et de cuivre canadiens a été menacée par des mesures commerciales spéciales, que le ministère a réussi à écarter grâce aux arguments qu'il a fait valoir, de concert avec les industries et les gouvernements provinciaux concernés.

Les exportations à destination de l'Europe de l'Ouest ont augmenté de 5,9 pour cent pour atteindre 8,12 milliards de dollars. Comme nos importations ont augmenté encore plus, soit de 33,5 pour cent pour atteindre une valeur de 10,7 milliards de dollars, notre balance commerciale a considérablement changé en faveur de cette région. La part de l'Europe occidentale dans nos exportations a baissé à neuf pour cent en 1984, atteignant un niveau inférieur à celui du début des années soixante, période pendant laquelle elle était d'environ 25 pour cent.

Le commerce avec la Communauté européenne a repris après le redressement économique qui a suivi la récession. Les mesures prises de part et d'autre au niveau des échanges ont affecté les relations commerciales du Canada. Toutefois, le litige suscité par la décision unilatérale prise par la Communauté de réduire le contingent de papier journal admis en franchise a été réglé, les deux parties ayant négocié un règlement qui prévoit un niveau d'accès en franchise acceptable pour le Canada.

Nos exportations vers l'URSS et l'Europe de l'Est se sont accrues de 18 pour cent pour atteindre 2,48 milliards de dollars, soit presque le record de 1982. Les ventes de céréales comptaient pour 80 pour cent de ces exportations. Nos importations en provenance de ces régions ont augmenté de 20 pour cent pour atteindre 302 millions de dollars.

L'Asie et les pays du Pacifique présentent d'énormes débouchés pour le Canada, car cette région jouit actuellement du taux de croissance économique le plus rapide au monde. Après les États-Unis, le Japon est notre plus important partenaire commercial. Nos exportations dans ce pays se sont accrues de 19 pour cent par rapport à l'an passé, pour atteindre 5,6 milliards de dollars et, à elles seules, nos ventes de charbon ont augmenté de 53 pour cent par rapport à 1983. Nos importations du Japon ont augmenté de 29 pour cent pour atteindre 5,7 milliards de dollars; elles étaient concentrées dans les secteurs de l'automobile, des ordinateurs, du matériel de télécommunication et de l'audio-visuel. Non seulement notre balance commerciale avec le Japon a continué de décliner, mais, en 1984, pour la première fois en dix ans, elle a été déficitaire. Par ailleurs, l'importation d'autos japonaises au Canada a suscité le plus grave litige, au fur et à mesure que le marché national reprenait et que les producteurs canadiens poursuivaient leurs efforts pour s'adapter aux nouvelles demandes des consommateurs.

Après le Japon, la Chine est demeurée de loin notre plus important marché en Asie. Quoique les exportations aient baissé à 1,27 milliard de dollars en 1984, surtout en raison de la réduction des ventes de blé, les ventes d'autres articles ont considérablement augmenté et les exportations de produits fabriqués ont plus que doublé, nos efforts de commercialisation ayant été axés sur le programme de modernisation de la Chine. Notre commerce avec la Corée a pris un essor rapide: nos importations d'automobiles et de vêtements ont augmenté et nos exportations de charbon se sont accrues de 30 pour cent. Nos exportations à Hong Kong

ont légèrement baissé alors que nos importations en provenance des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) se sont accrues de 19 pour cent par rapport à 1983. Les exportations vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont augmenté de façon marquée en 1984, soit de 41 pour cent dans le cas de l'Australie et de 54 pour cent dans celui de la Nouvelle-Zélande. Les deux pays sont restés d'importants marchés pour les biens d'équipement et les autres produits entièrement fabriqués.

Après une année 1983 difficile pendant laquelle de nombreux pays d'Afrique ont dû faire face à des problèmes économiques et financiers, nos relations commerciales avec ce continent se sont nettement améliorées en 1984. Nos exportations ont atteint 1,5 milliard de dollars et nos importations, 1,1 milliard. Malgré les restrictions des dépenses auxquelles ont été forcés la plupart des pays du Moyen-Orient à la suite de la baisse des revenus pétroliers, on estime que

les exportations canadiennes de biens et de services vers ces pays se sont élevées à environ 2,5 milliards de dollars, l'Arabie saoudite constituant notre plus important marché d'exportation dans la région. La croissance devrait se poursuivre.

En Amérique latine et dans les Antilles, l'heure était toujours au rééchelonnement de la dette, au contrôle strict du change et à l'extension des exigences en matière de licences d'importation. En outre, un marché pétrolier mondial bien fourni a réduit la capacité d'exportateurs pétroliers comme le Mexique et le Venezuela de financer leurs importations. En dépit de ces nouvelles conditions, nos exportations se sont légèrement accrues en 1984 (environ neuf pour cent), notamment à Cuba et au Brésil, alors qu'elles ont continué de baisser au Venezuela et au Mexique. Les exportations aux Antilles ont dépassé un milliard de dollars, le Canada poursuivant ses efforts d'expansion commerciale dans la région.

EXPORTATIONS VERS LES PRINCIPAUX MARCHÉS (milliers de dollars)

Zone de commerce	Année	Animaux vivants	Aliments, provendes, boissons et tabacs	Matières brutes, non comestibles	Matières travaillées, non comestibles	Produits finis, non comestibles	Transactions spéciales commerciales	Total exportations nationales	Total réexportations
Janvier à décembre									
États-Unis	1982	277 660	2 462 889	9 403 492	19 631 062	23 848 730	223 620	55 847 454	1 837 567
	1983	290 640	2 625 639	9 081 384	22 680 652	29 673 471	175 911	64 527 697	1 804 831
	1984	480 523	2 983 266	10 567 570	27 709 829	40 749 395	325 680	82 796 262	2 259 324
Royaume-Uni	1982	305	555 942	405 827	1 291 272	413 586	2 606	2 669 538	57 054
	1983	2 954	501 376	572 541	1 035 316	334 139	2 470	2 448 796	59 995
	1984	2 276	397 044	572 500	1 087 107	382 963	1 534	2 443 424	96 211
Autres CEE	1982	9 370	668 951	1 292 968	2 006 922	726 941	3 073	4 708 225	150 203
	1983	9 557	639 716	1 081 939	1 787 854	673 477	1 222	4 193 765	118 354
	1984	9 906	488 061	1 356 946	1 913 388	706 265	3 683	4 478 248	138 972
Japon	1982	4 891	1 045 574	1 949 018	1 401 330	167 354	223	4 568 389	21 517
	1983	3 152	1 068 209	2 013 620	1 431 963	210 088	1 142	4 728 174	33 594
	1984	2 925	1 077 116	2 635 773	1 731 580	180 889	361	5 628 644	25 639
Autres OCDE	1982	892	301 077	500 899	599 567	639 978	7 042	2 049 455	100 788
	1983	1 545	237 895	405 938	413 087	513 770	5 403	1 577 640	132 642
	1984	6 225	223 383	559 623	580 794	616 252	4 031	1 990 308	125 824
Autres Amériques	1982	9 805	934 084	236 276	826 767	984 606	14 376	3 005 914	368 378
	1983	6 234	1 000 755	224 014	717 951	803 211	3 509	2 755 674	206 816
	1984	21 231	941 085	335 622	843 474	820 555	22 937	2 987 904	179 640
Autres pays	1982	22 355	3 927 863	994 492	2 108 156	1 909 578	13 404	8 975 848	169 923
	1983	25 677	4 000 320	1 013 366	1 944 228	1 264 121	26 792	8 274 503	101 429
	1984	17 279	4 184 836	1 322 611	2 123 737	1 533 719	36 499	9 218 682	126 361
Ensemble des pays	1982	325 278	9 896 381	14 782 972	27 865 077	28 690 773	264 344	81 824 824	2 705 429
	1983	339 761	10 073 910	14 392 802	30 011 051	33 472 277	216 449	88 506 249	2 457 660
	1984	520 365	10 297 792	17 350 645	35 989 910	44 990 038	394 724	109 543 473	2 951 976

Source : Statistique Canada 65-001

Note : Chiffres préliminaires. Ces chiffres peuvent ne pas correspondre exactement à d'autres chiffres mentionnés dans le rapport.

IMPORTATIONS EN PROVENANCE DES PRINCIPAUX MARCHÉS

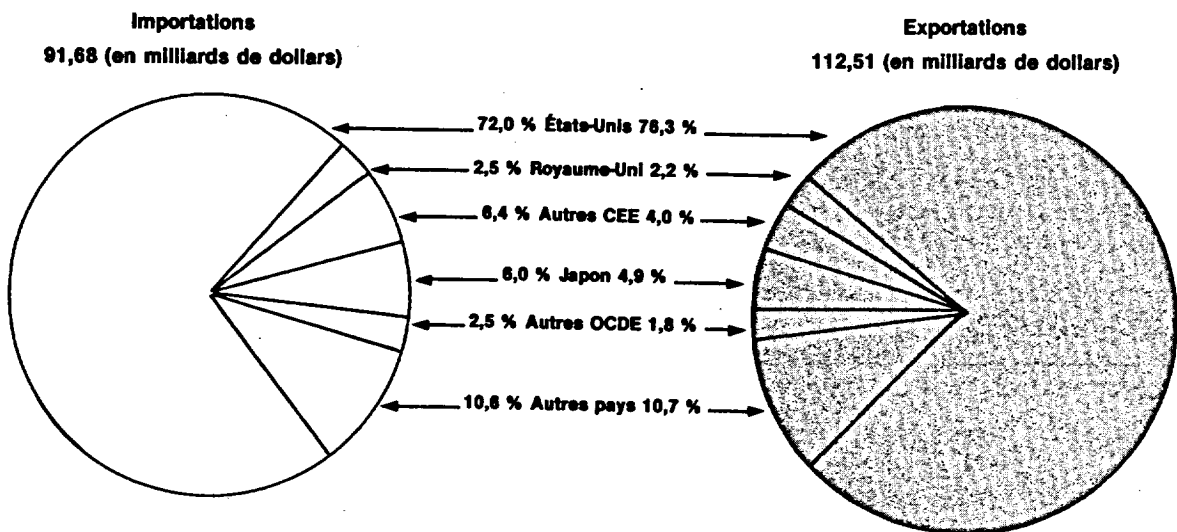
(milliers de dollars)

Zone de commerce	Année	Animaux vivants	Aliments, provendes, boissons et tabacs	Matières brutes, non comestibles	Matières travaillées, non comestibles	Produits finis, non comestibles	Transactions spéciales commerciales	Total importations
Janvier à décembre								
États-Unis	1982	131 815	2 570 447	3 850 947	8 383 797	32 163 181	765 749	47 865 936
	1983	127 797	2 626 378	3 425 624	10 032 902	37 163 148	727 451	54 103 299
	1984	90 974	3 087 216	4 078 832	11 838 480	48 200 201	1 154 574	68 450 276
Royaume-Uni	1982	969	148 851	359 299	464 836	890 008	39 986	1 903 948
	1983	924	145 214	231 370	424 959	961 832	45 508	1 809 806
	1984	746	170 717	527 907	528 115	1 026 734	63 189	2 317 408
Autres CEE	1982	2 063	449 746	87 009	1 069 614	2 126 750	69 513	3 804 694
	1983	1 607	464 381	104 157	1 253 840	2 252 865	72 786	4 149 637
	1984	1 050	664 466	127 526	1 873 430	3 166 798	96 410	5 929 681
Japon	1982	30	47 502	53 886	495 515	2 903 811	26 052	3 526 797
	1983	16	56 938	61 372	436 749	3 820 393	33 973	4 409 441
	1984	35	72 260	70 248	558 380	4 965 606	43 976	5 710 505
Autres OCDE	1982	204	478 468	206 328	443 905	753 195	28 649	1 910 749
	1983	702	449 754	212 785	530 071	878 509	19 948	2 091 768
	1984	357	459 831	217 341	594 185	992 586	44 170	2 308 471
Autres Amériques	1982	367	752 524	2 718 378	474 511	352 582	25 971	4 324 333
	1983	549	744 628	1 842 472	678 336	531 916	17 039	3 814 939
	1984	460	858 673	1 843 432	974 064	1 028 253	17 044	4 721 926
Autres pays	1982	683	354 162	1 414 959	462 746	2 229 448	57 247	4 519 246
	1983	568	383 022	1 323 331	648 833	2 788 547	63 374	5 207 675
	1984	689	496 992	1 128 857	842 258	3 730 466	116 669	6 315 932
Ensemble des pays	1982	136 130	4 801 700	8 690 806	11 794 923	41 418 976	1 013 168	67 855 703
	1983	132 165	4 870 314	7 201 111	14 005 689	48 397 209	980 078	75 586 566
	1984	94 312	5 810 156	7 994 143	17 208 913	63 110 644	1 536 032	95 754 199

Source : Statistique Canada 65-001

Note : Chiffres préliminaires. Ces chiffres peuvent ne pas correspondre exactement à d'autres chiffres mentionnés dans le rapport.

Importations et exportations par groupe de pays, 1984
(Sur la base de la balance des paiements)



Note : Ces chiffres peuvent ne pas correspondre exactement à d'autres chiffres mentionnés dans le rapport.

Évolution de la politique commerciale

En janvier 1985, le ministre du Commerce extérieur a publié un document de travail intitulé *Comment maintenir et renforcer notre accès aux marchés extérieurs*. Ce document comprend trois parties. La Partie I traite de l'importance du commerce pour la croissance économique nationale et du milieu commercial international, notamment les possibilités et les défis qu'il présente aux exportateurs canadiens. La Partie II passe en revue les conséquences d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales, et les objectifs et les priorités canadiennes à établir en vue de ces négociations. Enfin, la Partie III envisage les approches bilatérales à adopter à l'égard des États-Unis en soulignant l'importance de ce marché et la vulnérabilité de nos exportations aux menaces protectionnistes.

Au cours de 1984-1985, il y a eu du progrès dans la mise en œuvre du programme de travail du GATT convenu à la rencontre ministérielle de 1982, qui était présidée par le Canada. L'objectif du programme est d'aider les pays à résister aux pressions protectionnistes et de recommander des solutions à divers problèmes commerciaux. Les travaux ont été particulièrement intenses dans les secteurs du commerce de l'agriculture, des services et des produits à base de ressources, y compris les produits à moitié ou entièrement traités, ainsi que sur l'élaboration d'un accord international relatif aux mesures de sauvegarde. Les négociations visant à améliorer et à élargir la portée de l'Accord du GATT relatif aux marchés publics se sont poursuivies au cours de l'année et l'extension à 32 groupes de produits supplémentaires de la couverture

de l'Accord du GATT relatif au commerce des aéronefs civils est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1985.

Au cours de l'année, le Canada a participé à plusieurs affaires du GATT. À la suite des mesures prises en janvier 1984 par la Communauté économique européenne (CEE), qui visait à réduire unilatéralement son contingent de papier journal exempt de droits de 1,5 million de tonnes à 0,5 million, le Canada a demandé qu'un groupe spécial soit créé afin d'étudier la question. Le groupe a conclu que l'action de la CEE contrevenait au GATT et son rapport a été adopté le 17 octobre 1984. À la suite de nouvelles négociations tenues avec la CEE, un règlement mutuellement satisfaisant a été conclu, qui prévoit la poursuite de nos exportations de papier journal en franchise. À la demande de la CEE, on met sur pied un groupe spécial du GATT afin d'étudier les présumées pratiques discriminatoires de fixation des prix par nos sociétés provinciales des alcools. Le choix des membres du groupe et le mandat n'ont pas encore été arrêtés. Après des consultations avec le Canada, le gouvernement de l'Afrique du Sud a, le 26 octobre 1984, demandé la création d'un groupe spécial afin d'examiner les pratiques du gouvernement ontarien qui impose une taxe sur la vente des pièces d'or importées. Les délibérations du groupe se poursuivent.

Au cours de l'année, le Canada a participé activement aux travaux de l'OCDE. À la rencontre de mai, les ministres de l'Organisation ont reconnu l'importance primordiale d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales pour renforcer le système commercial ouvert et accroître les débouchés.

Le Comité des échanges a débattu l'importance d'accroître les débouchés des pays en voie de développement, des questions commerciales Est-Ouest, des mesures destinées à renforcer la transparence et la discipline dans le secteur des crédits liés à l'aide et du financement connexe des exportations, ainsi que du nouveau secteur des échanges dans les services et la technologie de pointe. Le Comité de l'industrie a examiné des questions telles que l'ajustement industriel, la technologie de pointe et le secteur de la construction navale. Eu égard aux problèmes des échanges internationaux dans le secteur de l'acier, problèmes qui proviennent surtout de la surcapacité mondiale, le Comité de l'acier a étudié le subventionnement des usines et de l'équipement sidérurgiques, les problèmes comparatifs d'ajustement structurel, dont les questions de main-d'œuvre, ainsi que la production globale et les tendances liées aux utilisations et aux échanges. Le Comité de l'agriculture a continué de passer en revue le développement des marchés des céréales, des viandes et des produits laitiers et horticoles, l'évolution des politiques agricoles dans les pays membres ainsi que les politiques des échanges agricoles et connexes.

Le ministre du Commerce extérieur a participé à deux rencontres informelles des ministres du Commerce représentant divers pays développés et en voie de développement. Les rencontres, qui ont eu lieu respectivement à Washington en mai 1984 et à Rio de Janeiro en septembre 1984, ont permis aux ministres de discuter de la situation du système commercial multilatéral et d'échanger leurs vues sur la façon dont les participants pourraient s'unir pour renforcer les relations commerciales au sein de la communauté internationale. Ces rencontres avaient comme objectif implicite de forger un consensus international en faveur d'une nouvelle série de négociations multilatérales.

Le Canada a participé à deux rencontres de la Quadrilatérale qui ont eu lieu en juin 1984 à Erbach (Allemagne de l'Ouest) et en février 1985 à Kyoto (Japon). Les ministres du Commerce des États-Unis, de la CEE, du Japon et du Canada ont étudié l'évolution du système commercial international et discuté des préparations en vue d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales.

En mars 1985, le ministre du Commerce extérieur a également assisté à une rencontre internationale sur les thèmes « du commerce mondial, de la reprise économique et de la dette des pays souverains », tenue à Ludwigsburg (Allemagne de l'Ouest). La rencontre était organisée par le Centre de recherches sur les politiques commerciales.

Commerce international des produits de base

Le Canada a continué de participer aux principaux accords internationaux sur les produits de base (lait, sucre, café, étain et caoutchouc naturel). Le seul accord où le Canada figure comme pays exportateur, l'Accord international sur le blé, est un mécanisme consultatif sans dispositions économiques. Les accords sur le sucre, le café, le caoutchouc naturel et l'étain comprennent des dispositions visant à stabiliser les prix. Le nouvel accord sur le sucre, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1985, se limite à un cadre consultatif en raison de l'impossibilité de convenir à la fourchette de prix et à d'autres dispositions destinées à stabiliser le marché. Le Canada n'a pas adhéré à l'accord actuel sur le cacao, estimant que ses dispositions économiques ne pourraient être appliquées, mais s'associe aux efforts visant à le renégocier.

Les accords sur l'étain et le caoutchouc naturel ont permis de stabiliser les prix dans la fourchette fixée, mais l'étain a posé de graves difficultés en raison d'une pression constante à la baisse exercée sur le prix plancher.

Le Canada est également signataire de l'Accord international sur le jute, qui ne comprend aucune disposition de stabilisation des prix, mais vise à accroître la recherche et le développement ainsi qu'à promouvoir l'expansion des marchés dans ce secteur. Le Canada a annoncé qu'il accorderait une subvention volontaire de 100 000 \$ pour contribuer à financer les projets proposés par l'Organisation internationale du jute.

Au cours de 1984-1985, de plus grands efforts ont été déployés pour maintenir l'accès aux marchés des produits canadiens à base de ressources, face aux menaces protectionnistes. En outre, on a débattu une large gamme de questions soulevées par l'accroissement de la concurrence internationale dont font objet les produits dérivés des ressources. En préparation de la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales, on s'est efforcé de libéraliser le commerce des métaux non ferreux et des produits forestiers. En réponse aux recommandations du Groupe de travail de l'industrie pétrochimique, le ministère a consulté les représentants de l'industrie et des provinces sur des moyens efficaces de renforcer l'accès des produits pétrochimiques aux marchés. À la suite d'une recommandation de l'Association minière du Canada au sujet de la nécessité d'un plus grand dialogue intergouvernemental sur le commerce, la production et l'utilisation du cuivre, des premières consultations ont été tenues avec l'industrie au Canada et au niveau international. On a aussi multiplié les efforts pour arriver à une plus grande coopération internationale basée sur des données scientifiques sûres, en vue d'un règlement sanitaire et environnemental de l'amiante. Par ailleurs, des progrès considérables ont été réalisés pour élaborer un fondement efficace d'un groupe consultatif international sur le nickel, afin de favoriser une plus grande transparence des marchés. Enfin, le ministère a continué de participer activement aux organismes internationaux axés sur les ressources tels que le Groupe d'étude international du plomb et du zinc, l'OCDE, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA). Ces efforts ont été renforcés par des discussions bilatérales suivies avec les pays intéressés au commerce des produits dérivés des ressources.

Intensification du commerce international Produits agricoles, alimentaires et halieutiques

La Direction générale de l'agriculture, des pêcheries et des produits alimentaires a continué de servir de point de convergence aux activités de commerce internationales du gouvernement fédéral pour tous les produits alimentaires, à l'exception des céréales et des oléagineuses. Dans le domaine de l'expansion des marchés, la Direction générale a été extrêmement active dans le secteur des foires et des missions organisées en vertu du Programme des projets de promotion (PPP) et des composantes relatives aux aliments et aux poissons du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME).

La Direction générale a joué un rôle actif dans la résolution des questions de politiques soulevées par la Commission d'enquête Carter sur les problèmes de commercialisation des

pommes de terre de l'Est canadien, les amendements apportés à plusieurs lois régissant le commerce des produits agricoles et les consultations sur le bœuf irlandais. Elle a également contribué aux travaux du GATT sur les questions agricoles et à ceux de l'OCDE sur les produits laitiers et le bœuf, et a participé à la préparation d'analyses sur le bœuf et les boissons alcooliques en vue de discussions commerciales sectorielles avec les États-Unis.

On a par ailleurs terminé une étude du marché mondial des produits de pépinières, dirigé une étude sur les besoins de pois secs et de légumineuses à grains en Afrique, et on élabore actuellement des profils sur les diverses espèces de poissons.

La Direction générale a aidé des entreprises canadiennes à percer de nouveaux marchés, par exemple, celui des cigares au Japon, de la langouste en France, des chevaux en Italie, du hareng en Pologne, des pommes de terre à Chypre, et elle a contribué à la formation d'un consortium sur le capelan. Elle a aidé d'autres ministères à s'assurer que leurs nouveaux programmes tiennent compte de la possibilité de l'exportation dans les secteurs tels que la réglementation des pesticides, la certification des semences, l'utilisation internationale des antibiotiques, les consultations sur le poisson de fond et les aperçus de l'industrie. Elle a également mis sur pied un système de rapports agricoles en consultation avec divers ministères, afin de traiter l'information fournie par les missions à l'étranger.

Des géniteurs de races animales et du matériel génétique canadiens ont été présentés au Royal Agricultural Show et au Royal Highland Show en Grande-Bretagne, au Salon international de l'Agriculture en France, à Equitana en Allemagne, au Royal Easter Show en Australie et au Reggio Emilia Show en Italie. Des chevaux de selle ont été présentés à la Fiera Cavalli en Italie et au Salon du Cheval en France. La Direction générale a aussi organisé des séminaires commerciaux en Amérique latine, en Afrique et en Asie et, en octobre, une mission commerciale de reproducteurs porcins en Asie du Sud-Est. Une mission sur les semences organisée au Japon en juillet a abouti à la conclusion d'un accord qui permettra aux Canadiens d'exporter des semences et des embryons de bœuf dans ce pays. Des représentants et des journalistes étrangers ont participé à « Benchmark 100 », symposium technique organisé par l'Association Holstein et appuyé par le ministère. Les visites de groupes d'acheteurs du Royaume-Uni, de l'Australie, du Pérou, de l'Équateur et du Venezuela ont donné lieu à des ventes de bœuf, de géniteurs de race laitière et de porc et de semences, et ont suscité des demandes de renseignements sur les graines de plantes fourragères. Une mission au Venezuela, en Colombie et au Panama sur l'alimentation des animaux, parrainée par le ministère et organisée en collaboration avec l'Association canadienne des industries de l'alimentation animale et le ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR), a suscité de l'intérêt pour les ingrédients et les services techniques canadiens dans le secteur de l'alimentation animale.

Au chapitre des aliments transformés, la Direction générale a collaboré à l'organisation d'importantes foires alimentaires internationales, dont le SIAL à Paris, Foodex à Tokyo, l'International Food and Drink Exhibition à Londres et Saudi Food à Riyadh, ainsi que d'une série distincte de foires de promotion solo aux États-Unis. Entre autres activités, mentionnons les lancements en magasin, les missions commerciales et les subventions en vertu du PDME visant à aider le secteur privé

à percer sur de nouveaux marchés. Elle a par ailleurs amorcé des travaux sur les profils commerciaux de pays et de régions importants où l'on pourrait écouler des produits transformés canadiens.

La Direction générale a subventionné la Wild Blueberry Association of North America, qui contribue à faire connaître les bleuets canadiens en Europe et au Japon. Elle a en outre parrainé des missions de Chypre et d'Argentine qu'intéressaient les pommes de terre de semence et, dans le cadre du PDME, elle a subventionné les entreprises canadiennes à la recherche de marchés au Moyen-Orient et au Brésil. Enfin, elle a continué d'appuyer l'industrie de la pomme de terre canadienne dans ses essais de variétés et ses activités de promotion générique sur les marchés étrangers.

Dans le secteur des pêches, la Direction générale a participé à la mise en œuvre du Programme spécial PDME-Pêche (20,5 millions de dollars sur cinq ans) destiné à accroître les ventes sur les marchés étrangers. Cinq grands projets sont déjà sur pied et trois sont en cours d'évaluation. Des missions parrainées par le ministère ont visité le Brésil pour y encourager la vente du poisson salé, ainsi que l'URSS, la Pologne et la République démocratique allemande pour y faire valoir le hareng et le poisson de fond surgelé et, enfin, le Japon pour y faire connaître le capelan. La Direction générale a participé à des foires commerciales du poisson aux États-Unis, en Europe et au Japon et a organisé des missions d'acheteurs provenant d'Australie, de Suisse, d'Autriche, de France et d'autres pays d'Europe. Un document de stratégie sur les moyens d'aider les entreprises nationales à pénétrer les marchés aux États-Unis a été préparé en collaboration avec les représentants provinciaux et l'industrie et des travaux ont été amorcés sur de semblables documents pour le Japon et l'Europe. On a commencé les préparatifs des prochaines négociations commerciales multilatérales sur les produits du poisson et, d'après la recommandation de la Direction générale, on a créé une commission d'enquête pour étudier la question du phoque. Enfin, la Direction générale a participé aux travaux de l'Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord et a étudié les questions des importations du saumon taïwanais et des règlements de transbordement concernant le poisson.

Céréales et oléagineuses

La Direction générale de la commercialisation des céréales a continué de faciliter les exportations de céréales et d'oléagineuses canadiennes et de leurs produits. En 1984-1985, les quantités exportables ont été considérablement réduites en raison de la sécheresse. Cette année, les exportations des sept principales variétés de céréales et d'oléagineuses se sont élevées à 24 millions de tonnes d'une valeur estimative de plus de cinq milliards de dollars, soit 80 pour cent des niveaux de l'année précédente.

Le Programme de vente de céréales à crédit constitue toujours un important outil pour faciliter les exportations de céréales de la Commission canadienne du blé. Ce programme gouvernemental de crédit sur caution a revêtu encore plus d'importance dans un marché de plus en plus concurrentiel où le recours au crédit se généralise.

Les activités d'intensification du commerce entreprises par la Direction générale en 1984-1985 visaient surtout à maintenir les marchés existants et à exploiter de nouveaux débouchés pour les produits du colza/canola, c'est-à-dire les huiles végétales et les tourteaux. À cette fin, la Direction

générale a mené des missions commerciales, des essais d'utilisation et des consultations. En vertu du PDME-Alimentation, des subventions ont été accordées au Conseil de canola du Canada pour d'importants projets de promotion des huiles végétales et des tourteaux au Japon et dans d'autres pays du bassin du Pacifique.

L'Institut international du Canada pour le grain a continué de jouer un rôle important dans le maintien et l'élargissement des débouchés pour les céréales et les oléagineuses canadiennes et leurs produits. L'Institut a organisé 19 cours au Canada et à l'étranger pour des participants étrangers choisis, de pays clients actuels ou éventuels, et pour les Canadiens associés à l'industrie céréalière.

Grâce au Fonds prévu en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, une subvention de 223 millions de dollars a été accordée aux producteurs à l'automne 1984 et, en 1984-1985, la Loi a de nouveau été amendée pour permettre un versement provisoire de 450 millions de dollars au printemps 1985. En vertu du Programme de paiements anticipés pour le grain des Prairies, les producteurs ont été admissibles également à des avances de fonds plus élevées à partir de 1984-1985.

Le Canada a tenu des discussions avec les États-Unis sur ses exportations d'aliments destinés au bétail et sur d'autres questions relatives aux céréales. En plus des consultations semestrielles avec la CEE, des discussions bilatérales spéciales ont été tenues sur les céréales et les oléagineuses. De hauts représentants de l'industrie venus de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, de la CEE et des É.-U., se sont rencontrés pour discuter de l'évolution des marchés du blé et des céréales destinées au bétail et pour revoir les derniers développements dans les politiques nationales et les programmes d'exportation.

En 1984, le Canada a accueilli à Ottawa la centième session du Conseil international du blé et un symposium spécial a été organisé à cette occasion. Des délégations représentant plus de 50 pays y participaient ainsi qu'un grand nombre de représentants de l'industrie céréalière canadienne.

Programmes de défense

La Direction générale des programmes de défense a continué de chercher à accroître les exportations de produits de défense et des biens et des services connexes de haute technologie. Elle a aidé l'industrie canadienne directement en recensant les débouchés à l'exportation, en établissant des contacts avec des agences de gouvernements étrangers et en organisant des séminaires commerciaux ainsi que des missions au Canada et à l'étranger. La Conférence annuelle des exportateurs de haute technologie a servi d'importante tribune à plus de 450 représentants de l'industrie qui ont pu y rencontrer des délégués commerciaux de 67 missions étrangères et de 15 agences gouvernementales.

La Direction générale a participé également aux aspects des achats de produits de défense canadiens qui concernaient le commerce international ou les relations internationales, et a géré la participation de l'industrie canadienne suite aux accords bilatéraux et multilatéraux liés à la recherche, au développement et à la production de produits de défense et conclus avec huit nations européennes, ainsi qu'à l'Arrangement canado-américain de partage du développement et de la production de matériel de défense.

1984 a été une année record pour les exportations de matériel de défense et de produits connexes. Leur valeur s'est

élevée à 1,8 milliard de dollars, dont 1,4 milliard aux États-Unis. Le ministère allemand de la Défense a placé la commande la plus importante, sept aéronefs « Challenger » canadiens.

Les débouchés qui s'offraient aux États-Unis nous ont amenés à accroître nos efforts d'exportation. Comme points saillants, il y a eu la série de colloques sur les achats de produits de défense tenus dans les principales villes du Canada en novembre et en décembre, et la participation à d'autres colloques, foires commerciales et missions dans les deux pays. Les principales initiatives de développement des marchés dans les pays étrangers portaient sur des démonstrations de matériel au Moyen-Orient et sur des missions commerciales de produits de sécurité et de défense dans trois pays d'Amérique latine et quatre pays du bassin du Pacifique.

Sciences et technologie

La multiplication des efforts déployés pour encourager l'apport technologique étranger visait le renforcement de l'économie canadienne. À cette fin, une large gamme de relations bilatérales et multilatérales ont été amorcées et poursuivies. Des consultations officielles visant à coordonner les divers projets et échanges ont été tenues en 1984-1985 avec le Japon et la France. Pendant cette période, le Fonds catalyseur du ministère, qui contribue à entreprendre des échanges technologiques, a permis d'octroyer des subventions d'environ 200 000 \$ pour 88 projets distincts, soit trois fois plus qu'au cours de l'année précédente. La plupart des subventions étaient destinées au secteur privé. Parallèlement, des mesures ont été prises pour faciliter les transferts directs de la technologie étrangère à des fins d'exploitation commerciale par l'industrie canadienne, grâce à la réorientation et à la formation de spécialistes et de délégués commerciaux et grâce à la création de liens efficaces entre les diverses entreprises du pays. À Ottawa, les Affaires extérieures ont regroupé les divers ministères et organismes fédéraux s'occupant des sciences afin de coordonner leurs activités internationales dans les secteurs de pointe tels que la biotechnologie et les technologies d'information.

Questions nucléaires

Avec une production de 10 700 tonnes en 1984, le Canada est devenu le plus grand producteur mondial d'uranium. Le programme nucléaire national n'exigeant qu'environ 15 pour cent de cette production, le reste est exporté. Vu la faible demande du marché mondial, la plupart des nouvelles ventes ont été faites sur le marché au comptant alors que les grosses livraisons résultaient de contrats à long terme. Le Japon, l'Europe de l'Ouest et les États-Unis demeurent les principaux clients du Canada. Bien que le marché international des réacteurs nucléaires soit resté stagnant, l'excellente performance du CANDU 600 en Corée et en Argentine ainsi qu'au pays encourage le Canada à poursuivre les perspectives de ventes dans un certain nombre de pays dont la Turquie, le Portugal, l'Égypte, la Yougoslavie, l'Indonésie, la Corée et la Roumanie.

Le Canada s'est joint à d'autres exportateurs traditionnels pour préciser les listes de produits nucléaires internationalement convenues, produits dont l'exportation « déclenche » l'application de conditions telles que les sauvegardes et les garanties d'utilisation non-explosive. Le Canada a participé également à des discussions avec les autres fournisseurs principaux sur les mesures destinées à faire avancer les efforts de non-prolifération.

On s'est entendu sur le texte d'un accord de coopération nucléaire avec la Turquie qui constitue le cadre des efforts de commercialisation, appuyés par le gouvernement, que l'Énergie atomique du Canada Limitée (EACL) déploie dans ce pays. Vu son rôle d'important exportateur nucléaire et de partisan d'un régime efficace et global de non-prolifération au niveau international, le Canada a consulté les É.-U., l'URSS, la Corée, l'Australie et le Mexique. Par ailleurs, il y a eu des discussions avec la Suisse ainsi que des négociations avec Euratom et la France, afin de mettre les accords actuels à jour.

Le Canada a continué de jouer un rôle actif au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE. À l'AIEA, les sauvegardes et la coopération technique demeuraient des secteurs d'intérêt particulier et figuraient au nombre des sujets prioritaires discutés lors des deuxièmes consultations annuelles avec l'AIEA, tenues en mars 1985. Le ministère a pris également une part très active aux préparatifs de la Troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, prévue au mois de septembre 1985, ainsi que de la Conférence des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, qui aura lieu en 1986.

Développements internationaux dans le domaine de l'espace

Le Canada est un chef de file mondial dans le domaine de la technologie de l'espace et des communications et son programme spatial continue d'être fortement axé sur la coopération internationale. En mars 1985, le Canada a accepté de participer, avec le Japon et les pays de la Communauté européenne, au programme américain de la station spatiale habitée. Il s'agit là d'une grande entreprise civile prévue pour la prochaine décennie et au-delà, qui modifiera de façon spectaculaire nombre des modes traditionnels de fonctionnement dans l'espace. Grâce à son association avec l'Agence spatiale européenne, le Canada a une grande part dans le projet européen de satellite de détection à distance ERS-1 et le projet « Olympe » d'important satellite de télécommunications, qui seront tous deux lancés plus tard au cours de la décennie. En février 1985, le lancement réussi du satellite de télécommunications de fabrication canadienne Brasilsat a marqué la pénétration de l'industrie spatiale canadienne sur de nouveaux marchés. En 1984-1985, le Canada a continué d'œuvrer activement au sein du Comité spécial des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique des Nations Unies, afin de favoriser un consensus international sur des questions telles que les principes de détection à distance et l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace extra-atmosphérique.

Commercialisation des produits technologiques et des services

Les télécommunications et le traitement des données continuent de se recouper de plus en plus. La fusion de ces deux technologies en une seule, connue sous les noms de télé-informatique ou télématique, a abouti à la création de nouveaux secteurs industriels, notamment le vidéotex et la bureautique, dans lesquels les entreprises canadiennes excellent. La demande mondiale pour les compétences, les produits et les services canadiens s'est accrue à la suite des efforts de commercialisation déployés par les entreprises du secteur privé avec l'appui du gouvernement. Les fournisseurs canadiens du vidéotex ont étendu leur accès aux marchés

étrangers, surtout aux États-Unis, au Japon et en Australie. Après avoir terminé avec succès un important projet pilote dans le secteur public, l'industrie canadienne de la bureautique a entrepris une campagne de commercialisation internationale. Le ministère a collaboré avec d'autres organismes fédéraux à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies promotionnelles appropriées pour appuyer les efforts du secteur privé. Le Canada a été un participant actif et en vue à des foires commerciales clés aux États-Unis, en Europe, en Amérique latine et en Asie, ce qui a relevé sa position de chef de file dans le domaine des télécommunications et de la télématique, domaine en pleine expansion.

En juin 1984, le Canada a annoncé son adhésion aux lignes directrices de l'OCDE, régissant la protection de la vie privée et le flux transfrontière de données de caractère personnel, qui cherchent à harmoniser les approches des pays membres en vue de la protection des droits individuels, face à la révolution informatique qui a diminué l'importance des frontières nationales au plan de la technologie.

En tant qu'important exportateur et importateur de services, le Canada a appuyé l'étude internationale du commerce des services effectuée à l'OCDE, au GATT et à la CNUCED. Bien que le commerce des services représente à peu près un quart de la valeur totale du commerce international des biens, soit entre 500 et 700 milliards de dollars, il n'est régi par aucun accord international. C'est pourquoi l'objectif clé du processus consultatif national actuellement en cours sur les moyens d'assurer et de renforcer l'accès canadien aux marchés étrangers est de recenser les intérêts nationaux dans le secteur des services, pour s'assurer qu'ils sont pris en compte dans tous les accords susceptibles d'être négociés.

Transport

Cette année, le ministère a continué d'être représenté au Comité des transports maritimes de l'OCDE et à la CNUCED afin de veiller à équilibrer équitablement les intérêts des expéditeurs et des transporteurs. En outre il a suivi de près la mise en œuvre internationale des conventions sur les conférences maritimes, le transport multimodal et le transport sûr des marchandises dangereuses. Des progrès considérables ont été réalisés lors des deux sessions de 1984 de la Conférence des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires, conférence qui traite de la question des pavillons de complaisance. Les transporteurs et les exportateurs canadiens qui éprouvent des difficultés à l'étranger ont demandé de plus en plus souvent au ministère d'intervenir en leur nom; aussi un examen et une analyse officiels de l'ampleur de ces problèmes ont été amorcés.

Le ministère a pris part à l'examen de la politique fédérale de fixation des prix du carburant d'avion utilisé pour les services internationaux et a maintenu la liaison nécessaire avec 14 pays intéressés. Par ailleurs, de nouveaux accords bilatéraux de service aérien ont été conclus avec l'Inde, le Singapour, la Nouvelle-Zélande, la Grèce et la Yougoslavie. Il y a eu des négociations et des consultations en vue de tels accords avec le Mexique, le Portugal, la Thaïlande, la Belgique et les pays scandinaves. Un accord sur les services aériens locaux, régionaux et d'appoint a été signé avec les États-Unis afin de faciliter de nouvelles liaisons transfrontières. Afin d'accroître les services dans les aéroports sous-utilisés, un programme expérimental de services aériens transfrontières a été lancé à Mirabel.

Une subvention spéciale de 2,5 millions de dollars accordée en 1984-1985 et en 1985-1986 en vertu du PDME aidera le

secteur national du transport urbain à entreprendre des études de définition de projet et de faisabilité pour le compte de clients éventuels.

Expansion du commerce

La Direction générale de l'expansion du commerce extérieur est le bureau central pour la prestation des programmes visant à stimuler les ventes internationales du secteur privé. Les directions concernées se concertent afin de faciliter la réalisation des objectifs commerciaux communs énoncés dans la Série de rapports sur les marchés d'exportation du Canada, tout en laissant suffisamment de marge de manœuvre pour réagir aux variations de ces marchés. Il y a au sein de la Direction générale, des secrétariats pour le compte de la Commission pour l'expansion du commerce extérieur (composée de conseillers expérimentés de l'industrie), divers comités consultatifs fédéral-provinciaux et des comités interministériels chargés des politiques commerciales et de la gestion des programmes de promotion.

Disposant ensemble d'un budget de 48 millions de dollars, le PPP et le PDME ont accordé des crédits anticipés ou sur demande à l'industrie. Ces programmes, qui ont pour but d'accroître notre part du marché mondial, sont régulièrement contrôlés par la Direction générale du point de vue de leur rentabilité, afin d'utiliser au mieux les maigres ressources financières et humaines dont dispose le gouvernement pour atteindre des marchés cibles.

Le Centre d'information sur le commerce extérieur, le bulletin de nouvelles bi-mensuel *CanadExport* ainsi que diverses manifestations tenues à travers le pays pendant le Mois des exportations renseignent l'industrie sur les marchés, les programmes et les services. Les conseils offerts par toutes les directions sont peut-être plus importants encore que la subvention des programmes, car l'approche globale adoptée vise à encourager les exportateurs à étudier de nouveaux marchés et à donner suite en augmentant les ventes. À cette fin, on a subventionné les centres d'études sur les relations commerciales internationales et le Centre de recherches sur les relations commerciales internationales (CRRCI).

Afin de s'assurer que la transmission et le traitement de données sur les transactions internationales sont conformes aux pratiques et aux intérêts commerciaux canadiens, on a continué de suivre les échanges inter-entreprises de documents informatisés sur la facilitation du commerce. En décembre 1984, un nouveau service central de maisons de commerce et de commerce de contrepartie a été créé pour exploiter les possibilités d'accès aux marchés d'exportation des petites et moyennes entreprises.

Série de rapports sur les marchés d'exportation

La Série de rapports sur les marchés d'exportation offre aux hommes d'affaires canadiens des renseignements pertinents et actuels qui leur permettent de formuler des stratégies et des plans d'action adaptés à leurs objectifs. En 1984-1985, on a terminé un rapport sur le Royaume-Uni et fait circuler des projets de rapport sur la Chine et sur l'ANASE. De plus, on a largement diffusé un rapport sur les marchés mondiaux, qui donne un aperçu des débouchés par région et par secteur.

Centres d'études en administration internationale

Le ministère a appuyé les études de deuxième cycle dans les universités de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de Western Ontario, de Dalhousie et à l'École des hautes études

commerciales en subventionnant des postes de chercheurs et la recherche en administration internationale. Ayant comme objectif d'améliorer la qualité de l'administration dans le monde des affaires canadien et, en particulier, au niveau de la commercialisation internationale, le programme met l'accent sur l'élaboration de cours et de séminaires sur les questions de commerce international. Le nombre de projets de recherches et de publications a considérablement augmenté par rapport aux années précédentes et le nombre accru d'étudiants de deuxième et de premier cycles qui poursuivent des études en commercialisation internationale témoigne de l'intérêt que suscite ce domaine. Par ailleurs, les centres individuels ont fait participer en plus grand nombre les représentants du secteur privé à leurs conseils consultatifs.

Centre de recherches sur les relations commerciales internationales

Partiellement subventionné par les Affaires extérieures, le Centre de recherches sur les relations commerciales internationales est un service de recherche du Conference Board du Canada qui contribue à sensibiliser le public aux questions de commerce international et à résoudre les problèmes dans ce secteur. Cette année, le Centre a organisé une conférence importante sur le thème de la coopération dans un monde concurrentiel, il a terminé plusieurs études de recherche sur des questions telles que les taxes à l'exportation et l'investissement étranger et il a mis sur pied un service consultatif pour l'éducation en matière d'exportation et pour les conférences sur le commerce.

Facilitation du commerce

Le Programme de facilitation du commerce a continué d'aider les exportateurs canadiens à devenir plus concurrentiels en appuyant les programmes du secteur privé destinés à introduire, promouvoir et simplifier la production des documents de commerce internationaux exigés (lettres de transport, factures commerciales, lettres de crédit, accusés de réception, B-13, etc.). Le programme a appuyé les objectifs canadiens en facilitant les échanges inter-entreprises de communications informatiques sur le commerce et en s'assurant que les normes internationales touchant la production, l'acheminement et le traitement des données de chaque transaction commerciale sont conformes aux pratiques et aux intérêts commerciaux du Canada. Le Comité interministériel de la facilitation du commerce, présidé par les Affaires extérieures, a été actif pour s'assurer que les préoccupations du Canada sont prises en compte dans les négociations multilatérales sur les normes et la documentation en vigueur dans le commerce international. Par le biais du Conseil canadien pour le commerce international, du Conseil canadien des échanges électroniques de données et d'experts du secteur privé, on a établi une liaison avec le secteur privé dans le domaine de la facilitation du commerce.

Mois des exportations canadiennes

Le mois d'octobre est le Mois des exportations canadiennes, qui est consacré à un programme de manifestations destinées à sensibiliser l'industrie à l'exportation. En 1984, plus de 250 manifestations ont eu lieu à travers le pays. La gamme de ces manifestations allait d'importantes conférences sur la compétitivité et le financement international aux colloques sur les débouchés dans certains pays. La réussite de cette initiative fédérale-provinciale dépendait de la participation active du secteur privé et des associations commerciales qui

devaient organiser le programme et mettre en valeur le message relatif aux exportations. Les aspects liés au programme et aux communications ont été coordonnés et subventionnés par les Affaires extérieures, la direction régionale étant assurée par les agents de commerce du MEIR et les gouvernements provinciaux.

Centre d'information sur le commerce extérieur

Au cours du Mois des exportations canadiennes de 1984, le ministère a eu l'initiative de mettre sur pied un Centre d'information commerciale. Équipé de lignes téléphoniques Zénith, le centre a suscité un intérêt considérable et a reçu en moyenne plus de 100 appels par jour, provenant surtout de petites et moyennes entreprises. Il a offert des conseils sur les questions de commerce d'exportation et a diffusé des documents et des renseignements sur les débouchés commerciaux.

Prix d'excellence à l'exportation

Le Prix d'excellence à l'exportation a été conçu pour reconnaître les réalisations des exportateurs canadiens. Il sensibilise le public et le monde des affaires canadiens aux réussites des sociétés canadiennes à l'étranger. Il souligne ainsi la vaste gamme d'activités d'exportation qui ont connu du succès et indique diverses façons de s'engager dans le domaine de l'exportation ainsi que les normes requises pour la concurrence internationale.

Le ministère des Affaires extérieures gère l'ensemble du programme mais le choix des gagnants est assuré par un comité indépendant formé de Canadiens distingués du monde financier et des affaires, des média et de la fonction publique.

Pour évaluer le succès dans le domaine de l'exportation, le comité tient compte d'indicateurs de performance dont l'augmentation marquée des ventes à l'étranger pendant une période de trois ans, la pénétration de nouveaux marchés pour l'exportation, et de l'aide importante offerte à d'autres entreprises dans le développement de marchés pour l'exportation.

Dans son choix, le comité tient compte également de la proportion du contenu canadien du produit exporté, de l'étendue des marchés en question, du rapport entre les ventes à l'étranger et les ventes totales et de l'envergure de la concurrence internationale.

En 1984, le ministre du Commerce extérieur a décerné un prix d'excellence à l'exportation aux 14 entreprises suivantes: Alberta Wheat Pool - Seed Marketing, Bristol Aerospace, Carpotex Limited, Cavendish Farms, Dicon Systems Limited, Dow Chemical Canada Inc., Epic Data Sales Ltd., Fag Bearings Limited, The Gray Engineering Group Inc., Husky Injection Moulding Systems Ltd., Intalite Inc., Litton Systems Canada Limited, Stanley Associates Engineering Ltd. et Western Packaging Systems Ltd.

Maisons de commerce et commerce de contrepartie

Le rapport du Groupe de travail sur les maisons de commerce, intitulé *Promotion des exportations canadiennes: L'option des maisons de commerce*, a été publié le 5 février 1985 par le ministre du Commerce extérieur, et largement diffusé. Une conclusion importante notait que les maisons de commerce étaient responsables de 13 pour cent des exportations canadiennes et de 40 pour cent des exportations en direction de pays autres que les États-Unis. Le rapport formulait

également 32 recommandations visant à améliorer le cadre opérationnel des maisons de commerce au Canada, en particulier la création du Conseil des maisons de commerce canadiennes. En réponse aux recommandations du rapport, le ministère a créé la Direction des maisons de commerce et du commerce de contrepartie, qui servira de point de convergence et assurera des services dans ces deux secteurs. Entre autres activités, elle parrainera la Conférence de mai 1985 sur les maisons de commerce, publiera un guide sur le commerce de contrepartie et organisera des colloques dans tout le pays.

Commission pour l'expansion du commerce extérieur

La Commission a été établie en 1981 pour offrir des conseils sur les questions touchant le rendement du Canada à l'exportation. Pendant l'année, la Commission a continué de se concentrer sur la relation qui existe entre le commerce et l'aide, sur le commerce des services, sur l'imposition à l'exportation ainsi que sur l'éducation et la sensibilisation en matière d'exportation. En réponse à la demande du ministre du Commerce extérieur qui voulait avoir des données sur une gamme de questions commerciales, elle a publié deux documents de travail intitulés respectivement *Financement des exportations* et *Comment maintenir et renforcer notre accès aux marchés extérieurs*.

Coopération fédérale-provinciale

La liaison étroite et efficace établie avec les autorités provinciales en ce qui concerne les questions d'expansion du commerce s'est reflétée dans la rédaction fédérale-provinciale conjointe de documents présentés à la Conférence des premiers ministres sur l'économie, tenue à Regina les 14 et 15 février 1985. Les documents énoncent les mesures à prendre pour élaborer une stratégie nationale sur le commerce et notamment un projet de plan d'action pour la commercialisation internationale. Ces documents ont servi de cadre à la poursuite de discussions fédérales-provinciales et notamment de travaux préliminaires en vue de l'élaboration de plans fédéral-provinciaux de commercialisation pour les pays et les secteurs qui présentent actuellement un intérêt particulier.

Bureaux régionaux du MIC/MEIR

Le ministère a continué de travailler en étroite collaboration avec les directions d'expansion du commerce des bureaux régionaux du ministère de l'Expansion industrielle régionale pour veiller à ce que soient dispensés dans toutes les régions du pays ses services et ses programmes en matière d'expansion du commerce. En 1984-1985, il a continué d'aider, au niveau régional, les entreprises canadiennes à étendre leurs exportations afin de contribuer à la création d'emplois, à l'expansion économique régionale et à l'assainissement de la balance des paiements. Ces bureaux régionaux ont analysé et planifié les activités en matière de commerce extérieur, ont administré des programmes de financement comme le PDME, ont étudié le potentiel d'exportation, ont recueilli des données sur les marchés d'exportation et ont organisé des colloques.

Programme de développement des marchés d'exportation

Le PDME a continué d'encourager l'exportation de biens et de services canadiens en partageant avec l'entreprise privée

Programme de développement des marchés d'exportation: Tableau récapitulatif

Année financière	Demandes reçues	Demandes approuvées	Montants approuvés	Budget	
				Dépenses	(en milliers de \$)
1979-80	3 369	2 526	21 853	11 105	7 000 ¹
1980-81	3 324	2 498	21 853	9 130	7 000 ¹
1981-82	4 200	3 096	30 916	12 791	15 000 ²
1982-83	5 541	4 002	41 208	20 869	19 109
1983-84	5 658	4 160	42 095	26 761	28 208
1984-85	6 235	4 543	66 785	32 862	34 814

¹ Budget sur base A complété par des transferts d'allocations pour couvrir les dépenses réelles.

² Le programme a été partiellement suspendu pendant cinq mois en 1980-1981, en attendant que des crédits supplémentaires lui soient affectés. Les engagements en vertu desquels les dépenses ont été engagées en 1982-1983 ont donc été moindres qu'en temps normal.

les risques financiers que comporte l'entrée sur de nouveaux marchés étrangers. L'aide accordée est remboursable si les résultats escomptés sont atteints. Le Programme compte neuf composantes, dont l'expansion intensive des marchés d'exportation, l'appui des industries des produits agricoles, halieutiques et alimentaires ainsi que le versement de contributions à des organismes sans but lucratif. Pendant l'année financière 1984-1985, 5 593 demandes ont été présentées dans le cadre du programme; l'aide approuvée a totalisé 65,2 millions de dollars et les contributions versées, 33,3 millions de dollars.

Programme des projets de promotion

Ce programme a continué d'accorder des fonds pour la présentation de la production nationale lors des foires commerciales tenues à l'étranger, l'envoi de missions commerciales et économiques, l'organisation de colloques tant à l'étranger qu'au Canada, ainsi que pour l'accueil au Canada de groupes et de missions commerciales composés de dignitaires et de gens d'affaires étrangers. Au cours de l'année financière 1984-1985, 1 200 entreprises auront pu faire valoir leurs produits dans 190 foires commerciales et kiosques d'information dans 57 pays; 600 représentants du monde des affaires canadien se sont rendus dans 65 pays dans le cadre de 71 missions commerciales et colloques; et nous aurons accueilli au Canada 1 000 représentants du secteur des affaires et de gouvernements étrangers faisant partie de 173 missions et groupes de visiteurs. Les ventes à l'étranger générées par ces activités devraient dépasser un milliard de dollars, comparativement à une mise de fonds de 16,8 millions de dollars.

Promotion des investissements

Le gouvernement a accordé une importance beaucoup plus grande à la promotion des investissements au Canada, tant par les Canadiens que par les étrangers. Cet objectif se reflète dans le remplacement de l'Agence d'examen de l'investissement étranger par Investissement Canada. En prévision de la Loi sur Investissement Canada et du rôle accru que le ministère compte jouer pour favoriser les investissements à l'étranger, une nouvelle Direction du développement des investissements a été créée en novembre 1984. Cette direc-

tion travaillera en étroite collaboration avec Investissement Canada et le MEIR afin de concevoir et de planifier le programme fédéral de développement des investissements et la mise en œuvre des activités connexes de promotion des investissements internationaux.

La réussite du programme dépend largement de la coopération des gouvernements provinciaux et du secteur privé et, d'un haut degré de coordination interministérielle. Pendant ses quatre premiers mois d'existence, la Direction a consulté en détail les autres ministères fédéraux, les provinces et le secteur privé afin de mettre sur pied la structure nécessaire au programme avant la promulgation de la nouvelle Loi sur Investissement Canada, prévue pour juin 1985.

Financement des exportations et projets d'investissement

Au sein du ministère, la Direction du financement des exportations et des projets d'équipement veille toujours à assurer que les services de financement des exportations auxquels les entreprises canadiennes peuvent avoir recours soient concurrentiels et servent effectivement à défendre les intérêts commerciaux du Canada conformément à ses obligations internationales. La Direction a examiné les propositions visant l'affectation de fonds publics au soutien de ventes canadiennes à l'exportation et a surveillé la part du Canada dans les marchés conclus en vertu de projets financés par les banques de développement et d'autres institutions financières internationales. Elle a harmonisé les activités d'expansion du commerce et des programmes d'aide du Canada et conseillé les exportateurs sur des questions liées au financement des exportations.

Pendant la dernière année financière, le mandat de la Direction a été élargi afin qu'elle puisse traiter de questions relatives aux achats par le biais des Institutions financières internationales (IFI) ainsi que de projets d'investissement. En vertu de son nouveau mandat, elle a élaboré et mis en œuvre un plan d'action visant à améliorer le rendement du Canada pour ce qui est des approvisionnements par le biais de ces institutions. Ce plan l'a amenée entre autres à créer un Bureau de liaison avec les institutions financières internationales à l'ambassade du Canada à Washington. La Direction a également pris une part active aux discussions tenues avec les

directions d'expansion du commerce du ministère et du MEIR afin de trouver des moyens d'améliorer la diffusion, dans le monde des affaires, de données sur les projets d'investissement et de collaborer avec les exportateurs dans la poursuite de débouchés particuliers.

La Direction a joué un grand rôle dans la préparation du document de travail sur le financement des exportations, qui a été publié conjointement par le ministre du Commerce extérieur et le ministre des Finances en janvier 1985, et dans l'organisation du processus de consultations subséquentes avec le secteur privé et les provinces. Dans le cadre de son mandat touchant la politique de financement à l'exportation, la Direction a représenté le ministère aux rencontres internationales de 1984, qui ont abouti à la décision, prise par les ministres de l'OCDE et appuyée par le Canada, de renforcer les lignes directrices régissant le recours au financement à taux préférentiel par les organismes officiels de crédit à l'exportation.

Dans le rôle de lien principal que joue le ministère avec la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et la Corporation commerciale canadienne, la Direction a pris une part active aux questions de politique et de fonctionnement concernant les budgets, les plans d'entreprises et les transactions particulières à l'exportation.

Programme de tourisme à l'étranger

Le secteur du tourisme tient une place considérable dans le commerce extérieur du Canada. Le ministère est chargé d'appliquer le programme national de tourisme par le biais de ses missions à l'étranger, dans deux marchés distincts, à savoir le marché d'outre-mer et celui des États-Unis.

Pour accroître la part du Canada sur le marché mondial du tourisme, les efforts ont été axés cette année sur l'accroissement tant du nombre que des dépenses des touristes étrangers au Canada. Les marchés en tête de liste étaient le Japon, le Royaume-Uni, l'Allemagne de l'Ouest, la France, le Mexique, l'Australie, les Pays-Bas, l'Italie, Hong Kong, la Suisse et la Suède. Particulièrement en ce qui concerne ces marchés, les initiatives visaient surtout le voyageur bien nanti, ayant des intérêts particuliers. Parallèlement, les étrangers qui visitent des amis ou des parents ont été encouragés à prolonger leur séjour.

Cette année, le nombre de visiteurs, tant américains que d'outre-mer, a augmenté. Onze millions trois cent mille Américains ont effectué des visites de plus de 24 heures au Canada, soit une augmentation de 3,5 pour cent, et ils ont dépensé 3,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 18,5 pour cent. Pour les autres pays, le nombre de visiteurs a augmenté de 6 pour cent et ils ont dépensé 1,3 milliard de dollars, soit une augmentation de 8 pour cent.

Relations commerciales spéciales

Textiles et vêtements

En 1981, le Canada a annoncé une politique du textile et du vêtement qui vise à créer une industrie viable et concurrentielle et à revitaliser l'économie des collectivités les plus touchées par la concurrence étrangère. Parallèlement à la mise en œuvre d'un programme national de modernisation et d'ajustement, la politique prévoit que des arrangements de limitation seront négociés avec les pays exportateurs à faible coût de production afin que les importations au Canada soient limitées pendant la période de 1982 à 1986. Au 31 mars 1985, le Canada avait conclu des arrangements

bilatéraux avec 21 pays fournisseurs de textiles et de vêtements à faible coût de production. Ces arrangements étaient conformes à l'Arrangement multi-fibres (AMF) auquel font partie la plupart des pays industrialisés et en voie de développement.

Les niveaux d'importations de textiles et de vêtements au Canada ont fait l'objet d'une surveillance continue pour s'assurer que les produits à faible coût de production n'entraînent pas une désorganisation excessive du marché national, tout en permettant un accroissement progressif de la quantité et de la variété de ces importations. En 1984-1985, ce programme de surveillance a abouti à la négociation de deux nouveaux arrangements avec l'Indonésie et la Mauricie ainsi qu'à l'intégration de 11 nouveaux produits restreints aux arrangements déjà négociés. Au total, 90 pour cent des importations de vêtements en provenance de pays à faible coût de production ont été soumis à des restrictions en vertu des arrangements bilatéraux.

L'AMF en vigueur expire le 31 juillet 1986, alors que les arrangements bilatéraux du Canada expirent le 31 décembre 1986. En conséquence, le gouvernement a entrepris au cours de l'année un examen complet des politiques nationales du textile et du vêtement dans le but d'envisager de nouvelles approches pour renforcer la position concurrentielle de ces industries importantes après 1986.

Chaussure

Cette année, le gouvernement a annoncé que les contingents de chaussures importées seraient prolongés d'un an, soit du 1^{er} décembre 1984 au 30 novembre 1985, et que le Tribunal anti-dumping effectuerait un examen approfondi de l'industrie canadienne de la chaussure pour voir notamment s'il y a lieu de maintenir les mesures spéciales de protection. Le tribunal doit rendre compte de ces travaux en juin 1985.

Importations de bœuf

À la suite de l'augmentation importante des importations de bœuf à bas prix et surtout de bœuf subventionné de la CEE, le gouvernement a annoncé le 21 décembre 1984 que les importations de bœuf et de veau seraient restreintes en 1985, conformément aux dispositions de la Loi sur l'importation de la viande. Un contingent global de 66 500 tonnes a été fixé ainsi que des contingents particuliers pour la CEE, les É.-U., le Nicaragua, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Véhicules à moteur

À la suite des discussions tenues avec le gouvernement japonais, ce dernier a renouvelé pour une quatrième année son engagement concernant la restriction des exportations de véhicules automobiles au Canada.

Télécommunications

Les travaux sur un projet d'accord multilatéral qui libéraliseraient les conditions d'accès des terminaux reliés (« interconnectés ») sur les divers marchés étrangers, se sont poursuivis. Étant donné que les marchés canadiens et américains sont relativement ouverts à ce genre d'équipement, des mesures de libéralisation sur d'autres marchés sont encouragées.

Surveillance des exportations

Le Canada a continué de prendre une part active aux travaux du Comité de coordination chargé de la surveillance des

exportations de produits stratégiques. Le Comité, composé de représentants des pays de l'OTAN et du Japon, a pour mandat de maintenir des contrôles multilatéraux pour empêcher la livraison de matériel et de techniques à usage militaire vers des destinations interdites. Au cours de l'année, on a terminé une étude importante dans le cadre du processus d'examen effectué tous les trois ans. À compter de 1985, le Comité amorcera une étude permanente de façon à ce que la liste des marchandises faisant l'objet d'embargo soit plus conforme à la technologie actuelle. Le Comité s'est également penché très attentivement sur les questions d'échanges d'information et de coopération accrue en ce qui concerne l'application des contrôles nationaux.

Extra-territorialité

Pendant l'année, on a continué à se préoccuper des mesures unilatérales prises par certains pays étrangers, notamment les États-Unis, qui cherchent à supplanter la juridiction qu'a le Canada sur son propre territoire ou qui ont pour effet de forcer des Canadiens à devoir choisir entre des réglementations conflictuelles.

Le Canada a continué de chercher des accommodements pratiques sur certaines questions, par le biais de consultations bilatérales avec les États-Unis et de discussions multilatérales au sein de l'OCDE. Conformément au mémorandum d'accord touchant les questions antitrust, le Canada et les États-Unis ont poursuivi leurs efforts pour renforcer la coopération de façon à respecter les intérêts souverains des deux États.

La question des limites convenables dans lesquelles un tribunal étranger peut exiger la production de documents gardés dans un autre pays est restée pendante dans l'affaire impliquant la Banque de Nouvelle-Écosse dont ont été saisis les tribunaux américains. Au cours de l'année, le gouvernement du Canada a présenté des brefs d'*amicus curiae* devant le tribunal du district de Floride, la Onzième Cour d'appel de circuit et la Cour suprême des États-Unis, faisant valoir que la Banque encourrait de dures sanctions aux États-Unis si elle refusait de produire l'information en question et qu'elle en encourrait aussi dans les juridictions antillaises si elle produisait lesdits documents. Il a été convenu avec les

États-Unis de former un groupe de travail sur les assignations, composé de représentants des deux pays, qui contrôlera les assignations américaines servies à des entreprises canadiennes pour la production de documents gardés dans des pays tiers et explorera d'autres méthodes coopératives qui pourraient permettre d'obtenir l'information en question. Le Canada et les États-Unis ont réalisé des progrès considérables en vue de solutions plus durables au problème grâce à la signature, le 18 mars 1985 au sommet de Québec, du Traité d'entraide juridique en matière pénale et grâce aux négociations sur de semblables accords qu'ils ont tenues respectivement avec d'autres pays concernés.

De grands progrès en vue de l'élaboration de solutions coopératives aux problèmes d'extra-territorialité ont été réalisés également à l'OCDE. Lors de leur rencontre de mai 1984, les ministres ont précisément avalisé une partie du rapport du Comité de l'investissement international et des entreprises multinationales concernant l'étude, effectuée par l'OCDE en 1984, sur sa déclaration et ses lignes directrices de 1976 sur l'investissement international et les entreprises multinationales. Cette partie énonce une série de « considérations générales » et d'« approches pratiques » visant à éviter ou à minimiser les conflits que peuvent entraîner les « réglementations conflictuelles » imposées aux entreprises multinationales.

Les efforts diplomatiques déployés par le Canada pour trouver des solutions coopératives aux problèmes d'extra-territorialité ont été assortis d'autres mesures visant à permettre au gouvernement d'être en mesure de réagir efficacement aux intrusions étrangères dans la juridiction canadienne. Ainsi, la Loi sur les mesures extra-territoriales étrangères a été adoptée en décembre 1984. Elle autorise le procureur général à interdire de se conformer aux mesures extra-territoriales prises par des gouvernements étrangers et de produire des preuves devant des tribunaux étrangers qui prétendent exercer une juridiction extra-territoriale et à empêcher que soient reconnus ou appliqués les jugements antitrust étrangers ayant une portée extra-territoriale. Lorsqu'un ordre a été donné de s'opposer à un tel jugement, la loi prévoit également le recouvrement de tout dommage payé à l'étranger.

Chapitre 3

AFFAIRES MULTILATÉRALES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les Nations Unies

En 1984-1985, la politique canadienne vis-à-vis les Nations Unies était axée surtout sur l'engagement renforcé de promouvoir l'efficacité du principe et de la pratique du multilatéralisme. Ayant fermement appuyé, depuis ses débuts, le système d'organisations multilatérales des Nations Unies, le Canada a renouvelé et montré tout au long de l'année l'importance de son engagement. Une semaine s'était à peine écoulée depuis le changement de gouvernement, en septembre 1984, que le nouveau secrétaire d'État aux Affaires extérieures prenait la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies pour annoncer clairement l'engagement continu du Canada.

Dans son discours du 25 septembre à l'Assemblée générale, le secrétaire d'État a cité le premier ministre selon lequel le nouveau gouvernement jouerait un rôle plus actif au sein des Nations Unies et de ses organismes. Il a ajouté que le Canada comptait non seulement maintenir son appui traditionnel au système, mais aussi en renforcer les acquis de façon constante et pratique. Selon lui, les petites et moyennes puissances en particulier avaient besoin d'institutions globales efficaces pour pouvoir réagir collectivement aux énormes problèmes politiques et économiques de ce siècle. Il a proposé qu'une large coalition des « Amis des Nations Unies » regroupent leurs forces afin de revitaliser les institutions globales et a déclaré que son gouvernement ferait tout son possible pour assurer que ces institutions soient florissantes.

Un des points saillants de la célébration du quarantième anniversaire des Nations Unies en 1985 a été la visite d'État, effectuée en mars au Canada, par le secrétaire général Pérez de Cuéllar. Celui-ci s'est rendu à Toronto, à Québec et à Ottawa où il a été accueilli et reçu par le gouverneur général et le Premier ministre, et a obtenu un diplôme « honoris causa » de l'Université Carleton. De plus il a pris la parole devant une réunion mixte du Sénat et de la Chambre des communes. Dans ce discours, comme dans ceux qu'il a prononcés à d'autres occasions au cours de sa visite, il s'est penché sur ce qu'il a appelé la « crise du multilatéralisme » et sur la nécessité d'efforts concertés pour la résoudre. Dans leur réponse, ses hôtes canadiens l'ont assuré de leur appui à la fois pour lui-même et dans les efforts qu'il déploie pour renforcer l'efficacité du système des Nations Unies, et ont réaffirmé la détermination du Canada de contribuer de façon marquée au succès de ces efforts.

Tout au long de l'année, tant avant qu'après le retrait des États-Unis de l'UNESCO à la fin de 1984, le Canada a continué d'être l'un des participants les plus actifs aux efforts entrepris pour réformer l'UNESCO sur les plans politique, administratif et financier et, ainsi, lui redonner la place qui lui convient au sein du système des Nations Unies et en faire une institution viable et digne de confiance. Les résultats de ces efforts n'étaient pas encore concluants à la fin de l'année, mais le Canada s'est montré déterminé à les poursuivre au sein même

de l'organisation en reportant sa décision sur sa participation future à l'organisation jusqu'à la prochaine Conférence générale des États membres, prévue à Sofia en octobre et novembre 1985.

Dans d'autres organisations des Nations Unies — notamment à la CNUCEL à Genève et au sein des principaux organismes s'occupant d'alimentation, soit l'OAA et le Programme alimentaire mondial (PAM) à Rome — les délégations canadiennes ont fait valoir des réformes de procédure et des réformes importantes visant à accroître l'efficacité de ces organismes et à favoriser leur intégration au sein du système des Nations Unies. À New York, le Canada a joué un rôle de chef de file, à la fois au Comité préparatoire pour le quarantième anniversaire des Nations Unies et au sein d'un groupe plus informel de pays de même opinion (les « Amis des Nations Unies » dont il a été question plus haut) afin de définir et de faire accepter des réformes pratiques susceptibles d'améliorer l'efficacité de l'Assemblée générale et, ainsi, renforcer le système des Nations Unies. Par ailleurs, le Canada a contribué de façon remarquable aux efforts déployés, tant au sein des Nations Unies que dans d'autres organes du système tels que le Fonds international des Nations Unies pour le secours de l'enfance (FISE), pour apaiser la crise en Afrique.

Coopération Nord-Sud

Au cours de l'année, les relations économiques Nord-Sud portaient principalement sur les questions financières et commerciales. Aux rencontres du Commonwealth et du sommet de Londres, le Canada a réussi à faire valoir l'idée d'une session spéciale du Comité du développement FMI/BIRD consacrée aux problèmes financiers des pays en voie de développement. Lors de leur rencontre annuelle au mois de septembre 1984, la Banque mondiale et le FMI ont pris la décision de tenir cette session spéciale en même temps qu'une session spéciale du Comité intérimaire du FMI, prévue au printemps de 1985.

Sur le plan commercial, le Canada a réaffirmé à plusieurs reprises, au sein de tribunes internationales et lors de rencontres bilatérales, son désir de voir les pays développés prendre une part active à une nouvelle série de négociations multilatérales, qu'il considère comme le meilleur moyen de favoriser davantage les échanges commerciaux, dans l'intérêt de toutes les nations.

Le Canada a participé à la quatrième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), au sein de laquelle un consensus a été atteint sur diverses questions se rapportant à l'industrialisation des pays en voie de développement.

Vu l'accroissement incertain du volume de l'aide dans un avenir proche, une efficacité et une coordination accrues des pays donateurs sont devenues des facteurs particulièrement importants. L'aide fournie par le Canada atteignait l'objectif

fixé de 0,5 pour cent du PNB, soit quelque 2 milliards de dollars en 1984-1985. De plus, le Canada a pris une part active au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et au Comité d'aide au développement de l'OCDE en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'aide. En particulier, il a fortement appuyé les efforts déployés par la Banque mondiale pour renforcer la coordination.

Devant l'aggravation de la famine et la poursuite de la crise économique en Afrique, le Canada et les Canadiens ont contribué généreusement aux efforts de secours et de réadaptation. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a nommé un coordonnateur des secours d'urgence chargé de mobiliser et de coordonner les efforts tant du gouvernement que du secteur privé et un fonds spécial a été créé. Plus de 35 millions de dollars ont été recueillis auprès de particuliers et d'organisations non-gouvernementales. Quant à la contribution du gouvernement pour l'Afrique, elle s'est élevée à près de 810 millions de dollars en 1984-1985. Le Canada a vivement appuyé la déclaration des Nations Unies sur l'Afrique prononcée à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale et a promis de contribuer 100 millions de dollars, contribution échelonnée sur une période de trois ans, au mécanisme spécial de un milliard de dollars de la Banque mondiale pour l'Afrique subsaharienne.

Le Commonwealth

En cette période de tensions que connaît le multilatéralisme, les 49 États du Commonwealth ont cherché à renforcer le système des Nations Unies en s'unissant pour faire valoir leur propre approche pragmatique en vue d'atteindre un consensus au sein du cadre plus général des Nations Unies, par exemple, à l'UNESCO. Lors de rencontres ministérielles du Commonwealth, les délégués ont été renseignés sur la situation et préparés à participer plus à fond aux prochaines conférences élargies des Nations Unies, au sein desquelles ils chercheront à exercer une influence positive. Parmi ces rencontres, il y a eu celle des ministres de la Santé tenue à Genève avant l'assemblée de l'Organisation mondiale de la santé, celle des ministres du Travail avant la Conférence de l'Organisation internationale du travail et, enfin, celle des ministres de l'Industrie à l'occasion de la session de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, tenue à Vienne.

Pendant l'année, un groupe d'étude spécial du Commonwealth s'est penché sur les problèmes des petits États, en cherchant des moyens de réduire leur vulnérabilité économique et politique par le renforcement de la coopération régionale et par d'autres moyens. Des personnalités distinguées, dont M. Geoffrey Pearson, directeur exécutif de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiale, sont associées au projet.

En qualité d'hôte de plusieurs manifestations importantes, le Canada a été particulièrement actif dans les affaires du Commonwealth. En septembre 1984, les ministres des Finances se sont réunis à Toronto juste avant la rencontre du FMI et de la Banque mondiale, afin d'étudier les conclusions des études spéciales commandées sur la crise de la dette et les ajustements éventuels du système monétaire international. Le Conseil scientifique du Commonwealth s'est rencontré à Ottawa. Par ailleurs, les ministres du Commonwealth chargés des affaires de la jeunesse se sont rencontrés à Chypre en mai 1984. Quelques semaines plus tard au même endroit, les ministres de l'Éducation ont débattu la grave diminution des échanges d'étudiants causée par l'accroissement des frais d'inscription et qui est l'un des plus grands problèmes actuels de l'organisation.

Lors d'une rencontre tenue à la Barbade, des hauts représentants du Commonwealth ont convenu de mettre sur pied un groupe d'action pour l'Afrique, à la suite d'une initiative nigéro-canadienne qui a mis en relief la nécessité de réformes structurelles à long terme dans le secteur de l'agriculture.

Le « Commonwealth officieux » a continué d'apporter sa précieuse contribution. Composé actuellement de près de 300 associations professionnelles et privées, il forme un vaste réseau mondial s'occupant pratiquement de toutes les activités humaines. Le Conseil syndical du Commonwealth et l'Association des musées du Commonwealth (tous deux dirigés par des Canadiens) sont deux de ses nombreuses organisations qui apportent une aide concrète aux pays membres en voie de développement et établissent des liens pour l'avenir. Parallèlement aux travaux menés au niveau gouvernemental ceux des organisations non-gouvernementales continuent de faire la preuve des capacités d'adaptation et de la pertinence du Commonwealth dans un monde en changement.

La Francophonie

La conférence la plus importante qui ait eu lieu en 1984-1985 fut sans doute la Conférence des ministres de la Communication des pays membres de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) qui s'est tenue au Caire du 3 au 8 février 1985 et qui a permis une collaboration particulièrement étroite des ministres des Communications du Canada et du Québec. La création d'un réseau audio-visuel francophone a été au centre des débats et le sujet de plusieurs propositions et recommandations. Le ministre canadien des Communications, conjointement avec ses collègues du Québec et du Nouveau-Brunswick, a proposé que la prochaine Conférence des ministres de la Communication de l'ACCT se tienne au Canada, en terre québécoise.

Deux autres conférences d'importance ont eu lieu au cours de l'année, dont la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports à Libreville, au Gabon. Le Canada s'est engagé à participer, avec les 26 pays membres de cette institution, à une rencontre internationale « Jeux CONFEJES » dans le cadre de l'Année internationale de la Jeunesse 1985. Le Canada s'est également engagé à accueillir en territoire canadien la dix-huitième session annuelle de cette conférence en 1987. La Conférence des ministres de l'Éducation des pays francophones s'est tenue à Bamako, au Mali.

Comme par les années précédentes, le Canada a fourni un appui important aux organisations non-gouvernementales d'expression française, entre autres à la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) qui a tenu son sixième congrès mondial à Québec en juillet 1984, et a obtenu un succès extraordinaire tant du point de vue du nombre important des délégués (près de 2 000) que des résultats des travaux.

Le Canada est devenu membre du conseil d'administration d'un organisme nouvellement créé, le Centre international de recherches, d'échanges et de coopération des Caraïbes et de l'Amérique latine (CIRECCA), qui a approuvé en janvier 1984 l'envoi d'un coopérant canadien à son siège à Fort-de-France, en Martinique.

Environnement

À leur rencontre du sommet de Londres en juin 1984, les chefs des sept principales nations industrialisées ont pris conscience de l'importance économique des problèmes de l'environnement, en déclarant: « Nous reconnaissons la dimension internationale des problèmes de l'environnement et le rôle

des facteurs de l'environnement dans le développement économique ». Ce rôle a été étudié plus en détail à la rencontre de l'OCDE tenue plus tard le même mois et à laquelle le Canada était l'un des principaux participants. Il a été conclu à cette occasion que les facteurs environnementaux devaient être pleinement considérés dans presque toutes les questions économiques.

Les chefs du sommet ont également invité les ministres chargés des politiques de l'environnement à recenser les secteurs où la coopération doit se poursuivre; les ministres des pays du sommet ainsi que les représentants de la CEE se sont rencontrés à Londres en décembre. Ils ont publié à cette occasion un important rapport, *Le chemin à suivre*, dans lequel ils rappelaient la nécessité d'intégrer les politiques de l'environnement à la planification économique afin d'assurer, entre autres objectifs, la poursuite du développement économique. Le Groupe de travail du sommet sur la croissance, la technologie et l'emploi a compilé quelque 70 recommandations menant à des mesures internationales concrètes dans le secteur de l'environnement. Ces recommandations ont été transmises aux organismes internationaux qui les étudieront en vue de les mettre en œuvre.

Des représentants des principales industries canadiennes ont participé à la Conférence mondiale de l'industrie sur la gestion de l'environnement, parrainée par le monde international des affaires et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et tenue à Paris en novembre. On y a discuté des mesures à prendre pour régler les problèmes liés à l'environnement et du rôle que peuvent jouer les gouvernements en favorisant des accords facultatifs, des lignes directrices et des encouragements économiques. Les représentants de l'industrie ont promis de collaborer pleinement à améliorer l'environnement industriel.

Le Canada a été réélu au Conseil d'administration du PNUE et, à la rencontre de l'organisation tenue en mai, les délégués canadiens ont appuyé les travaux de mise en œuvre du droit de l'environnement destinés à combattre la désertification en Afrique, à appuyer l'éducation et la formation du public dans les pays en voie de développement, à contrôler la pollution dans les mers régionales, à protéger les ressources génétiques, à évaluer les effets environnementaux de la déforestation et à élargir le Système mondial de surveillance continue de l'environnement du PNUE.

À l'OCDE, un Canadien a été élu président du Comité de l'environnement et un autre Canadien a été nommé directeur du Programme des produits chimiques au Secrétariat. De son côté, l'industrie canadienne a contribué à l'élaboration de lignes directrices sur l'environnement à l'intention des entreprises multinationales. Un accord important a été conclu à la conférence sur la coopération internationale concernant les mouvements transfrontières de déchets nocifs.

À la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, qui comprend des membres des pays d'Europe tant de l'Est que de l'Ouest de même que les États-Unis et le Canada, les délégués canadiens ont appuyé les travaux sur les problèmes des eaux transfrontières, la protection environnementale des ressources naturelles, ainsi que l'évaluation de la portée sur l'environnement et la mise en œuvre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière sur de longues distances. Lors de la conférence tenue au mois de mars 1984 à Ottawa, neuf pays de l'Europe de l'Ouest et le Canada ont convenu de réduire les émissions industrielles d'anhydride sulfureux, qui causent les pluies acides, d'au moins 30 pour cent (d'après les niveaux de 1980) d'ici 1993. (Le Canada s'est déjà engagé à réduire de 50 pour cent ces

émissions.) Vingt pays se sont déclarés en accord avec ces exigences lors d'une conférence ultérieure tenue à Munich en juin et d'une rencontre de l'organe directeur de la convention convoquée en septembre et à laquelle des travaux ont été amorcés en vue de la rédaction d'un protocole à la Convention rendant ces engagements officiels.

Droit de l'environnement

En 1984-1985, on a fait beaucoup de progrès dans la mise en œuvre du Programme de Montevideo de développement et de revue périodique du droit de l'environnement, placé sous les auspices du PNUE. Lors d'une conférence diplomatique tenue à Vienne du 18 au 22 mars 1985, la Convention sur la protection de la couche d'ozone a été adoptée et signée par 22 états, dont le Canada. La conférence a également recommandé la poursuite des travaux au sein du PNUE sur un protocole à la Convention contrôlant la production et l'utilisation des chlorofluorocarbures dans les bombes aérosol.

Quatre autres groupes de travail, convoqués dans le cadre du Programme du droit de l'environnement du PNUE, ont poursuivi leurs travaux pendant l'année. Ils élaborent actuellement des lignes directrices ou des principes sur la pollution des mers causée par des sources terrestres, gestion sûre des déchets nocifs, l'échange de renseignements sur les produits chimiques potentiellement dangereux (en particulier les pesticides) au niveau des échanges internationaux et sur l'évaluation de leur portée sur l'environnement.

L'Organisation maritime internationale (OMI) a terminé ses travaux sur les révisions apportées à la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et à la Convention internationale de 1971 portant sur la création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures. Les protocoles d'amendement aux conventions ont été conclus lors d'une conférence diplomatique tenue à Londres du 30 avril au 25 mai 1984. Ces protocoles prévoient un accroissement des montants auxquels les propriétaires de navires peuvent limiter leurs responsabilités en vertu de la Convention de 1969 ainsi que des montants auxquels les victimes de dommages dus à la pollution par les hydrocarbures peuvent avoir droit en vertu de la Convention de 1971. Il a toutefois été impossible d'arriver à un accord sur une nouvelle convention sur la responsabilité et l'indemnisation en ce qui concerne le transport de substances nocives par mer et la question a été renvoyée pour une étude plus détaillée par le Comité juridique de l'OMI.

Des progrès considérables ont été réalisés pour ce qui est du renforcement de la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière sur de longues distances, à laquelle fait partie le Canada. Le 28 septembre 1984, un Protocole sur le financement à long terme du Programme de coopération pour la surveillance et l'évaluation du transport à grande distance des polluants atmosphériques en Europe a été conclu et ouvert pour la signature. Le Canada a signé le Protocole le 4 octobre 1984. Les travaux se sont poursuivis en vue d'un second protocole à la Convention qui obligerait les parties à réduire leurs émissions ou leurs flux transfrontières d'anhydride sulfureux de 30 pour cent (d'après les niveaux de 1984) d'ici 1994.

Énergie

En tant qu'important exportateur d'énergie, le Canada a souffert de la faiblesse du marché international dans ce secteur en 1984. Toutefois, l'amélioration du rendement économique aux États-Unis et au Japon, où se trouvent nos plus grands débouchés, nous ont permis d'accumuler un excédent

commercial de 9,42 milliards de dollars en 1984, soit une augmentation de 17 pour cent par rapport à l'année précédente. Les excédents ont porté principalement sur les exportations de gaz naturel, de pétrole brut, de produits pétroliers et d'électricité vers les États-Unis et de charbon vers le Japon. Cette année, nos importations de pétrole brut et de produits pétroliers ont été légèrement inférieures à celles de 1983. Nos principaux fournisseurs ont été dans l'ordre, le Venezuela, le Mexique, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Nigéria et l'Algérie.

En 1984-1985, notre politique énergétique nationale a fait l'objet de plusieurs développements considérables. Des mesures d'assouplissement des contrôles sur les exportations de gaz naturel aux États-Unis ont été annoncées et entreront en vigueur le 1^{er} novembre. Ces mesures permettront aux exportateurs de préserver leur part du marché et d'accroître leurs exportations suite aux nouvelles lignes directrices américaines sur les importations de gaz. En automne 1984, le gouvernement a amorcé un examen approfondi de la politique énergétique nationale, en cherchant à encourager l'activité économique et la création d'emplois dans ce secteur. L'Accord de l'Atlantique, signé avec le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador en février 1985, a ouvert la voie à la gestion mixte fédérale-provinciale du développement des importantes ressources pétrolières et gazières situées au large de Terre-Neuve. L'Accord de l'Ouest, signé en mars avec les quatre provinces de l'Ouest, prévoit des mesures de déréglementation du marché pétrolier, à compter du 1^{er} juin 1985, le retrait progressif de l'impôt sur les revenus pétroliers et du Programme d'encouragement du secteur pétrolier, l'abolition des taxes d'exportation et la levée des restrictions sur les exportations de pétrole à court terme. On s'y engage à élaborer un mécanisme de fixation des prix axé davantage sur le marché, mécanisme qui entrerait en vigueur le 1^{er} novembre 1985 en ce qui concerne le gaz domestique, et à mettre en œuvre des encouragements financiers non-discriminatoires et en fonction de la rentabilité pour l'exploration et le développement des ressources pétrolières et gazières nationales.

Le Canada a participé activement aux réunions internationales liées aux questions énergétiques, tout particulièrement au sein de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), où l'instabilité du marché pétrolier a été un important sujet de discussion en 1984. Bien que les prix tendaient nettement à la baisse, les membres de l'AIE ont continué d'être préoccupés par le caractère fondamentalement imprévisible du marché et la nécessité de ne pas se laisser aller à la suffisance. À sa rencontre de juillet, le Conseil d'administration a reconnu qu'il serait peut-être bénéfique de réduire les stocks afin de stabiliser les marchés au moment où, dans une première étape, la désorganisation de l'offre n'est pas assez importante pour recourir au système de partage de l'AIE.

Le Canada a engagé des discussions bilatérales avec plusieurs pays sur les questions énergétiques. Le ministre mexicain de l'Énergie, des Mines et des Industries d'État s'est rendu à Ottawa en décembre 1984 et le ministre suédois de l'Énergie a dirigé une mission commerciale au Canada en février 1985. Par ailleurs, les questions énergétiques ont eu une place importante dans les discussions tenues par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures lors de ses visites au Japon en décembre et au Mexique en janvier. En juillet, puis en janvier, des représentants canadiens et américains se sont rencontrés dans le cadre du Mécanisme de consultations énergétiques. La troisième rencontre du Comité mixte de coopération canado-mexicain, qui a eu lieu à Mexico en

novembre, a été suivie d'une autre réunion en mars où l'on a débattu la portée de la déréglementation du marché pétrolier national sur l'arrangement mixte d'offres pétrolières d'État à État. Les questions énergétiques ont tenu une place importante également lors des discussions semestrielles avec les représentants de la CEE, qui ont eu lieu en novembre. Le gouvernement a par ailleurs suivi de près les négociations entre le groupe canadien chargé des questions du gaz naturel liquéfié et d'éventuels acheteurs japonais. Au cours de leurs visites au Japon, respectivement en décembre et en février, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre du Commerce extérieur ont discuté du projet avec les autorités japonaises et confirmé l'appui du gouvernement canadien à cette importante entreprise commerciale.

Droit de la mer

La Convention sur le droit de la mer a été fermée pour la signature, le 9 décembre 1984. Cent cinquante-neuf États, dont le Canada, l'ont signée. Ce nombre reflète l'aval général et sans précédent dont ait jamais fait l'objet un accord international de cette portée et de cette complexité. Toutefois, les États-Unis, le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne ne l'ont pas signée. Des 60 ratifications requises pour rendre la Convention effective, 17 ont été déposées au 31 mars 1985. Jusqu'à présent, aucun pays industrialisé de l'Ouest n'a ratifié la Convention.

Le Canada a déjà pris des mesures pour appliquer au niveau national les parties de la Convention qui sont dès maintenant considérées comme faisant partie du droit coutumier international. Le gouvernement examine également la nécessité éventuelle de lois supplémentaires au cas où le Canada déciderait de faire partie de la Convention.

Au cours de l'année, le gouvernement a pris une part active aux travaux de la Commission préparatoire créée pour élaborer les règles régissant l'Autorité internationale des fonds marins qui sera appelée à réglementer l'exploitation minière des fonds marins dans les zones ne relevant pas de juridictions nationales, quand la Convention entrera en vigueur. Conformément à la deuxième résolution de la session finale de la Conférence sur le droit de la mer, la Commission préparatoire participe également à la création d'un système qui protégera les investissements actuels dans l'exploitation minière des fonds marins pendant la période précédant l'entrée en vigueur de la Convention. Tous les signataires sont membres de la Commission préparatoire, mais les États tels que le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne, qui ont signé l'acte final mais non la Convention elle-même, participent en qualité d'observateurs. Les États-Unis par contre n'assistent pas aux travaux de la Commission.

Au cours de l'année, la Commission préparatoire a convoqué deux rencontres. À la rencontre d'août 1984, les progrès ont été retardés par la complexité des questions liées à l'exploitation minière des fonds marins et entravés par l'incapacité des États qui en font, en vue d'élaborer une méthode de règlement des différends en cas de revendications concurrentes de gisements miniers. La rencontre de mars 1985 tenue à Kingston, en Jamaïque, où siègera l'Autorité, a été plus productive surtout en ce qui concerne les commissions spéciales chargées d'étudier les aspects particuliers de la création de l'Autorité. Le climat plus positif qui régnait à cette rencontre a témoigné d'une reconnaissance plus nette de la nécessité de trouver des solutions pratiques aux problèmes. La délégation canadienne a cherché à favoriser

ce climat en vue d'encourager la création d'un système d'exploitation des fonds marins qui attirerait les entreprises privées, tant du Canada que des autres pays signataires et non signataires.

Toutefois, le problème des revendications concurrentes de gisements miniers reste en suspens. Le Canada a maintenu que ce problème devrait se régler de manière générale et avec la participation de tous les investisseurs pionniers, tels que définis par la deuxième résolution de la Convention sur le droit de la mer, y compris des entreprises de consortiums privés qui pourraient ultérieurement enregistrer des gisements en vertu de la Convention.

Droits de la personne et affaires sociales

La protection et la défense des droits de la personne demeurent un élément important de la politique étrangère du Canada. Cette année, la poursuite multilatérale des objectifs des droits de la personne a été assurée surtout par une représentation continue et active aux délibérations des organismes des Nations Unies concernés, à savoir la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, le Conseil économique et social et la troisième Commission de l'Assemblée générale. Ces organismes ont continué de jouer leur rôle pour ce qui est de l'élaboration de normes internationales convenues sur les droits de l'homme et ont accru leurs efforts pour encourager les États membres à respecter ces normes.

Des progrès considérables ont été réalisés grâce à l'adoption, par l'Assemblée générale le 10 décembre 1985 (Journée des droits de l'homme), de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. La Convention définit plus précisément le crime de torture, contient un élément de juridiction universelle qui étend la possibilité de poursuivre en justice les présumés bourreaux dans un État, et élabore un Comité international qui veille à sa mise en œuvre. Le Canada, qui a été l'un des partisans les plus actifs de la Convention, espère qu'elle servira de mécanisme utile dans la poursuite d'efforts internationaux en vue de supprimer la torture.

À la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, des progrès considérables ont été réalisés dans les domaines suivants : la rédaction d'une Convention sur les droits de l'enfant, la nomination d'un rapporteur spécial qui s'occupera de toutes les questions touchant la torture, et l'ajout de deux autres pays, l'Iran et l'Afghanistan, à la liste des États où la situation des droits de l'homme sera étudiée par l'Assemblée générale des Nations Unies. Ces travaux figuraient parmi les questions appuyées par la délégation canadienne.

Pour la première fois depuis dix ans, le Canada n'a pas été membre à part entière de la Commission des droits de l'homme. Après avoir servi pendant trois mandats consécutifs de trois ans, le Canada a décidé de ne pas poser à nouveau sa candidature de façon à permettre à un autre des 20 États membres occidentaux d'être élu au groupe des dix pays choisis dans cette région. Le Canada a néanmoins été représenté par une importante délégation d'observateurs à la quarante et unième session de la commission, tenue en février et en mars. Bien qu'elle n'ait pas voté, la délégation a pleinement participé au débat et a parrainé et appuyé presque autant de résolutions que par le passé.

À la fin de la période à l'étude, les arrangements et les consultations préliminaires en vue de la Réunion d'experts sur les droits de la personne étaient terminés. Cette réunion,

qui donnait suite à l'Acte final de 1975 d'Helsinki de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) s'est tenue à Ottawa du 7 mai au 17 juin 1985. Tenue à la suite d'une initiative présentée par le Canada à la réunion de Madrid, elle est la première réunion axée sur la mise en œuvre, par les États membres, de leurs obligations concernant les droits de la personne en vertu de l'Acte final d'Helsinki et des rencontres suivantes. La Réunion d'experts devait permettre une discussion libre sur la situation des droits de la personne dans les États membres et ouvrir la voie à un traitement plus efficace de cette question importante dans le cadre des relations Est-Ouest. En qualité de pays hôte, le Canada a eu une série de consultations avec les 34 autres délégations présentes.

Pour ce qui est de l'application bilatérale de la politique canadienne sur les droits de la personne, nos missions à l'étranger ont continué de faire état de la situation de cette question dans leurs pays d'accréditation et de faire des représentations auprès des gouvernements hôtes sur les situations ou les cas particuliers qui intéressent le Canada. Les visites de ministres et de hauts fonctionnaires canadiens dans les pays concernés et les visites au Canada de leurs homologues ont donné au public canadien l'occasion de manifester avec vigueur son point de vue sur les questions relatives aux droits de la personne.

Commission de la condition de la femme

En 1984, le Canada a été réélu à la Commission de la condition de la femme pour un deuxième mandat de trois ans. Composée de 32 membres, la Commission est au sein des Nations Unies l'organe central chargé des questions liées à l'avancement et à l'intégration des femmes. Elle se réunit tous les deux ans à Vienne pour formuler des recommandations sur les préoccupations des femmes au sein du système des Nations Unies, recommandations qu'étudient le Conseil économique et social puis l'Assemblée générale.

CEDEF

Le Canada a présenté son premier rapport au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) lors de la quatrième session tenue à Vienne en janvier 1985. Le rapport traitait de la mise en œuvre des obligations du Canada en vertu de la Convention onusienne sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La Convention oblige les États membres qui en sont partie à soumettre tous les quatre ans un rapport national et à prendre les mesures appropriées, y compris législatives, notamment dans les domaines politiques, sociaux et économiques, afin de réaliser dans les faits l'égalité entre les hommes et les femmes et d'assurer le plein développement et l'avancement des femmes dans la société.

La délégation canadienne qui a présenté le rapport était composée de représentants de la Condition féminine Canada et des ministères du Secrétariat d'État, de la Justice et des Affaires extérieures ainsi que des provinces du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Québec. La délégation a exposé les responsabilités des gouvernements fédéral et provinciaux et des autorités territoriales pour ce qui est de la mise en œuvre des dispositions de la Convention au Canada. Les membres du Comité ont manifesté un grand intérêt à l'expérience canadienne relativement à la mise en œuvre des objectifs essentiels de la Convention.

Troisième Conférence mondiale de la femme

La troisième Conférence mondiale de la femme s'est tenue à Nairobi du 15 au 26 juillet 1985 afin d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985). À sa troisième rencontre préparatoire à la Conférence tenue en mars 1985, la Commission de la condition de la femme a examiné le principal document de travail de la Conférence intitulé *Stratégies d'avenir pour la promotion de la femme jusqu'en l'an 2000*. Quoiqu'on ait discuté librement, aucune partie du document n'a fait l'objet d'un accord. Il a donc été décidé que la rencontre préparatoire reprendrait ses débats à New York en avril 1985.

Année internationale de la jeunesse

L'Organisation des Nations Unies a désigné 1985 comme l'Année internationale de la jeunesse en lui donnant pour thèmes « la Participation, le Développement et la Paix ». Au cours de l'année, le Canada a participé en qualité d'observateur à deux rencontres du Comité consultatif des Nations Unies sur l'Année internationale de la jeunesse et a contribué financièrement au fonds des Nations Unies pour l'Année internationale de la jeunesse et au grand festival de la jeunesse tenu en Jamaïque en avril 1985. Comme l'accent est mis surtout sur les activités à l'échelle nationale et locale, le secrétariat de l'Année internationale de la jeunesse, créé au sein du Secrétariat d'État, a marqué l'Année au Canada surtout en subventionnant des projets et des activités axés sur les jeunes, entrepris par des organisations non-gouvernementales.

Deuxième Conférence internationale sur la population

La deuxième Conférence internationale sur la population s'est tenue sous les auspices des Nations Unies du 6 au 14 août 1984 à Mexico. Notre délégation était composée de représentants des gouvernements fédéral et provinciaux et des organisations non-gouvernementales. La Conférence a réaffirmé la validité du Plan d'action mondial sur la population adopté à Bucarest il y a dix ans et a approuvé la déclaration de Mexico sur la population et le développement ainsi que les 88 recommandations destinées à guider les États dans l'avancement de la mise en œuvre du Plan.

La Conférence a souligné l'importance que revêt la collecte de données de base, la dynamique démographique, la formulation de politiques démographiques, la planification des naissances et les activités de communication et d'éducation dans des domaines connexes. L'étude de l'expérience de pays particuliers a montré les liens qui existent entre les objectifs et les politiques démographiques et le développement socio-économique. Les recommandations de la Conférence ont reflété le point de vue canadien selon lequel l'amélioration des soins de santé est un élément essentiel du processus de développement. Dans sa déclaration, le Canada s'est penché en outre sur les questions de l'urbanisation rapide, du vieillissement des populations, de la portée de la croissance démographique sur l'environnement et de la nécessité d'effectuer des recherches sur les conséquences des migrations internationales.

De plus, on a souligné la nécessité de déployer plus d'efforts pour étendre et renforcer le rôle des femmes dans le processus de développement, un objectif important qui influerait par ailleurs favorablement sur la vie et la taille de la famille. L'importance de cet objectif se reflète dans le rapport final qui comporte une section distincte et des recommandations particulières sur les questions de la femme. Le rapport fait également un lien entre les travaux de la Conférence de Mexico et la Conférence mondiale de la femme tenue à Nairobi en juillet 1985.

Contrôle des stupéfiants

Dans ce domaine, l'année a été marquée par l'intérêt suivi qu'a suscité la nécessité d'une étroite coopération multilatérale. Le Canada a continué d'appuyer les activités du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et de la Commission des stupéfiants des Nations Unies. Une résolution co-parrainée par le Canada à l'Assemblée générale en 1984 a amené la Commission des Nations Unies à amorcer la préparation d'une nouvelle convention sur le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, qui permettra d'améliorer les efforts internationaux déployés dans la lutte contre le trafic illicite.

Justice criminelle

Depuis 1955, l'Organisation des Nations Unies tient tous les cinq ans un congrès sur les questions de justice criminelle. Le Canada a toujours pris une part active à ces congrès. En préparation du septième Congrès qui aura lieu à Milan en août 1985, le ministère du Solliciteur général, de concert avec le ministère des Affaires extérieures, a été l'hôte d'une rencontre interrégionale d'experts des Nations Unies sur les victimes de crimes, tenue en juillet 1984, et d'une rencontre spéciale d'experts sur la collecte et les données statistiques relatives à la justice criminelle tenue en mars 1985. Le ministère a participé aux consultations nationales entreprises par le ministère du Solliciteur général qui regroupent les autorités provinciales et territoriales concernées ainsi que des organisations non-gouvernementales.

Affaires des autochtones

Au cours de l'année, les organisations canadiennes d'autochtones ont été de plus en plus actives pour attirer l'attention nationale et internationale sur les questions vitales à leurs propres intérêts et les questions des populations autochtones à travers le monde. Un représentant du gouvernement canadien a pris la parole devant le Groupe de travail des populations autochtones de la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme, lors de sa rencontre annuelle tenue en juillet 1984. Pour marquer l'Année internationale de la jeunesse, les organisations canadiennes d'autochtones se sont préparées à accueillir, grâce à d'importantes subventions du gouvernement, une Conférence internationale de la jeunesse autochtone qui s'est tenue en Saskatchewan en juillet 1985.

Chapitre 4

INTÉRÊTS RÉGIONAUX DU CANADA

États-Unis

Nos relations bilatérales avec les États-Unis sont plus assurées aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été depuis quinze ans. Cette situation s'explique surtout du fait de la chaleureuse amitié entre le premier ministre et le président et de l'étroite collaboration entre les ministres du Cabinet canadien et leurs homologues américains.

Une priorité du gouvernement est le renforcement des relations canado-américaines; le premier ministre a indiqué clairement que son objectif était de rétablir la position du Canada en tant que le meilleur ami et allié des États-Unis. Cet objectif a été bien accueilli par le président Reagan qui a invité le premier ministre à visiter Washington moins de dix jours après l'entrée de ce dernier en fonction. Au cours de la visite, le premier ministre a proposé au président, qui a été d'accord, de se rencontrer au moins une fois par an pour passer en revue les relations bilatérales et les questions internationales clés. Ils ont également convenu que les rencontres trimestrielles bilatérales tenues entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le secrétaire d'État américain devraient se poursuivre. D'autres ministres, notamment de l'Agriculture, des Finances, de la Défense, de l'Énergie, des Mines et des Ressources, du Commerce extérieur, de l'Environnement, des Forêts, de la Santé et du Bien-être social, etc., ont également amorcé des consultations plus systématiques et régulières avec leurs homologues américains.

Le sommet de Québec a été la première rencontre annuelle tenue entre le premier ministre et le président. Les progrès tangibles réalisés dans les domaines du commerce, de la défense et de l'environnement, la signature du Traité sur le saumon du Pacifique et du Traité d'entraide juridique en matière pénale, les déclarations concernant le système d'alerte du Nord et la participation du Canada à la station spatiale habitée ont reflété l'atmosphère générale dans laquelle deux amis échangent leurs vues sur les principales questions touchant deux pays souverains qui partagent le continent nord-américain.

Reconnaissant la nécessité de réduire la vulnérabilité du Canada au processus décisionnel de plus en plus complexe et diffus aux États-Unis, l'ambassade du Canada à Washington et les 13 consulats généraux ont étendu leurs réseaux de contacts influents à tous les niveaux et dans toutes les régions des États-Unis. Le recours à des firmes d'experts-conseils sur les questions bilatérales clés, particulièrement dans les domaines du commerce et de l'environnement, continue de représenter une importante partie des efforts déployés par le Canada pour s'assurer que ses positions sur ces diverses questions sont présentées de façon efficace et en temps opportun.

La signature de la Déclaration sur le commerce au sommet de Québec a reflété le nouveau climat économique qui règne dans les relations bilatérales. Outre un engagement à freiner le protectionnisme dans les échanges transfrontières,

la déclaration énonçait un plan de travail bilatéral visant à explorer les moyens de réduire les barrières commerciales entre les deux pays. De même, il a été convenu de prendre des mesures pour régler un certain nombre de questions sources de frictions, dont celles concernant les tuyaux et les raccords en acier, les machines-outils, les aciers spéciaux, le cuivre, le pétrole, les produits du sucre, les textiles et les vêtements.

Le Canada et les États-Unis ont continué d'être le partenaire commercial le plus important l'un de l'autre. En 1984, les échanges bilatéraux représentaient une valeur totale de 154 milliards de dollars. Les exportations canadiennes vers les États-Unis (85,1 milliards de dollars) ont augmenté de 29 pour cent depuis 1983 et constituaient un peu plus de 75 pour cent des exportations canadiennes totales. La seule augmentation des exportations vers les États-Unis représentait plus du double de nos exportations vers la CEE et plus du triple de nos exportations vers le Japon. En 1984, le Canada avait une balance commerciale favorable vis-à-vis les États-Unis, l'excédent se chiffrant à 16,5 milliards de dollars contre 11,9 milliards en 1983 et 10,1 milliards en 1982, et il y avait un surplus au compte courant de 6 milliards de dollars. Les Canadiens ont acheté environ 21 pour cent de toutes les exportations américaines. Les importations totales se sont élevées à 68,5 milliards de dollars, soit une augmentation d'environ 27 pour cent par rapport à l'année précédente.

Bien que les rapports commerciaux et économiques bilatéraux soient entrés dans une nouvelle ère d'amélioration en 1984-1985, des projets américains de restriction des importations dans un certain nombre de secteurs, dont les résineux de construction, le porc, l'acier, le cuivre et les produits du sucre, ont inquiété nos exportateurs. Aux États-Unis, une enquête sur les droits compensateurs a été menée contre le porc importé du Canada et de semblables mesures pourraient être prises à l'égard du poisson importé du Canada.

En 1984, nos industries de l'acier et du cuivre ont été menacées par des mesures américaines qui, si elles étaient entrées en vigueur, auraient considérablement restreint notre accès à ce marché. Toutefois, le ministère, en étroite consultation avec les industries canadiennes concernées et les gouvernements provinciaux, a réussi à convaincre l'administration américaine de ne pas mettre en œuvre ces mesures. En outre, le gouvernement a fait des représentations contre « l'Omnibus Trade Bill » de 1984, présenté par le Congrès, qui aurait réduit notre accès aux marchés américains. Ces démarches ont porté fruit et le bill a été déposé de la plupart de ses éléments protectionnistes.

Le Canada a continué d'être inquiet de la taxe unitaire imposée par un certain nombre de gouvernements d'États américains et de l'application extra-territoriale des lois américaines. Toutefois, ces questions ont quelque peu progressé en 1984-1985.

Grâce à son programme de liaison avec les grandes sociétés, le ministère a poursuivi ses efforts pour mieux faire connaître

aux dirigeants du monde des affaires américains et, par leur intermédiaire, aux milieux politiques et économiques américains, les politiques économiques canadiennes et les possibilités de débouchés. Le programme permet en outre de faire valoir nos intérêts auprès des autorités fédérales et étatiques américaines chargées des politiques. Parallèlement, les renseignements recueillis sur les points de vue du monde des affaires américains ont contribué au processus d'élaboration des politiques au Canada.

La restructuration de l'AEIE et l'introduction de la Loi sur Investissement Canada ont été bien accueillies par les Américains qui y voient le signe que notre gouvernement reconnaît le rôle positif que l'investissement étranger doit jouer dans le développement de l'économie canadienne.

Afin de promouvoir l'image du Canada comme lieu propice aux investissements, le ministère a participé pour la première fois à une conférence visant à déterminer un lieu pour les conférences nationales qui se tiendront aux États-Unis. Afin de poursuivre ce même objectif, le ministère a participé à des conférences nationales organisées à l'intention d'analystes des investissements et d'investisseurs internationaux. De plus, il a parrainé – et là encore il s'agit d'une première – deux missions étrangères afin de promouvoir les investissements. La première était composée d'un groupe d'analystes de la côte Ouest américaine, qui ont visité le pays; la seconde, d'un groupe de hauts responsables des investissements, provenant des États du Nord-Est. En outre, les consulats généraux canadiens, en collaboration avec des représentants des provinces et du secteur privé, ont organisé trois colloques sur le développement des investissements.

Le ministère a cherché à accroître la présence de l'industrie canadienne sur le marché des États-Unis en faisant effectuer par des experts-conseils du secteur privé des études de marché des produits canadiens dans différentes régions des États-Unis. L'an passé, cinq études ont été terminées et six ont été entreprises. Elles déterminaient les débouchés possibles qui correspondaient au potentiel particulier de petites et moyennes entreprises du Canada. Une fois terminées, elles ont donné lieu à des ateliers et à des colloques, auxquels ont pris part d'autres ministères du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et des associations commerciales, qui devaient renseigner l'industrie sur les débouchés offerts et permettre l'établissement de stratégies de mise en marché.

Grâce à une étude sur les réseaux de transport vers les marchés du sud des États-Unis, le ministère a aidé les exportateurs nouveaux ou déjà expérimentés du Canada central. L'étude a été distribuée à près de 5 000 exportateurs canadiens, dans le cadre d'Exportations 85. D'autres études spécialisées sont en cours à l'intention des exportateurs des provinces de l'Ouest et de l'Atlantique.

En étroite consultation avec le MEIR, les gouvernements provinciaux et le secteur privé, le ministère a mis en œuvre en 1984-1985 un Programme de stratégies de mise en marché par secteur, visant les États-Unis. Cinq stratégies portant sur les secteurs de l'équipement agricole, des produits du bois manufacturés, des articles de sport, du transport urbain et du chauffage domiciliaire ont été complétées. De plus, on a entrepris des études dans dix autres secteurs, dont l'équipement pétrolier et gazier, l'équipement de défense, les logiciels et les vêtements.

Dans le cadre de son Programme des projets de promotion, le ministère a parrainé la participation de 500 entreprises

canadiennes à 33 grandes foires commerciales américaines. Environ 60 pour cent de ces entreprises, dont 85 pour cent étaient constituées de petites ou moyennes entreprises, commençaient à exporter. Le Programme a par ailleurs aidé près de 500 acheteurs américains à entreprendre des visites auprès de fabricants et de producteurs canadiens. Dans son ensemble, le Programme des projets de promotion a, pour chaque dollar engagé, généré plus de 163 \$ en vente à l'exportation.

En outre, le ministère a parrainé près de 80 manifestations de promotion commerciale, de petite envergure et relativement peu coûteuses, telles que des foires solos, régionales et organisées dans les consulats, destinées à aider les entreprises à tirer profit des débouchés commerciaux qui se développent rapidement. Pour chaque dollar engagé, ces activités ont engendré 167 \$ de ventes à l'exportation.

En 1984-1985, les États-Unis ont été la principale cible du Programme pour le développement des marchés d'exportation, dans le cadre duquel des demandes d'une valeur totale de 34,2 millions de dollars ont été approuvées. Pour le marché américain, les sections les plus en faveur du PDME sont la section B (Visites d'exploration des marchés) et C (Participation à des foires commerciales), l'ensemble des demandes pour ces deux catégories excède celles qui portent sur toute autre destination.

Les relations dans le domaine de l'énergie ont continué d'être gérées sous l'égide du Mécanisme de consultations relatives à l'énergie, forum créé en 1979, au sein duquel les représentants spécialisés des deux pays échangent régulièrement leurs vues sur des questions bilatérales et multilatérales. L'un des points saillants cette année a été la réforme apportée aux règlements canadien et américain régissant le commerce du gaz naturel. Le nouveau régime canadien, qui est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1984, permet, pour la première fois depuis 1974, aux exportateurs canadiens de négocier le prix du gaz naturel.

Les exportations d'énergie vers les États-Unis ont continué de représenter d'importantes recettes pour le Canada en 1984. Pour l'année civile, elles sont estimées à 7,1 milliards de dollars pour le pétrole, à 3,9 milliards pour le gaz naturel et à 1,4 milliard pour l'électricité, ce qui représente un total de 12,4 milliards, par rapport à 11,1 milliards en 1983.

Les questions d'environnement ont considérablement progressé, les deux pays ayant réaffirmé leur détermination à les régler de façon responsable et dans un esprit de collaboration. L'impasse dans laquelle se trouvait la question des pluies acides depuis trois ans a été débloquée au sommet de Québec. Le premier ministre et le président ont en effet annoncé à cette occasion la nomination de deux envoyés spéciaux sur les pluies acides, soit l'ancien premier ministre de l'Ontario, M. William G. Davis, et l'ancien secrétaire américain au Transport, M. Drew Lewis. Ils auront comme mandat de poursuivre les consultations sur les lois régissant les pluies acides et de trouver des mécanismes destinés à améliorer l'environnement nord-américain.

La signature du Traité de la Skagit a satisfait la Colombie-Britannique, qui craignait que la vallée de la Skagit ne soit inondée à la suite d'une ordonnance de 1942 de la Commission mixte internationale, visant le relèvement du barrage Ross aux États-Unis. Ce traité montre que les deux pays sont capables de convenir de solutions mutuellement satisfaisantes pour le règlement de questions bilatérales difficiles. De même, la Commission de la dérivation Garrison, créée par le

Congrès en juillet 1984, a recommandé en décembre au secrétaire américain de l'Intérieur un plan qui limiterait l'irrigation du bassin du Missouri et reporterait celle de la Baie d'Hudson. Le gouvernement du Canada a indiqué aux États-Unis que, s'il était approuvé et mis en œuvre, ce plan réglerait essentiellement le problème, qui était depuis longtemps en suspens.

En ce qui concerne la rivière Niagara, les États-Unis semblent se diriger vers des mesures plus favorables au Canada, qui demandait un nettoyage urgent et efficace des lieux d'élimination de déchets toxiques situés sur la rive américaine.

L'achèvement et la ratification du Traité sur le saumon du Pacifique, dont les négociations avaient duré plus de 15 ans, ont considérablement marqué l'évolution des relations bilatérales dans le domaine des pêches.

Le ministère a mené toute une gamme d'activités universitaires, culturelles et d'information aux États-Unis pour mieux faire connaître et apprécier le Canada. Il appuie toujours des programmes d'études canadiennes à un certain nombre d'universités. L'intérêt manifesté par les universitaires et les étudiants américains à l'égard du Canada n'a cessé de grandir, comme en témoignaient le nombre, la diversité et la qualité des demandes présentées dans le cadre de divers programmes de bourse. En mettant sur pied plusieurs programmes et services, le ministère cherche à stimuler l'intérêt que portent les Américains aux artistes canadiens et aux œuvres artistiques du Canada.

Environ 70 millions de Canadiens et d'Américains traversent chaque année la plus longue frontière non protégée du monde, presque sans formalité à remplir. Toutefois, certains Canadiens, surtout ceux qui y cherchent un emploi temporaire, éprouvent des difficultés à se faire admettre aux États-Unis. Le ministère a poursuivi ses consultations et ses négociations avec les États-Unis, en vue d'aider ces personnes.

L'approche du gouvernement à l'égard des relations avec les États-Unis est surtout marquée par un sentiment de confiance et une volonté réelle de profiter au maximum des occasions susceptibles d'avantager les deux pays. S'il est normal qu'il y ait des différences, « le climat qui a prévalu à Québec » favorise une plus grande coopération et des consultations plus étroites entre ces deux pays amis et alliés.

Indicateurs économiques Canada-États-Unis

(année civile)

I. Échanges commerciaux du Canada

	Avec tous les pays		Avec les États-Unis	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
	(en milliards de \$ CAN)			
1980	76,2	69,3	48,2	48,5
1981	83,8	79,5	55,5	54,5
1982	84,5	67,9	57,7	47,9
1983	90,6	75,6	66	54,1
1984	112,5	95,8	85,1	68,5

II. Taux de variation (en pourcentage)

	Avec tous les pays		Avec les États-Unis	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
1980	+ 16	+ 10,2	+ 8,2	+ 6,7
1981	+ 10	+ 14,7	+ 15,2	+ 12,2
1982	+ 0,9	- 14,6	+ 4	- 12,2
1983	+ 7,2	+ 11,3	+ 14,4	+ 12,9
1984	+ 24,2	+ 26,7	+ 28,9	+ 26,6

III. Pourcentage de répartition des exportations et des importations en 1984

Exportations du Canada	
Vers :	
États-Unis	75,6
Japon	5
CEE	6,3
Importations du Canada	
Depuis :	
États-Unis	71,5
Japon	6
CEE	8,6

IV. Principales exportations canadiennes vers les États-Unis

1. Véhicules et pièces automobiles
2. Pétrole brut
3. Papier journal
4. Gaz naturel
5. Produits chimiques et fertilisants
6. Résineux de construction
7. Pâte de bois
8. Métaux précieux et alliages
9. Fer et acier
10. Machines industrielles

V. Principales exportations américaines vers le Canada

1. Pièces et véhicules automobiles
2. Machines et équipement industriel
3. Produits chimiques et fertilisants
4. Ordinateurs
5. Aliments, pâture, boissons et tabac
6. Matériel de télécommunications et équipement connexe
7. Aéronefs, pièces et moteurs d'avions
8. Machines agricoles et tracteurs
9. Tubes électroniques et semi-conducteurs
10. Charbon

VIII. Passages à la frontière

	Du Canada vers les États-Unis	Des États-Unis vers le Canada
	(en millions)	
1979	34,4	31,2
1980	34,7	38,5
1981	33,6	39,8
1982	33,3	32,4
1983	39	32,5
1984	36,7	32,9

VI. Compte courant du Canada avec les États-Unis (1984)

(en millions de \$ CAN)	
Solde du commerce des marchandises	+ 19 857
Transactions sur services :	
Voyages	- 958
Intérêt et dividendes	- 6 883
Transport	+ 6
Autres transactions	- 6 006
Valeur nette des transactions sur services	<u>- 13 841</u>
Solde des opérations sur biens et services	+ 6 016
Valeur nette des transferts	<u>+ 77</u>
Solde total du compte courant	+ 6 093

IX. Population

	Canada	États-Unis
	(en millions d'habitants)	
1983	24,9	234,2
1984	25,2	235

Communauté économique européenne et Europe de l'Ouest

Tout au long de l'année, le ministère a mis l'accent sur la structuration des contacts gouvernementaux et, le cas échéant, du secteur privé avec les représentants de l'Europe de l'Ouest afin de renforcer nos intérêts politiques et économiques, y compris la stabilité régionale et multilatérale et le maintien d'un système commercial et économique international ordonné. Cette région, étant une importante source mondiale d'investissements et de technologies, et comprenant six des sept plus importantes sources de l'investissement direct au Canada, a fait l'objet d'efforts plus intenses et plus délibérés afin d'encourager les investissements et les transferts de technologie. Elle a également été le point de convergence des efforts que déploie le Canada pour renforcer les mécanismes de la sécurité internationale et pour élargir les contacts Est-Ouest.

Après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement en septembre 1984, les visites ministérielles dans cette région se sont intensifiées, ce qui reflétait le désir du Canada de revitaliser des liens cruciaux et témoignait de nos intérêts communs dans cette région. Des visites de haut niveau ont également renforcé nos liens privilégiés avec les pays d'Europe occidentale et, au cours de la visite de M. Fabius, premier ministre français, en novembre 1984, un nouveau climat de collaboration a fait jour dans les relations fédérales-provinciales.

Nos exportations vers l'Europe de l'Ouest se sont accrues de 5,9 pour cent pour atteindre 8,12 milliards de dollars en 1984. Nos importations se sont accrues davantage, atteignant 10,07 milliards, soit une augmentation de 33,5 pour cent. En conséquence, la balance commerciale, qui avait toujours été en notre faveur, a changé considérablement en faveur de l'Europe de l'Ouest. Le Royaume-Uni, l'Allemagne de l'Ouest,

VII. Investissement étranger¹

(en milliards de \$ CAN)	
Investissements américains directs au Canada	64
Investissements américains en valeur mobilière au Canada	58
Investissements canadiens directs aux États-Unis	30
Investissements canadiens en valeur mobilière aux États-Unis	11

¹ Dernières estimations de Statistique Canada en dollars canadiens, total cumulé, fin de 1984.

la France, la Belgique et le Luxembourg ont continué d'être nos principaux marchés de l'Europe de l'Ouest, où sont écoulées 75 pour cent de nos exportations dans cette région.

Les produits agricoles comme le blé, de même que d'autres produits, dérivés des richesses naturelles, tels que les produits forestiers, les minerais de fer et le poisson sont demeurés d'importants secteurs d'exportation dans cette région. Toutefois, les produits finis comme les pièces d'automobile et d'avion, le matériel de télécommunications et de bureau et l'outillage industriel, ainsi que de nombreux biens de consommation ont représenté environ 20 pour cent des exportations, faisant de l'Europe de l'Ouest le deuxième grand marché du Canada pour les produits finis.

C'est toujours en Europe de l'Ouest que se tiennent le plus grand nombre de foires commerciales mondiales. Grâce à l'aide apportée par le ministère aux exposants canadiens, les ventes aux pays du monde entier ont été évaluées à environ 600 millions de dollars. En 1984, le ministère a organisé la participation à 72 foires commerciales en Europe occidentale. La plus importante de ces foires a été celle de Paris où l'on a célébré le quatre cent cinquantième anniversaire du voyage de Jacques Cartier. L'exposition canadienne intitulée Technicanada a présenté des produits de haute technologie fabriqués par 62 compagnies et organismes. Elle a suscité un très grand intérêt et a reçu les hommages de la presse française technique et financière. Bien qu'environ 80 pour cent des crédits que le ministère consacre à la promotion aient servi à subventionner la participation aux foires commerciales, le ministère a également subventionné un programme de 81 missions et activités de moindre envergure (colloques commerciaux, promotions en magasins) visant à inciter les acheteurs européens à visiter des entreprises canadiennes et à introduire des gens d'affaires canadiens en Europe, en vue de favoriser les perspectives d'exportation.

Communauté économique européenne

L'année 1984 a été marquée par le règlement du litige qu'avait suscité la réduction unilatérale, par la CEE, du contingent de papier journal admis en franchise aux termes du GATT. À la suite de la publication du rapport du groupe de travail du GATT, créé pour examiner le bien-fondé des mesures prises par la CEE, les deux parties ont négocié un règlement qui prévoit un contingent de papier journal de niveau acceptable pour l'industrie canadienne et l'élimination d'une importante barrière non tarifaire pour les envois provenant de la communauté européenne, à l'exception de l'Italie.

Durant leurs consultations semestrielles, tenues en juin à Bruxelles et en novembre à Ottawa, les hauts représentants du Canada et de la CEE ont examiné des questions commerciales et économiques d'intérêt commun, notamment la possibilité de l'entrée éventuelle du Portugal et de l'Espagne dans la CEE (annoncée officiellement en mars 1985), ainsi que la politique agricole commune; il a été question notamment des politiques de la CEE sur les pommes de terre de semence et l'hygiène de la viande. La CEE a soulevé diverses questions : le nombre des enquêtes antidumping, les contingents de chaussures et les pratiques des sociétés provinciales des alcools.

Le 1^{er} janvier 1985, le Canada a promulgué la Loi sur l'importation de la viande afin de freiner l'avalanche des importations de produits du bœuf largement subventionnés par la CEE. Les négociations se sont poursuivies afin de résoudre la question de façon à éviter des représailles et à

préserver l'industrie canadienne du bétail d'une concurrence injuste et nuisible. Dans le même esprit, des négociations suivies ont permis de déterminer les niveaux d'indemnisation nécessaires pour compenser la CEE des pertes qu'elle prétend avoir subies à la suite des contingents de chaussures imposés par le Canada.

À la demande de la CEE, le conseil du GATT a créé le 12 mars 1985 un groupe d'étude pour examiner les pratiques des sociétés provinciales des alcools afin de déterminer si ces dernières allaient à l'encontre des obligations que le Canada a contractées au GATT. La CEE a tenu des discussions suivies afin de résoudre cette question.

La question de la chasse aux phoques a continué de susciter des divergences entre le Canada et la Communauté. En juin 1984, le gouvernement a annoncé la création d'une commission royale qui a été chargée d'étudier tous les aspects relatifs aux phoques et à la chasse aux phoques, y compris leurs répercussions aux plans social, culturel, éthique, scientifique et économique.

Le Sous-comité de la coopération industrielle (SCCI) a parrainé une mission ayant pour thème l'utilisation rationnelle de l'énergie, qui a accueilli au Canada plusieurs industriels de la CEE. Des possibilités de coentreprise ont été recensées, dont un programme d'énergie économique exploité par une entreprise montréalaise, un projet de chauffage central géothermique en Alberta, un projet d'énergie éolien ontarien qui pourrait être mis sur pied en collaboration avec des entreprises de la Communauté dans les pays en voie de développement et un projet albertain de laser continu à haute puissance pour le soudage des pipe-lines. À la fin du mois de mars, la planification d'une mission de coentreprise pour le transfert de machines et de technologies était bien avancée. Également placée sous le parrainage du SCCI, la mission examinera les possibilités d'accroître la coopération industrielle entre les producteurs canadiens et européens de machines et d'équipement utilisés pour l'industrie et l'exploitation des ressources.

La dernière rencontre du Sous-comité général et préparatoire de coopération, qui a eu lieu en décembre 1984 à Bruxelles, s'est penchée sur la coopération dans les secteurs de la science et de la technologie et sur les politiques touchant spécialement le transfert technologique des laboratoires à l'industrie.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni a continué d'être le troisième grand partenaire commercial du Canada et le deuxième grand client pour les produits manufacturés. Le commerce bilatéral avec la Grande-Bretagne s'est accru de 10 pour cent et a atteint 4,8 milliards de dollars en 1984, le Canada enregistrant un excédent de 125 millions de dollars. Au moins le tiers de nos exportations vers la CEE étaient à destination du marché du Royaume-Uni.

Les consultations régulières et de haut niveau sur des sujets politiques et économiques qui se sont poursuivies tout au long de 1984 ont abouti à la visite à Londres en décembre du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. De leur côté, le ministre du Commerce extérieur, le président du Conseil du Trésor et les ministres de la Défense nationale, de l'Environnement, de l'Expansion économique régionale et du Multiculturalisme ont également effectué des visites officielles à Londres après l'élection du gouvernement, et les relations interparlementaires ont été soulignées par la visite à Londres du nouveau président de la Chambre des communes,

l'honorable John Bosley. Il y a eu par ailleurs de très nombreux contacts à l'occasion des rencontres internationales ainsi que dans le cadre d'initiatives particulières prises par le ministère. À ce chapitre, il convient de mentionner les initiatives commerciales, notamment plusieurs missions, et les activités culturelles.

Les relations entre le Canada et le Royaume-Uni ont été le thème du colloque tenu à Halifax en mai 1984 et organisé par l'Université Dalhousie avec l'appui des Affaires extérieures. Le colloque, auquel ont assisté le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre d'État britannique chargé des Affaires étrangères et du Commonwealth, a regroupé des universitaires, des gens d'affaires, des parlementaires et des représentants officiels des deux pays.

Le ministère a envoyé à Londres un groupe d'étude qui a examiné les opérations du haut-commissariat canadien. Leur étude a permis de rationaliser tant les opérations que le déploiement du personnel au haut-commissariat, ce qui a entraîné d'importantes économies pour le ministère.

République fédérale d'Allemagne

Les échanges commerciaux avec la RFA, cinquième partenaire commercial du Canada, après un fléchissement en 1983, ont connu une hausse marquée en 1984. C'est ainsi que, malgré un dollar canadien plus fort, les exportations canadiennes ont augmenté de 6,2 pour cent depuis 1983 et se sont chiffrées à 1,22 milliard de dollars alors que les exportations allemandes en croissance de 38 pour cent se sont élevées à 2,17 milliards. L'achat par le ministère de la Défense de la RFA de sept appareils Challenger de la société Canadair a contribué à accroître l'apport de produits finis et de haute technologie dans l'ensemble des exportations canadiennes.

Les liens entre les sociétés canadiennes et allemandes dans le domaine industriel se sont accrus; conscient cependant que le Canada et la RFA peuvent accroître la coopération économique et commerciale, le ministère a encouragé la tenue d'une réunion à haut niveau de gens d'affaires et de banquiers des deux pays, conférence qui a eu lieu à Niagara-on-the-Lake en juin 1984. Ce groupe de gens d'affaires doit se retrouver en RFA à l'automne 1985. Les visites ministérielles ont aussi été un facteur important dans les relations avec la RFA; le ministre du Commerce extérieur, le président du Conseil du Trésor, le ministre du Développement industriel régional, le ministre des Pêches et Océans, de même que le ministre d'État au Tourisme ont en effet effectué des visites en RFA.

Dans le cadre de l'engagement canadien envers l'OTAN, on a continué à encourager une plus grande collaboration en matière de défense. On a par ailleurs continué les travaux conjoints de mise au point de produits qui profitent à la technologie canadienne et aux exportations à long terme.

Dans le domaine des sciences et de la technologie, l'accord bilatéral a continué de favoriser les échanges de connaissances spécialisées. À cet égard, il convient de noter la croisière du navire de recherches ouest-allemand « Polarstern » qui a conduit des expériences scientifiques conjointes en eaux canadiennes.

France

La France occupe la neuvième place parmi les partenaires commerciaux du Canada. Les échanges entre les deux pays représentent moins de 1 pour cent du commerce global de chacun, mais la situation s'est améliorée en 1984. Pendant que les exportations canadiennes vers la France augmentaient

de 11 pour cent pour atteindre 701 millions de dollars, les exportations françaises vers le Canada croissaient de 45 pour cent pour atteindre 1,2 milliard.

La France, avec plus de 1,07 milliard de dollars d'investissements directs au Canada, en 1984, se situe au sixième rang des investisseurs étrangers dans notre pays. Avec la mise en œuvre des deux grands projets de Péchiney au Québec et AMC/Renault en Ontario, la France est en train de se classer parmi les plus importants investisseurs étrangers au Canada.

Sur le plan politique, l'événement majeur aura été la visite du premier ministre Laurent Fabius en novembre 1984. M. Fabius était le premier des premiers ministres que M. Mulroney a accueilli depuis son entrée en fonction. Symbole d'une étape nouvelle dans les relations canado-françaises, cette visite a été remarquée pour son atmosphère détendue et son climat confiant et ce, tant à Ottawa et à Montréal qu'à Québec. Tout en réitérant l'importance qu'ils attachent à leurs rapports politiques et culturels, les deux premiers ministres ont donné priorité à l'accroissement des relations économiques entre les deux pays.

Les Commissions mixtes culturelle, scientifique et économique se sont toutes les trois réunies en 1984 et chacune a élaboré un programme d'actions communes visant à élargir et à étoffer la coopération bilatérale franco-canadienne. Le comité de gestion interministérielle canado-français, créé l'année précédente, s'est réuni à quatre reprises.

1984 aura été une année faste pour célébrer l'amitié franco-canadienne. Deux événements historiques de premier plan, le quatre cent cinquantième anniversaire de l'arrivée au Canada de Jacques Cartier et le quarantième anniversaire du débarquement en Normandie, ont donné suite à une série de manifestations qui ont rappelé les liens historiques et culturels qui unissent le Canada et la France. Plus d'une quinzaine de ministres canadiens ont visité l'Hexagone au cours de la période. Lors de la visite du ministre des Communications en janvier 1985, le Canada et la France ont signé un accord sur la coproduction du cinéma d'animation et ont convenu de la création d'un prix France-Canada et de la participation du Canada au réseau TV-5, le seul réseau de câblodistribution européen francophone. Une dizaine de ministres français sont venus au Canada au cours de la période.

Italie

Un modeste redressement des exportations canadiennes, qui se chiffrent à 578 millions de dollars, et une spectaculaire augmentation de quelque 40 pour cent des importations en provenance d'Italie, qui totalisent plus de 1,1 milliard de dollars, constituent les faits marquants de nos relations commerciales en 1984. Diverses missions commerciales et industrielles ont aidé à promouvoir davantage les contacts entre des sociétés de nos deux pays au cours de la période couverte par ce rapport. Soulignons particulièrement la mission de coopération industrielle dirigée conjointement par des représentants du ministère des Affaires extérieures et du ministère de l'Expansion industrielle régionale, qui s'est rendue en Italie du 4 au 12 mars 1985.

Le secrétaire d'État au Multiculturalisme s'est rendu à Rome et en Sicile à la fin-avril 1984 et le ministre des Affaires des anciens combattants s'est rendu en Italie du 1^{er} au 3 juin afin de commémorer le quarantième anniversaire de la libération de Rome. Enfin, la visite à Rome, en décembre 1984, du président du Conseil du Trésor a permis de souligner l'intérêt que le Canada porte au gouvernement et au monde des affaires italiens.

La visite au Canada, du 16 au 18 mai 1984, du ministre d'État aux Affaires étrangères a contribué à souligner la qualité des rapports que nous entretenons avec l'Italie. On profita de cette visite pour signer un accord culturel entre l'Italie et le Canada, accord qui prévoit la création d'une commission mixte et qui vise à faciliter et à augmenter les échanges culturels. Le ministre de l'Éducation a également effectué une visite de travail au Canada en juin 1984.

Saint-Siège

En septembre 1984, la visite de Sa Sainteté le pape Jean-Paul II au Canada a pratiquement monopolisé l'attention des médias. Cette visite a amené le Saint Père dans la plupart des régions du pays, et les Canadiens lui ont réservé un accueil enthousiaste. Le gouvernement canadien avait mis sur pied un groupe de travail, dont faisaient partie des fonctionnaires du ministère, afin de coordonner les activités des différents organismes participants et d'assurer le succès de la visite.

Belgique

La Belgique est l'un de nos principaux marchés européens d'exportations, celles-ci ayant atteint une valeur de 677 millions de dollars en 1984. L'an dernier, le point saillant des activités commerciales a été la signature en février 1985, d'un contrat de 50 millions de dollars octroyé à Bombardier pour la fourniture de 2 500 véhicules tout terrain à l'armée belge. Suite à ce contrat, on s'attend à trouver de nombreux autres débouchés pour ces véhicules sur les marchés étrangers.

Sous les auspices de la Chambre de commerce belgo-canadienne, une mission de développement industriel composée de trente représentants du monde des affaires belge a visité Montréal et Toronto. Plusieurs possibilités d'investissement intéressantes ont été recensées et font l'objet d'un suivi.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rencontré son homologue belge à Bruxelles en 1984, à l'occasion d'une rencontre ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord. Une association canado-belge de gens d'affaires a été créée afin de renforcer les relations économiques et commerciales entre les deux pays.

Dans le domaine culturel, la dixième session de la commission mixte belgo-canadienne, créée aux termes de l'accord culturel de 1967, s'est tenue à Bruxelles en octobre 1984.

Pays-Bas

Les relations culturelles bilatérales avec les Pays-Bas se sont intensifiées grâce à la consultation et à la coopération pour finaliser les plans en vue de la participation canadienne au Festival de Hollande à l'été 1985. Par ailleurs, l'ambassade a participé très activement à la coordination de la planification de la participation canadienne aux célébrations du quarantième anniversaire de la libération.

En mai 1984, des discussions préliminaires ont eu lieu afin de négocier un accord sur la sécurité sociale.

La visite du ministre hollandais de la Défense au Canada en janvier 1985 a permis d'améliorer la coopération bilatérale dans les relations de défense et la visite du secrétaire d'État hollandais à la défense a favorisé la coopération dans les domaines de la recherche et de la production en matière de défense. Les échanges canado-hollandais de produits de défense ont toujours nettement favorisé le Canada, mais le programme de frégates de patrouille fournira des débouchés importants aux manufacturiers hollandais.

En 1984, les échanges avec les Pays-Bas ont continué d'augmenter malgré les taux de change défavorables et le ralentissement de l'économie hollandaise. La participation canadienne à InterClean 85 à Amsterdam, une importante foire commerciale hollandaise, a produit des résultats extrêmement positifs; plusieurs contrats importants ont été signés et des organismes ont été créés.

Portugal

La visite officielle du président Antonio Eanes au Canada en avril 1984 a amélioré les relations déjà excellentes entre les deux pays. Les pêches sont restées un élément essentiel des relations entre le Canada et le Portugal. Des représentants de l'industrie des pêches canadienne et portugaise se sont rencontrés à Ottawa en janvier 1985. Une mission composée de représentants de huit compagnies canadiennes productrices de machines d'emballage et d'étiquetage a visité le Portugal au mois de février. La première mission commerciale canadienne au Portugal a été jugée très réussie. La participation canadienne à la foire agricole de Santarem a donné à plusieurs sociétés l'occasion d'exposer leurs produits et de vérifier le marché portugais.

Pays scandinaves

En 1984-1985, dans la région des pays scandinaves, on a mis l'accent sur la promotion de l'investissement au Canada et sur la vente de biens et de services de haute technologie. Des efforts considérables ont été faits également dans le but de promouvoir la participation à Expo 86.

Dans le domaine aérien, des négociations bilatérales ont été menées cette année avec SAS, qui voulait obtenir accès à l'aéroport de Toronto et reprendre le service à Mirabel. Des accords de sécurité sociale ont été négociés avec la Suède et le Danemark et un accord sur la double imposition a été ratifié avec la Suède.

Les relations culturelles ont continué de s'intensifier; plusieurs artistes, artistes de scène et écrivains canadiens ont effectué des tournées et un projet important, le Projet Nootka Dugout, a commencé à se concrétiser à Copenhague. Un groupe de journalistes scandinaves a effectué une visite dans toutes les régions du Canada au mois de janvier; ils ont publié de nombreux reportages sur leurs expériences et leurs impressions.

Une fois de plus, les visites échangées au plus haut échelon ont constitué un facteur important dans les relations avec les pays scandinaves. Un groupe de travail sur les ressources énergétiques sous-marines a tenu des réunions en Norvège en novembre 1984 afin d'étudier les moyens de promouvoir la coopération et les échanges technologiques entre les industries de ressources énergétiques sous-marines. Des comités parlementaires de Finlande, de Suède et de Norvège ont visité le Canada et des cadres supérieurs et des politiciens provinciaux du Canada ont visité les pays scandinaves. Le ministre norvégien du Commerce et de la Navigation a effectué une longue visite importante au Canada, améliorant ainsi les possibilités d'échanges commerciaux entre les deux pays. Les ministres suédois de l'Énergie et du Commerce ont également effectué une visite au Canada durant l'année afin de promouvoir les exportations suédoises.

Autres pays de l'Europe de l'Ouest

Énergie atomique du Canada, Limitée a poursuivi ses efforts en vue de vendre un réacteur CANDU à la Turquie et

Northern Telecom a continué, avec l'appui de la SEE, d'accroître ses exportations vers la Turquie ainsi que ses investissements dans ce pays. Le Canada a accueilli un groupe de six journalistes turcs en novembre et plusieurs missions commerciales de gens d'affaires et de fonctionnaires canadiens ont effectué des visites en Turquie afin d'examiner les possibilités dans les domaines du transport urbain, du génie-conseil, de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire. Le ministre canadien de la Défense nationale a effectué une visite à Ankara en décembre afin de stimuler la coopération militaire entre les deux pays.

Le Canada et la Grèce ont signé un accord sur le transport aérien permettant à la société Olympic Airways de prolonger son réseau jusqu'à Toronto.

Le Canada et Chypre ont signé un accord sur la double imposition, qui n'a pas encore été ratifié.

Lors de sa visite à Madrid en janvier 1985, le ministre des Communications a signé un accord sur les relations cinématographiques avec l'Espagne. Le Canada a participé à deux importantes foires commerciales en Espagne — SIMO

et Alimentaria — et une mission fructueuse de fabricants canadiens de matériel d'emballage a visité l'Espagne à la recherche de nouveaux marchés d'exportation. L'Institut national espagnol d'investissement a organisé une importante foire commerciale solo au nouveau centre d'exposition de Toronto. Ces initiatives devraient entraîner une expansion des relations commerciales entre le Canada et l'Espagne durant les prochaines années.

Encouragés par la participation fructueuse du gouvernement et du secteur privé au Symposium de 1984 de Davos en Suisse, 14 importants dirigeants d'entreprises canadiennes ont participé au Symposium de Davos en 1985. Le président du Conseil du Trésor a rencontré des représentants influents des milieux bancaires et industriels suisses à Zurich et à Genève, afin de leur expliquer les politiques budgétaires et d'investissement du nouveau gouvernement.

Plusieurs rencontres de l'OTAN, de l'OCDE et d'autres rencontres multilatérales ont permis aux nouveaux ministres canadiens de rencontrer leurs homologues européens.

Exportations canadiennes à destination de l'Europe de l'Ouest, par pays

(en milliers de \$)

	Janvier — décembre		
	1982	1983	1984
Royaume-Uni	2 669 538	2 445 376	2 443 424
Gibraltar	382	128	453
Irlande	96 976	89 150	95 805
Malte	2 369	1 913	1 625
Autriche	41 434	49 991	45 577
Belgique-Luxembourg	773 095	700 126	676 592
Danemark	83 312	66 608	94 391
Finlande	110 581	86 952	119 219
France	706 679	626 032	700 746
République fédérale d'Allemagne	1 233 722	1 149 885	1 220 681
Grèce	75 981	48 677	48 756
Islande	6 155	5 450	3 619
Italie	694 672	549 304	577 939
Pays-Bas	1 043 788	957 148	1 063 338
Norvège	254 558	230 490	325 218
Portugal	121 318	60 694	62 966
Espagne	189 731	137 079	96 872
Suède	192 537	146 609	165 290
Suisse	218 911	197 805	189 482
Chypre	16 189	11 797	10 884
Turquie	109 449	102 094	175 300
TOTAL	8 641 377	7 663 308	8 118 177

Importations canadiennes de l'Europe de l'Ouest, par pays

(en milliers de \$)

	Janvier — décembre		
	1982	1983	1984
Royaume-Uni	1 903 948	1 809 753	2 318 583
Gibraltar	2	-	1
Irlande	128 787	107 266	186 501
Malte	2 679	2 263	2 428
Autriche	91 891	108 007	155 617
Belgique-Luxembourg	263 532	296 196	446 728
Danemark	129 023	136 925	200 807
Finlande	96 424	75 763	148 163
France	876 957	840 957	1 219 488
République fédérale d'Allemagne	1 383 950	1 574 798	2 173 581
Grèce	30 302	44 119	41 189
Islande	4 931	3 234	2 973
Italie	724 848	798 497	1 116 125
Pays-Bas	267 295	349 756	545 421
Norvège	92 684	313 562	134 203
Portugal	43 705	58 337	60 861
Espagne	190 060	181 949	316 432
Suède	365 764	415 759	581 521
Suisse	429 558	407 973	378 298
Chypre	445	353	11 355
Turquie	11 646	12 809	26 795
TOTAL	7 038 431	7 538 276	10 067 070

URSS et Europe de l'Est

L'année 1984-1985 a été marquée par des changements au sein de l'Union soviétique et dans les relations Est-Ouest. En URSS, une nouvelle génération de dirigeants plus jeunes accède au pouvoir. Les négociations bilatérales entre les É.-U. et l'URSS sur le contrôle des armements ont repris à Genève. Dans l'ensemble, la période récente a été caractérisée par une détente modeste de l'atmosphère des relations Est-Ouest et par une intensification du dialogue. Tout en étant réaliste au sujet des obstacles futurs à l'amélioration des relations Est-Ouest, le gouvernement se dit encouragé par la volonté plus marquée de résoudre les différends par la négociation et le dialogue directs.

Une preuve de la volonté du nouveau gouvernement canadien d'améliorer les relations était la décision du secrétaire d'État aux Affaires extérieures de rencontrer le ministre soviétique des Affaires étrangères dès que possible. La réunion proposée représentait l'aboutissement de plusieurs mois de contacts directs avec les autorités soviétiques, qui avaient elles-mêmes compris l'avantage d'une reprise des échanges avec les pays occidentaux. Par la suite, des préparatifs ont été faits en vue de la visite du secrétaire d'État aux Affaires extérieures en URSS, la première depuis 12 ans. Quelques semaines avant cette visite, le chef soviétique Konstantin Tchernenko est décédé, provoquant le troisième changement de dirigeant en URSS en autant d'années. Le premier ministre représentait le Canada aux obsèques et a rencontré le nouveau chef soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev.

Le gouvernement canadien a également tenté d'accroître et d'enrichir ses contacts avec les pays de l'Europe de l'Est. En novembre 1984, le ministre du Commerce international a effectué des visites officielles en Hongrie et en Yougoslavie. Ses visites, durant lesquelles il a inauguré les nouvelles chancelleries à Budapest et à Belgrade, ont souligné l'engagement du Canada de poursuivre les bonnes relations avec ces pays. En juin 1984, le ministre des Affaires étrangères de la République démocratique allemande est venu en visite officielle au Canada.

Des consultations et des discussions politiques sur le contrôle des armements et le désarmement ont eu lieu avec l'URSS et la République démocratique allemande. Le Canada a également repris des consultations politiques avec la Pologne, cette reprise revêtait une signification particulière puisqu'elle coïncidait avec la levée des restrictions imposées par le Canada en février 1982 suite à la déclaration de la loi martiale en Pologne. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé cette décision en août 1984, en réponse à une déclaration d'amnistie par le gouvernement polonais.

En ce qui concerne les échanges, les pays de cette région ont poursuivi leurs efforts en vue de maintenir leurs importations en provenance des pays non socialistes à un niveau inférieur à celui de leurs exportations vers ces pays. Les excédents commerciaux ainsi réalisés ont été affectés à la réduction de la dette extérieure contractée auprès d'institutions financières occidentales. Malgré un marché en déclin, les exportations canadiennes vers l'URSS et l'Europe de l'Est ont augmenté de 18 pour cent en 1984 et ont atteint

2,48 milliards de dollars, soit presque le record de 1982. Les ventes de céréales canadiennes représentaient 80 pour cent de ces exportations. L'URSS est resté le plus important acheteur de céréales canadiennes et la République démocratique allemande est devenue le sixième plus important acheteur de céréales. En mai 1984, le Canada a signé avec l'URSS un nouveau Traité sur les pêches qui renforçait les droits de gestion du Canada sur la zone économique de 200 milles et par lequel l'Union soviétique s'engageait pour la première fois à acheter du poisson traité canadien.

Les importations en provenance de l'URSS et de l'Europe de l'Est ont augmenté de 20 pour cent en 1984 pour atteindre 302 millions de dollars, mais l'excédent commercial du Canada avec cette région représentait toujours 2,18 milliards de dollars à cause des balances commerciales excédentaires avec l'URSS et la République démocratique allemande.

Les fonctionnaires des autorités commerciales des pays de l'Europe de l'Est ont fréquemment souligné que ceux-ci doivent vendre plus sur le marché international avant de pouvoir y acheter plus, mais il a été généralement admis que toutes les transactions doivent respecter les règles du marché international.

Le gouvernement a continué de participer à d'importantes foires commerciales internationales en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en République démocratique allemande, en Hongrie, en Roumanie et en Yougoslavie. Les représentants d'entreprises canadiennes ont été encouragés en plus grand nombre à faire coïncider leurs visites promotionnelles dans ces pays avec la participation canadienne à ces foires commerciales.

Étant donné que le gouvernement a le monopole de la direction du commerce extérieur dans la plupart des pays socialistes, les consultations régulières en matière d'échanges constituent un mécanisme important pour le développement des relations commerciales. Des consultations de ce genre ont été tenues avec l'URSS en mai 1984, avec la Tchécoslovaquie en septembre, avec la Hongrie en novembre et avec la Pologne en janvier 1985. Outre ces consultations régulières, il y eut des révisions des relations commerciales bilatérales au plus haut échelon durant les visites de représentants de la Bulgarie, de la Hongrie, de la République démocratique allemande, de la Roumanie et de l'URSS.

Le programme roumain d'énergie nucléaire, qui comprend la construction d'au moins cinq réacteurs nucléaires de type CANDU, s'est poursuivi avec la phase de la construction; on a clarifié le rôle que devront jouer les fournisseurs canadiens de matériel pour les deux premières unités. Le Canada a intérêt à augmenter la part du matériel fourni par les Canadiens pour ces cinq unités et pour les unités que la Roumanie doit construire à l'avenir; cette question a fait l'objet de discussions à haut échelon entre les fonctionnaires gouvernementaux et les représentants commerciaux des deux pays.

Les acheteurs de ces pays ont continué d'exiger que les exportateurs canadiens achètent, en échange de leurs propres contrats de vente, des quantités importantes de biens produits par les pays de l'Europe de l'Est. Bien que ces échanges compensés soient contraires à l'esprit du commerce multilatéral que les signataires du GATT se sont engagés à développer, les entreprises canadiennes se sont montrées plus disposées à intégrer ce genre de conditions dans leurs propositions de vente. Les connaissances canadiennes en cette matière ont été renforcées par une mission qui s'est rendue

à Vienne et à Leipzig afin de s'informer des plus récentes techniques d'échanges compensés et de rencontrer les principaux intervenants.

L'infrastructure des relations commerciales entre le Canada et les pays de la région a été substantiellement renforcée par une initiative du secteur privé, qui a mis sur pied le Conseil commercial Canada-Europe de l'Est, avec le support administratif de la Chambre de commerce canadienne. Durant sa première année, le Conseil a parrainé une série de séminaires sur les mécanismes du marché en Europe de l'Est et a élaboré des accords cadres de coopération avec des organisations semblables dans la région. De plus des représentants du Conseil participaient aux délégations; ils ont visité la région et ils ont reçu des visiteurs au Canada.

Les échanges universitaires, scientifiques, culturels et sportifs ont continué de jouer un rôle important dans les relations bilatérales du Canada avec les pays de l'Europe de l'Est et l'Union soviétique. Des artistes canadiens ont effectué des tournées en Europe de l'Est et en Union soviétique afin d'y donner des représentations et d'y présenter leurs œuvres; des universitaires et des scientifiques ont participé à des échanges (pour la plupart résultant d'initiatives privées, bien que quelques-unes se soient déroulées sous les auspices officiels) avec leurs homologues de ces pays. Des équipes sportives ont effectué des tournées régulières en Europe de l'Est et en Union soviétique et ont reçu à leur tour des équipes sportives en visite au Canada. L'ouverture de nouvelles chancelleries à Belgrade et à Budapest a donné aux artistes canadiens l'occasion d'exposer leurs œuvres et aux musiciens canadiens de donner des représentations. Le Canada et l'Union soviétique se sont entendus sur un programme des sciences arctiques et ont conclu un protocole d'entente en matière de sports.

Toutefois, certains gestes et politiques des autorités de l'URSS et de l'Europe de l'Est ont continué de saper la confiance du public canadien et son appui pour des relations plus stables avec les pays de cette région. Les questions de droits de la personne, le refus soviétique de discuter de l'indemnisation des victimes canadiennes du désastre de la KAL et l'absence de progrès substantiel dans les cas de réunification des familles constituent les principaux obstacles à des relations stables.

Les droits de la personne et la réunification des familles constituent un sujet de préoccupation particulièrement important pour les citoyens et le gouvernement du Canada. Le ministère profite de chaque occasion, tant lors de consultations bilatérales avec l'URSS et l'Europe de l'Est que lors de visites officielles, pour soulever la question des droits de la personne et de la réunification des familles. En 1984-1985, des représentations officielles ont été faites au nom d'environ 230 personnes résidant en URSS et en Europe de l'Est qui voulaient rejoindre leurs proches parents au Canada. En outre, l'assouplissement des critères d'immigration dans le cadre du Programme du mouvement polonais de réunification des familles a permis à quelque 1 370 personnes en provenance de la Pologne de retrouver leurs parents au Canada.

Asie et Pacifique

Japon

Le Japon est le deuxième partenaire commercial du Canada; les échanges bilatéraux ont atteint 11,3 milliards de dollars en 1984. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a souligné l'importance de cette relation en effectuant une visite

au Japon peu après l'assermentation du gouvernement Mulroney, afin d'échanger des idées avec le premier ministre Nakasone et les autres membres du gouvernement japonais et de souligner les nouvelles politiques de commerce et d'investissement du gouvernement et leurs conséquences potentielles pour le Japon. Durant sa visite, il a réaffirmé l'engagement du gouvernement à promouvoir les études canadiennes au Japon, annonçant la mise sur pied d'une bourse annuelle de recherche d'une valeur de 50 000 \$, qui sera accordée aux universitaires ou aux établissements japonais qui effectuent des recherches inédites sur les relations entre le Canada et le Japon.

En février, le ministre du Commerce extérieur a effectué une visite à Tokyo afin de discuter d'aspects donnés de la relation commerciale et économique entre le Canada et le Japon et de souligner que le gouvernement est déterminé à renforcer les liens commerciaux déjà solides entre les deux pays.

Les premiers ministres Mulroney et Nakasone ont entamé des discussions bilatérales à Moscou lorsqu'ils ont assisté aux obsèques du chef soviétique, Konstantin Tchernenko. Ils ont passé en revue divers problèmes internationaux d'intérêt mutuel ainsi que certains aspects de la relation bilatérale.

Les exportations canadiennes vers le Japon ont augmenté de 19 pour cent en 1984 par rapport à 1983, passant à 5,6 milliards de dollars, une très nette augmentation par rapport à la période 1979-1983 où les exportations n'ont augmenté que de 19 pour cent. La moitié de l'augmentation de 1984 résulte des exportations de charbon, dont les ventes ont augmenté de 53 pour cent par rapport à 1983. Les importations en provenance du Japon ont augmenté de 29 pour cent par rapport à 1983, passant à 5,7 milliards de dollars. Les principales augmentations d'importations concernaient des biens de consommation, surtout dans le domaine de l'audio-visuel. En 1984, le Canada occupait le septième rang des marchés d'exportation du Japon et le septième rang pour les importations dans ce pays.

Bien qu'on ait enregistré une augmentation satisfaisante d'échanges bilatéraux en 1984, le déclin soutenu de la balance commerciale canadienne traditionnellement excédentaire avec le Japon s'est poursuivi. Pour la première fois en plus de dix ans, le Canada a connu un déficit en 1984, déficit de 80 millions de dollars. Cette tendance reflète en partie le réaménagement structurel continu de l'économie japonaise, qui s'oriente vers les industries de haute technicité au détriment des industries consommatrices d'énergie.

En 1984, le marché des capitaux de Tokyo a pris une importance accrue pour le Canada, avec 11 prêts distincts totalisant 1,2 milliard de dollars. Les institutions et les gouvernements canadiens étaient les plus importants emprunteurs internationaux à Tokyo l'année dernière, puisqu'ils représentaient 13 pour cent de tous les prêts de yens à l'étranger.

Le Canada et le Japon ont établi 14 forums consultatifs afin de gérer plus efficacement les divers aspects de leur relation bilatérale. En 1984, l'intensification des relations en matière de pêche a été marquée par deux réunions de groupes de travail, outre les consultations bilatérales habituelles. Les consultations en matière de science et de technologie tenues en décembre 1984 ont permis d'identifier plus de 75 propositions, nouvelles ou reprises, susceptibles de faire l'objet de consultations, y compris des initiatives importantes dans les domaines de la microélectronique, de la biologie, de l'énergie, des nouveaux matériaux et de l'agriculture.

Chine

Les contacts politiques entre le Canada et la Chine ont été maintenus en 1984 grâce à une série de visites à haut échelon : les ministres chinois de la Défense, du Charbon et de la Métallurgie et le président de la Banque de Chine ont effectué des visites au Canada; la Chine a reçu pour sa part une importante délégation de parlementaires canadiens, trois premiers ministres provinciaux et le ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur, qui a signé un protocole d'entente sur des échanges sportifs bilatéraux, qui devraient conduire entre autres à une coopération pour les Jeux olympiques de 1988.

Bien que les exportations canadiennes vers la Chine aient régressé en 1984 à 1,27 milliard de dollars par rapport à 1,6 milliard de dollars l'année précédente en grande partie à cause de la baisse des ventes de blé après une récolte record en Chine, d'autres produits ont connu une augmentation substantielle de ventes et les exportations de produits manufacturés ont plus que doublé. La Chine est restée le deuxième marché du Canada en Asie (et le cinquième sur le plan mondial). Les exportations chinoises au Canada sont passées de 246 millions de dollars en 1983 à 331 millions de dollars en 1984.

Les derniers efforts de commercialisation du Canada ont porté sur le programme de modernisation de la Chine, qui fait appel en partie à la technologie étrangère et aux crédits étrangers. La Société pour l'expansion des exportations a conclu en octobre 1984 une entente avec la Banque de Chine accordant à celle-ci une marge de crédit de 2 milliards de dollars, afin de lui permettre d'acheter du matériel et des services canadiens. Des banques canadiennes privées ont également accordé des crédits à la Banque de Chine pour financer les importations. Comme la Chine a amélioré ses réserves de devises étrangères et a reconnu qu'elle éprouve d'importants problèmes d'infrastructure qui entravent sa modernisation, elle a manifesté un intérêt accru pour l'importation de matériel dans les domaines de l'énergie, du transport, des communications, de l'exploitation des ressources naturelles et de certains aspects de la modernisation industrielle. Cet intérêt s'est reflété dans les visites, déjà mentionnées, faites au Canada par les ministres du Charbon et de la Métallurgie et par le président de la Société nationale pétrochimique de Chine (SINOPEC).

Le Conseil commercial Canada-Chine a continué d'aider les entrepreneurs canadiens, exportateurs et importateurs, à conclure des affaires avec la Chine. Les initiatives du secteur privé, parallèlement aux missions ministérielles et aux autres activités parrainées par le gouvernement, continuent à faire partie intégrante d'un effort permanent en vue d'étendre les relations commerciales entre le Canada et la Chine.

Parmi les autres faits importants nouveaux survenus durant cette période, mentionnons l'ouverture d'un nouveau consulat général de la Chine à Toronto en décembre 1984, l'accord de jumelage entre la Saskatchewan et la province de Jilin dans le nord-est de la Chine et la signature de cinq accords bilatéraux sur les mesures de quarantaine pour les animaux, qui devraient permettre d'augmenter le volume des échanges d'animaux sur pied et de produits connexes.

Environ 2 200 immigrants chinois sont arrivés au Canada en 1984, soit un total de plus de 20 000 personnes depuis 1979. Au début de 1985, environ 2 200 étudiants chinois étudiaient au Canada. L'expansion des relations culturelles s'est poursuivie et a été marquée par la tournée triomphale

des Grands Ballets canadiens et une exposition des tableaux d'Alex Colville en Chine ainsi que par les tournées au Canada du Ballet de Shandong et de l'ensemble du conservatoire de Shanghai.

République de Corée et Hong Kong

Les relations du Canada avec la République de Corée se sont renforcées et ont atteint une nouvelle maturité en 1984 et au cours des premiers mois de 1985. Le ministre du Commerce international a effectué une visite à Séoul lors de la huitième réunion des ministres du Commerce du Canada et de la Corée et le ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur a conclu une entente sur les sports avec son homologue coréen au cours d'une visite effectuée en République de Corée. Ces visites à haut échelon ont donné au gouvernement canadien l'occasion d'exposer ses programmes et ses priorités aux dirigeants de l'un des plus importants partenaires commerciaux du Canada. Le premier ministre du Québec a également visité la République de Corée.

Le commerce bilatéral a continué sa progression rapide, il y a eu une augmentation de 37 pour cent en 1984. Caractérisé du côté coréen par des exportations accrues d'automobiles et de vêtements, et du côté canadien par une augmentation de 30 pour cent des expéditions de charbon, le commerce bilatéral avec la Corée fait maintenant de ce marché le deuxième partenaire commercial du Canada dans le Pacifique.

Le point saillant de la dernière année à Hong Kong a été la signature d'un accord entre le Royaume-Uni et la Chine au sujet de l'avenir de Hong Kong à l'expiration du bail sur les nouveaux territoires en 1997. Aux termes de cette entente, qui a été paraphée en septembre 1984 et ratifiée depuis, la Chine récupérera sa souveraineté sur Hong Kong mais garantit à celle-ci un degré élevé d'autonomie politique, économique et sociale dans le cadre de sa mini-constitution. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a exprimé sa vive satisfaction au sujet de l'accord, déclarant que celui-ci contribuait de façon importante à la stabilité et à la prospérité de Hong Kong, et de la région de l'Asie et du Pacifique dans son ensemble.

Les échanges du Canada avec Hong Kong ont augmenté de 13 pour cent en 1984 par rapport au niveau de 1983, pour atteindre 1,18 milliard de dollars, ce qui double presque les échanges du Canada avec Hong Kong en trois ans seulement. Bien que les exportations canadiennes aient chuté de 6 millions de dollars, passant à 215 millions de dollars en 1984, en grande partie en raison d'une baisse du prix des produits de base, ce marché a continué de représenter un intéressant débouché pour les exportateurs canadiens d'une vaste gamme de produits.

Environ 8 000 résidents de Hong Kong ont immigré au Canada en 1984, dont 700 faisaient partie de la catégorie des entrepreneurs et des personnes travaillant à leur propre compte.

Les échanges culturels et universitaires de la Corée et de Hong Kong avec le Canada ont continué de s'intensifier et vont de représentations d'artistes du spectacle, l'Orchestre symphonique de Montréal, par exemple, à l'établissement de programmes d'études canadiennes.

Indochine

Le conflit au Cambodge demeure la principale question qui influe sur les relations du Canada avec les pays d'Indochine. Le Canada appuie les efforts pour trouver un règlement

pacifique équitable au conflit. Tant qu'il ne sera pas mis fin à ce conflit, il y a peu de chances que le Canada ne développe des relations bilatérales importantes avec ces pays. Néanmoins, le Canada poursuit un programme de réunification des familles avec le gouvernement du Viêt-Nam et environ 7 000 citoyens vietnamiens se sont établis au Canada en 1984. De plus, le Canada a contribué, depuis 1979, plus de 31 millions de dollars à l'aide, à la protection et à l'entretien des réfugiés et des personnes déplacées dans la région de l'Indochine.

Asie du Sud et du Sud-Est

Les vastes ressources, la population et le grand potentiel économique du sous-continent indien et de l'Asie du Sud-Est ont donné à cette région une importance croissante dans la politique étrangère du Canada. Les plus importants programmes canadiens d'aide au développement sont réalisés en Asie et un grand nombre de nouveaux canadiens viennent des pays de cette région. La rivalité des superpuissances et particulièrement l'invasion soviétique et l'occupation continue de l'Afghanistan, ainsi que l'occupation du Cambodge par les Vietnamiens reflètent également l'importance géostratégique de cette région. Le Canada a toujours appuyé les résolutions des Nations Unies et les autres initiatives diplomatiques des pays de cette région en faveur d'un retrait des forces d'occupation et de l'auto-détermination des peuples afghan et khmer. L'intervention soviétique en Afghanistan a créé le plus important groupe de réfugiés au monde; en 1984, le Canada a donné 14 millions de dollars d'aide alimentaire au Pakistan pour l'aider à porter secours aux réfugiés afghans.

Le développement des relations entre le Canada et les pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est se reflète dans le nombre croissant de visites par des ministres canadiens fédéraux et provinciaux, de gens d'affaires canadiens et de leurs homologues de ces nations. La présence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures aux obsèques du premier ministre Indira Gandhi en octobre 1984 illustre l'importance que le Canada attache à ces relations.

En 1984, la Fondation Asie-Pacifique a été créée avec l'appui de tous les partis politiques. On espère que cette organisation, dont le siège social est situé à Vancouver, sera à la fois le catalyseur et le forum du futur développement de la coopération dans les domaines commercial, culturel et d'éducation et de développement avec les nations d'Asie. Sa première réalisation majeure, en coopération avec le ministère, était une conférence à Bali en février 1985 co-parrainée par le Centre indonésien d'études stratégiques et internationales.

La dernière année a également marqué le début de consultations officielles périodiques entre les fonctionnaires canadiens de haut niveau et leurs homologues en Indonésie, au Népal, aux Philippines et en Thaïlande, outre les consultations déjà tenues avec l'Inde et le Pakistan.

Les exportations canadiennes vers les pays d'Asie du Sud représentaient environ 708 millions de dollars en 1984 soit une augmentation de 43 pour cent par rapport à 1983; les importations ont atteint approximativement 250 millions de dollars soit une augmentation de 64 pour cent. Les produits semi-ouvrés et les biens manufacturés représentaient 64 pour cent des exportations canadiennes et 77 pour cent des importations.

ANASE

En 1984-1985, le Canada a continué à renforcer ses relations avec les six pays membres de l'ANASE, soit Brunei, l'Indonésie,

la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. L'importance géostratégique de l'ANASE et son orientation dynamique en faveur du libre marché sont capitales pour le Canada. Sur le plan politique, cette position s'est reflétée dans l'appui constant du Canada à la position de l'ANASE, qui demande le retrait du Viêt-Nam du Cambodge, par la relocalisation continue de réfugiés indochinois (environ 100 000 depuis 1975) et par l'importante aide humanitaire donnée aux réfugiés vivant dans les camps de la région de l'ANASE. Étant l'un des six « partenaires du dialogue » avec l'ANASE, le Canada est représenté depuis 1980 par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à la Conférence annuelle des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE. La réunion de juillet 1984 a été tenue à Djakarta, en Indonésie.

D'autres visites au plus haut échelon attestent également l'importance croissante des relations entre le Canada et l'ANASE. En avril 1984, le premier ministre thaïlandais, M. Prem, a conduit une importante délégation ministérielle et commerciale au Canada. Le ministre canadien de l'Expansion industrielle régionale a fait une visite extrêmement fructueuse en Indonésie, à Singapour et en Thaïlande au début du mois de mars 1984, qui lui a également permis de participer au vol inaugural de la liaison d'Air Canada vers Singapour. Au cours de l'année prochaine, la grande participation des pays de l'ANASE à Expo 86 devrait amener un nombre croissant de politiciens et de gens d'affaires de l'ANASE au Canada.

Le Canada a continué de fournir une aide importante au développement à la région de l'ANASE, particulièrement à l'Indonésie et à la Thaïlande où l'Agence canadienne de développement international (ACDI) concentre une grande partie de ses ressources. En outre, le Comité mixte de coopération (CMC), établi dans le cadre de l'Accord de coopération économique Canada-ANASE, a tenu depuis 1983 des réunions annuelles qui ont porté sur des questions telles le transfert de technologie, le développement des ressources humaines et l'aide à l'ANASE en matière de foresterie, de pêche et d'agriculture. La réunion de septembre 1984 du CMC a été tenue à Manille. Le CMC se penche de plus en plus sur l'importance de favoriser les échanges et les investissements bilatéraux.

En mars 1985, le Comité canadien du Conseil économique du Bassin du Pacifique a parrainé la quatrième conférence « Ouverture sur le Pacifique » à Toronto.

Les exportations canadiennes vers l'ANASE ont atteint 795 millions de dollars en 1984, soit une augmentation de 18 pour cent par rapport à 1983; les importations ont atteint 675 millions de dollars soit une augmentation de 43 pour cent. Les produits semi-ouvrés ou les biens manufacturés représentaient respectivement 73 pour cent et 64 pour cent des exportations et des importations en 1984.

Australie et Nouvelle-Zélande

Les étroites relations du Canada avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont été marquées par des visites de fonctionnaires et de ministres, la poursuite de consultations étroites et la coopération dans des forums bilatéraux et multilatéraux, et par une augmentation importante des exportations canadiennes vers ces deux pays.

Les consultations annuelles de politiques bilatérales Canada-Australie ont eu lieu en septembre à Ottawa; elles ont porté sur une vaste gamme de questions bilatérales et multilatérales présentant un intérêt sur les plans politique, économique et commercial. Outre les visites des ministres australiens des

Communications, de l'Appui à la défense et de l'Industrie primaire, le premier ministre australien, M. Hawke, a effectué en mars 1985 une visite au Canada, où il a prononcé une allocution devant la Conférence économique nationale à Ottawa. Le premier ministre néo-zélandais, M. Muldoon, a effectué une visite à Vancouver en mai 1984 afin de participer à la dix-septième réunion annuelle du Conseil économique du Bassin du Pacifique.

Le ministère a poursuivi ses efforts soutenus en vue de développer les échanges. Les exportations canadiennes vers l'Australie ont connu une progression remarquable, soit de 41 pour cent en 1984 pour atteindre 617 millions de dollars, tandis que les exportations vers la Nouvelle-Zélande ont augmenté de 54 pour cent par rapport à 1983, pour atteindre 189 millions de dollars. Les principaux articles d'exportation étaient le soufre, le papier journal et le chlorure de potassium, mais les deux pays ont constitué des marchés importants pour les biens d'équipement et d'autres produits manufacturés, y compris des ordinateurs et du matériel téléphonique et de télécommunications.

Sur ce fond de forte croissance des exportations, le secteur des services a connu des développements importants, notamment un nouveau traité bilatéral sur les services aériens conclu en novembre avec la Nouvelle-Zélande, aux termes duquel une liaison aérienne directe entre le Canada et la Nouvelle-Zélande a été établie pour la première fois depuis 16 ans. Cette entente devrait encourager considérablement le volume croissant de tourisme entre les deux pays. En Australie, la poursuite de la libéralisation du secteur des services financiers a permis à 16 banques appartenant totalement ou partiellement à des intérêts étrangers, notamment la Banque Royale du Canada, d'obtenir une licence pour assurer des services bancaires complets. En outre, l'expansion des intérêts et des activités du Canada dans le secteur bancaire commercial australien s'est poursuivie.

Au cours de l'année, on a assisté à une augmentation considérable des activités culturelles et académiques en Australie et en Nouvelle-Zélande. En mai 1984, l'Association des études canadiennes en Australie et en Nouvelle-Zélande a tenu sa deuxième conférence à l'Université de Canterbury à Christchurch, Nouvelle-Zélande, financée en partie par le ministère des Affaires extérieures.

Pacifique Sud

La Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Fidji restent les partenaires commerciaux bilatéraux les plus importants et potentiellement prometteurs pour le Canada dans le Pacifique Sud, bien que la configuration des exportations canadiennes, qui se composent en grande partie de ventes occasionnelles de biens d'équipement, de matériel de communication et d'avions, continue de fluctuer largement d'année en année. En tant que partenaire du Commonwealth et nation du Pacifique, le Canada a continué de manifester un vif intérêt pour les développements régionaux.

Afrique et Moyen-Orient

Les événements du Moyen-Orient et de l'Afrique ont fait la manchette des médias canadiens en 1984-1985. Ces événements ont été caractérisés par la sécheresse, la famine, la guerre, la violence, les conflits raciaux et le terrorisme; la prise de conscience du public canadien et ses préoccupations au sujet de la région ont atteint de nouveaux sommets durant l'année.

Le Canada a continué d'exercer une influence modeste dans le règlement des conflits régionaux, mais a fait des efforts majeurs pour remédier aux conséquences de la sécheresse et de la famine en Afrique, particulièrement en Éthiopie. Les activités diplomatiques entreprises pour atteindre ces deux objectifs ont donné lieu notamment à plusieurs visites de ministres et de hauts fonctionnaires, et à des discussions où le gouvernement canadien œuvrait pour un monde meilleur, pacifique et plus harmonieux.

Les neuf missions canadiennes d'immigration situées en Afrique et au Moyen-Orient ont délivré 4 734 visas d'immigrants en 1984-1985. En outre, 553 réfugiés et 30 775 visiteurs de cette région ont été admis au Canada.

Quinze visiteurs importants d'Afrique et du Moyen-Orient sont venus en tournée de familiarisation au Canada durant l'année. Les Ballets Jazz de Montréal ont fait une tournée dans huit pays d'Afrique et l'équipe olympique canadienne de soccer a fait une tournée de cinq pays en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, ce qui est révélateur des efforts soutenus afin d'améliorer la visibilité du Canada dans la région.

Afrique

Les relations du Canada avec l'Afrique se sont poursuivies en fonction des thèmes traditionnels – les liens du Commonwealth, la communauté francophone, les questions des droits de la personne (particulièrement en Afrique du Sud) et l'engagement du Canada envers la coopération et le développement. En 1984 toutefois, la famine et la sécheresse en Afrique ont ajouté une nouvelle dimension à cette relation. Soir après soir, les Canadiens ont vu sur leurs écrans de télévision se dérouler la tragédie humaine résultant de la sécheresse en Éthiopie et, à un moindre degré, dans d'autres régions d'Afrique.

La famine en Éthiopie et dans la région du Sahel en Afrique a suscité une vague de compassion humanitaire chez les Canadiens, qui a incité plusieurs groupes de services publics à organiser de nombreuses campagnes d'aide pour les victimes. Les citoyens canadiens ont versé plus de 35 millions de dollars à divers organismes d'aide, tandis que le gouvernement donnait une somme équivalente et ajoutait une somme supplémentaire de 65 millions de dollars à un fonds spécial pour l'Afrique; il a également donné 150 millions de dollars d'aide alimentaire et 18 millions de dollars d'aide humanitaire sous d'autres formes. En outre, il a versé 100 millions de dollars au Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne créé par la BIRD. Le ministère des Affaires extérieures a participé étroitement aux efforts entrepris pour lutter contre la famine et pour mettre sur pied et assurer le fonctionnement continu du Bureau du coordonnateur canadien de secours d'urgence/famine africaine. Le ministère a fourni l'appui nécessaire pour les trois visites du coordonnateur en Europe et dans divers pays africains.

Les Canadiens ont également pris conscience de l'augmentation de la violence en Afrique du Sud et la question de l'apartheid demeure un important sujet de préoccupation pour de nombreuses personnes. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé qu'il procéderait à une révision approfondie de la politique du Canada à l'égard de l'Afrique du Sud et des consultations ont été entreprises avec divers groupes et personnes intéressés. Cette question a pris un relief particulier en raison de la visite au Canada du récipiendaire du Prix Nobel de la paix, l'évêque Desmond Tutu d'Afrique du Sud, qui a été reçu par le premier ministre et ovationné par la Chambre des communes le 21 décembre 1984.

Les conflits se sont poursuivis au Tchad, au Sahara occidental et dans la Péninsule somalienne, sans espoir de solution dans un proche avenir. La question de l'indépendance de la Namibie a continué de préoccuper le ministère. La stagnation économique et l'agitation politique ont été la norme cette année dans de nombreux pays africains. Le Canada a continué d'appuyer les efforts de l'Organisation de l'unité africaine en vue de résoudre les conflits et d'alléger les tensions et a contribué à résoudre les problèmes économiques par le biais de programmes d'aide et de développement; il s'agissait à la fois de programmes bilatéraux et de programmes élaborés conjointement avec la Banque africaine de développement et le FMI.

Des visites ministérielles entre le Canada et divers pays africains, particulièrement en Afrique francophone, ont permis de développer et de renforcer les contacts; le Canada souhaitait améliorer l'efficacité de son programme d'aide, diversifier et accroître ses relations commerciales, améliorer le dialogue politique dans un contrat bilatéral et les forums internationaux, et accroître les échanges culturels, sportifs et éducatifs.

En avril 1984, le ministre des Affaires extérieures a effectué une visite en Algérie et en Tunisie; au mois de janvier 1985, il s'est rendu en Côte d'Ivoire pour assister à des réunions de la Commission bilatérale et a ensuite effectué une visite au Kenya pour y constater le progrès de divers projets bilatéraux. En novembre 1984, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a effectué une brève visite en Éthiopie pour se rendre compte lui-même de la famine qui y sévissait. En outre, les représentants canadiens ont effectué une visite officielle au Zimbabwe et ont assisté aux cérémonies inaugurales du nouveau mandat de sept ans du président Mobutu au Zaïre, à la réunion annuelle du Comité de la société de développement de l'Afrique du Sud (CSDAS) au Swaziland en février 1985 et aux fêtes du trentième anniversaire de la révolution algérienne en novembre 1984.

Le Canada a également été l'hôte de plusieurs missions ministérielles portant sur divers sujets. Par exemple, le ministre algérien de la culture et du tourisme a signé un accord de coopération cinématographique. Divers ministres du Sénégal, du Bénin, du Cameroun, de la République centrafricaine, de la Guinée, du Ruanda, du Togo, de l'Éthiopie, de la Tanzanie et du Kenya, ainsi qu'une délégation dirigée par le secrétaire exécutif du CSDAS ont effectué des visites au Canada. Une importante délégation algérienne se trouvait à Ottawa en mars 1985 pour assister à la réunion de la Commission bilatérale, à l'invitation du ministre des Relations extérieures.

Les relations commerciales avec l'Afrique se sont nettement améliorées au cours de l'année. Après une année difficile en 1983, caractérisée par des problèmes économiques et financiers dans la plupart des pays africains, les exportations de produits canadiens sont revenues au niveau de 1,5 milliard de dollars en 1984. De plus, le Canada a fourni à l'Afrique environ 400 millions de dollars en services de conseil, les principaux marchés restant l'Algérie, l'Afrique du Sud, la Tunisie, le Nigeria et la Libye. Le Canada a importé pour 1,1 milliard de dollars de produits africains l'année dernière.

Les Affaires extérieures ont poursuivi la promotion des activités commerciales en Afrique en apportant leur aide aux exportateurs et en œuvrant à la création d'un climat commercial favorable. On a porté un intérêt tout particulier au marché gabonais et l'on s'attend à une augmentation des

exportations de matériel d'exploitation minière, de télécommunications et de transport. Lors de la troisième réunion de la Commission bilatérale avec l'Algérie, il a été question d'échanges et d'une utilisation accrue du financement de la SEE dans les secteurs de l'agriculture, des communications, du transport, de l'énergie et du logement; en Afrique du Sud, la participation du Canada à la cinquième réunion annuelle du CSDAS devrait faciliter l'accès des produits canadiens sur ce marché dans les domaines de l'agriculture, du transport et de l'énergie. Les discussions avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement se sont poursuivies afin d'essayer d'augmenter la participation canadienne dans les projets financés multilatéralement. On a aussi mis sur pied un programme pour distribuer plus rapidement l'information sur ces projets aux compagnies canadiennes, leur permettant ainsi de livrer une concurrence plus efficace.

Les Affaires extérieures ont également organisé de nombreuses missions bilatérales à l'intention des exportateurs canadiens. Des missions dans le domaine des télécommunications ont effectué des visites au Cameroun et au Zaïre, tandis que d'autres groupes ont été envoyés en Algérie (matériel minier et médical), au Ghana (sylviculture) et en Zambie, au Zaïre et au Kenya (matériel ferroviaire). Des missions d'acheteurs de la Libye, du Cameroun, de Madagascar et du Maroc ont assisté à l'exposition pétrolière de Calgary, tandis que divers groupes représentant des secteurs variés du Ghana, du Nigeria et du Zimbabwe se trouvaient également au Canada. Le ministère a parrainé la participation à quatre foires commerciales – Algiers, Libreville, Kaduna et Dakar – et une foire technologique exclusivement canadienne a été organisée à Abidjan. Huit commissaires au commerce ont été rappelés au Canada pour Marketplace 85.

Moyen-Orient

Le Canada a continué de faire des efforts considérables pour améliorer ses relations et ses échanges bilatéraux avec les pays du Moyen-Orient. Malgré les restrictions de dépenses par la plupart des pays au Moyen-Orient en raison de la chute des revenus du pétrole, les exportations canadiennes de biens et de services durant cette période représentaient environ 2,5 milliards de dollars et cette croissance devrait se poursuivre. Une nouvelle ambassade a été ouverte à Abu Dhabi dans les Émirats arabes unis à l'automne de 1984, dans le but principal d'appuyer les efforts des exportateurs canadiens dans la partie sud du golfe.

Au Moyen-Orient, le plus important marché d'exportation du Canada est l'Arabie saoudite qui a acheté pour 900 millions de dollars de biens et de services canadiens. Au début de 1985, suite au déménagement de l'ambassade canadienne dans ses nouveaux locaux à Riyâd, des mesures ont été prises pour établir un consulat honoraire à Djedda afin d'assurer la continuité des services aux entreprises canadiennes dans ce secteur important du marché saoudien et pour s'occuper des besoins consulaires des citoyens canadiens.

L'exportation de biens canadiens vers l'Égypte a connu une expansion sensible, les 286 millions de dollars d'exportations faisant de ce pays le deuxième client du Canada dans la région. Les ventes importantes de services canadiens ont considérablement augmenté la valeur totale des exportations du Canada et la présence du Canada sur ce marché s'est encore affirmée en janvier 1985 lorsqu'on a paraphé au Caire un accord à long terme de vente de blé.

La première participation du Canada à la Foire commerciale internationale de Damas, jointe à d'autres initiatives, a

poussé le volume des exportations vers la Syrie à 102 millions de dollars – une augmentation phénoménale si l'on tient compte du niveau de 1982, soit seulement trois millions de dollars. On a également nommé des représentants commerciaux honoraires à Damas et à Sa'ana dans la République arabe du Yémen. Le Canada a participé une fois de plus aux foires commerciales internationales annuelles du Caire et de Bagdad; il était représenté aussi lors d'importantes foires commerciales spécialisées à Bahreïn et en Arabie Saoudite. Sur le plan intérieur, le ministère a co-parrainé une importante conférence commerciale en coopération avec le Conseil commercial Canada-Arabe et l'Association des manufacturiers canadiens. Plus de 1 000 compagnies canadiennes désireuses d'exporter vers le Moyen-Orient y ont participé.

De fréquentes visites bilatérales ont eu lieu durant l'année. Une délégation a été envoyée en Égypte en mars 1985 pour la Foire commerciale internationale du Caire. Le président de l'ACDI a effectué une visite en Arabie saoudite, dans les Émirats arabes unis et au Koweït au début de 1985 afin de discuter avec les pays arabes du financement de l'aide à la coopération du développement dans les pays défavorisés. Le ministre égyptien de l'Électricité et de l'Énergie a participé à la quatrième réunion annuelle du Conseil commercial Canada-Égypte. Des représentants d'Israël ont effectué des visites au Canada, notamment le premier ministre adjoint, le ministre de la Culture, le vice-premier ministre et le ministre des Affaires étrangères. Durant cette dernière visite, un accord bilatéral sur le cinéma et la télévision a été signé. Il a également été décidé de promouvoir les transferts de technologie entre le Canada et l'Israël en matière d'agriculture, de matériel médical, d'agroalimentaire et de fabrication générale.

Les problèmes politiques et les principaux conflits régionaux du Moyen-Orient ont persisté. Quant au conflit arabo-israélien, l'accord cadre conclu le 11 février 1985 par le dirigeant de l'OLP Yasser Arafat et le roi Hussein de Jordanie pour la poursuite des négociations de paix avec l'Israël représente le plus important élément en vue d'amener les deux parties à la table des négociations. Par un dialogue diplomatique et politique, le Canada a continué d'appuyer tous les efforts constructifs en vue de substituer la négociation à la confrontation et de réaliser un règlement pacifique équitable fondé sur les droits légitimes des deux parties : le droit d'Israël à des frontières sûres et reconnues, et le droit des Palestiniens à une patrie dans un territoire clairement défini, la Cisjordanie et la bande de Gaza.

En dépit de la formation d'un gouvernement d'unité nationale, la violence a continué de sévir au Liban et il n'y a guère eu de progrès quant à la réforme du système politique libanais. Le Canada a continué de soutenir l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban, et il a cherché le retrait de toutes les forces étrangères à l'exception de celles dont la présence était explicitement demandée par le gouvernement libanais. Le Canada a également réitéré son appui à l'égard des tentatives de réconciliation nationale durable. Le Canada s'est montré soucieux de soulager les souffrances des populations civiles éprouvées par les combats. Dans cet esprit, le Canada a continué d'appuyer financièrement les programmes humanitaires d'urgence du Comité international de la Croix-Rouge et du Conseil mondial des Églises au Liban. Le gouvernement canadien a également annoncé sa participation financière à un plan de l'UNICEF pour remettre en état diverses installations d'approvisionnement en eau au Liban.

Le Canada a fait un effort concerté afin d'améliorer ses relations bilatérales à la fois avec l'Iran et l'Iraq, mais la guerre entre ces deux pays demeure dans l'impasse. Le Canada a fait des démarches auprès de l'Iran et de l'Iraq, les exhortant à la conciliation et au respect du droit humanitaire international, et a renouvelé l'appel qu'il lance depuis longtemps en faveur de la fin du conflit. Le Canada a vivement appuyé les efforts de médiation en vue de mettre fin à la guerre et en particulier les initiatives du secrétaire général des Nations Unies afin de conclure un moratoire sur les attaques de cibles civiles, d'améliorer le traitement des prisonniers de guerre et d'empêcher l'utilisation des armes chimiques. Le Canada a donné un appui financier substantiel au Comité international de la Croix-Rouge pour son programme spécial destiné aux victimes du conflit.

Le spectre de la famine s'est ajouté à ces tensions et conflits puisque le Soudan était touché particulièrement durement par la sécheresse, qui menaçait la survie d'environ 4 millions de Soudanais et de plus d'un million de réfugiés des pays voisins. Le coordonnateur canadien pour la lutte contre la famine en Afrique a effectué une visite au Soudan au début de mars 1985 et, suite à ses recommandations, le Canada a substantiellement augmenté son aide alimentaire d'urgence à ce pays. Par la suite, le mécontentement a provoqué le renversement du président Nimeiri en faveur d'un gouvernement militaire de transition qui a entrepris de jeter les bases d'un régime civil.

Amérique latine et Antilles

Les relations entre le Canada et cette région ont porté sur des sujets très variés, bien que l'économie soit demeurée le point de convergence des activités canadiennes. Le mouvement vers le rétablissement et le renforcement des institutions démocratiques s'est poursuivi, avec quelques exceptions importantes cependant. La région elle-même a manifesté un sens plus marqué de l'unité et de la cohésion. De nombreux pays ont continué de faire face à de graves défis économiques et sociaux, caractérisés par une dette massive, l'inflation, la stagnation du prix des produits de base et l'augmentation du taux de chômage. Les tensions politiques et les conflits armés en Amérique centrale demeurent un sujet de préoccupation. À la demande des pays du Groupe Contadora, le Canada est en train d'aider à l'élaboration de mécanismes de vérification et de contrôle.

Plusieurs désastres naturels importants ont également touché la région. En Argentine, de graves inondations dans la province de Mendoza ont entraîné des pertes de vie et d'importants dommages matériels; un grave tremblement de terre a secoué la partie centrale du Chili en mars 1985 avec les mêmes résultats. De vastes régions dans le nord-est du Brésil ont été touchées par la sécheresse et les inondations. Le Canada a fourni des secours d'urgence et une aide à la reconstruction au Brésil et au Chili par l'intermédiaire de l'ACDI.

De nombreux pays de la région ont tenté de résoudre leurs graves difficultés économiques en adoptant un train de mesures : rééchelonnement de la dette extérieure, dévaluation, restrictions sur les importations et resserrement du contrôle des changes. Malgré ce contexte économique difficile, le commerce bilatéral représentait 7,68 milliards de dollars en 1984. Le Canada a également continué d'aider au développement économique et social de la région par le biais de programmes administrés par l'ACDI et le Centre de recherches

pour le développement international (CRDI) et par sa participation active aux organisations régionales comme l'Organisation panaméricaine de la santé (OPAS), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), la Communauté et le Marché commun des Caraïbes, et aux institutions préteuses internationales comme la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale. De nombreux organismes canadiens privés ont participé à des activités de développement de base. Un grand nombre de Canadiens se sont inquiétés des violations des droits de la personne dans cette région et de la quantité croissante de narcotiques qui en provient.

Amérique du Sud

Au Brésil, l'attention s'est portée sur le développement économique et politique durant toute l'année 1984, alors que ce pays essayait de faire face simultanément à une dette extérieure croissante et à la mise en place d'un mécanisme permettant une transition pacifique vers un gouvernement démocratique civil, après 20 ans de régime militaire.

Les relations entre le Canada et le Brésil ont poursuivi leur expansion, le commerce bilatéral atteignant 1,4 milliard de dollars. Le Comité économique mixte qui s'est réuni à Ottawa en juin 1984 et le Comité consultatif des affaires politiques qui s'est réuni à Ottawa en octobre ont joué un rôle essentiel dans la poursuite des bonnes relations entre les deux pays. Bien qu'il y ait eu moins de visites ministérielles en raison du changement de gouvernement au Canada et de la transition du régime militaire au régime civil au Brésil, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a effectué une visite à Brasilia pour le lancement du Brasilat fabriqué au Canada et le ministre des Approvisionnements et Services a assisté aux cérémonies d'assermentation du président élu du Brésil, décédé depuis lors. La présence culturelle canadienne au Brésil s'est affirmée par les tournées d'artistes du spectacle comme l'Orchestre de chambre canadien, le Quartette Moe Koffman et par plusieurs expositions artistiques et culturelles.

L'économie mexicaine a connu une reprise modeste en 1984 et ce pays a continué de jouer un rôle crucial dans le processus de paix du Groupe de Contadora. Les points saillants de la relation qui se développe entre le Canada et le Mexique ont été la visite officielle du président Miguel de la Madrid au Canada en 1984 et la visite officielle du secrétaire d'État aux Affaires extérieures à Mexico en janvier 1985. Les contacts se sont poursuivis à tous les échelons; en novembre 1984, le ministre mexicain de l'Énergie a conduit une délégation au Canada et des parlementaires canadiens ont assisté en janvier 1985 à la sixième session de l'Association parlementaire Canada-Mexique. Le commerce bilatéral a atteint 1,7 milliard de dollars avec un excédent de 1,09 milliard de dollars en faveur du Mexique, principalement en raison des importations de pétrole, de fruits et de légumes de ce pays. Les échanges touristiques entre les deux pays ont été importants : environ 350 000 Canadiens sont allés au Mexique, 30 000 Mexicains ont visité le Canada et un Accord de coopération touristique a été signé. Il y a eu de nombreuses activités dans les domaines des relations universitaires et des arts du spectacle, comme on le prévoyait dans le cadre du Programme d'échange culturel et universitaire 1984-1986.

Dans la partie méridionale de l'Amérique du Sud, le président argentin Alfonsín a continué de raffermir sa

position à l'égard des militaires, malgré l'aggravation des problèmes économiques et son incapacité à s'entendre avec le FMI. Dans le domaine des droits de la personne, le gouvernement civil a intenté des poursuites contre des membres de l'ancienne junte militaire en raison des violations des droits de la personne dont celle-ci s'était rendue coupable. L'avance de la démocratie dans cette région s'est raffermie en Uruguay, avec la fin d'une dictature militaire en place depuis 11 ans et l'élection d'un gouvernement civil dirigé par le président Julio Maria Sanguinetti. Le Canada était représenté aux cérémonies d'assermentation le 1^{er} mars 1985 par le ministre d'État aux Forêts. Au Paraguay, le président Stræssner a maintenu le contrôle qu'il exerce fermement après 30 ans de pouvoir.

L'évolution de la situation politique n'a pas été favorable au Chili, où le dialogue politique entre la junte militaire et l'opposition a été rompu. Les chances d'un prochain retour à un régime démocratique au Chili ont été encore amoindries par la proclamation de l'état de siège en novembre 1984, qui s'est accompagné d'un accroissement des violations des droits de la personne.

L'Argentine et le Chili ont conclu une entente dans le litige qui les oppose depuis longtemps sur le statut du canal Beagle. On entretient peu d'espoir pour un prochain règlement du litige entre la Grande-Bretagne et l'Argentine au sujet des Îles Falkland/Malouines.

Les relations entre le Canada et l'Argentine ont continué de se développer positivement et ont été favorisées par les visites au Canada de plusieurs responsables argentins de haut échelon, notamment les secrétaires du Transport, des Communications et des Mines et le ministre des Travaux et des Services publics. En novembre, le Congrès argentin a ratifié un Accord sur la coopération économique, commerciale et industrielle, aux termes duquel était constitué un comité mixte qui tiendra sa première réunion à Buenos Aires en août 1985.

Au Pérou, le gouvernement a fait face à une aggravation du terrorisme, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de violations des droits de la personne. La situation bolivienne a été marquée par l'instabilité politique et économique, de fréquents changements ministériels et une hyperinflation. En Équateur, des élections à la présidence et au Congrès ont été tenues simultanément et le Canada a envoyé un représentant aux cérémonies d'assermentation du président Leon Febres-Cordero en août 1984. Au Venezuela, suite à l'assermentation du président Jaime Lusinchi, le Venezuela et les institutions étrangères ont conclu un accord afin de rééchelonner l'importante dette étrangère du pays. Malgré le recul accusé par l'économie vénézuélienne, le commerce bilatéral avec le Canada est demeuré important, le Venezuela étant le principal fournisseur extérieur de pétrole du Canada.

Les relations entre le Canada et les pays andins ont progressé de façon satisfaisante. Le Canada a concentré ses programmes d'aide en Colombie et au Pérou et ces deux pays ont également répondu positivement à l'accroissement de l'activité canadienne dans les arts du spectacle et le cinéma, illustrant l'intérêt croissant que le milieu universitaire latino-américain porte au Canada. En mai 1984, une foire sur les transferts de technologie, parrainée par l'ACDI, TECHCAN, a été tenue à Medellin en Colombie, parallèlement à un Festival culturel canadien où étaient représentés les arts graphiques, les arts du spectacle, le cinéma et la vidéo. Le Canada a maintenu sa Mission d'observation permanente à l'Organisation des États américains (OEA) et a participé activement à

part entière à plusieurs organismes affiliés à l'OEA, y compris l'Organisation panaméricaine de la santé (OPAS), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire (IPGH).

Antilles et Amérique centrale

En 1984-1985, le Canada a poursuivi sa politique de coopération plus étroite avec les pays des Antilles et en particulier avec les membres du Commonwealth de la région. Lors de sa première visite internationale importante hors d'Amérique du Nord après son arrivée au pouvoir, le premier ministre Mulroney a participé à la réunion des chefs de gouvernement du Canada et des pays antillais du Commonwealth qui a eu lieu à Kingston, en Jamaïque, du 24 au 26 février 1985. Plus de 20 états, dépendances, organismes régionaux et organisations du Commonwealth des Antilles étaient représentés au plus haut échelon, faisant ainsi de cette conférence de deux jours une étape marquante dans les relations entre le Canada et les Antilles. Cette conférence venait particulièrement à point pour discuter de l'orientation future des relations entre le Canada et les Antilles.

Plusieurs gouvernements des Antilles ont eu des élections en 1984-1985. Au Belize, les premières élections depuis l'indépendance en 1981 ont eu lieu et le parti d'opposition dirigé par M. Manuel Esquivel a pris le pouvoir. Des élections ont été tenues en Grenade au mois de décembre 1984, confirmant le retour de ce pays à un régime démocratique; les électeurs de la Grenade ont appuyé très largement le parti modéré dirigé par M. Herbert Blaize. Des élections ont également eu lieu à Antigua et Barbuda, Saint Kitts et Nevis, Saint Vincent et les Grenadines, aux Îles Caïmans et aux Îles Turks et Caïcos.

À la Barbade, M. H.B. St John a remplacé le premier ministre Tom Adams au décès de ce dernier en mars 1985. Le ministre des Finances a représenté le Canada aux obsèques nationales de M. Adams.

Plusieurs ministres canadiens ont effectué des visites dans cette région en 1984-1985, améliorant ainsi les relations politiques et commerciales avec les pays des Antilles. En retour, le Canada a reçu la visite de personnalités éminentes comme le premier ministre Seaga et d'autres ministres du gouvernement jamaïcain. En outre, une mission de la garde côtière de la Trinité et Tobago et une mission de l'énergie des Barbades ont effectué une visite au Canada en 1984. Des membres du collège de la Défense nationale du Canada ont effectué une visite à Cuba en avril 1984 et en Jamaïque en janvier 1985. Les navires canadiens HMCS Protecteur, Cormorant et Algonquin ont fait des visites d'amitié aux Antilles durant cette période.

Les relations du Canada avec Cuba en 1984 ont porté entre autres sur le renouvellement au mois d'avril d'un Accord bilatéral sur les détournements; les deux pays ont tenu des discussions sur les affaires économiques et commerciales lors de la réunion du Comité mixte Canada-Cuba sur les relations économiques et commerciales à Ottawa au mois de mai.

La République dominicaine a renforcé ses relations avec le Canada en ouvrant à Ottawa une ambassade dirigée par un chargé d'affaires.

Bien que la plupart des pays antillais aient continué à éprouver des difficultés économiques en 1984, le Canada a poursuivi ses efforts en vue d'accroître ses échanges commerciaux avec la région. Le ministère a continué de coopérer avec les organismes provinciaux et privés désireux

d'exporter aux Antilles et les exportations du Canada vers les Antilles ont de nouveau dépassé 1 milliard de dollars en 1984. De plus, le ministère a appuyé une mission de l'Association canadienne pour l'Amérique latine et les Antilles à Haïti en mars 1985.

Malgré les tensions politiques et les conflits continus en Amérique centrale, le Groupe de Contadora – Mexique, Venezuela, Panama et Colombie – et les cinq pays d'Amérique centrale ont poursuivi leurs efforts afin d'en arriver à un accord global de paix dans la région. Le Canada a fermement appuyé le processus de paix du Groupe de Contadora et, en novembre 1984, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rencontré les ambassadeurs du Groupe de Contadora résidant à Ottawa afin d'explorer les formes d'aide que le Canada pourrait apporter. À cette occasion, il a réaffirmé que le Canada était disposé à faire profiter ces pays de l'expérience acquise dans ses opérations de maintien de la paix. À la demande des gouvernements des pays du Groupe de Contadora, le Canada a préparé par la suite une nouvelle série de commentaires écrits sur les dispositions relatives à la sécurité et au contrôle dans l'avant-projet de loi sur le Groupe de Contadora (d'autres commentaires avaient déjà été préparés en août 1984). Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a eu l'occasion de discuter de cette question lorsqu'il a rencontré le président Miguel de la Madrid et le ministre des Affaires étrangères Sepulveda pendant sa visite au Mexique en janvier 1985. Dans le cadre d'une initiative parallèle visant à appuyer les efforts de réconciliation au Nicaragua, le Canada a assisté à titre d'observateur aux discussions tenues à Bogota entre des représentants des Sandinistes et le groupe d'opposition indigène MISURASATA.

Au cours de l'année, des élections ont eu lieu dans plusieurs pays d'Amérique centrale. La délégation canadienne qui avait assisté à titre d'observateur au premier tour des élections

présidentielles au Salvador en mars 1984 y est retournée au mois de mai pour le second tour, qui a consacré la victoire du dirigeant réformiste chrétien-démocrate, M. José Napoleon Duarte. Une délégation canadienne a également assisté à l'assermentation du président Duarte au mois de juin. Les Chrétiens-démocrates ont obtenu leur première majorité à l'Assemblée législative salvadorienne lors des élections du mois de mars 1985, auxquelles le Canada a une fois de plus assisté à titre d'observateur. Entretemps, la situation s'étant sensiblement améliorée au Salvador, notamment en ce qui concerne les progrès accomplis en matière des droits de la personne et dans l'établissement d'institutions démocratiques, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé en décembre 1984 la reprise de l'aide bilatérale à ce pays.

Au Panama, les élections présidentielles et législatives du mois de mai visaient le retour aux pratiques démocratiques. Au Guatemala, le succès des élections du mois de juillet en vue de la nomination d'une assemblée constituante et l'annonce subséquente d'élections présidentielles qui seraient tenues plus tard en 1985 indiquent qu'on progresse vers la démocratie dans ce pays. En novembre, des élections ont eu lieu au Nicaragua et une délégation canadienne a assisté à l'assermentation du président Daniel Ortega en janvier 1985.

Le gouvernement canadien a continué de manifester un très vif intérêt pour cette région au cours de l'année, illustré par la visite de M. Allan MacEachen, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à Costa Rica, au Nicaragua et au Honduras en avril 1984. Le gouvernement canadien est convaincu que les causes fondamentales des tensions et de l'instabilité actuelles en Amérique centrale sont d'ordre socio-économique; il a donc augmenté son aide bilatérale aux pays d'Amérique centrale. En outre, quelque 3 000 réfugiés de cette région ont été acceptés en tant qu'immigrants au Canada en 1985, par comparaison à 2 500 en 1984.

Chapitre 5

DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE

Au cours de l'année écoulée, il y avait un optimisme prudent quant aux perspectives d'une amélioration du dialogue Est-Ouest qui laissait présager la reprise des négociations sur le contrôle bilatéral des armements entre les États-Unis et l'Union soviétique, ainsi qu'un accroissement des contacts entre les pays occidentaux et ceux de l'Europe de l'Est. Dans cette atmosphère de détente des relations Est-Ouest, le Canada a poursuivi ses efforts, de concert avec ses alliés, afin d'ajouter plus de substance aux tentatives bilatérales et multilatérales en vue de l'adoption de mesures efficaces pour le contrôle des armements, tout en prenant des mesures pour renforcer la contribution du Canada à la défense des pays occidentaux et aux moyens dissuasifs.

Contrôle des armements et désarmement

Le Canada a continué de porter ses efforts sur l'amélioration du dialogue politique Est-Ouest et sur la recherche de solutions pratiques, étape par étape, aux problèmes de contrôle des armements et de désarmement auxquels fait face la communauté internationale. La reprise des négociations bilatérales entre les États-Unis et l'Union soviétique à Genève, sur le contrôle des armes nucléaires, suite à l'absence prolongée de l'Union soviétique de la table des négociations, a constitué un fait marquant cette année. Les États-Unis ont tenu d'étroites consultations avec leurs alliés, y compris le Canada, avant et après le début des négociations. Le nouveau gouvernement estimait que cette reprise constituait une étape importante vers la réduction des risques de conflit nucléaire et s'est dit particulièrement encouragé par les objectifs fixés pour les négociations: la prévention d'une course à l'armement dans l'espace et l'arrêt de la course sur terre, la limitation et la réduction des armes nucléaires et le renforcement de la stabilité stratégique, le tout devant mener ultimement à l'élimination complète des armes nucléaires. Le gouvernement a réaffirmé ces principes, qui constituent depuis longtemps des thèmes essentiels de la politique canadienne en matière d'affaires étrangères et de sécurité. En exposant cette politique à la Chambre des communes, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a souligné que le processus de négociation serait long et ardu, compte tenu de la complexité des questions débattues, et que le Canada ferait tout en son pouvoir pour encourager ce processus et tiendrait notamment des consultations étroites avec les États-Unis et ses autres alliés sur la relation entre les systèmes offensifs et défensifs.

Sur le plan domestique, le ministère a fait d'importants efforts pour encourager un débat public éclairé sur les questions de contrôle des armements et de désarmement et faciliter les échanges avec le gouvernement sur ces questions. Le gouvernement a nommé en octobre 1984 un nouvel ambassadeur pour le Désarmement, qui doit jouer le rôle de catalyseur des intérêts et des préoccupations manifestés par le public au sujet des questions de désarmement et

représenter le Canada aux délibérations sur le contrôle international des armements aux Nations Unies à New York. L'une de ses premières initiatives était de ressusciter les réunions du Groupe consultatif sur les questions de désarmement et de contrôle des armements et d'en accroître le nombre des participants de 32 à 75. Ce groupe, qui s'est réuni au mois de novembre 1984, est formé de représentants d'organisations non-gouvernementales (ONG) canadiennes, de groupes pour la paix, d'associations d'anciens combattants, de la communauté universitaire et de simples citoyens qui se préoccupent des questions du désarmement et du contrôle des armements. L'ambassadeur pour le Désarmement transmet au ministère les vues et les conseils des membres du Groupe consultatif.

Au cours de l'année, le ministère a augmenté le financement du Fonds pour le désarmement, qui est passé de 300 000 \$ à 700 000 \$ l'année. Le Fonds verse des sommes aux ONG pour des activités qui visent à améliorer les connaissances des Canadiens au sujet des questions liées au désarmement et à favoriser la discussion pondérée de ces questions.

L'Institut canadien pour la paix internationale et la sécurité, créé par une loi au mois de juin 1984, s'est vu assigner des sommes qui augmenteront pour atteindre 5 millions de dollars annuellement dans l'année financière 1988-1989. L'Institut, dont le conseil d'administration est formé de 15 Canadiens distingués et d'un directeur général, consacrera ses activités à l'accroissement des connaissances et du discernement au sujet du point de vue canadien sur les questions de paix internationale et de sécurité.

Toutes ces initiatives du ministère visent une meilleure définition des questions liées au contrôle des armes et au désarmement, le rehaussement du niveau du débat sur ces questions et la continuité d'un dialogue sain entre le public et le gouvernement sur les politiques en question.

À l'étranger, le gouvernement a intensifié une série de consultations bilatérales afin de clarifier les positions officielles de d'autres États actifs dans le domaine général du contrôle des armements et du désarmement et d'identifier les sujets d'intérêt commun. Au cours de l'année, il y eut de telles consultations officielles avec les États-Unis, l'Union soviétique, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne de l'Ouest, l'Australie, la République démocratique allemande, la Suède, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie. Lors de négociations permanentes qui se tiennent à Genève (la Conférence sur le désarmement), à Stockholm (la Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe) et à Vienne (les discussions sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces), le Canada, de concert avec ses alliés occidentaux, a participé activement à la définition de positions occidentales communes et à leur présentation efficace devant ces organismes de négociation. Grâce aux ressources de la Section de la vérification et de la recherche du ministère, il a été possible de faire plusieurs

études sur les questions de vérification, qui constituent fréquemment la clé de la réussite des accords sur le contrôle des armements et le désarmement; leur publication s'intègre dans les efforts du Canada pour encourager les progrès en ce domaine.

La défense et l'OTAN

L'année 1984 marquait le trente-cinquième anniversaire de l'OTAN dont le Canada est membre fondateur. Le nouveau gouvernement a réaffirmé l'engagement du Canada envers l'OTAN, particulièrement en ce qui concerne l'objectif d'un monde plus sûr et plus pacifique et l'a souligné lors de la trentième assemblée annuelle de l'Association du traité de l'Atlantique tenue au Canada en octobre.

Au cours de l'année, le nouveau secrétaire général de l'OTAN, Lord Carrington, a effectué une visite au Canada. Lors de plusieurs apparitions publiques, il a souligné le rôle important de l'OTAN dans l'élaboration d'une relation Est-Ouest plus productive; il s'est dit heureux que le Canada maintienne sa contribution politique et militaire à l'OTAN et que le gouvernement ait affirmé son intention de renforcer les engagements pris en faveur de la défense commune collective.

Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN se sont rencontrés à Washington en mai 1984 et ont émis la Déclaration de Washington sur les relations Est-Ouest après avoir complété une étude des relations Est-Ouest entamée au cours de l'année précédente. Cette déclaration, à laquelle le Canada a souscrit sans réserve, réaffirmait le caractère défensif de l'OTAN et le lien fondamental entre la sécurité de l'Amérique du Nord et celle de l'Europe. La déclaration confirmait également la validité de l'approche traditionnelle de l'OTAN à l'égard de la sécurité internationale: le maintien d'une force militaire et d'une solidarité politique permettant de dissuader les agressions et, à partir de ce principe, la poursuite d'une relation plus stable entre les pays de l'Est et de l'Ouest.

Les ministres de la défense de l'OTAN ont convenu pour leur part qu'il fallait accroître les efforts afin de renforcer les défenses conventionnelles de l'OTAN face à l'augmentation de la puissance militaire du Pacte de Varsovie. Une série d'études particulières sur les améliorations des moyens de défense conventionnels de l'Ouest a été reprise en décembre 1984; son objectif avoué était de formuler des recommandations concrètes, à court et à long terme, afin d'améliorer le pouvoir de dissuasion de l'OTAN.

Le Canada a continué de répondre à l'objectif fixé par l'OTAN, soit une augmentation annuelle de trois pour cent des dépenses de défense, dans le cadre d'efforts plus grands visant à améliorer les forces conventionnelles du Canada en Europe, dans l'Atlantique et en Amérique du Nord. Voulant concrétiser son intention de s'assurer que le Canada respecte intégralement ses engagements envers l'OTAN, le gouvernement a pris d'importantes décisions en mars 1985 afin de renforcer les troupes terrestres canadiennes de l'OTAN, y compris celles qui assurent la défense de la région centrale en Allemagne et du Front nord, en particulier la Norvège. Ces étapes faisaient partie d'un plan plus grand visant à améliorer l'efficacité des forces canadiennes à long terme.

Relations de défense entre le Canada et les États-Unis

Le sommet de Québec en mars 1985 a mené à d'importantes décisions sur le renforcement de la coopération bilatérale avec les États-Unis pour la défense commune de l'Amérique du

Nord. Les deux pays ont signé un Accord sur la modernisation du système nord-américain de défense, de surveillance et d'avertissement aérien qui prévoit la mise sur pied d'un Système d'alerte du Nord. Cet accord représentait l'aboutissement de plusieurs années d'efforts bilatéraux afin d'améliorer les possibilités de préalerte antérieurement permises par la Ligne avancée de préalerte et la Ligne CADIN/Pinetree. Ce nouvel accord contenait une disposition importante: pour la première fois, le Canada exercerait intégralement ses responsabilités pour la défense nationale de son territoire souverain et de son espace aérien.

Au sommet de Québec, le premier ministre Mulroney et le président Reagan ont fait une déclaration importante sur la sécurité internationale. Par cette déclaration, les deux pays s'engageaient entre autres à revitaliser leur collaboration en matière de défense et de sécurité, à se consulter intégralement et ouvertement sur les questions de défense et de contrôle des armements, à renforcer leurs relations commerciales en matière de défense et, par la collaboration avec les autres alliés occidentaux, à renforcer par tous les moyens les mesures de dissuasion contre les agressions armées et à parvenir à des réductions importantes de l'armement à l'Est et à l'Ouest.

Aux mois de janvier et de mars 1985, trois vols d'essai d'un missile Cruise non armé lancé d'un avion ont eu lieu, y compris des essais de missile Cruise en vol libre. Ces essais au-dessus du territoire canadien constituaient la suite d'un programme sur lequel les deux pays s'étaient entendus auparavant, fondé sur le principe d'une contribution commune et du partage des responsabilités pour la défense de l'Amérique du Nord. En outre, les travaux préliminaires se sont poursuivis sur la révision de l'Accord sur la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, qui doit être renouvelé en mai 1986.

Maintien de la paix

Poursuivant sa contribution aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, le Canada a fourni des contingents à la Force des Nations Unies à Chypre, à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant des forces israéliennes et syriennes au Golan et à l'organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve au Moyen-Orient. Bien qu'aucun progrès important n'ait été accompli vers des solutions politiques, les situations militaires sont restées stables à Chypre et sur les hauteurs du Golan.

Au début de l'année 1985, les gouvernements d'Égypte et d'Israël ont demandé au Canada de participer à la Force multinationale d'observation (FMO), qui supervise la paix entre les deux pays dans la Péninsule du Sinaï. Le gouvernement a accepté le principe d'une participation du Canada à la FMO, en fournissant une unité d'hélicoptères destinée à remplacer en 1986 l'unité fournie par l'Australie. Le gouvernement a décrit la participation à la force du Sinaï comme une preuve tangible de l'engagement du Canada en faveur de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient et du renforcement de l'accord de paix entre l'Israël et l'Égypte.

Programme d'aide à la formation militaire

Au cours de l'année financière 1984-1985, 76 cours de formation ont été offerts à des officiers, à des sous-officiers et à des soldats de 16 pays non membres de l'OTAN dans le cadre du Programme d'aide à la formation militaire. La majorité des personnes qui ont suivi une formation au Canada venait des Antilles, du Commonwealth et de pays africains.

Chapitre 6

PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS

Services consulaires

Les Canadiens font près de 40 millions de voyages à l'étranger chaque année, la grande majorité d'entre eux à destination des États-Unis. En 1984, il y a eu quelque 1,7 million de départs vers des pays autres que les États-Unis. Les voyageurs canadiens se trouvent à l'occasion dans des situations difficiles et s'adressent à l'une des 127 missions canadiennes réparties dans le monde entier pour obtenir de l'aide. Ils sont encouragés tout d'abord à résoudre eux-mêmes leurs problèmes mais, s'ils ne peuvent le faire, le ministère les aide dans la mesure de ses possibilités par le biais de son programme de services consulaires. En 1984, les missions canadiennes à l'étranger ont rendu plus de 450 000 services distincts à des citoyens canadiens et notamment : délivrer des passeports; offrir des services de citoyenneté; faciliter les transferts de fonds et/ou le retour au Canada des Canadiens sans ressources ou atteints d'invalidité; s'assurer que les Canadiens détenus ou emprisonnés sont traités équitablement selon les lois du pays d'accueil; aider les détenus à communiquer avec leurs familles et leurs amis au Canada et, dans certains cas, faciliter leur transfert à destination de prisons canadiennes; fournir des renseignements et des conseils aux Canadiens qui font face à une situation critique, par exemple, en cas de maladie, de décès, de litige concernant la garde d'un enfant ou de biens perdus ou volés. Le ministère a maintenu les plans d'urgence pour faire face aux grandes catastrophes nationales, aux troubles civils et à la guerre.

La demande de services consulaires a constamment augmenté ces dernières années, principalement parce que les Canadiens sont de plus en plus nombreux à voyager, à travailler et à résider en permanence à l'étranger. En 1984, le ministère a mis en œuvre un certain nombre d'initiatives afin de mieux répondre à leurs besoins. Un nouveau système informatisé de rapports statistiques sur les services consulaires a été mis en œuvre dans les postes à l'étranger afin de gérer plus efficacement le programme consulaire. On a poursuivi le réexamen du *Manuel des instructions consulaires* afin de s'assurer qu'il reflète les ajustements apportés aux lignes de conduite consulaires et réponde adéquatement à l'évolution des besoins, des objectifs prioritaires et des lois et des règlements qui influent sur les services consulaires. De nouvelles techniques de formation ont été mises en œuvre afin de sensibiliser le personnel du ministère, tant au Canada qu'à l'étranger, aux derniers développements de la politique consulaire et pour lui donner toute la formation voulue pour exécuter ses fonctions consulaires.

Plus de 900 Canadiens étaient détenus ou purgeaient une peine dans des prisons étrangères en 1984. Vingt-quatre Canadiens incarcérés dans des prisons aux États-Unis, au Mexique et au Pérou ont été rapatriés au Canada aux termes d'accords sur le transfèrement des délinquants, qui permettent aux Canadiens emprisonnés à l'étranger d'achever de purger leur peine au Canada, près de leurs familles et de leurs

amis. En 1984, un traité sur le transfèrement a été ratifié par la France et le Canada, qui continue de négocier ce type d'accords avec d'autres pays.

Le ministère a poursuivi son programme de sensibilisation du grand public visant à faire connaître aux Canadiens les difficultés qu'ils peuvent rencontrer en voyageant à l'étranger et à les renseigner sur les services offerts par les missions canadiennes.

Pendant l'année, le ministère a révisé ses plans d'assistance aux Canadiens qui se trouvent dans des situations critiques dans les régions où surviennent des troubles civils ou politiques. Les nouveaux plans tiennent compte de l'évolution de la situation et de tout autre facteur qui pourrait empêcher le ministère de réagir efficacement en cas d'urgence. Les plans prévoient l'évacuation des Canadiens des zones de danger dans les situations les plus critiques.

Dans certaines régions où le Canada n'a pas de représentant diplomatique ou consulaire attitré, les consuls honoraires ont pour fonction de dispenser sur place des services consulaires aux Canadiens qui sont de passage ou qui vivent en permanence à l'étranger. Ils contribuent également à la mise en œuvre d'autres programmes du ministère dans les domaines de l'expansion du commerce, des affaires publiques ou des relations générales. Pendant l'année, des consuls honoraires ont été choisis pour Djedda (Arabie saoudite), Séville (Espagne), Guayaquil (Équateur) et Istanbul (Turquie).

Le ministère a continué de consulter les parties intéressées au Canada sur les questions relatives à la négociation des conventions consulaires bilatérales avec d'autres pays, notamment ceux où des Canadiens ont connu des difficultés, ou lorsqu'il estime qu'un accord lui rendrait plus facile la tâche de protéger et d'aider les Canadiens.

Services des passeports

En 1984-1985, un nombre record de passeports canadiens, de certificats d'identité et de titres de voyage établis en vertu de la Convention des Nations Unies sur les réfugiés ont été délivrés au Canada et à l'étranger, soit 947 000. Cela représente une augmentation de 11 pour cent par rapport à 1983-1984 et une augmentation de 48 pour cent du nombre de passeports depuis 1980-1981. Les cours du change favorables et des tarifs de voyage raisonnables demeuraient des facteurs importants encourageant les voyages à l'étranger.

Les bureaux régionaux des passeports situés dans différentes villes canadiennes ont assuré les services à 76 pour cent des requérants au Canada, confirmant ainsi que ceux-ci sont de mieux en mieux informés de la rapidité des services qu'ils peuvent y obtenir sans avoir à s'éloigner de chez eux. En outre, le Bureau des passeports a reçu 973 000 appels téléphoniques, dont 107 000 par la ligne sans frais d'interurbain installée l'année précédente.

Les missions diplomatiques et consulaires canadiennes à l'étranger ont également constaté une augmentation importante des demandes de passeport, elles ont délivré environ

Quelques chiffres au sujet des services consulaires

Canadiens inscrits à l'étranger (nombre approximatif)	68 200
Canadiens vivant en permanence à l'étranger, y compris ceux qui ont une double nationalité (nombre approximatif)	2,3 millions
Passeports (année financière 1984-1985)	
Passeports valides en circulation	3 762 531
Nombre total de passeports délivrés	947 000
Passeports délivrés par les missions à l'étranger	59 200
Augmentation du nombre total de passeports délivrés par les missions à l'étranger par rapport à l'année précédente	5,7 %
Voyages (année civile 1984)	
Nombre total de voyages à l'étranger	39 millions
États-Unis (11 millions y ont passé au moins une nuit)	37 millions
Pays autres que les États-Unis	2 millions
Europe (évaluation préliminaire)	990 000
Bermudes et Antilles (évaluation préliminaire)	408 000
Activités consulaires (année financière 1984-1985)	
Nombre total de dossiers/services rendus (estimation)	351 000
A) Dossiers:	
Rapatriements	385
Hospitalisations/traitements médicaux	1 241
Décès	968
Détentions	901
B) Services:	
Passeport	120 844
Citoyenneté	33 959
Juridique et notarial	25 053
Demandes d'aide financière/transferts	3 687
Bien-être et demandes de localisation	6 117
Inscription des Canadiens	25 124
Conseils et aide	131 843
Garde d'enfants	887
Demandes diverses et de renseignements généraux	106 161
Ressources consulaires (année financière 1984-1985)	
Avances de fonds moyennant engagement à rembourser	
1983-1984	147 000 \$
1984-1985	102 430 \$
Recouvrement	31 %
Années-personnes consacrées au travail consulaire, à l'administration centrale et à l'étranger	199

59 200 passeports en 1984-1985, soit 5,7 pour cent de plus qu'en 1983-1984.

En 1984-1985, le Bureau des passeports a mis au point un nouveau système automatisé de préparation des passeports conforme aux spécifications internationales, afin d'offrir aux Canadiens un passeport assimilable par une machine. Les nouveaux passeports, qui seront produits à l'aide de la technologie de pointe, seront délivrés dès le début de la prochaine année financière et comprendront des caractéristiques additionnelles qui en amélioreront la sécurité et la durabilité.

Immigration et réfugiés

Le ministère est chargé de la mise en œuvre à l'étranger du programme canadien d'immigration. Il y a eu une baisse de l'immigration au Canada en 1984, principalement en raison de la poursuite des restrictions sur l'immigration des personnes en quête de travail au Canada. Le nombre de visas d'immigrants délivrés à l'étranger en 1984 se chiffrait à 74 066. Presque 80 pour cent des visas ont été délivrés à des immigrants faisant partie des catégories de la famille, des réfugiés et des personnes choisies pour des raisons humanitaires; les autres ont été délivrés à des immigrants indépendants, des gens d'affaires et des retraités. Le nombre de visas de visiteurs délivrés dans les missions canadiennes en 1984 se chiffrait à 295 000, soit presque l'équivalent des 298 000 de l'année précédente. Bien qu'un plus grand nombre de visas de visiteurs aient été demandés en raison des exigences imposées aux citoyens du Bangladesh, du Guatemala, de la Guyane, de la Jamaïque, du Pérou et du Sri Lanka, le nombre de ces visas a été compensé par les exemptions accordées aux citoyens d'Israël et d'Arabie saoudite.

En 1984, de nouveaux bureaux des services d'immigration ont été établis à Colombo, à Dacca, à Guatemala, à Georgetown et à San José afin d'appliquer les nouvelles exigences au sujet des visas et de gérer plus efficacement les mouvements de réfugiés et de personnes acceptées pour des raisons humanitaires en provenance d'Amérique centrale et du Sri Lanka. Par contre, la baisse de l'immigration en provenance du Royaume-Uni et la nécessité de rationaliser l'utilisation des ressources ont entraîné la fermeture du consulat à Birmingham et des services d'immigration à Glasgow.

En réponse à un changement de politique de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC) favorisant l'immigration des entrepreneurs au Canada, le ministère a prioritairement encouragé et facilité l'entrée des gens d'affaires désireux d'immigrer au Canada. En 1984, près de 2 100 immigrants entrepreneurs ont apporté environ 820 millions de dollars au Canada et ont créé plus de 8 000 nouveaux emplois. Pour en augmenter encore le nombre, le ministère des Affaires extérieures poursuit son programme spécial de formation afin de donner aux agents des visas les connaissances requises dans le domaine des affaires pour traiter les demandes des entrepreneurs.

Durant les dernières années, le nombre de personnes demandant l'asile politique au Canada a augmenté, ce qui a créé un goulot d'étranglement dans le processus d'identification des véritables réfugiés. Ces retards accumulés offrent une protection contre les risques de déportation précipitée et ont donc encouragé d'autres immigrants et visiteurs à entrer illégalement au Canada. Au cours de l'année, le ministère des Affaires extérieures, avec l'appui de la CEIC, a demandé la

coopération des gouvernements étrangers et des compagnies d'aviation internationales afin d'élaborer des mesures de contrôle du flot de visiteurs illégaux au Canada. En outre, des mesures ont été prises pour encourager des personnes qui veulent demander le statut de réfugié à s'adresser aux services établis dans les missions canadiennes à l'étranger, plutôt que de demander l'asile après leur arrivée au Canada.

Immigration et réfugiés		
Visas délivrés durant l'année civile 1984		
Mission ou région	Visas d'immigrants	Visas de visiteurs*
Hémisphère occidentale		
États-Unis	9 420	75 372
Antilles	3 208	22 259
Amérique latine	<u>5 180</u>	<u>14 952</u>
Sous-total	17 808	112 583
Afrique et Moyen-Orient		
Afrique	2 311	18 282
Moyen-Orient	<u>2 264</u>	<u>10 221</u>
Sous-total	4 575	28 503
Europe		
Europe de l'Ouest	12 880	30 591
Europe de l'Est	<u>5 067</u>	<u>29 680</u>
Sous-total	17 947	60 271
Asie et Pacifique		
Bangkok	10 654	3 273
Hong Kong	10 488	19 741
New Delhi	4 278	18 141
Autres provenances	<u>8 316</u>	<u>26 834</u>
Sous-total	33 736	67 989
TOTAL	74 066	269 346
* En 1984, 24 365 visas de visiteurs ont été délivrés par des missions canadiennes n'ayant pas de services d'immigration. En outre, des missions britanniques ont également délivré des visas de visiteurs au nom du Canada durant l'année, mais les chiffres exacts ne sont pas encore connus. Ces données n'existent pas pour l'année financière.		

Le Canada a participé activement à la deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique, tenue à Genève en juillet 1984, à laquelle ont assisté des délégués de 112 pays et de nombreuses organisations internationales. La Conférence avait pour objectif d'examiner les résultats de la première conférence tenue en 1981, d'étudier les besoins continus d'aide, de réhabilitation et de réinstallation en Afrique, et d'envisager la possibilité de fournir une assistance économique aux pays africains afin de les aider à s'occuper des réfugiés et des personnes retournant vers leur pays. La

Conférence a adopté une déclaration et un programme d'action visant à mettre en œuvre une stratégie efficace à long terme pour résoudre certains des graves problèmes de réfugiés existant en Afrique.

Durant toute l'année 1984, le Canada a continué de poursuivre ses objectifs humanitaires de protection et de réinstallation des réfugiés et des autres personnes faisant face à de graves dangers. Le Plan annuel du Canada en faveur des réfugiés du Canada prévoyait l'admission de 10 000 personnes en 1984; ce nombre a été dépassé, 10 474 réfugiés aidés par le gouvernement ayant été admis. En outre, 3 890 réfugiés ont été parrainés par le secteur privé et 958 ont été admis sur la foi de demandes faites au Canada. Le nombre total d'admissions de réfugiés s'est chiffré à 15 322 en 1984, soit une augmentation de 13 pour cent par rapport à 1983.

En outre, près de 12 000 personnes ont été admises dans le cadre de programmes humanitaires spéciaux. En 1984, le programme de réunification des familles pour les Vietnamiens a permis l'entrée de quelque 7 900 personnes, soit une augmentation de 130 pour cent. Les services de traitement des réfugiés d'Amérique centrale ont connu une expansion, et un programme spécial pour les prisonniers politiques et les personnes opprimées du Guatemala a commencé en avril. Le nombre de réfugiés en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient a également augmenté. Le Canada a poursuivi sa participation aux deux programmes parrainés par le Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés d'Indochine: le Plan (DISERO), Plan d'offres de réinstallation au débarquement, qui permet la réinstallation au Canada des personnes recueillies en mer par les navires marchands battant pavillon de complaisance ou par les navires de pays incapables d'accepter des réfugiés; et le Programme anti-piraterie, dont l'objectif consiste à réduire le nombre d'attaques contre les « réfugiés de la mer ».

Grâce à ces programmes humanitaires, le Canada a pu aider plus de 27 000 personnes en 1984.

Droit international privé

Le ministère a offert divers services visant à faciliter les recours juridiques mettant en cause les juridictions étrangères et canadiennes aux termes de conventions ou de procédures convenues. Étant donné la mobilité croissante de l'homme moderne, diverses questions (prestations de sécurité sociale, obligations alimentaires, jugements d'entretien et autres questions connexes) ont obligé les États à collaborer. Comme nombre de ces questions relèvent de la compétence des provinces, le ministère assure la liaison avec celles-ci afin d'arrêter et d'appliquer les modalités réciproques nécessaires. En 1984, le ministère a travaillé à la révision de son manuel intitulé *Entraide judiciaire internationale en matières civile, commerciale, administrative et criminelle*, conçu pour faciliter la tâche des avocats et des officiers de justice canadiens aux prises avec des problèmes de droit international.

Le Canada a signé avec 19 pays des conventions sur les procédures juridiques en matières civile et commerciale. Ces conventions contiennent des dispositions sur la signification réciproque des documents juridiques et sur la réception de la preuve dans les affaires civiles soit au Canada pour utilisation à l'étranger, soit dans un pays étranger pour utilisation au Canada. Le ministère a également pu signaler les documents juridiques à l'étranger dans des pays avec lesquels il n'avait pas de conventions, en invoquant le principe de la réciprocité.

Le Canada a signé des traités d'extradition avec quelque 40 pays, et possède des arrangements d'extradition avec les pays du Commonwealth aux termes du Fugitive Offenders Program de Grande-Bretagne. De nouveaux traités se négocient avec la Belgique, la France et les Pays-Bas mais ils ne sont pas encore entrés en vigueur. Le 16 février 1985, le Canada et la Finlande ont échangé les instruments de ratification sur un nouveau traité d'extradition qui est alors entré en vigueur. En 1984-1985, le Canada a demandé l'extradition d'une personne d'Australie, que les tribunaux de ce pays ont accordée. Toutefois, le procureur général d'Australie a refusé l'extradition pour le bon motif que celle-ci serait injuste ou oppressive. Il s'agissait d'un acte exécutif plutôt que judiciaire et le gouvernement australien a récemment présenté un projet de loi qui, lorsqu'il sera adopté, accordera ce pouvoir discrétionnaire au procureur général.

Le ministère continue de s'intéresser activement aux problèmes que soulève sur le plan international un certain nombre de cas d'« enlèvement d'enfants » découlant d'un conflit entre la mère et le père au sujet de la garde de leur enfant. Bien que les fonctionnaires du ministère ne puissent représenter devant un tribunal étranger le parent d'un enfant enlevé, ou lui fournir des conseils sur le droit étranger, le ministère a fait de son mieux pour obtenir des renseignements sur le bien-être des enfants en cause et, dans la mesure du possible, a prêté son concours en vue de leur retour au Canada dans les cas où les tribunaux canadiens avaient déjà statué sur la garde de l'enfant.

Sur la scène internationale, le Canada a activement participé en 1980 à la rédaction finale de la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement d'enfants, qui a été adoptée à la quatorzième session de la Conférence de La Haye sur le droit international privé. Il a signé cette convention le 25 octobre de la même année et a consulté les autorités provinciales avant de la ratifier. La Convention a également été ratifiée par la France, le Portugal et la Suisse et est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 1983. Son utilité principale est d'assurer une collaboration judiciaire permettant d'obtenir que l'enfant déplacé illicitement soit promptement envoyé chez celui de ses parents qui en avait la garde dans le pays où il a été enlevé. En 1984-1985, Terre-Neuve, le Québec et les Territoires du Yukon ont adopté les mesures législatives nécessaires pour appliquer la Convention, rejoignant ainsi le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et la Colombie-Britannique. On s'attend à ce que les autres provinces suivent leur exemple en temps opportun.

En 1984-1985, la Section des réclamations de la Direction générale des affaires juridiques a continué de négocier des règlements de réclamations avec des pays où subsistent encore des réclamations canadiennes aux termes du droit coutumier international. Il y eut du progrès au cours de l'année avec la République démocratique allemande. La Section des réclamations a également aidé des Canadiens, qu'il s'agisse de citoyens ou de sociétés, qui tentent de faire reconnaître leurs droits éventuels à propos de réclamations contre des gouvernements étrangers pour perte de propriété. Ces réclamations visaient de nombreux pays, de l'URSS à l'Iran, en passant par les États-Unis et la Yougoslavie.

De plus, la Direction générale a travaillé en étroite collaboration avec la Commission des réclamations étrangères, qui a été établie aux termes de la *Loi sur les enquêtes*, et est sous l'autorité directe du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et du ministre des Finances. Lorsqu'une entente est conclue

avec un autre pays afin d'accorder une indemnisation aux citoyens canadiens dont les biens ont été saisis par ce pays, les réclamations sont envoyées à la Commission, qui fait alors ses recommandations aux deux ministres quant au droit et à son montant. Lorsque l'approbation des ministres est obtenue, l'indemnisation est versée à même le Fonds des réclamations étrangères où sont déposées les sommes d'argent reçues de l'autre pays.

À la demande spéciale du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, la Commission des réclamations étrangères a entamé une évaluation préliminaire des réclamations dans le cadre des arrangements pris à ce sujet avec la République démocratique allemande et la Yougoslavie. Elle a également statué sur les dernières demandes dans le cadre du programme de la Chine.

Rapts

En 1981, M. Sidney Jaffe, naturalisé citoyen canadien, avait été présumément enlevé de sa résidence de Toronto par des chasseurs de prime américains et ramené en Floride pour y faire face à des accusations de ventes illégales de terrain. Cet incident a mis en lumière le problème de l'enlèvement des individus au Canada et leur retour forcé aux États-Unis par des personnes prétendant agir sur les instructions de l'Administration fédérale américaine ou d'un État américain. Ces activités sont illégales au Canada et constituent en outre une violation du droit international. Bien que M. Jaffe soit depuis lors revenu au Canada, le gouvernement canadien n'est pas satisfait de l'issue de l'affaire. Par conséquent, il a maintenu la demande d'*habeas corpus* qu'il a présentée en 1983 à la Cour fédérale de district de Jacksonville aux États-Unis, afin de soustraire une fois pour toutes M. Jaffe à la compétence que le tribunal de Floride avait acquise sur lui grâce à l'enlèvement.

Toutefois, une affaire récente donne à penser que les autorités américaines concernées ont pris bonne note des protestations du Canada qui affirme que l'enlèvement de personnes au Canada pour les ramener aux États-Unis constitue un acte illégal et intolérable. En février 1985, des chasseurs de prime ont enlevé un citoyen canadien en

Colombie-Britannique pour le ramener à Seattle dans l'État de Washington. Répondant aux observations du gouvernement canadien, le ministère de la Justice des États-Unis a déclaré qu'il n'intenterait pas les poursuites rendues possible par l'enlèvement illégal. Dans une affaire antérieure, le gouverneur de l'État de Washington avait convenu avec le gouvernement canadien que les personnes résidant au Canada et accusées d'une infraction aux États-Unis devaient y être ramenées par voie d'extradition. La personne en question se trouvant dans l'État de Washington sans que des procédures d'extradition aient été intentées, les accusations ont été abandonnées temporairement et le gouverneur lui a permis de revenir au Canada.

Accès à l'information et protection des renseignements personnels

Le coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels a été chargé d'acheminer toutes les demandes officielles d'accès aux documents gouvernementaux que détient le ministère des Affaires extérieures, conformément à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Du 1^{er} avril 1984 au 31 mars 1985, le ministère a reçu 72 demandes faites aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information* et 31 demandes aux termes de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. L'origine de ces demandes se répartit comme suit: média, 49 pour cent; universitaires, 13 pour cent; entreprises, 2 pour cent; organisations, 13 pour cent; membres du grand public, 23 pour cent.

Le coordonnateur a également préparé l'apport du ministère au registre de consultation et au fichier de renseignements personnels qui donne au public divers éléments d'information. Cela comprend notamment une description de l'organisation du ministère, des détails sur ses programmes et fonctions, une description de toutes les catégories de documents placés sous sa surveillance et une liste de tous les manuels utilisés dans l'exercice de ses fonctions. Le coordonnateur a également supervisé le tri des dossiers départementaux devant être transférés aux Archives publiques.

Chapitre 7

DROIT INTERNATIONAL

Bien que ce chapitre traite de presque toutes les activités légales du ministère, certaines questions sont traitées ailleurs dans le Rapport. Toute activité concernant les politiques ou les programmes recèle une dimension légale. Dans certains cas, la composante légale est si étroitement liée à la politique ou à d'autres aspects de la question qu'il est préférable d'en traiter ensemble. Ainsi, les aspects légaux de l'extra-territorialité et des contrôles des exportations se retrouvent au chapitre 2; le droit de l'environnement, le droit de la mer et les droits de la personne, au chapitre 3; et le droit privé international est traité au chapitre 6. L'on renvoie le lecteur à ces chapitres pour qu'il saisisse, autant que faire se peut, l'étendue des activités légales dont est chargé le ministère.

Pêches

Le 1^{er} mai 1984, le Canada a signé avec la Russie un nouvel accord bilatéral sur les pêches remplaçant le traité conclu en 1976, qui prévoyait que le Canada étendrait sa compétence sur les pêches dans la zone de 200 miles en 1977. Aux termes de ce nouvel accord, l'URSS reconnaissait les intérêts particuliers du Canada dans la zone contiguë à la zone de 200 miles marins sous la compétence canadienne et s'est engagée à acheter au moins 12 millions de dollars de produits de la pêche en 1984. L'accord prorogeait également l'entente sur les quotas de prises de poisson octroyés à l'URSS dans la zone de pêche de 200 miles du Canada.

Après quelque 15 années de négociations, le Canada et les États-Unis ont signé le 28 janvier 1985 à Ottawa un Traité sur le saumon du Pacifique, qu'ils ont ratifié au sommet de Québec le 18 mars 1985. Les deux parties ont consenti d'importants compromis: il fallait obtenir l'assentiment des deux gouvernements fédéraux, des gouvernements provinciaux et de ceux des États, des groupes d'Amérindiens et d'autochtones dans les deux pays et celui des principaux utilisateurs commerciaux et privés de cette ressource. On espère que la Commission du saumon, qui est créée aux termes du traité, ainsi que ses comités affiliés contribueront à enrayer le déclin des stocks de saumon et à assurer le retour des montaisons de saumons menacés de disparition à leur niveau antérieur, grâce à des mesures de conservation, d'amélioration de l'espèce et de réduction des quotas de prises accordés aux deux parties du Traité.

Litige concernant le golfe du Maine

Le 12 octobre dernier la Chambre de la Cour internationale de Justice a rendu sa décision à quatre voix contre une dans le litige qui opposait le Canada et les États-Unis sur la délimitation de la frontière maritime entre les deux pays dans la région du golfe du Maine et du banc de Georges. La nouvelle frontière divise le plateau continental et les zones de pêche des deux pays. Elle laisse au Canada la plus grande partie du rebord et la pointe nord-est du banc qui est riche en ressources halieutiques et notamment en pétoncles. Les ministres

canadiens ont noté avec satisfaction que le tracé de la frontière confirme la juridiction du Canada sur cette partie considérable du banc de Georges et, en particulier, qu'il assure le maintien des pêcheries canadiennes desquelles dépendent bon nombre de collectivités du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse pour leur subsistance.

Il s'agissait du premier différend que soumettait le Canada à la Cour internationale de Justice. C'était également la première fois qu'on utilisait une procédure selon laquelle la Cour peut constituer une « chambre » pour connaître d'un différend, en s'informant des vues des parties au sujet de la composition de cette dernière.

Droit de l'espace extra-atmosphérique

Lors de sa session annuelle à New York en mars 1985, le Sous-comité juridique du Comité des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a résolu de recommander l'élaboration de règles relatives à l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace extra-atmosphérique. Le Sous-comité, faisant suite à une proposition formulée par le Canada en 1978, étudiait la question depuis plusieurs années. La proposition canadienne fut soumise après la désintégration, au-dessus des Territoires du Nord-Ouest, d'un satellite soviétique Cosmos muni de sources d'énergie nucléaire. Depuis, les gouvernements du Canada et de plusieurs autres États ont soumis à l'étude du Sous-comité de nombreux documents sur les sujets dont les règles devraient traiter comme l'assistance aux États, la responsabilité de l'État de lancement, la notification avant la rentrée dans l'atmosphère d'un objet spatial portant des sources d'énergie nucléaire et les mesures de sécurité relatives à la radio-protection.

En outre, les États membres du Sous-comité juridique ont mené des négociations poussées en vue de compléter dans les meilleurs délais l'élaboration d'un projet de règles relatives aux activités de téléobservation spatiale. Il n'y a pas eu de décision de prise suite aux discussions sur la définition et sur la délimitation de l'espace extra-atmosphérique ainsi que sur le caractère et l'utilisation de l'orbite géostationnaire.

Droit aérien

Quand la chasse soviétique a abattu un avion de ligne des Korean Air Lines le 1^{er} septembre 1983, on a convoqué une session extraordinaire de l'Assemblée de l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI). Suite à une proposition de la France, elle a eu lieu du 24 avril au 10 mai 1984 à Montréal afin de discuter de l'opportunité d'amender la Convention relative à l'aviation civile, signée à Chicago en 1944, pour inclure une disposition sur le non-recours à la force contre les aéronefs civils. Un Protocole d'amendement à la Convention fut adopté le 10 mai 1984 sans recours au vote. Il vise l'inclusion d'un nouvel article 3 bis, dont le premier alinéa dispose de façon explicite que « les États contractants

reconnaissent que chaque État doit s'abstenir de recourir à l'emploi des armes contre les aéronefs civils en vol ». Quoique l'amendement n'entrera formellement en vigueur qu'après le dépôt du cent deuxième instrument de ratification du Protocole, l'existence d'un tel amendement, adopté à l'unanimité, vient renforcer la prohibition existante de droit international.

Développement du droit international

La Sixième Commission de l'Assemblée générale, qui est chargée de la codification et du développement progressif du droit international, a poursuivi en 1984 l'examen des nombreuses questions qui figurent à son ordre du jour, y compris le projet de convention sur le statut des mercenaires et le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité. La Sixième Commission s'est également penchée sur le rapport annuel de la Commission du droit international et se fondant sur une recommandation antérieure de la Commission du droit international, a résolu qu'il était opportun de convoquer une conférence sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales. L'Assemblée générale a décidé que cette conférence aura lieu à Vienne du 18 février au 21 mars 1986. Le 7 novembre 1984, l'Assemblée générale, de concert avec le Conseil de Sécurité, a élu cinq juges à la Cour internationale de Justice pour une période de neuf ans à compter du 6 février 1985.

Le 29 juin 1984, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a procédé à la nomination de quatre membres canadiens à la Cour permanente d'arbitrage, établie par la Convention pour le règlement pacifique des différends internationaux de 1899, dont le siège est à La Haye. Les membres sont nommés pour une période de six ans et ne reçoivent aucun honoraire. Ils sont choisis parmi les quatre secteurs de la communauté juridique canadienne à savoir la magistrature, le milieu universitaire, la Fonction publique et les avocats en exercice. Tout membre de la Cour permanente d'arbitrage peut être appelé à agir en tant qu'arbitre dans un différend international par des États parties aux Conventions de 1899 et de 1907 sur le règlement pacifique des différends internationaux. Par ailleurs, les quatre membres canadiens forment collectivement, le « Groupe national canadien », auquel il incombe, aux termes du Statut de la Cour internationale de Justice, de présenter des candidats en vue de l'élection des juges à cette cour.

Le ministère est chargé de préparer la position en droit du Canada sur nombre de questions, telles le contrôle des armements et le désarmement, des questions commerciales et économiques et d'autres concernant la paix et la sécurité, où le droit se développe encore.

Droit conventionnel

Durant l'année civile 1984, le Canada a signé 40 accords bilatéraux, dont 24 sont entrés en vigueur à l'égard du Canada dès leur signature et 15 par ratification ou échange de notes. De plus, le Canada a signé quatre accords multilatéraux dont un est entré en vigueur dès sa signature. Les détails sont donnés aux annexes II et III.

Outre ses responsabilités au titre de la rédaction et de l'interprétation des traités et de la préparation des instruments conventionnels officiels, le ministère a poursuivi son travail de mise à jour du répertoire sur le statut de tous les traités touchant le Canada. Les accords internationaux régis par le droit international dont le Canada est signataire ou auxquels il est partie sont inscrits au Registre des traités du Canada. Les arrangements non-contraignants conclus par le Canada, comme les protocoles d'entente, sont répertoriés dans le Registre des protocoles d'entente et d'arrangement.

Privilèges et immunités

Le ministère est chargé de l'interprétation et de l'application, au Canada et à l'étranger, des principes contenus dans les conventions internationales sur les privilèges et les immunités touchant les missions diplomatiques, les postes consulaires et les organisations internationales.

Afin de s'assurer que les privilèges et les immunités prévus par les Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires soient accordés aux missions et au personnel diplomatique et consulaire du Canada à l'étranger, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut retirer à une mission étrangère au Canada tous les privilèges et les immunités ainsi conférés par la loi ou une partie, s'il lui apparaît que ce pays ne garantit pas la réciprocité de ces privilèges et ces immunités aux missions canadiennes chez lui. Au cours de cette année, le ministère a insisté auprès des gouvernements étrangers sur le principe de la réciprocité dans les relations diplomatiques et a déployé des efforts considérables pour contrer les mesures restrictives adoptées par certains pays d'accueil, en appliquant concrètement des restrictions à certaines missions diplomatiques et consulaires, en réponse à des restrictions similaires imposées par les gouvernements d'accueil à nos missions et à notre personnel à l'étranger.

Quant à l'immunité des États, la Loi sur l'immunité des États, entrée en vigueur le 15 juillet 1982, a consacré le principe de l'immunité de juridiction de l'État étranger, sauf pour ses activités commerciales et certaines autres exceptions. La Loi remédie ainsi à l'incertitude juris-prudentielle antérieure. De la douzaine de poursuites intentées jusqu'à présent au Canada contre des États étrangers une seule a donné lieu à un jugement qui a été signifié à l'État étranger.

Chapitre 8

RELATIONS CULTURELLES INTERNATIONALES

Le Canada prend de plus en plus conscience que les échanges culturels constituent un élément important dans ses relations bilatérales avec les pays du monde entier. Les missions canadiennes à l'étranger aident activement les artistes canadiens à se produire sur scène ou à présenter leurs œuvres, elles utilisent leurs connaissances du milieu local pour les aider à rejoindre le plus grand auditoire possible.

Les programmes universitaires et d'affaires publiques favorisent une meilleure connaissance du Canada et projettent l'image d'un État fédéral démocratique attaché à son héritage bilingue et culturel et d'un partenaire commercial fiable.

Politique culturelle

Le Canada a conclu un accord culturel avec l'Italie en 1984, ce qui porte à six le nombre d'accords culturels bilatéraux signés par le Canada, les cinq autres ayant été conclus avec la France, la Belgique, l'Allemagne de l'Ouest, le Mexique et le Japon. Des arrangements officiels en matière d'échanges culturels ont été conclus avec plusieurs autres pays et l'on s'attend à ce que leur nombre augmente.

Un séminaire organisé à Washington D.C. en mars 1985 a permis de réunir des agents d'affaires publiques des missions canadiennes aux États-Unis, des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère et des représentants du secteur privé, afin d'explorer les avenues qui permettraient au ministère et au secteur privé de collaborer pour présenter des événements culturels canadiens à l'étranger. Les résultats du séminaire ont été encourageants et de semblables séminaires pourraient avoir lieu à d'autres endroits dans le monde.

En 1984, le Canada a accepté une invitation officielle des Pays-Bas en vue de présenter les arts du Canada au Festival de Hollande de 1985, ce qui a permis la réalisation du plus grand projet culturel jamais entrepris par les Affaires extérieures à l'étranger; durant un mois d'activités artistiques soutenues, plus de 100 artistes canadiens ont donné des douzaines de représentations ou ont exposé leurs œuvres à Amsterdam et dans la région immédiate, suscitant ainsi une couverture sans précédent des arts canadiens par les médias étrangers.

UNESCO

Durant toute l'année 1984, le Canada s'est joint à l'effort international soutenu afin de promouvoir les changements organisationnels qui s'imposent à l'égard d'une grande partie des activités de l'UNESCO. Le Conseil exécutif, dont le Canada est membre, a établi à cette fin un comité temporaire, dont le mandat consiste à recommander des mesures de réforme. Le directeur général a établi des groupes de travail internes sur le personnel, le budget, l'évaluation, l'information publique et un examen critique du programme.

Vers la fin de 1984, les États-Unis se sont retirés de l'UNESCO tandis que le Royaume-Uni et Singapour ont donné un avis

de leur intention de s'en retirer. Le Canada, par contre, estimait satisfaisants les premiers progrès de réforme et croyait qu'il serait donc préférable de continuer à œuvrer de l'intérieur pour une réforme approfondie.

Promotion artistique

En 1984-1985, le ministère a accordé des subventions à plus de 185 personnes ou groupes professionnels dans le domaine des arts du spectacle, des arts visuels et de la littérature afin de leur permettre d'entreprendre des tournées internationales. Toutes les disciplines étaient représentées, y compris la musique, la danse, le théâtre, la peinture, l'art vidéo, la sculpture, l'architecture, le cinéma et la littérature. Des organisations culturelles de toutes les régions du Canada ont contribué à l'appréciation croissante des réalisations artistiques du Canada au plan international. En outre, le ministère a contribué au maintien des marchés actuels et à la recherche de nouveaux marchés pour les artistes prometteurs, en acquittant les frais de voyage des impresarios, des conservateurs et des éditeurs, tant canadiens qu'étrangers, désireux de promouvoir les talents canadiens à l'étranger. En plus, il a subventionné un certain nombre de manifestations culturelles internationales importantes tenues au Canada; cela permettait aux organisateurs de faire venir des invités étrangers. Des ouvrages littéraires canadiens récents, publiés dans les deux langues officielles, ainsi que des exemplaires de périodiques canadiens consacrés au développement des milieux littéraire et artistique du pays ont été fournis à quelque 60 institutions étrangères.

Bien que l'Europe occidentale soit restée le principal marché pour la communauté culturelle canadienne, le ministère a encouragé par son programme de subventions l'accroissement des activités aux États-Unis, en Amérique latine et dans le Pacifique, parallèlement à l'évolution des intérêts commerciaux du Canada.

Parmi les groupes qui ont reçu des subventions durant l'année 1984-1985, citons notamment les Grands Ballets canadiens qui ont fait une tournée en Orient, le Ballet royal de Winnipeg qui s'est produit à Los Angeles durant les Jeux olympiques, la Danny Grossman Dance Company qui a donné des représentations en Amérique latine ainsi que les Ballets Jazz de Montréal qui sont retournés en Afrique. La Caravan Stage Company de Colombie-Britannique a donné des représentations sur la côte ouest des États-Unis et le Théâtre Sans Fil de Montréal s'est produit en Europe de l'Est. Dans le domaine des arts visuels, le Canada était représenté aux Biennales de Venise et de Sydney et à la Foire artistique de Bâle; General Idea de Toronto a présenté ses œuvres en Belgique, aux Pays-Bas et en Suisse; une exposition des œuvres d'Alex Colville a été présentée au Japon, à Hong Kong, en Chine et au Royaume-Uni; et la collection Firestone de paysages canadiens a commencé une tournée de huit pays européens. Parmi les personnalités littéraires qui ont voyagé

à l'étranger avec l'aide du ministère, citons Margaret Atwood et Graeme Gibson qui ont effectué des visites en Europe et à Cuba; Gaston Miron de Montréal qui a donné des conférences en France et en Irlande, Aritha Van Herk de Calgary qui a effectué une visite en Europe occidentale et Antonine Maillet de Montréal qui a donné une conférence à Washington D.C.

Le ministère a accordé une aide financière à diverses organisations pour d'importantes conférences internationales tenues au Canada, notamment les Journées mondiales de la musique tenues par le Conseil canadien de la musique à Montréal, la Conférence internationale sur les arts du spectacle, à Montréal, le Festival international des auteurs au Harbourfront de Toronto et le Festival de la télévision de Banff.

Études canadiennes à l'étranger

La promotion des études canadiennes dans les universités étrangères est demeurée une priorité du programme de relations universitaires du ministère. Pour illustrer cette volonté et l'importance accrue accordée à la région du Pacifique dans la politique étrangère, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé au cours d'une visite officielle au Japon la mise sur pied d'une importante bourse de recherches sur les études canadiennes, la Bourse de recherches Canada-Japon. D'une valeur de 50 000 \$, elle est offerte annuellement dans le but de stimuler les recherches publiées au sujet du Canada ou des relations Canada-Japon par les universités japonaises. Un groupe de chercheurs universitaires de l'Université de Tsukuba a gagné la première bourse.

On trouve d'autres associations d'études canadiennes aux États-Unis, en France, en Italie, au Japon, dans les pays germaniques, en Irlande, en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Scandinavie et en Grande-Bretagne. Il existe en outre des associations régionales d'études canadiennes en Grande-Bretagne et aux États-Unis. En 1984, le Conseil du Nord-Est des études québécoises a changé son nom pour celui de Conseil américain des études québécoises, afin de mieux refléter son caractère national.

Ces associations, qui comptent au total entre 2 000 et 2 500 membres, témoignent de l'intérêt toujours croissant que l'on porte à l'étranger à l'enseignement et à la recherche universitaires sur le Canada.

Bourses du gouvernement du Canada

Des bourses du gouvernement du Canada ont été offertes aux nationaux de 19 pays poursuivant des études de deuxième cycle ou des recherches postdoctorales au cours de l'année. Comme il s'agit d'un programme réciproque, les pays auxquels il s'adresse offrent des bourses similaires aux Canadiens.

Programme de mois-chercheurs

Dans le cadre de ce programme conçu pour améliorer les relations universitaires avec la France, le Canada offre à des chercheurs français un total de 140 mois de recherche au Canada et la France offre aux chercheurs canadiens le même nombre de mois de recherche en France. Ce programme recouvre tous les échanges universitaires.

Programme d'échanges académiques avec la République populaire de Chine

Ce programme conçu pour améliorer les relations universitaires avec la Chine permet à 12 étudiants chinois d'étudier au Canada et à 12 étudiants canadiens d'étudier en Chine.

Affaires historiques

La Direction des affaires historiques a la garde des documents relatant l'évolution du ministère et de la politique étrangère du Canada.

Elle continue d'avoir pour fonction première de rassembler, d'organiser et de diffuser les documents de base sur l'histoire du ministère et des relations extérieures du Canada; au cours de l'année écoulée, elle a donné suite à plus de 1 100 demandes de renseignements et d'accès aux dossiers. En outre, des milliers de dossiers ouverts depuis les derniers 30 ans ont été examinés de façon à mettre le maximum d'informations possible à la disposition des chercheurs. Lorsque la documentation ne pouvait être communiquée, la Direction s'est occupée d'organiser des entrevues avec les fonctionnaires compétents.

La Direction des affaires historiques aide les chercheurs d'une autre façon en publiant les *Documents sur les relations extérieures du Canada*. Deux volumes de cette série recouvrant les années 1944 et 1945 seront publiés sous peu et l'on a également choisi des documents pour les volumes à venir, sur les années 1948 et 1949. Enfin, les travaux d'édition pour la période de 1950 à 1955 sont maintenant en cours.

Par ailleurs, les travaux en vue de la préparation d'une histoire officielle du ministère depuis sa création en 1909 jusqu'en 1968 se sont poursuivis, sous la direction d'un comité de rédaction composé de fonctionnaires du ministère en poste et à la retraite, ainsi que de représentants des universités, des média et du Parlement.

La Direction a continué d'accepter de nombreuses invitations à faire des conférences devant des auditoires universitaires et autres un peu partout au pays. Dans le cadre du programme d'histoire orale de la Direction, on a eu des entrevues avec nombre d'employés qui ont travaillé au ministère et à l'étranger.

Sports internationaux

Le ministère a aidé les athlètes et le personnel de l'équipe olympique canadienne de 1984 par l'intermédiaire du consulat général de Los Angeles. En mars 1985, des accords d'échanges sportifs ont été conclus avec la République populaire de Chine et la République de Corée durant les visites qu'a effectuées dans ces pays le ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur. Le ministre des Sports de la République démocratique allemande a effectué une visite au Canada durant laquelle il a convenu avec son homologue canadien d'échanges sportifs bilatéraux en 1986 et a inspecté les préparatifs des Jeux olympiques d'hiver de 1988 à Calgary.

Chapitre 9

PROGRAMMES D'INFORMATION ET SERVICE DE PRESSE

Service de presse

Le Service de presse distribue aux média des renseignements sur tous les aspects de la politique étrangère du Canada. Pour seconder le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et les ministres du Commerce international et des Relations extérieures dans leurs relations avec les média, le Service de presse a organisé des séances d'information, des conférences de presse et des entrevues avec les ministres tant au Canada qu'à l'étranger. Le Service de presse répond aux demandes de renseignements des journalistes sur les questions internationales et sur les activités du ministère, dont il est le porte-parole officiel.

Lorsque le premier ministre ou l'un ou l'autre des trois ministres chargés des Affaires extérieures se rendent à l'étranger en visite officielle, le Service de presse organise une séance d'information sur la visite et fournit aux journalistes qui les accompagnent les données économiques et politiques nécessaires pour leurs reportages. De même, lorsque des dignitaires étrangers effectuent des visites officielles au Canada, le Service de presse organise des conférences pour les journalistes et prend les arrangements nécessaires pour les entrevues, les séances de photos, les conférences de presse et la publication des communiqués et des déclarations. Au besoin, le Service de presse voit à l'accréditation des journalistes étrangers et canadiens.

Le Service de presse donne son assistance aux journalistes canadiens en reportage à l'étranger en les aidant à planifier leurs visites et en veillant à ce que les missions canadiennes leur donnent toute l'aide voulue. Il aide également les correspondants étrangers en reportage au Canada, ainsi que les journalistes et les éditeurs de passage.

Le Service de presse a établi une liste de distribution informatisée de 1 700 adresses, comprenant la Chambre des communes, le Sénat, la Galerie de la presse parlementaire, les gouvernements provinciaux, les principales organisations de nouvelles, toutes les missions canadiennes à l'étranger et une liste très variée de particuliers et de groupes d'intérêts. En 1984-1985, le Service de presse a distribué plus de 250 communiqués et déclarations du ministère aux destinataires inscrits sur la liste d'adresses.

Les services audio-visuels ont produit environ 800 transcriptions de nouvelles qui ont été distribuées aux fonctionnaires du ministère et aux ambassades et aux consulats canadiens. Le Service de presse a continué de fournir par transmission télégraphique quotidienne aux missions à l'étranger un condensé des nouvelles parues dans les journaux canadiens, afin de les informer de l'actualité importante au Canada.

Expositions universelles

Le ministère est chargé d'assurer la participation du Canada aux expositions internationales, parfois appelées foires mondiales. En 1984, le Canada a participé à l'Exposition mondiale de la Louisiane; le pavillon canadien a été le plus

populaire, principalement en raison du film de la société IMAX intitulé *Au fil de l'eau*. Le Canada a participé également à l'Expo 85 du Japon, exposition qui porte sur le thème de la science et la technologie au service de l'homme chez lui, du mois de mars au mois de septembre 1985. On continue d'envisager la participation à une exposition internationale spécialisée à Brisbane en Australie en 1988 et à une exposition universelle à Chicago et à Séville en Espagne en 1992.

Le Canada sera l'hôte d'Expo 86, une exposition mondiale sur le thème des transports et des communications, qui aura lieu à Vancouver. Le ministère est chargé de la coordination de l'exposition et de sa publicité auprès des gouvernements étrangers. Quarante-deux pays ont déjà accepté d'y participer. Le Commissaire général de l'exposition est un employé du ministère. L'exposition se tiendra de mai à octobre 1986 sur un emplacement de 50 hectares au centre-ville, à proximité du port de Vancouver.

Le ministère administre également une collection de plus de 35 expositions d'information destinées à sensibiliser davantage les publics d'autres pays à la société canadienne. En 1984-1985, on a monté des expositions ayant pour thèmes notamment les réalités canadiennes, la haute technologie, les arts et les métiers, et les personnalités canadiennes afin d'appuyer les activités d'affaires publiques des missions à l'étranger.

Programmes d'information à l'étranger

La Direction de la politique d'information à l'étranger et des services créatifs a pour mandat de renforcer l'image du Canada à l'étranger afin qu'il soit perçu comme une société stable, dynamique, fiable et avancée sur les plans économique, technologique et social. De plus, la Direction doit appuyer les objectifs du gouvernement à l'étranger dans les domaines du développement des échanges, de la promotion des investissements et de la politique étrangère. Ses principales cibles à l'étranger sont les preneurs de décision et les « façonneurs de l'opinion », tels les dirigeants politiques, les exportateurs, les investisseurs, les organisations commerciales, les fonctionnaires, les média étrangers, les lobbyistes et les organisations universitaires et culturelles.

On a produit plus de 330 publications différentes en diverses langues, destinées à des auditoires internationaux, afin d'appuyer la promotion de kiosques canadiens dans 52 foires commerciales internationales, auxquelles presque 700 sociétés canadiennes ont participé. Il y avait des brochures commerciales destinées à être utilisées à l'étranger hors du cadre des foires commerciales, dont des études sur sept secteurs industriels canadiens réalisées pour un répertoire édité en Chine. D'autres publications traitaient de divers produits de base, d'ordinateurs, de produits de défense, d'hydroélectricité et d'équipement de bureautique.

On a pris des dispositions au cours de l'année pour augmenter le contenu commercial et technologique et la

promotion de l'investissement dans le programme général de publications de la direction, dont l'un des principaux objectifs est de transmettre une image d'ensemble positive du Canada et de sa politique étrangère et domestique. Certaines publications ont été abandonnées et l'orientation d'autres publications a été modifiée; 607 titres ont été publiés, dont certains dans dix langues.

Ce chiffre comprend 46 numéros d'*Hebdo Canada* et de *Canada Weekly* (30 000 exemplaires distribués hebdomadairement à l'étranger) et 20 numéros des versions espagnoles et portugaises (5 000 exemplaires distribués dans les pays concernés toutes les deux semaines). Parmi les publications générales, citons également six nouvelles *Feuilles documentaires* (documents destinés à être distribués en grand nombre, conçus pour répondre aux questions les plus fréquentes sur le Canada) en dix langues. Plusieurs brochures de la *Série Documents* ont été mises à jour et des nouveaux titres ont été ajoutés en plusieurs langues. Cette série, qui fournit des renseignements sur divers sujets, est distribuée à des publics choisis, principalement des journalistes, des bibliothèques et des institutions universitaires. Le ministère a publié une nouvelle brochure intéressante *Les Canadiens français*, illustrée en noir et blanc, à laquelle viendra s'ajouter au début de la prochaine année financière *Le fait français au Canada*, qui rend compte de l'actualité.

Il convient de souligner la parution d'une nouvelle série sur la science et la technologie, sur papier glacé et en quatre couleurs, intitulée *Les communications : l'expérience canadienne*. La brochure *Le Canada : un monde à découvrir* a remplacé *Le Canada à l'heure du monde* comme principale publication générale sur le Canada que le ministère distribue à l'étranger à des publics choisis.

Pendant 1984-1985, le programme du film, de la télévision et de la photo a entrepris trois études visant à évaluer la participation aux festivals et aux semaines canadiennes, à assurer que les cinémathèques du monde entier soient tenues au courant des questions des années 80 et à étudier les besoins du ministère en ce qui concerne l'accès à la télévision à l'extérieur du Canada.

Quelque 2 000 films de l'Office national du film et du secteur privé, 2 500 vidéocassettes et 40 000 photos et diapositives ont été envoyés aux missions à l'étranger pour des raisons d'information.

Pour les Jeux olympiques d'été de Los Angeles, la Direction a produit, dans les deux langues officielles, un film, *Les héros de l'été*, et 24 vignettes pour mettre en valeur les athlètes canadiens. Pour la première fois, la Direction, en collaboration avec la télévision française FR-3, a présenté aux heures de grande écoute sur les Antennes de FR-3 un reportage d'une heure sur le Canada. En plus, le ministère a collaboré à la production d'un film sur la tournée des Grands Ballets canadiens en Orient.

Un nouveau programme audio-visuel, mini-doc/vidéo-disque, a été créé au cours de l'année 1984-1985. Dans ce programme, dont le but principal est la promotion du commerce, il s'agit de la co-production avec le secteur privé de capsules vidéo sur les secteurs prioritaires de l'industrie canadienne. Ces capsules sont ensuite distribuées aux télévisions étrangères et présentées lors de foires commerciales ou de conférences à l'étranger.

Au cours de l'année, la Direction a entrepris un certain nombre d'activités afin de tenir les missions diplomatiques canadiennes au courant de l'actualité politique, économique

et sociale du Canada. Des exemplaires du budget fédéral, 160 bulletins de nouvelles économiques, 135 discours importants de dirigeants politiques et de hauts fonctionnaires et des transcriptions intégrales d'échanges durant la « période des questions » à la Chambre des communes ont été envoyés aux missions à l'étranger.

Quelque 3 500 demandes de renseignements ont été reçues des missions à l'étranger au cours de l'année; elles provenaient principalement de journalistes, de gens d'affaires, de personnalités politiques et de fonctionnaires étrangers; les recherches ont été faites et les renseignements leur ont été envoyés.

Le personnel chargé des affaires publiques et commerciales à l'étranger a reçu 18 photos-reportages et dossiers de presse soulignant le rôle du Canada en tant que nation commerciale et exportatrice au plan mondial. Des dossiers de presse ont été préparés pour les journalistes canadiens et étrangers lors des visites officielles au Canada des chefs d'État ou des chefs de gouvernement étrangers, ainsi que pour les visites des dirigeants canadiens à l'étranger. La Direction a parrainé ou facilité les visites de travail au Canada de quelque 370 « faiseurs d'opinion » choisis, dont des journalistes et des éditorialistes.

Programmes d'information au Canada

À la suite d'une décision du Comité exécutif d'accorder, au public canadien, plus de priorité à la diffusion d'information, la Direction des services d'information au Canada a assumé de plus en plus de responsabilités, au cours de l'année à l'étude. En conséquence, la Direction a renforcé son programme de conférenciers et d'expositions et a également été chargée de promouvoir le commerce et de gérer la production de publications commerciales à l'intention du public canadien.

En conjonction avec la Direction de la politique d'information à l'étranger et des services créatifs, qui s'occupe des aspects techniques de la production, la Direction a réalisé, au cours de l'année, de nombreux documents de promotion relatifs à l'exportation et au commerce. On a complété environ 75 projets de publications spécialisées, destinés au public canadien. Il s'agissait de guides aux exportateurs canadiens, de brochures pour le PDME et le PPP, d'études de marchés, du *Répertoire des délégations canadiennes à l'étranger destiné aux gens d'affaires* (publication semestrielle), de plans et de rapports relatifs au développement des exportations ainsi que de guides à l'intention des producteurs de produits de défense canadiens.

La responsabilité du bulletin bimensuel *CanadExport*, qui donne des informations et des conseils aux exportateurs, a été transféré à la Direction. Son tirage est passé de 16 000 à environ 20 000 exemplaires au cours de la période à l'étude. Selon un sondage mené au cours de l'année, le bulletin a non seulement été bien accueilli par le monde des affaires, mais a été considéré comme une des meilleures publications de ce genre jamais produite par le gouvernement fédéral.

Pour le Mois de l'exportation, la Direction a produit des outils de communication destinés à sensibiliser davantage le public aux débouchés d'exportation. À ce chapitre, mentionnons plusieurs émissions radiophoniques, le court métrage *Fabriqué au Canada*, des articles pour des hebdomadaires, un supplément de huit pages au *Globe and Mail* consacré à l'exportation, ainsi que des articles pour la revue en langue française *Commerce* et pour les grands journaux.

À la suite de la publication, par le ministre du Commerce extérieur, du document de travail intitulé *Comment maintenir et renforcer notre accès aux marchés extérieurs*, une campagne publicitaire a été préparée pour faire connaître les rencontres régionales du ministre avec les gens d'affaires canadiens. En outre, un programme général de communication a été préparé pour faire connaître Carrefour 85, événement qui a coïncidé avec le retour au Canada de plus de cent délégués commerciaux. En plus de publier une brochure expliquant au monde des affaires le rôle des délégués commerciaux, la Direction a préparé des reportages complets effectués par les délégués eux-mêmes sous forme d'entrevues pour la presse écrite et électronique. Vers la fin de l'année financière, la Direction a amorcé l'élaboration d'une stratégie de communication pour le Livre vert intitulé *Compétitivité et sécurité: Orientations pour les relations extérieures du Canada*, publié par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et elle a amorcé le processus d'impression et de diffusion.

Pour contribuer à répandre le message d'exportation dans le monde des affaires, une exposition commerciale a été créée et présentée dans environ dix foires commerciales nationales. L'exposition comprenait un programme Télidon intitulé *Pensez exportations*, visant à informer les gens d'affaires des programmes fédéraux destinés aux exportateurs, ainsi qu'un programme audio-visuel sur le commerce. Ces deux projets ont été préparés par la Direction, de même que d'autres programmes audio-visuels sur la politique étrangère à l'intention des fonctionnaires du ministère qui font des conférences sur le désarmement et le contrôle des armements.

Dans le cadre du programme de visiteurs et de conférenciers, on a organisé six visites de groupe en Europe. Elles s'inscrivaient dans le programme permanent du ministère

destiné à exposer les «façonneurs de l'opinion» aux organismes multilatéraux dont le Canada est membre comme l'OTAN, l'OCDE et les Nations Unies. Ces groupes étaient composés de journalistes, de parlementaires, d'universitaires et de chefs d'entreprises. Par ailleurs, des subventions de voyage ont été accordées à plusieurs groupes d'étudiants qui ont assisté à des colloques et à des assemblées modèles en Amérique du Nord et qui ont participé notamment à des visites d'information aux Nations Unies. La Direction a également organisé des tournées de conférences faites par des agents des Affaires extérieures pour divers groupes communautaires canadiens, tels que les Chambres de commerce, et a commandité des fonctionnaires du ministère, des professeurs et des représentants d'entreprises privées qui ont présenté des mémoires à des colloques et des conférences sur la politique étrangère.

Au cours de l'année, la Direction s'est de plus en plus associée aux activités de communication du ministère. Elle a distribué environ 40 000 documents d'information, a répondu à quelque 2 800 demandes de renseignements écrites et 30 000 demandes de renseignements téléphoniques, et a préparé environ 20 discours et communiqués. Elle a poursuivi son programme d'émissions radiophoniques régulières dans tout le pays, a préparé des documents de fond sur les principales questions de politique étrangère à l'intention des médias, a produit une nouvelle affiche pour la Journée du Commonwealth, a préparé diverses publications traitant du ministère et des relations extérieures du Canada et a élaboré des programmes d'information afin de sensibiliser les Canadiens aux services consulaires et à la nécessité de se préparer à leurs voyages à l'étranger.

Chapitre 10

COORDINATION DE LA POLITIQUE, SYSTÈMES DE GESTION ET ADMINISTRATION

Direction générale pour le développement de la politique

En 1984-1985, le Secrétariat pour le développement de la politique a été rebaptisé Direction générale pour le développement de la politique et réorganisé en trois sections : analyse politique et stratégique, analyse économique et commerciale, liaison et coordination avec le Cabinet.

Une des principales tâches de la Direction générale au cours de l'année était la préparation du Livre vert qui allait engager la révision des relations internationales annoncée dans le discours du trône. De plus, la Direction générale a surveillé l'évolution de la situation internationale aux plans économique, politique et stratégique et les tendances à long terme, elle a coordonné la détermination des réactions de principe, a analysé des questions de politique choisies et a rédigé des discours.

Suite aux changements apportés au Cabinet et aux structures des comités interministériels par le nouveau gouvernement, la Direction de la liaison avec le Cabinet a continué d'acheminer les décisions ministérielles dans le système du Cabinet et à fournir aux ministres la documentation essentielle pour leur travail au Cabinet. Par la suite, cette direction a été intégrée à la Direction générale de la gestion centrale.

Gestion du ministère

La Direction générale de la gestion centrale a continué de s'assurer que les ressources humaines et financières du ministère reflètent les priorités de la politique étrangère. En 1984-1985, la Direction s'est attachée à adapter l'organisation des secteurs de la promotion commerciale et de la politique économique du ministère, afin d'améliorer la qualité des services aux entreprises et de se préparer pour les négociations commerciales multilatérales. Elle a travaillé également à l'adaptation du système de planification des ressources du ministère en fonction de l'élargissement de son mandat et de sa structure, a élaboré et mis en œuvre des mesures d'appui aux efforts entrepris par le gouvernement pour contrôler le déficit et a mis au point une méthodologie permettant d'évaluer l'efficacité de l'utilisation des ressources et les besoins des missions à l'étranger.

Par l'intermédiaire de son secrétariat de la haute direction, la Direction générale a également coordonné les services administratifs et d'information pour les sous-ministres et les comités de la haute direction.

Contrôle de la gestion et vérification

La Direction générale du contrôle de la gestion et de la vérification est chargée de l'examen et de la vérification de tous les programmes et de toutes les opérations du ministère à l'administration centrale et à l'étranger. Elle a fourni à la haute direction des évaluations de la gestion des programmes et des opérations du ministère, notamment à l'extérieur.

Pendant l'année écoulée, des contrôles de gestion et des vérifications internes ont été effectués auprès de 28 missions et cinq bureaux de consuls honoraires en Asie, en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Moyen-Orient, en Afrique, en URSS, en Europe de l'Ouest et de l'Est. Des vérifications internes ont eu lieu aussi à l'administration centrale, elles ont porté essentiellement sur la capacité de rendement, l'économie et l'efficacité des lignes de conduite, pratiques et contrôles de la gestion interne.

Coordination fédérale-provinciale

Le ministère contribue à l'harmonisation des politiques et des activités des deux paliers de gouvernement sur la scène internationale. En 1984-1985, les gouvernements provinciaux ont continué à affecter à la promotion de leurs intérêts à l'étranger des ressources humaines et financières importantes et ils ont bénéficié à cet égard de l'appui du ministère. Afin de veiller à ce que les intérêts des provinces soient considérés dans la formulation de nos politiques concernant les relations internationales et afin que les autorités provinciales soient bien au fait de la position du gouvernement fédéral sur de nombreux sujets d'intérêt commun, plusieurs consultations fédérales-provinciales, tant au niveau ministériel qu'au niveau des fonctionnaires, ont eu lieu au cours de l'année. À titre complémentaire, le réseau de télécommunications demeure à la disposition des provinces pour leur offrir un recours rapide aux multiples services offerts par les missions diplomatiques et consulaires canadiennes à l'étranger. Le ministère continue de transmettre les observations, les commentaires et les recherches, surtout de nature économique, émanant de nos diverses missions à l'étranger, aux dix provinces canadiennes. En outre, les missions ont maintenu des liens étroits avec les bureaux provinciaux à l'étranger.

Le ministère a facilité la participation des provinces à des institutions multilatérales telles que l'Assemblée mondiale de la Santé, l'Organisation internationale du travail (OIT), l'UNESCO et la Commission des Droits de l'homme des Nations Unies, le Commonwealth et l'OCDE. Il a aussi aidé à organiser des visites à l'étranger effectuées par des ministres et des délégations des provinces ainsi que des visites de nombreuses délégations étrangères aux ministres et fonctionnaires provinciaux.

Services du protocole et représentants diplomatiques, consulaires et autres au Canada

Durant l'année, les relations diplomatiques que le Canada entretient avec 142 pays ont été concrétisées par la présence, à Ottawa, de 74 ambassadeurs en résidence et de 33 ambassadeurs non résidents, ainsi que de 22 hauts-commissaires résidents et de 13 hauts-commissaires non résidents. En outre, des organismes internationaux sont représentés au Canada, dont l'Organisation de l'aviation civile

internationale, la délégation de la Commission des communautés européennes, l'OIT, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation des pêches d'Atlantique nord-ouest (OPAN) et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

En 1984-1985, le Bureau du protocole a assuré la liaison avec toutes ces missions, leur prodiguant services et conseils conformément aux obligations du Canada aux termes des lois internationales et nationales. Le Bureau s'est occupé de l'accréditation des chefs de mission étrangers et canadiens, notamment de la présentation, au gouverneur général, des lettres de créance d'ambassadeurs et de hauts-commissaires étrangers. Il a contrôlé l'identification des diplomates, veillé à l'application des privilèges et immunités auxquels ceux-ci ont droit et assuré la liaison entre la GRC et les missions diplomatiques, pour ce qui est de la sécurité personnelle.

Le Bureau a planifié, coordonné et géré le soutien logistique qu'exigent les visites des chefs d'État, des chefs de gouvernement, des ministres des Affaires étrangères et d'autres visiteurs officiels au Canada. En 1984-1985, il y a eu la visite des présidents des États-Unis, du Mexique et du Portugal, des secrétaires généraux des Nations Unies et de l'OTAN, des premiers ministres de la France, de l'Australie et de la Thaïlande, du secrétaire d'État des États-Unis et du ministre des Affaires étrangères d'Israël. Le Bureau a également coordonné la préparation des visites du Premier ministre, du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, du ministre des Relations extérieures et du ministre du Commerce extérieur à l'étranger.

De plus, le Bureau du protocole a administré la Maison d'accueil du gouvernement à Ottawa ainsi que les locaux réservés aux réceptions officielles à l'Administration centrale. Pendant l'année, 11 643 invités officiels ont été reçus dans ces locaux.

Communications, informatique et bibliothèque

La Direction générale des communications et des services généraux a été chargée de l'ensemble des télécommunications et des systèmes de courrier diplomatique et de correspondance du ministère, de la gestion des dossiers, des services de bibliothèque et des services de traitement de textes, et de la fourniture de locaux et d'ameublement pour l'Administration centrale. Le réaménagement intérieur de l'édifice Lester B. Pearson à Ottawa et la réinstallation de tous les services ministériels ont été achevés en septembre 1984. Suite à l'accroissement considérable de la charge de travail entraîné par l'intégration de la composante des services commerciaux, des mesures ont été élaborées au cours de l'année afin de renforcer l'organisation, les politiques et les procédures relatives à la gestion des dossiers et du traitement de textes ainsi qu'à l'acquisition, au contrôle et à l'attribution des biens.

Les dispositifs de transmission transatlantique de la voix et des données ont été améliorés et des réseaux d'équipements de télétext ont été mis sur pied dans des missions consulaires aux États-Unis et en Allemagne de l'Ouest. On a terminé les plans d'installation, à l'Administration centrale, du service perfectionné de circonscriptions de l'ATG, qui doit être mis en œuvre par Bell Canada à la fin du printemps de 1985.

La bibliothèque a poursuivi ses plans d'automatisation de ses services, en élaborant et en mettant à l'essai des logiciels

pour ses catalogues et en préparant du matériel et des indicatifs de classement de catalogues à intégrer à l'ordinateur.

Sécurité et renseignements

La Direction générale de l'analyse des renseignements et de la sécurité a continué de donner la priorité à la sécurité des ambassades du Canada et du personnel canadien à l'étranger. De concert avec la Direction générale du renseignement économique, elle a été chargée de recueillir, d'analyser et de diffuser un volume croissant de renseignements d'ordre politique et économique, qui lui parvenaient de diverses sources. Ces renseignements ont permis de mieux comprendre les événements internationaux et d'élaborer des politiques dans les domaines touchant les intérêts du Canada.

Personnel

La Direction du personnel a été chargée du recrutement, de l'affectation, de la rémunération et des conditions de travail des 4 192 employés canadiens du ministère, dont 2 830 font partie du service extérieur permutant et 1 362 du personnel non-permutant, c'est-à-dire affecté uniquement au Canada. Le ministère comptait en outre 3 691 employés engagés sur place dans les missions à l'étranger. En outre, la Direction a assuré des services à la Direction générale des passeports, qui avait 351 employés répartis dans la région de la capitale nationale et dans 16 bureaux régionaux au Canada.

La Direction s'est occupé du déménagement d'environ 900 employés du Service extérieur et de leurs familles, qui partaient pour l'étranger ou qui revenaient au Canada. Ces déménagements portaient entre autres sur 116 détachements auprès d'autres ministères et organismes du gouvernement et sur 238 détachements de fonctionnaires auprès du ministère.

Budget

Pour l'année financière 1984-1985, le budget du ministère s'est élevé à environ 872 millions de dollars. Il comprenait les dépenses d'exploitation et d'immobilisation, les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert liés au Programme des intérêts du Canada à l'étranger (y compris les opérations des passeports), le Programme des céréales et des graines oléagineuses et le Programme des expositions universelles.

Les dépenses d'exploitation et d'entretien d'environ 506 millions de dollars ont été engagées au titre de l'administration et de la coordination des opérations au Canada et à l'étranger, et notamment au titre des traitements, salaires et autres frais de personnel, des frais de location de propriétés à l'étranger, des déplacements et des communications, et de la conduite des opérations étrangères.

Les dépenses d'immobilisation d'environ 69 millions de dollars comprenaient 37 millions de dollars pour l'achat et le remplacement de véhicules, de meubles et d'équipements, et 32 millions de dollars au titre du Programme d'acquisition à long terme (PALT). Ce dernier programme a pour objet de stabiliser les frais de location, en accroissant la proportion des locaux et logements dont le gouvernement est propriétaire.

Les dépenses d'environ 150 millions de dollars au titre des subventions, des contributions et des paiements de transfert consistaient pour une bonne part en paiements incompressibles découlant de l'appartenance du Canada à des organisations internationales comme les Nations Unies, l'OTAN, l'OCDE et le Commonwealth.

Déploiement du personnel et des missions canadiennes à l'étranger, par région

(Employés basés au Canada et employés engagés sur place)

	Employés de programme		Employés de soutien	
	Basés au Canada	Engagés sur place	Basés au Canada	Engagés sur place
Organisations internationales	48	0	65	40
États-Unis	178	86	88	346
Afrique et Moyen-Orient	169	35	144	655
Amérique latine et Antilles	160	57	85	471
Asie et Pacifique	224	72	126	811
Europe	292	124	288	994
Total	1 071	374	796	3 317¹
TOTAL GÉNÉRAL	5 558			

Déploiement du personnel à l'étranger, par programme

(Employés basés au Canada et employés engagés sur place)

	Employés de programme		Employés de soutien	
	Basés au Canada	Engagés sur place	Basés au Canada	Engagés sur place
Planification et coordination des politiques	61,7	0,3	26,8	13,2
Expansion commerciale et industrielle	204,6	184,2	31,9	260,9
Tourisme	53,6	21,1	1,2	41,1
Relations politiques	124,6	2,8	73,0	24,5
Relations économiques	104,3	3,9	45,8	18,5
Aide au développement international	99,4	18,1	25,2	54,2
Culture, affaires publiques et information	64,7	50,5	17,9	184,0
Affaires consulaires	199,9	81,2	16,8	418,3
Sciences, technologie et environnement	40,1	5,2	26,3	103,0
Administration	110,1	5,9	509,0	2 080,3
Autres ministères du gouvernement	8,0	0,8	22,1	76,4
Total	1 071,0	374,0	796,0	3 274,4¹
TOTAL GÉNÉRAL	5 515,4			

¹ Le chiffre de 3 317 comprend le nombre de postes/titulaires alors que celui de 3 274,4 reflète l'utilisation réelle des postes, dont certains sont à temps partiel.

Principaux postes budgétaires	
Exploitation	(en millions de \$)
Relations avec les gouvernements étrangers	96
Commerce international	97
Aide à d'autres programmes	194
Services consulaires offerts aux Canadiens à l'étranger	15
Information et relations culturelles	38
Administration centrale et soutien aux opérations	43
Contributions aux avantages sociaux des employés	23
TOTAL	506
Immobilisations	
Construction et acquisition d'immeubles	32
Remplacement de pièces d'équipement	37
TOTAL	69
Subventions et contributions	
Organisations internationales	105
Expansion du commerce international	34
Information et relations culturelles	11
TOTAL	150
Programme des expositions universelles	10
Programme des céréales et des graines oléagineuses	
– Fonctionnement	120
– Subventions et fonctionnement	17
TOTAL	872

Immeubles et autres biens

La Direction générale des biens, qui a été réorganisée en 1984-1985, a continué de fournir tous les locaux dont le gouvernement est propriétaire à l'étranger, qu'il s'agisse d'achats ou de conception et de construction d'immeubles; elle a fourni en outre toutes les résidences officielles et chancelleries louées par l'État et certains logements du personnel loués à bail, ainsi que des biens matériels destinés

au soutien et des services de conception intérieure et d'entretien pour les opérations du ministère à l'étranger. Elle a fait connaître les œuvres d'arts canadiennes grâce à des expositions à l'Administration centrale et dans les missions. Elle est également restée responsable du Programme d'acquisition à long terme du ministère. En 1984-1985, la valeur du portefeuille immobilier du ministère a été estimée à quelque 700 millions de dollars et environ 37,3 millions de dollars ont été consacrés à la construction et à l'acquisition d'immeubles aux termes du PALT.

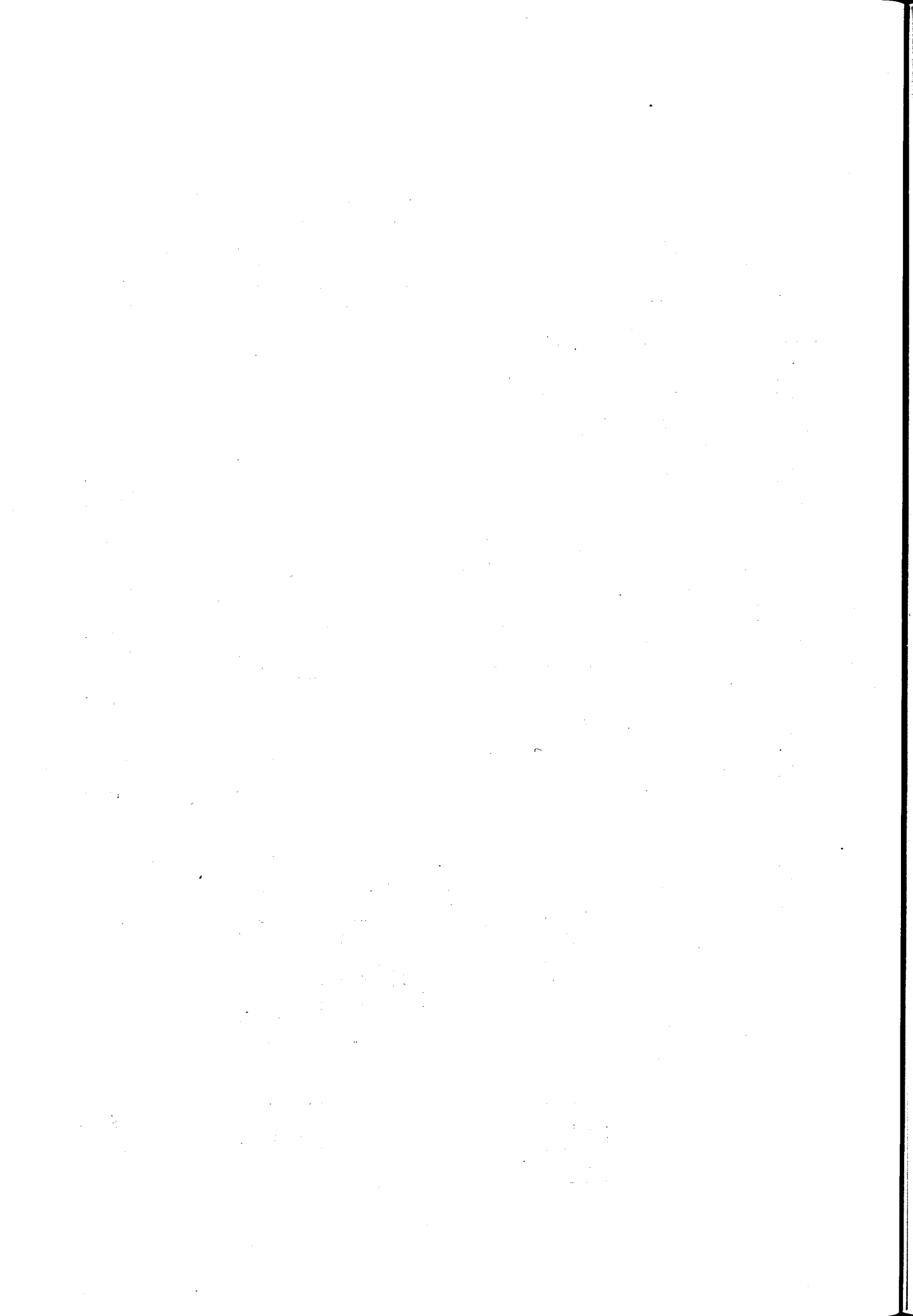
En 1984-1985, on a achevé la construction d'une nouvelle chancellerie à Belgrade et les rénovations importantes de la résidence officielle de Rome, et on a presque terminé les travaux effectués au complexe de l'ambassade à la nouvelle mission de Riyâd. On a avancé les grands travaux de rénovation à la MacDonal House de Londres, y compris la construction d'une nouvelle résidence officielle. Un nouvel immeuble a été acheté à Kinshasa qui servira, une fois rénové, de chancellerie. La construction de la première chancellerie canadienne sectionnelle (sections prêtes à assembler sur place) a été amorcée à Bridgetown et servira probablement à l'avenir de modèle à d'autres missions.

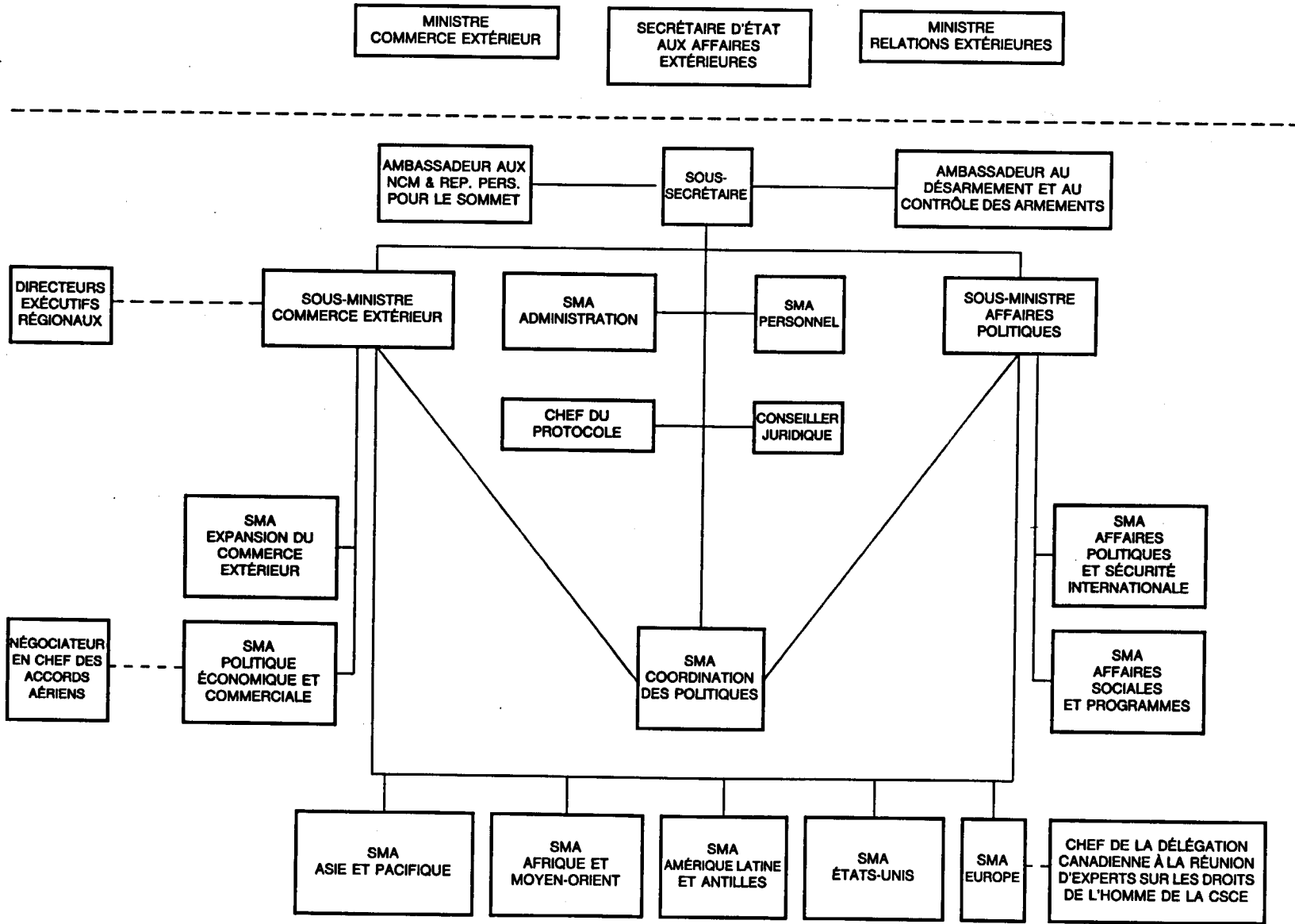
Les travaux de conception d'importants complexes de chancellerie ou d'ambassade sont presque terminés à Lagos, Pékin et Washington et leur construction devrait commencer en 1985-1986. En outre, le site de l'ambassade à Tokyo a donné lieu à d'intenses activités, dont un appel d'offres en vue de réaménager le complexe en coparticipation.

La Direction générale a acheté une annexe à la chancellerie de Kingston (Jamaïque) et une nouvelle résidence officielle à San José (Costa Rica), et a rénové et réaménagé la mission de l'OCDE, achetée récemment à Paris. En outre, 17 logements du personnel ont été achetés à Harare, Kingston, Lima, Lisbonne et Londres. Des progrès ont été réalisés dans le cadre du programme de conversion destiné à cesser progressivement la location de logements, auprès de particuliers, pour le personnel de Paris, de Rome et d'autres missions.

Au cours de l'année, des visites de site et des études de faisabilité à des fins d'entretien ont été effectuées dans les missions qui ont besoin de services professionnels, ainsi que pour la construction et l'acquisition de nouvelles ambassades à Madrid, Oslo, Amman, Colombo, Dakha, Bogota, Buenos Aires, Port-of-Spain, Los Angeles, Minneapolis et Washington. En outre, on a continué d'étudier des projets éventuels de construction à Alger, Dakar, Dar-es-Salaam et Séoul.

La Direction générale a terminé l'acquisition de locaux à bureaux et de résidences loués à la nouvelle mission d'Abu Dhabi. Sept chancelleries louées, dont celles de Bonn (Annexe), Budapest, Manille et Melbourne ainsi que la résidence officielle du Koweït, ont été remplacées ou rénovées. Le ministère a également achevé une étape de la rénovation du complexe résidentiel à Bucarest.





Annexe II

Accords internationaux bilatéraux (année civile)

Agence spatiale européenne

Accord concernant la coopération entre le Gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne

Noordwijk, le 9 janvier 1984
En vigueur le 9 janvier 1984
avec effet au 1^{er} janvier 1984

Algérie

Accord sur les relations cinématographiques entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Algérienne démocratique et populaire

Montréal, le 14 juillet 1984
En vigueur le 14 juillet 1984

Allemagne, République démocratique d'

Accord de commerce entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République démocratique allemande

Leipzig, le 9 septembre 1983
En vigueur provisoirement le 9 septembre 1983
En vigueur définitivement le 1^{er} juin 1984

Allemagne, République fédérale d'

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'assistance mutuelle et la collaboration entre leurs administrations douanières

Bonn, le 10 septembre 1984

Argentine

Accord de coopération économique, commerciale et industrielle entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Argentine

Ottawa, le 6 octobre 1980
En vigueur provisoirement le 6 octobre 1980
En vigueur définitivement le 12 novembre 1984

Bahamas

Échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Commonwealth des Bahamas concernant l'assurance-investissement à l'étranger

Nassau, le 11 mai et le 21 septembre 1984
En vigueur le 21 septembre 1984

Belgique

Accord sous la forme d'un Échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Belgique visant à modifier l'Accord du 30 août 1949 relatif aux transports aériens, tel que modifié en 1956

Ottawa, le 16 janvier 1984
En vigueur le 16 janvier 1984

Accord sur l'aide à l'industrie cinématographique entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume de Belgique

Bruxelles, le 24 février 1984
En vigueur le 24 février 1984

Accord de sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Belgique

Bruxelles, le 10 mai 1984

Brésil

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu

Brasilia, le 4 juin 1984

Chine, République populaire de

Échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif à l'assurance-investissement à l'étranger

Ottawa, le 18 janvier 1984
En vigueur le 18 janvier 1984

Chypre

Convention entre le Canada et la République de Chypre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Nicosie, le 2 mai 1984

Communauté économique européenne

Accord sous forme d'Échange de lettres entre le Gouvernement du Canada et la Communauté économique européenne concernant leurs relations en matière de pêche

Bruxelles, le 1^{er} janvier 1984
En vigueur le 1^{er} janvier 1984

Cuba

Échange de notes reconduisant l'Accord de 1979 entre le Canada et Cuba relatif aux détournements d'avions, de vaisseaux et à d'autres infractions

La Havane, le 25 avril 1984
En vigueur le 25 avril 1984
avec effet au 15 février 1983

Égypte

Accord général entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Arabe d'Égypte concernant la coopération au développement

Ottawa, le 31 janvier 1983
En vigueur le 1^{er} juillet 1984

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Arabe d'Égypte en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Le Caire, le 30 mai 1983
En vigueur le 2 octobre 1984

États-Unis d'Amérique

Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Washington, le 26 septembre 1980
En vigueur le 16 août 1984

Protocole modifiant la Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Washington le 26 septembre 1980 (avec Échange de lettres)

Ottawa, le 14 juin 1983
En vigueur le 16 août 1984

Deuxième Protocole modifiant la Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée le 26 septembre 1980, telle que modifiée par le Protocole signé le 14 juin 1983

Washington, le 28 mars 1984
En vigueur le 16 août 1984

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en matière de sécurité sociale

Ottawa, le 11 mars 1981
En vigueur le 1^{er} août 1984

Accord supplémentaire modifiant l'Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en matière de sécurité sociale

Ottawa, le 10 mai 1983
En vigueur le 1^{er} août 1984

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique relatif au service de radiodiffusion en modulation d'amplitude à ondes hectométriques

Ottawa, le 17 janvier 1984
En vigueur le 17 janvier 1984

Échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique prolongeant la préservation et l'amélioration de la qualité de l'eau dans la section internationale de la rivière Saint-Jean

Ottawa, le 22 février 1984
En vigueur le 22 février 1984

Échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique modifiant l'Accord concernant la manière dont il sera disposé des excédents de biens des États-Unis au Canada signé le 1^{er} septembre 1961

Ottawa, le 21 décembre 1983 et le 14 mars 1984
En vigueur le 14 mars 1984
avec effet au 1^{er} octobre 1983

Traité entre le Canada et les États-Unis d'Amérique concernant la rivière Skagit et le lac Ross, ainsi que le réservoir Seven Mile de la rivière Pend d'Oreille

Washington, le 2 avril 1984
En vigueur le 14 décembre 1984

Échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique remplaçant l'Accord du 16 septembre 1964 concernant la construction, l'utilisation et l'entretien à Terre-Neuve d'une station Loran-C (avec annexe)

Ottawa, le 30 mars et le 3 mai 1984
En vigueur le 3 mai 1984

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant l'assistance et la collaboration mutuelle entre leurs administrations douanières

Québec, le 20 juin 1984

Échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique visant à établir un programme d'essai à

Mirabel pour faire une expérience des nouveaux types de services aériens entre le Canada et les États-Unis

Ottawa, le 21 août 1984
En vigueur le 21 août 1984

Échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique visant à établir un nouvel Accord sur les services aériens, régionaux, locaux et de navette

Ottawa, le 21 août 1984
En vigueur le 21 août 1984

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant la certification, l'homologation ou l'acceptation de navigabilité et environnementale des produits aéronautiques civils d'importation

Ottawa, le 31 août 1984
En vigueur le 31 août 1984

Finlande

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Finlande concernant le retraitement, l'enrichissement, le stockage et l'utilisation du plutonium

Helsinki, le 8 juin 1984
En vigueur le 8 juin 1984

France

Accord entre le Canada et la France sur le transfèrement des détenus et sur la surveillance de certains condamnés

Ottawa, le 9 février 1979
En vigueur le 1^{er} octobre 1984

Grèce

Accord relatif au transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Hellénique

Toronto, le 20 août 1984
En vigueur provisoirement le 20 août 1984

Indonésie

Échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République d'Indonésie amendant les paragraphes 1 et 5 de l'Échange de notes du 16 mars 1973 sur l'assurance-investissement à l'étranger

Jakarta, le 14 juillet 1984
En vigueur le 14 juillet 1984

Israël

Échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'État d'Israël modifiant l'Accord du 10 février 1971 concernant les services aériens commerciaux réguliers

Ottawa, le 8 mars 1984
En vigueur le 8 mars 1984

Italie

Accord de coopération culturelle entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Italie

Ottawa, le 17 mai 1984

Jamaïque

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Jamaïque en matière de sécurité sociale

Kingston, le 10 janvier 1983
En vigueur le 1^{er} janvier 1984

Mali

Accord général entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Mali concernant la coopération au développement

Bamako, le 21 juin 1984
En vigueur le 21 juin 1984

Mexique

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis du Mexique concernant la coopération touristique

Ottawa, le 8 mai 1984
En vigueur provisoirement le 8 mai 1984

Nations Unies

Accord entre le Gouvernement du Canada et l'Organisation des Nations Unies concernant l'établissement et le financement d'un Bureau d'information pour l'Amérique du Nord du centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

Nairobi, le 26 mars 1984
En vigueur le 26 mars 1984
avec effet au 1^{er} octobre 1983

Norvège

Échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Norvège en vue de faciliter l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires entre la Norvège et la Saskatchewan

Ottawa, le 5 septembre et le 13 novembre 1984
En vigueur le 13 novembre 1984

Roumanie

Accord sur le transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie

Bucarest, le 27 octobre 1983
En vigueur le 9 novembre 1984

Royaume-Uni

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour assurer la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile et commerciale

Ottawa, le 24 avril 1984

Sainte-Lucie

Accord sur les services aériens entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de Sainte-Lucie

Castries, le 6 janvier 1984
En vigueur provisoirement le 6 janvier 1984

Accord sous forme d'échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de Sainte-Lucie relatif à la désignation de l'entreprise Trinidad et Tobago (B.W.I.A. International) Airways Corporation

Bridgetown et Castries le 6 janvier 1984
En vigueur le 6 janvier 1984

Accord sous forme d'échange de notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de Sainte-Lucie relatif aux tarifs à appliquer entre le Canada et Sainte-Lucie sur les services aériens

Castries et Bridgetown, le 6 janvier 1984
En vigueur le 6 janvier 1984

Sénégal

Accord général entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Sénégal concernant la coopération au développement

Ottawa, le 28 juin 1984
En vigueur le 10 octobre 1984

Singapour

Accord sur le transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Singapour

Singapour, le 12 juin 1984
En vigueur provisoirement le 12 juin 1984

Suède

Convention entre le Canada et la Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Stockholm, le 14 octobre 1983
En vigueur le 30 octobre 1984

Thaïlande

Convention entre le Canada et le Royaume de Thaïlande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Ottawa, le 11 avril 1984

Tunisie

Convention entre le Canada et la République tunisienne, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Tunis, le 10 février 1982
En vigueur le 4 décembre 1984

Union des Républiques socialistes soviétiques

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur leurs relations mutuelles en matière de pêche

Moscou, le 1^{er} mai 1984
En vigueur le 1^{er} mai 1984

Yougoslavie

Accord relatif au transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Conseil exécutif fédéral de l'assemblée de la République socialiste fédérative de Yougoslavie (avec Mémoire d'entente)

Belgrade, le 16 novembre 1984
En vigueur provisoirement le 16 novembre 1984

Zambie

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de la Zambie concernant la formation au Canada de personnel des Forces armées de la République de la Zambie

Lusaka, le 10 janvier 1984
En vigueur le 10 janvier 1984
avec effet au 20 août 1966

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Zambie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Lusaka, le 16 février 1984

Annexe III

Accords internationaux multilatéraux (année civile)

Accord entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et les Gouvernements du Canada, de la Jamaïque et des États-Unis d'Amérique, concernant la cession d'uranium enrichi pour un réacteur de recherche de faible puissance

Fait à Vienne, le 25 janvier 1984

En vigueur le 25 janvier 1984

Accord international de 1984 sur le sucre

Fait à Genève, le 5 juillet 1984

Protocole à la Convention Internationale pour la conservation des thonines de l'Atlantique

Fait à Paris, le 10 juillet 1984

Signé par le Canada le 10 septembre 1984

Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP)

Fait à Genève, le 28 septembre 1984

Signé par le Canada le 3 octobre 1984

Protocole de 1984 modifiant la Convention intérimaire sur la conservation des phoques à fourrure du Pacifique Nord, du 9 février 1957 tel que modifié

Fait à Washington, le 12 octobre 1984

Signé par le Canada le 12 octobre 1984

Convention internationale des télécommunications avec règlement général et annexes, et protocoles

Faite à Nairobi, le 6 novembre 1982

Signée par le Canada à Nairobi, le 6 novembre 1982

L'instrument de ratification du Canada

a été déposé à Genève, le 11 octobre 1983

En vigueur le 1^{er} janvier 1984

En vigueur pour le Canada, le 1^{er} janvier 1984

Protocole additionnel facultatif à la Convention internationale des télécommunications (Nairobi-1982)

Fait à Nairobi, le 6 novembre 1982

Signé par le Canada à Nairobi, le 6 novembre 1982

L'instrument de ratification du Canada

a été déposé à Genève, le 11 octobre 1983

En vigueur le 1^{er} janvier 1984

En vigueur pour le Canada, le 1^{er} janvier 1984

Texte modifié de l'article VII de la Convention visant à faciliter le trafic maritime international, 1965

Fait à Londres, le 19 novembre 1973

En vigueur le 2 juin 1984

En vigueur pour le Canada, le 2 juin 1984

③
6894

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20045204 6

DUE DATE

~~...~~
AUG 2 1993
~~...~~

b 1854(36) (E)

b 209114 x (F)

5

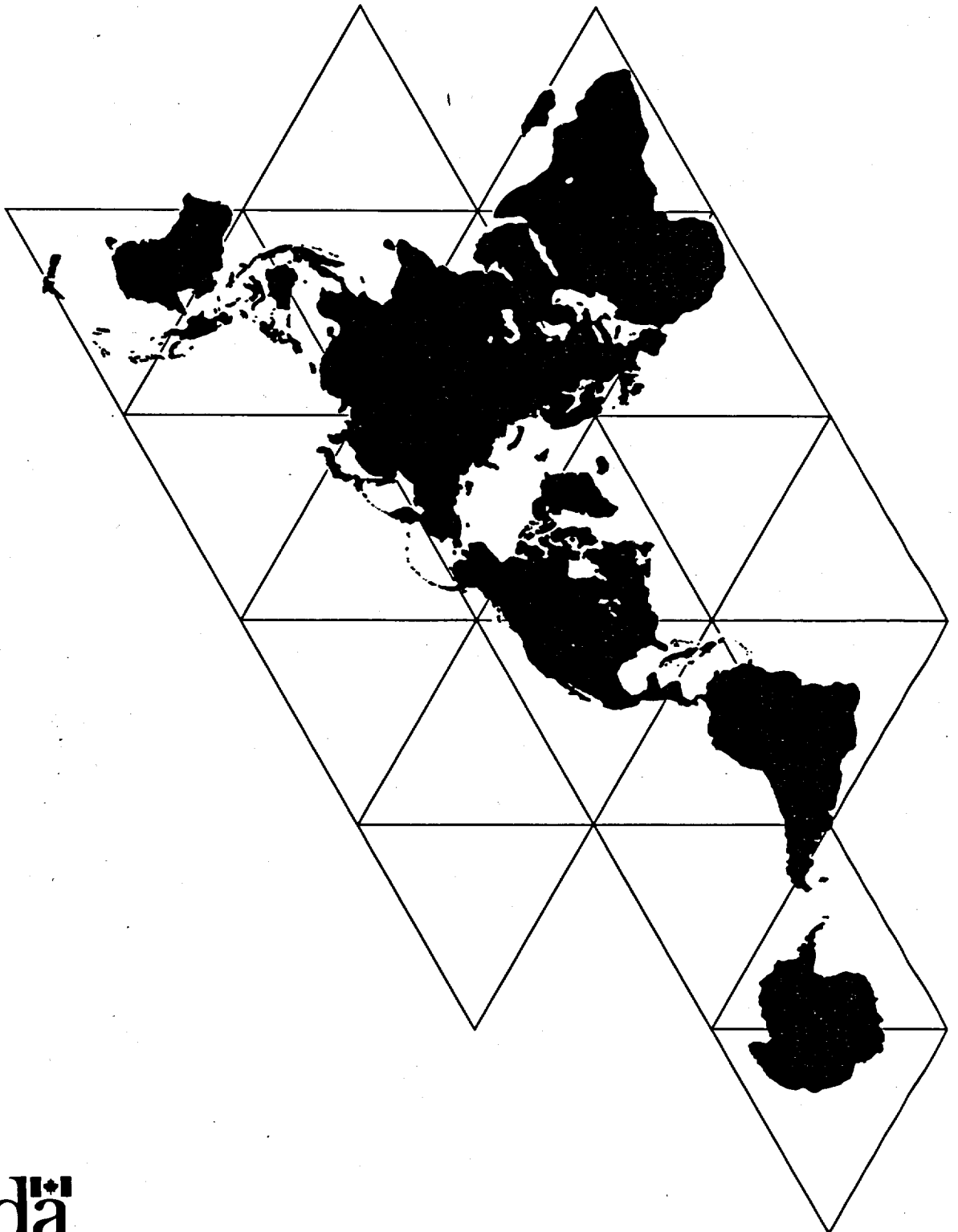
NOT - CIRCULATING /
CONSULTEUR SUR PLACE

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

JAN 22 1987

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

Department of External Affairs
Annual Report 1984-85



Canada

Department of External Affairs
Annual Report 1984-85



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

© Minister of Supply and Services Canada 1986

Cat. No. E1-1-1985

ISBN 0-662-54199-5



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

Under-Secretary

Sous-secrétaire

February 28, 1986

The Right Honourable Joe Clark
Secretary of State for External Affairs
Ottawa, Canada

Dear Mr. Clark,

I have the honour to submit for your consideration the Department's latest annual report.

It is submitted in accordance with the provisions of the Department of External Affairs Act, which requires that reports of the department be submitted on a fiscal year basis. This report therefore covers the period from April 1, 1984 to March 31, 1985.

Yours sincerely,

J.H. Taylor

Table of contents

	Page
Overview	
CANADA AND WORLD AFFAIRS	1
Chapter 1	
THE INTERNATIONAL ECONOMIC ENVIRONMENT	
Canada and the international economic environment	3
International financial and investment issues	3
Chapter 2	
CANADA AND WORLD TRADE	
Trends in Canada's international trade	5
Regional trade patterns	5
Developments in trade policy	8
International commodity developments	9
International trade development	9
Trade promotion activities	12
Investment promotion	14
Export financing and capital projects	15
Tourism program abroad	15
Special trade relations	15
Extraterritoriality	16
Chapter 3	
MULTILATERAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL CO-OPERATION	
The United Nations	17
North-South co-operation	17
The Commonwealth	18
La Francophonie	18
Environmental questions	18
Energy	19
Law of the Sea	20
Human rights and social affairs	20
Indigenous affairs	22
Chapter 4	
CANADA'S REGIONAL INTERESTS	
The United States of America	23
The European Community and Western Europe	26
USSR and Eastern Europe	29
Asia and the Pacific	31
Africa and the Middle East	34
Latin America and the Caribbean	36
Chapter 5	
DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY	
Arms control and disarmament	39
Defence and NATO	39
Peacekeeping	40
Chapter 6	
PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS	
Consular services	41
Passport services	41
Immigration and refugees	41
Private international law	43
Unlawful seizure of individuals	44
Access to information and privacy	45

	Page
Chapter 7	
INTERNATIONAL LAW	
Fisheries	46
Gulf of Maine case	46
Outer space law	46
Air law	46
Development of international law	47
Treaty law	47
Privileges and immunities	47
Chapter 8	
INTERNATIONAL CULTURAL RELATIONS	
Cultural policy	48
UNESCO	48
Arts promotion	48
Canadian studies abroad	49
Historical affairs	49
International sports	49
Chapter 9	
INFORMATION PROGRAMS AND PRESS SERVICES	
Press Office	50
International expositions	50
Information programs abroad	50
Information programs in Canada	51
Chapter 10	
POLICY CO-ORDINATION, MANAGEMENT AND ADMINISTRATION	
Policy Development Bureau	53
Departmental management	53
Management review and audit	53
Federal-provincial co-ordination	53
Protocol services and diplomatic, consular and other representatives in Canada	53
Communications, information retrieval and library	54
Security and intelligence	54
Personnel	54
Budget	56
Physical resources	56
APPENDICES	
I. Organization chart	57
II. Bilateral international agreements	58
III. Multilateral international agreements	61

List of Acronyms

ABM	Anti-Ballistic Missile
AECL	Atomic Energy of Canada Limited
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations
CARICOM	Caribbean Community and Common Market
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination Against Women
CEIC	Canada Employment and Immigration Commission
CIDA	Canadian International Development Agency
CIRECCA	Centre international de Recherches, d'Échanges et de Coopération des Caraïbes et l'Amérique Latine
COCOM	Co-ordinating Committee for Strategic Trade Controls
CONFJES	Conference of Youth and Sports Ministers of French-Speaking Countries
CSCE	Conference on Security and Co-operation in Europe
DISERO	Disembarkation Resettlement Offers
DRIE	Department of Regional Industrial Expansion
EC	European Community
ECE	Economic Commission for Europe
EDC	Export Development Corporation
FAO	Food and Agricultural Organization
FIRA	Foreign Investment Review Act
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
IAEA	International Atomic Energy Agency
IBRC	International Business Research Centre
IBRD	International Bank for Reconstruction and Development
ICAO	International Civil Aviation Organization
ICARA	International Conference on Assistance to Refugees in Africa
IDRC	International Development Research Centre
IEA	International Energy Agency
IFI	International Financial Institution
IICA	Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture
IMF	International Monetary Fund
IMO	International Maritime Organization
INF	Intermediate-Range Nuclear Force
JCC	Joint Co-operation Committee
LNG	Liquefied Natural Gas
LRCP	Long-Range Capital Program
LRTAP	Long-Range Transboundary Air Pollution
LSAT	Large Communications Satellite
MFA	Multi-Fibre Arrangement
MFO	Multinational Force and Observers
MNE	Multinational Enterprise
MTN	Multilateral Trade Negotiations
NATO	North Atlantic Treaty Organization
NGO	Non-Governmental Organization
OAS	Organization of American States
OECD	Organization for Economic Co-operation and Development
PAHO	Pan American Health Organization
PAIGH	Pan American Institute of Geography and History
PEMD	Program for Export Market Development
PLO	Palestinian Liberation Organization
PPP	Promotional Projects Program

PUNE	Peaceful Uses of Nuclear Energy
RDP	Research, Development and Production (agreements)
SADCC	Southern African Development Corporation Committee
SCIC	Sub-Committee on Industrial Co-operation
SDI	Strategic Defence Initiative
SINOPEC	China National Petrochemical Corporation
UN	United Nations
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
UNDP	United Nations Development Program
UNEP	United Nations Environment Program
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
UNIDO	United Nations Industrial Development Organization
WFP	World Food Program

Overview

CANADA AND WORLD AFFAIRS

NOTE: The new government under Prime Minister Brian Mulroney assumed office on September 17, 1984. During the period covered by this report (April 1, 1984, to March 31, 1985), the incumbent Ministers were the following:

Secretary of State for External Affairs

The Honourable Allan J. MacEachen

(April 1984 to June 1984)

Minister for International Trade

The Honourable Gerald A. Regan

(April 1984 to June 1984)

Minister for External Relations

The Honourable Jean-Luc Pepin

(April 1984 to June 1984)

Secretary of State for External Affairs

The Honourable Joseph-Jacques Jean Chrétien

(June 1984 to September 1984)

Minister for International Trade

The Honourable Francis Fox

(June 1984 to September 1984)

Secretary of State for External Affairs

The Right Honourable Charles Joseph Clark

(September 1984 to March 1985)

Minister for International Trade

The Honourable James Kelleher

(September 1984 to March 1985)

Minister for External Relations

The Honourable Monique Vézina

(September 1984 to March 1985)

In the year covered by this report, the global economic recovery proceeded at a respectable if uneven pace, and spread further from North America to begin improving performance in Japan, Europe and a number of developing countries. World trade grew at a healthy 8 per cent rate after stagnating during the recession. In most Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) countries, inflation stabilized at rates lower than at any time since 1973.

However, even as recovery proceeded, it was generally agreed that there were no grounds for complacency. Although the short-term outlook was encouraging, strains and imbalances in a number of areas threatened prospects for achieving sustained non-inflationary growth. These included unemployment, which was particularly acute in Europe and Canada, and a degree of risk that the US recovery might stall without compensating expansion in Europe and Japan. There was also concern over the international impact of US economic policy and performance, including the unprecedented budgetary deficit, high interest rates, the high US dollar and the United States' huge current account deficit.

High US interest rates and the high US dollar were keeping upward pressure on interest rates in other industrialized countries, with negative implications for growth, while posing a potential inflationary danger as a consequence of high import prices. At the same time, the high dollar posed a serious challenge to the competitiveness of much export-oriented and import-competing American industry, particularly manufacturing, and the current account deficit fuelled strong protectionist sentiment in Congress.

These ongoing problems were sufficiently apparent at the London Summit (June 1984) that Canada and others obtained stronger language than had been initially envisaged on the need for a collective effort at combatting unemployment, interest rates, inflation and budgetary deficits. At the Summit, Canada successfully advanced an initiative for a study of sources and patterns of structural adjustment.

The pace of world trade continued to improve after the London Summit, with total volume for 1984 up 8 per cent over the previous year. During this period, Canadian exports increased 24 per cent, largely as a result of sales to the US. However, some Canadian exports came under protectionist pressure in the US, and the declining competitiveness of Canadian goods in several sectors gave cause for concern. More broadly, there was a continuing danger of major protectionist actions by the US government as well as some possibility of European protectionist reaction against Japan.

Against this background, progress towards a new round of Multilateral Trade Negotiations (MTN) was slow. The London Summit declaration called for a decision on timing "at an early date", but throughout 1984-85 some countries continued to resist a commitment to a specific date for the commencement of MTN negotiations. Canada was positively disposed towards a new round of negotiations and worked for a consensus on timing in forums such as the Summit, the OECD and successive Quadilateral (US-European Community-Japan-Canada) trade ministers meetings.

The combination of opportunities and challenges presented to Canada by global trade and macro-economic trends became a major preoccupation of the new Canadian government in the autumn of 1984. The government emphasized the importance of releasing dynamic market forces and improving national competitiveness, and stressed the importance of Canada's economic relations with the United States (particularly in a time of growing American protectionism). The government moved quickly to improve the domestic climate for investment in Canada and consulted widely on trade policy and promotion strategies.

1984-85 saw some amelioration of economic problems facing the Third World. The acute difficulty posed by massive indebtedness receded during the year, as a result of both recovery in the industrial world and adjustment by debtor

nations. However, debt service levels still remained very high, representing significant barriers to growth in some developing countries. In addition, continuing high interest rates posed ongoing financing problems for the developing world. It was also evident that recovery in the Third World based largely on continuing expansion in industrialized countries was not yet guaranteed. However, during the year, the general global recovery resulted in some improvement in the trade performance of developing countries.

The government undertook to raise the concerns of the Third World with developed countries. Notably, at the Kingston meeting of Caribbean Commonwealth heads of government, the Prime Minister undertook to convey to the forthcoming Summit meeting of leading industrial states Caribbean concerns over access to financing.

Canada also played a significant role in the most critical humanitarian-developmental crisis of 1984-85, the Sub-Saharan African famine. Over 500 000 Canadians donated more than \$35 million to Ethiopia and Africa, a sum matched by \$65 million in special governmental emergency relief (the latter figure being additional to \$150 million in food aid and \$18 million in other forms of humanitarian assistance to Africa).

International political-strategic concerns centred on the conduct of East-West relations. The London Summit declaration on East-West relations was a modest step in the right direction, but widespread concern continued over the virtual absence of US-Soviet dialogue and the continued interruption of bilateral arms negotiations. In this atmosphere, the successful Intermediate-Range Nuclear Force (INF) deployment in Western Europe continued to cause unease in some North Atlantic Treaty Organization (NATO) countries.

Prospects for East-West dialogue improved following President Reagan's election to a second term and the accession of Mikhail Gorbachev to the Soviet leadership. With the apparent resolution of the USSR's leadership succession problems, there seemed to be prospects for Soviet attention to be focused more on East-West differences. US-Soviet arms negotiations were finally resumed in Geneva in March 1985. While these talks were expected to yield substantial results only slowly, the resumption of direct bilateral negotiations was an important step.

One issue that bore significantly upon the Geneva process was the US Strategic Defence Initiative (SDI), which attracted considerable international attention. In a statement to the House of Commons on January 21, 1985, the Secretary of State for External Affairs Joe Clark welcomed the announcement of the resumption of US-Soviet arms negotiations. He said it was appropriate that the actual and potential defensive systems of both sides should figure in the new negotiations, and because the full nature of the SDI program was not clear it would be premature to draw definite conclusions and it would be prudent for the US to proceed with that research program. At the same time, he emphasized that moving from research to actual deployment would transgress the Anti-Ballistic Missile (ABM) Treaty; accordingly, the

government welcomed President Reagan's assurances that the US would not go beyond research without discussion and negotiation.

In March 1985, the US invited NATO allies, Japan and Australia to participate in SDI research, and the respective governments began their deliberations on the strategic and economic considerations that would eventually determine their responses.

At the Quebec Summit in March 1985, Prime Minister Mulroney reaffirmed the Canadian position on SDI, emphasizing that the new government intended to make national security a high priority and announcing a strengthening of Canada's contribution to collective security. A contingent of 1 200 troops would be added to Canadian forces in Europe, and agreement was reached with the US to develop the technologically advanced North Warning System to replace the obsolete Distant Early Warning line, a project which amounted to a new defence commitment of about \$600 million on Canada's part. The Quebec Summit's achievements in trade and the environment as well as security provide concrete evidence of the new spirit of co-operation between Canada and the US.

During the year, there was little perceptible easing of ongoing conflict and strain in several regions. In the Middle East, the situation in Lebanon deteriorated further with the virtual collapse of the government and intensified violence among different religious groups, while the Iran-Iraq war continued to rage. Arab-Israeli relations remained tense, although the Jordanian-Palestinian Liberation Organization (PLO) agreement of February 1985 represented some progress that might lead towards talks.

The situation in Cambodia worsened with the destruction of the remaining bases of the anti-Vietnamese Cambodian resistance forces, coupled with a significant escalation of tensions on the Thai-Cambodian border.

In Central America, there was some improvement of conditions in El Salvador under the new Duarte government, but in Nicaragua attacks by anti-government forces intensified. US-Nicaraguan dialogue made little progress. The Contadora group continued its efforts to develop viable plans to bring peace and stability to the area. In South Africa, civil unrest and government oppression increased to such an extent that there is now an atmosphere of crisis.

Canada continued to urge peaceful resolution of regional conflicts through means that addressed indigenous problems and avoided the introduction of extraneous East-West tensions. There was increasing public concern in Canada over the situation in Central America and general public approval of the Canadian position of supporting the Contadora peace efforts and opposing the militarization of the region.

Canada also continued to work to strengthen the multilateral political system. Considerable Canadian effort was devoted to necessary reforms of the United Nations (UN), most particularly within the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO).

Chapter 1

THE INTERNATIONAL ECONOMIC ENVIRONMENT

Canada and the international economic environment

Led by vigorous expansion in the United States, the economic recovery which had begun in 1983 spread throughout the OECD area in 1984, and began to have a positive effect on developing countries. At the same time, an absence of cost pressures on wages and commodity prices kept inflation rates under control — OECD countries experienced 4.7 per cent inflation in the 12 months ending March 31, 1985. The OECD ministerial meeting in May 1984 and the London Summit in June, noting the strengthening of recovery and better inflation performance, reaffirmed the medium-term policy framework being pursued, and stressed again deficit reduction and structural adjustment as the best paths to sustained non-inflationary growth.

Nevertheless, as the year progressed, a number of strains and imbalances began to overshadow the progress which had been made. Foremost among these was persistent and high unemployment in Europe and Canada (approximately 11 per cent in both cases as of March 31, 1985), despite two years of recovery and, in Canada at least, respectable total employment growth. In the US, the economic recovery led to a decline in unemployment (to 7.3 per cent) while in Japan unemployment remained low.

Another area of concern was the international effects of US macro-economic policies, particularly the large budget deficit, declining but still high interest rates, the US dollar exchange rate and a large and growing current account deficit. While the US' trading partners profited from the rapid increase in US imports, thereby helping their own recoveries, the surging US dollar and high interest rates restricted their macro-economic policy flexibility. This combination of circumstances limited prospects for making the recovery more secure, by basing growth more on domestic consumption and investment and less on exports. Consequently, calls for urgent action to reduce the US budget deficit, seen by many observers as the source of these imbalances, became louder and more insistent throughout the year.

Finally, it was worrying that, after two years of recovery, protectionist pressures continued to build in all the OECD economies. The rapid rise in imports to the United States subjected several sectors of the economy to severe competitive pressure. This and the growing US trade imbalance with Japan led to demands in Congress for an import surcharge and other trade restrictive legislation. While the US Administration and other governments were generally successful in resisting these pressures, little progress was made in "rolling back" previous protectionist measures, which they had undertaken to do at the OECD and elsewhere. Given the serious consequences that a surge of protectionism would have for the multilateral trading system and the benefits to be derived from a new

trade round in terms of improved market access, the US, seconded by Canada and Japan, began to build momentum towards a new round of multilateral trade negotiations in the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT).

International financial and investment issues

Following the considerable concern in 1983 about the debt problems of developing countries, encouraging progress was made in 1984 in dealing with these problems. The case-by-case strategy developed at the 1983 Williamsburg Summit and augmented at the London Summit, involving International Monetary Fund (IMF)-supported adjustment programs coupled with the provision of debt rescheduling agreements and new financing from official and commercial sources, worked well.

Many of the Latin American economies with heavy debt burdens benefited from a rapid expansion of exports, mostly to the US, and were able to reduce their current account deficits. While the structural adjustment programs of certain debtor countries entailed import restraint and other demand-side measures which required considerable political courage to implement, those countries were able to achieve some GNP growth. However, inflationary pressures in a number of countries failed to abate during the year. The IMF was forced to suspend a number of its programs and renegotiate the performance criteria.

An important new element in the debt strategy was the willingness of the commercial banks to negotiate multi-year rescheduling arrangements with a number of Latin American debtor states. Official creditors also agreed to do so in appropriate circumstances.

While in gross terms the debt burden was lower in African states and did not pose such a threat to the international financial system, there was a growing recognition, shared by Canada, that the debt problems of these and other low income countries should not be overlooked. Despite the economic recovery in industrialized countries and the improved economic performance of some large debtor countries, the persistence of relatively high real interest rates, depressed commodity markets and protectionist pressures during 1984 indicated that debt-related problems would continue to rank high on the international economic agenda for some time.

Canada supported the case-by-case debt strategy in various multilateral meetings and participated in debt-rescheduling negotiations in an informal group of official creditors known as the Paris Club. As the debt problems of developing countries were likely to persist for some years, Canada urged its Summit partners in London to support international consideration of a stronger role for the World Bank as well as discussions in the IMF/International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) Development Committee on the medium-

and longer-term prospects for financial flows to developing countries. These ideas were accepted at the London Summit. Subsequently, at the annual meetings of the IMF and the World Bank, it was agreed to devote the April 1985 meetings of the Interim and Development Committees to the debt and adjustment problems of developing countries. This was an important step in demonstrating to these countries that existing international institutions could deal with their concerns.

During 1984, there were several important multilateral discussions on international investment issues. In the OECD, Canada participated in the meetings of the Committee on International Investment and Multinational Enterprises. This Committee completed its review of the 1976 OECD Declaration on International Investment and Multinational Enterprises, which was considered at the May 1984 OECD ministerial meeting. The OECD investment instruments continued to be seen as providing a balanced, stable framework for international co-operation. However, the Review report examined a number of new areas, such as the structural adjustment of multinational enterprises and trade-related investment measures, and provided further useful elaboration on the guidelines for multinational enterprises (MNEs). Most notably, from Canada's perspective, the 1984 Review report described the problem of conflicting requirements imposed by member countries on MNEs, and OECD ministers endorsed a set of general considerations and practical approaches to avoid or limit the scope of such conflicts. Canada actively promoted a consensus in the OECD to deal with such problems, and announced its intention to adhere to the OECD Code on the Liberalization of Capital Movements. In the United Nations, Canada continued to participate in negotiations to prepare a Code of Conduct for Transnational Corporations. These negotiations were not completed by the end of the year.

On December 7, 1984, the new Canadian government introduced the Investment Canada Act to replace the Foreign Investment Review Act (FIRA). It is designed to encourage and facilitate productive investment in Canada and make Canada a better place to do business. The scope for review will be limited to significant foreign acquisition of Canadian business enterprises and new investments or smaller acquisitions in designated sensitive cultural areas. While not passed by Parliament by the end of the year, the measure was welcomed by Canada's trading partners and foreign investors.

Intellectual property and competition policy issues continued to require attention. The Department participated in the fourth session of the Diplomatic Conference on the Revision of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property, held in Geneva, Switzerland, February 27 to March 24, 1984. These negotiations will continue in 1985 as no agreement was reached between industrialized and developing countries on changes to be made.

In April 1984, the Minister of Consumer and Corporate Affairs announced the establishment of a Commission of Inquiry on the Pharmaceutical Industry which, among other things, was asked to examine the role of compulsory licensing in the development of Canada's pharmaceutical industry. Various representations from foreign governments and multinational pharmaceutical companies were received. In May, the Minister of Consumer and Corporate Affairs tabled in the House of Commons a document entitled *From Gutenberg to Telidon: A White Paper on Copyright* in which international interest was expressed. Consideration of both patent protection for pharmaceuticals and copyright protection was to continue in 1985.

In April 1984, the Minister of Consumer and Corporate Affairs tabled Bill C-29, an Act to amend the Combines Investigation Act, which included certain provisions related to the establishment of export consortia. The Bill died upon dissolution of Parliament.

Chapter 2

CANADA AND WORLD TRADE

Trends in Canada's international trade

The marked upswing in world trade that began in late 1983 after three years of decline and stagnation continued in 1984. The volume of global trade in 1984 increased by more than 8 per cent over that of 1983. The recovery was sustained largely by US imports and was most notable among the industrialized countries; the reduced capacity of certain developing countries to finance imports constrained their ability to trade.

Canada's trade surged in 1984. Exports expanded by over 24 per cent so that, in the 1984 calendar year, Canada's exports totalled some \$112.5 billion, an increase of \$22 billion over the previous year. Imports increased by close to 27 per cent, reaching \$95.8 billion in 1984, up \$20 billion over the preceding 12 months, thus giving a trade balance of \$16.7 billion in favour of Canada.

Regional trade patterns

The United States remained by far Canada's most important export market in 1984. Exports to the US in 1984 totalled \$85.1 billion, an increase of some 29 per cent over those of the previous year, and represented 76 per cent of Canada's total exports. Imports from the US amounted to \$68.5 billion (some 72 per cent of total imports over the same period) so that there was a surplus in trade with the US in excess of \$16.6 billion. Canadian exports to the US are 14 times greater than those to the next most important single market, Japan. The rise in Canada's exports was a response to a number of factors: the strength of the economic recovery in the US, the surge in US demand for automobiles manufactured in Canada, continued growth in exports of high technology goods and an improvement in Canada's competitive position. The staggering deficits that have resulted in the United States in trade with many partners have given rise to protectionist pressures in Congress, which have threatened Canadian export interests. Proposals have been made to restrict imports in a number of sectors, including softwood lumber and sugar products. Countervailing action was taken against imports of swine and pork with similar action being possible with regard to fish. Canadian steel and copper imports were threatened by special trade actions against which the Department, in co-operation with the industries and provincial governments, argued successfully.

Exports to Western Europe increased by 5.9 per cent to \$8.12 billion in 1984. Imports increased more, to \$10.07 billion, an increase of 33.5 per cent, so that the balance of trade moved substantially in Western Europe's favour. Western Europe's share of Canada's exports declined to 9 per cent in 1984, down from the level of the early 1960s when its share of Canadian exports was some 25 per cent.

Trade with the European Community recovered following the recession in response to the economic upturn. A number of trade-related actions by both sides affected Canada's commercial relations. However, the issue of the Community's unilateral decision to reduce its duty-free import quota for newsprint was resolved, as the two sides negotiated a settlement which provided for a level of duty-free access for Canadian newsprint acceptable to Canada.

Canadian exports to the USSR and Eastern Europe increased by 18 per cent in 1984 to \$2.48 billion, nearly equalling the record set in 1982. Of these exports, grain sales accounted for 80 per cent. Imports from the USSR and Eastern Europe increased by 20 per cent to \$302 million in 1984.

New markets in Asia and the Pacific have opened for Canada. The region has the fastest economic growth rate in the world and represents Canada's most rapidly growing export market. After the US, Japan is Canada's second-largest bilateral trading partner. Exports to Japan increased in 1984 by 19 per cent over 1983 to \$5.6 billion and sales of coal were up 53 per cent over 1983. Imports from Japan increased by 29 per cent over 1983 to \$5.7 billion, the motor vehicle, computer and telecommunications equipment and audiovisual sectors being particularly important. Not only did the steady decline in Canada's traditional trade surplus with Japan continue, but in 1984, for the first time in over a decade, Canada experienced a deficit. Imports of motor vehicles into Canada constituted the single most important trade issue, as the domestic market recovered and Canadian producers continued their efforts to adjust to changed consumer requirements.

After Japan, China remained by far Canada's largest market in Asia. Although exports declined in 1984 to \$1.27 billion, largely as a result of decreased sales of wheat, some items showed a substantial increase and exports of manufactured products more than doubled as Canadian marketing efforts have focused on China's modernization program. Trade with Korea grew rapidly; it was characterized by increased imports to Canada of automobiles and clothing and, on the export side, by a 30 per cent growth in coal shipments from Canada. There were modest declines in exports to Hong Kong while exports to the members of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) increased by 19 per cent over 1983. Exports to Australia and New Zealand increased markedly in 1984, with gains of 41 per cent in the case of Australia and 54 per cent in the case of New Zealand. Both countries remained important markets for capital goods and other fully manufactured products.

Commercial relations with Africa improved greatly in 1984 after a difficult year in 1983 characterized by economic and financial problems in many African countries. Exports reached \$1.5 billion and imports \$1.1 billion. Despite

constraints on spending by most Middle Eastern countries as oil revenues fell, Canada's exports of goods and services for the period were estimated at about \$2.5 billion, with Saudi Arabia being Canada's largest export market in the region. Continued growth is expected.

In Latin America and the Caribbean, the period continued to be marked by debt reschedulings, strict foreign exchange controls and extensions of import licensing requirements.

In addition, the softness of world petroleum markets reduced the ability of oil exporters such as Mexico and Venezuela to finance imports. In spite of these adverse conditions, Canadian exports to Latin America grew modestly in 1984 by about 9 per cent, with increases to Cuba and Brazil and further declines to Venezuela and Mexico. Exports to the Caribbean exceeded \$1 billion as Canada maintained its efforts to expand trade activities with the region.

EXPORTS TO PRINCIPAL TRADING AREAS

(thousands of dollars)

Trading area	Year	Live animals	Food, feed, beverages and tobacco	Crude materials, inedible	Fabricated materials, inedible	End products, inedible	Special transactions, trade	Total domestic exports	Total re-exports
January to December									
United States	1982	277 660	2 462 889	9 403 492	19 631 062	23 848 730	223 620	55 847 454	1 837 567
	1983	290 640	2 625 639	9 081 384	22 680 652	29 673 471	175 911	64 527 697	1 804 831
	1984	460 523	2 983 266	10 567 570	27 709 829	40 749 395	325 680	82 796 262	2 259 329
United Kingdom	1982	305	555 942	405 827	1 291 272	413 586	2 606	2 669 538	57 054
	1983	2 954	501 376	572 541	1 035 316	334 139	2 470	2 448 796	59 995
	1984	2 276	397 044	572 500	1 087 107	382 963	1 534	2 443 424	96 211
Other E.E.C.	1982	9 370	668 951	1 292 968	2 006 922	726 941	3 073	4 708 225	150 203
	1983	9 557	639 716	1 081 939	1 787 854	673 477	1 222	4 193 765	118 354
	1984	9 906	488 061	1 356 946	1 913 388	706 265	3 683	4 478 248	138 972
Japan	1982	4 891	1 045 574	1 949 018	1 401 330	167 354	223	4 568 389	21 517
	1983	3 152	1 068 209	2 013 620	1 431 963	210 088	1 142	4 728 174	33 594
	1984	2 925	1 077 116	2 635 773	1 731 580	180 889	361	5 628 644	25 639
Other O.E.C.D.	1982	892	301 077	500 899	599 567	639 978	7 042	2 049 455	100 788
	1983	1 545	237 895	405 938	413 087	513 770	5 403	1 577 640	132 642
	1984	6 225	223 383	559 623	580 794	616 252	4 031	1 990 308	125 824
Other America	1982	9 805	934 084	236 276	826 767	984 606	14 376	3 005 914	368 378
	1983	6 234	1 000 755	224 014	717 951	803 211	3 509	2 755 674	206 816
	1984	21 231	944 085	335 622	843 474	820 555	22 937	2 987 904	179 640
Other Countries	1982	22 355	3 927 863	994 492	2 108 156	1 909 578	13 404	8 975 848	169 923
	1983	25 677	4 000 320	1 013 366	1 944 228	1 264 121	26 792	8 274 503	101 429
	1984	17 279	4 184 836	1 322 611	2 123 737	1 533 719	36 499	9 218 682	126 361
All Countries	1982	325 278	9 896 381	14 782 972	27 865 077	28 690 773	264 344	81 824 824	2 705 429
	1983	339 761	10 073 910	14 392 802	30 011 051	33 472 277	216 449	88 506 249	2 457 660
	1984	520 365	10 297 792	17 350 645	35 989 910	44 990 038	394 724	109 543 473	2 951 976

Source: Statistics Canada 65-001

Note: Preliminary figures may not correspond exactly with other figures used in this report

IMPORTS FROM PRINCIPAL TRADING AREAS

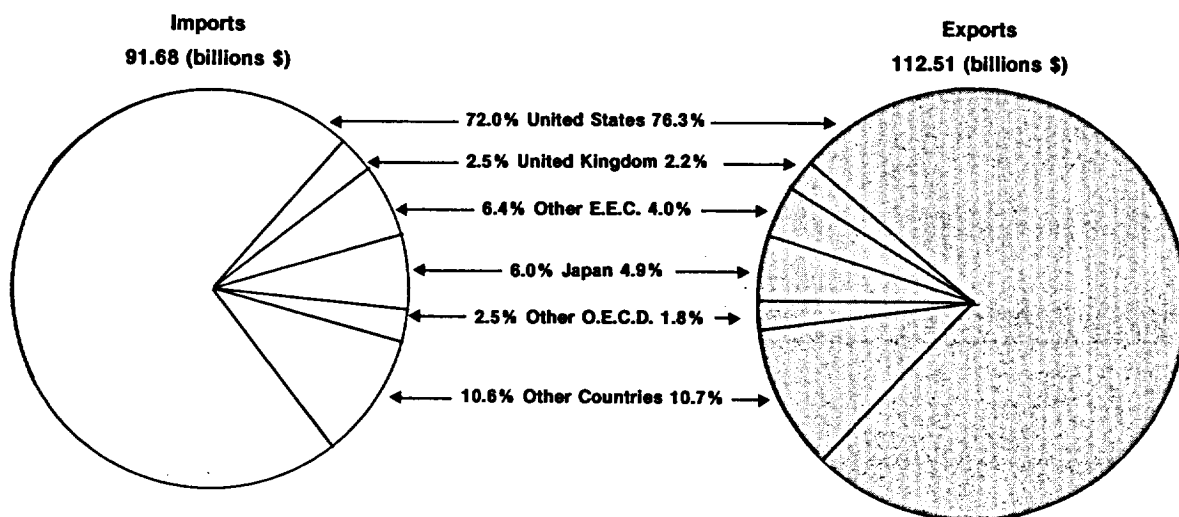
(thousands of dollars)

Trading area	Year	Live animals	Food, feed, beverages and tobacco	Crude materials, inedible	Fabricated materials, inedible	End products, inedible	Special transactions, trade	Total imports
January to December								
United States	1982	131 815	2 570 447	3 850 947	8 383 797	32 163 181	765 749	47 865 936
	1983	127 797	2 626 378	3 425 624	10 032 902	37 163 148	727 451	54 103 299
	1984	90 974	3 087 216	4 078 832	11 838 480	48 200 201	1 154 574	68 450 276
United Kingdom	1982	969	148 851	359 299	464 836	890 008	39 986	1 903 948
	1983	924	145 214	231 370	424 959	961 832	45 508	1 809 806
	1984	746	170 717	527 907	528 115	1 026 734	63 189	2 317 408
Other E.E.C.	1982	2 063	449 746	87 009	1 069 614	2 126 750	69 513	3 804 694
	1983	1 607	464 381	104 157	1 253 840	2 252 865	72 786	4 149 637
	1984	1 050	664 466	127 526	1 873 430	3 166 798	96 410	5 929 681
Japan	1982	30	47 502	53 886	495 515	2 903 811	26 052	3 526 797
	1983	16	56 938	61 372	436 749	3 820 393	33 973	4 409 441
	1984	35	72 260	70 248	558 380	4 965 606	43 976	5 710 505
Other O.E.C.D.	1982	204	478 468	206 328	443 905	753 195	28 649	1 910 749
	1983	702	449 754	212 785	530 071	878 509	19 948	2 091 768
	1984	357	459 831	217 341	594 185	992 586	44 170	2 308 471
Other America	1982	367	752 524	2 718 378	474 511	352 582	25 971	4 324 333
	1983	549	744 628	1 842 472	678 336	531 916	17 039	3 814 939
	1984	460	858 673	1 843 432	974 064	1 028 253	17 044	4 721 926
Other Countries	1982	683	354 162	1 414 959	462 746	2 229 448	57 247	4 519 246
	1983	568	383 022	1 323 331	648 833	2 788 547	63 374	5 207 675
	1984	689	496 992	1 128 857	842 258	3 730 466	116 669	6 315 932
All Countries	1982	136 130	4 801 700	8 690 806	11 794 923	41 418 976	1 013 168	67 855 703
	1983	132 165	4 870 314	7 201 111	14 005 689	48 397 209	980 078	75 586 566
	1984	94 312	5 810 156	7 994 143	17 208 913	63 110 644	1 536 032	95 754 199

Source: Statistics Canada 65-001

Note: Preliminary figures may not correspond exactly with other figures used in this report

Imports and Exports by Country Groupings, 1984
(Balance of Payments Basis)



Note: Figures may not correspond exactly with other figures used in this report

Developments in trade policy

In January 1985, the Minister for International Trade released a discussion paper entitled *How to Secure and Enhance Canadian Access to Export Markets*. The paper was divided into three parts. Part I discussed the importance of trade to Canada's economic growth and the international trade environment in terms of market opportunities and challenges facing Canadian exporters. Part II considered the implications of a new round of multilateral trade negotiations, with a view to establishing Canadian objectives and priorities for such negotiations. Finally, Part III addressed possible bilateral approaches with the US, reflecting the importance of that market and the associated vulnerability of Canadian exports to protectionist threats.

During 1984-85, progress was made in the implementation of the GATT work program agreed upon at the 1982 GATT ministerial meeting, chaired by Canada. The aim of the program is to help countries resist protectionist pressures and to recommend possible solutions to a number of trade problems. Work was particularly active in the areas of trade in agriculture, in services and in resource products, including their semi- and fully-processed forms, as well as in the development of an international agreement on safeguard measures. Negotiations to improve and expand the scope of the GATT Agreement on Government Procurement continued during the year, and the extension of the product coverage of the GATT Agreement on Trade in Civil Aircraft to 32 additional groups of products came into effect on January 1, 1985.

Canada was involved in several GATT cases during the year. Following the European Community (EC) action in January 1984 to reduce unilaterally its 1.5 million tonne duty-free quota for newsprint to 0.5 million tonnes, Canada requested the establishment of a GATT panel to examine the issue. The panel found that the EC had acted in a manner inconsistent with GATT, and its report was adopted on October 17, 1984. After renewed negotiations with the EC, a mutually satisfactory settlement was reached, providing for continued Canadian duty-free newsprint exports to the EC. A GATT panel is also being established, at the request of the EC, to examine alleged discriminatory pricing practices by Canadian provincial liquor boards. Work on selecting panelists and defining terms of reference is continuing. On October 26, 1984, the South African government, after consultations with Canada, requested the establishment of a GATT panel to examine the Ontario government practice of applying a tax on the sale of imported gold coins. The panel's deliberations are continuing.

Canadian participation in the OECD was active during the year. At their meeting in May, OECD ministers recognized that a new round of multilateral trade negotiations would be of utmost importance to a strengthening of the liberal trade system and the growth of trade opportunities.

The Trade Committee discussed the importance of increasing trade possibilities for developing countries, East-West trade issues, measures aimed at strengthened transparency and discipline in the field of tied aid credits and associated financing

of exports, and the new areas of trade in services and in high technology. The Industry Committee examined issues such as industrial adjustment, high technology and the ship-building sector. In the light of international steel trade problems, which have resulted largely from global over-capacity in the steel sector, the Steel Committee examined the use of official export credits in the financing of steel plants and equipment, comparative structural adjustment problems including manpower issues, and global steel production, usage and trade patterns. The Agriculture Committee continued to review market developments in grains, meat, dairy products and horticulture, developments in member countries' agricultural policies, and agricultural trade and related trade policies.

The Minister for International Trade participated in two informal meetings of trade ministers from a range of developed and developing countries. The meetings, held in Washington in May 1984 and Rio de Janeiro in September 1984, allowed ministers to discuss informally the status of the multilateral trading system and to exchange ideas on how participants could work together to strengthen trade relations in the international trading community. The underlying objective of these meetings was to develop an international consensus in favour of a new round of multilateral trade negotiations.

Canada took part in two quadrilateral trade meetings, in Erbach, West Germany, in June 1984 and in Kyoto, Japan, in February 1985, at which ministers of trade from the United States, the EC, Japan and Canada reviewed developments in the international trading system and discussed preparations for a new round of multilateral trade negotiations.

The Minister for International Trade also attended an international meeting on "World Trade, Economic Recovery and Sovereign Debt" in March 1985. The meeting, held in Ludwigsburg, West Germany, was organized by the Trade Policy Research Centre.

International commodity developments

Canada continued to participate in the main international commodity agreements (wheat, sugar, coffee, tin, natural rubber). The only one relevant to Canada as an exporting country, the International Wheat Agreement, consists of a consultative mechanism without economic provisions. The agreements on coffee, natural rubber and tin contain provisions aimed at price stabilization. The new sugar agreement, which came into effect on January 1, 1985, is limited to a consultative framework because of failure to reach agreement on pricing and other provisions to stabilize the market. Canada remained outside the current cocoa agreement as the economic provisions were judged to be unworkable, but is participating in attempts to renegotiate it. The agreements covering tin and natural rubber succeeded in stabilizing prices within the prescribed range, but that on tin faced severe difficulties as a result of persistent downward pressure on the floor price.

Canada is also a member of the International Jute Agreement, which does not contain any price stabilization provisions, but attempts to increase research and development and promote market development for the commodity. Canada announced a \$100 000 voluntary contribution to help finance the projects proposed by the International Jute Organization.

During 1984-85, greater efforts were devoted to maintaining market access for Canadian resource products against protectionist threats. In addition, a wide range of issues arising from the more competitive international market environment for resource products was addressed. In preparation for a new round of multilateral trade negotiations, efforts were made to liberalize trade in non-ferrous metals and forest products. In response to recommendations of the Petrochemical Industry Task Force, the Department consulted with industry and the provinces on effective means of enhancing market access for petrochemicals. Initial consultations were held with industry in Canada and internationally in response to a recommendation of the Mining Association of Canada concerning the need for more intergovernmental dialogue on copper trade, production and consumption. Efforts to achieve greater international co-operation on a sound scientific basis for health and environmental regulation of asbestos were intensified. Considerable progress was made in developing an effective basis for an international consultative group on nickel, with a view to achieving greater market transparency. The Department continued its active participation in international resource-oriented organizations such as the International Lead and Zinc Study Group, the OECD, the UN Economic Commission for Europe (ECE), the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) and the UN Food and Agricultural Organization (FAO). These efforts were reinforced by ongoing bilateral discussions with countries interested in trade in resource products.

International trade development

Agriculture, fish and food products

The Agriculture, Fish and Food Products Bureau continued to be the focal point for the federal government's international trade activities for all food products except grains and oilseeds. On the market development side, the Bureau was extremely active with fairs and missions under the Promotional Projects Program (PPP) and the specialized food and fish components of the Program for Export Market Development (PEMD).

The Bureau played an active role in resolving policy questions raised by the Carter Commission of Enquiry into Eastern Canadian potato marketing problems, amendments to several Acts regulating agricultural products and consultations on Irish beef. The Bureau also provided input to GATT on agricultural issues and to OECD work on dairy and beef, and was involved in the preparation of analytical papers on beef and alcoholic beverages for sectoral trade discussions *vis-à-vis* the US.

A worldwide market survey for nursery trade products was completed, a survey of dried bean and pulse requirements in Africa was conducted and profiles on individual fish species are being developed.

The Bureau assisted Canadian companies in breaking into new markets, such as cigars to Japan, crayfish to France, horses to Italy, herring to Poland, potatoes to Cyprus and the formation of a capelin consortium. The Bureau aided other departments in ensuring that new programs were designed with potential exports in mind, in areas such as pesticide regulations, seed certification, international use of antibiotics, groundfish consultations and industry overviews. It also established an agricultural reporting system, in consultation

with a variety of departments, for dealing with information prepared by posts abroad.

Canadian animal breeding stock and genetic material were featured at the Royal Agricultural Show and Royal Highland Show in Great Britain, the Salon Internationale de l'Agriculture in France, Equitana in Germany, the Royal Easter Show in Australia and the Reggio Emilia Show in Italy, and quarterhorses at Fierra Cavalli in Italy and the Salon du Cheval in France. The Bureau also organized technical sales seminars in Latin America, Africa and Asia, and a breeding swine trade mission to Southeast Asia in October. An incoming semen mission from Japan in July resulted in an agreement to allow exports of Canadian bovine semen and embryos to Japan. A number of foreign officials and journalists participated in "Benchmark 100", a technical symposium organized by the Holstein Association and supported by the Department. The visits of buyer groups from the United Kingdom, Australia, Peru, Ecuador and Venezuela resulted in sales of beef and dairy breeding cattle, swine and semen, and in enquiries for forage seeds. A Department-sponsored animal feed mission to Venezuela, Colombia and Panama, organized in co-operation with the Canadian Feed Industry Association and the Department of Regional Industrial Expansion (DRIE), identified interest in Canadian feed ingredients and technical services.

For processed foods, the Bureau helped organize major international food shows including SIAL in Paris, Foodex in Tokyo, the International Food and Drink Exhibition in London and Saudi Food in Riyadh, as well as a separate series of solo food show promotions in the United States. Other activities included in-store promotions, trade missions and PEMD support for private sector initiatives to penetrate new markets. Work was begun on market profiles of major countries and regions offering export opportunities for Canadian processed products.

The Bureau provided support for the Wild Blueberry Association of North America, which helps promote Canadian blueberries in Europe and Japan. It also sponsored incoming seed potato missions from Cyprus and Argentina, in addition to PEMD support for Canadian companies pursuing markets in the Middle East and Brazil. The Bureau continued to support Potatoes Canada in its variety trials and generic promotion of seed potatoes in offshore markets.

In the fisheries sector, the Bureau was engaged in the implementation of the special PEMD-Fish program (\$20.5 million over five years) to increase sales to foreign markets. Five major projects are now in place and three more are being evaluated. Department-sponsored missions visited Brazil for salted fish, the USSR, Poland and the German Democratic Republic for herring and frozen groundfish, and Japan for capelin. The Bureau participated in fish trade shows in the United States, Europe and Japan, and arranged incoming buyers missions from Australia, Switzerland, Austria, France and other European countries. A strategy paper on how to help Canadian companies expand market penetration in the United States was prepared in collaboration with provincial and industry representatives, and work was begun on similar papers covering Japan and Europe. Work was also begun on the forthcoming MTN negotiations regarding fishery products, and a Commission of Enquiry was established at the Bureau's

suggestion to look into the seal issue. The Bureau also participated in the work of the North Atlantic Salmon Conservation Organization, and considered the questions of Taiwanese salmon imports and of transshipment regulations for fish.

Grains and oilseeds

The Grain Marketing Bureau continued to facilitate expanded exports of Canadian grains, oilseeds and products. For the 1984-85 crop year, exportable supplies of Canadian grains and oilseeds were significantly reduced by drought conditions. Canadian export shipments of the seven major grains and oilseeds in 1984-85 were 24 million tonnes with an estimated value of more than \$5 billion, about 80 per cent of the previous year's levels.

The Credit Grain Sales Program continued to be an important tool in facilitating export sales of Canadian Wheat Board grains. This program of government credit guarantees assumed even more importance in an increasingly competitive market in which the use of credit is becoming more prominent.

The Bureau's trade development activities in 1984-85 were again directed primarily at maintaining existing markets and developing new ones for canola-rape seed products, i.e. vegetable oil and meal, through trade missions, utilization trials and consultations. Support was provided through PEMD-Food to the Canola Council of Canada for major canola oil and meal promotional projects in Japan and other Pacific Rim countries.

The Canadian International Grains Institute continued to play an important role in maintaining and enlarging markets for Canadian grains, oilseeds and their products. The Institute offered 19 instructional courses in Canada and abroad for foreign participants selected from existing or potential customer countries and for Canadians associated with the grain industry.

Under the Western Grain Stabilization Act Fund, a payment of \$223 million was issued to producers in the autumn of 1984 and the Act was further amended in 1984-85 to allow an interim payment of \$450 million to be made in the spring of 1985. Producers were also eligible under the Prairie Grain Advance Payments Program for higher levels of cash advances, which became effective in 1984-85.

Canada held discussions with the US concerning Canadian millfeed exports and other grain issues. In addition to the regular semi-annual consultations with the EC, bilateral discussions relating specifically to grain and oilseed issues were held. Senior grain policy representatives from Argentina, Australia, Canada, the EC and the US met to discuss developments in wheat and feed grain markets and to review recent developments in national policies and export programs.

Canada hosted the one-hundredth session of the International Wheat Council in Ottawa in 1984 and a special symposium was organized to mark the occasion. Delegations from more than 50 countries attended as well as a large number of participants from the Canadian grain industry.

Defence programs

The Defence Programs Bureau continued its program to expand exports of defence and defence-related high technology goods and services. It assisted Canadian industry

directly by identifying export opportunities, establishing contacts with foreign government agencies and organizing defence trade seminars and incoming and outgoing missions. The annual High Technology Industries Export Conference provided a valuable forum for over 450 industry representatives to meet with trade commissioners from 67 foreign posts and 15 government agencies.

The Bureau was also involved in international trade and foreign relations aspects of Canadian defence procurements, and managed Canadian industrial participation arising from bilateral and multilateral co-operative defence research, development and production (RDP) agreements with eight European nations as well as the Canada-United States Defence Development and Defence Production Sharing Arrangement.

1984 was a record year for exports of defence and defence-related products. Total exports rose to \$1.8 billion, of which \$1.4 billion was to the United States. The largest single sale was the order for seven Canadair "Challenger" aircraft by the German Ministry of Defence.

The market opportunities in the United States led to increased efforts to expand exports. This was highlighted by a series of defence procurement seminars in major cities across Canada in November and December, plus participation in other seminars, trade fairs and missions in both countries. The main market development initiatives for overseas countries were equipment demonstrations in the Middle East and outgoing security and defence trade missions to three Latin American countries and to four Pacific Rim countries.

Science and technology

Concentrated efforts to encourage the inflow of foreign technology are aimed at enhancing Canadian economic development. To this end, a broad range of bilateral and multilateral relations was stimulated and maintained. Formal consultations to co-ordinate the various projects and exchanges were held in 1984-85 with Japan and France. In this period, the Department's Catalytic Seed Fund, which helps initiate technology exchanges, spent about \$200 000 supporting 88 separate projects, three times more than in the previous year. Most of this support was to the private sector. Similarly, steps were taken to facilitate direct transfers of foreign technology for commercial exploitation by Canadian industry, through the reorientation and training of science and technology specialists and trade commissioners and through the creation of effective linkages to Canadian firms across the country. In Ottawa, External Affairs brought together the federal science-based departments and agencies to co-ordinate their international activities in leading edge areas such as biotechnology and information technologies.

Nuclear questions

In 1984, Canada became the world's leading producer of uranium, producing 10 700 tonnes. Canada's domestic nuclear program requires about 15 per cent of this and the remainder is exported. Reflecting continuing weakness in world demand, most new sales were obtained on the spot market, with significant ongoing deliveries being the result of long-term contracts. Canada's major export customers continued to be Japan, Western Europe and the United States. Although the international market for nuclear reactors

remained stagnant, the excellent performance of the CANDU 600 in Korea and Argentina as well as in Canada provided an incentive to the continued pursuit of sales prospects in a number of countries, including Turkey, Portugal, Egypt, Yugoslavia, Indonesia, Korea and Romania.

Canada joined other traditional exporters in clarifying internationally agreed lists of nuclear items, the export of which "triggers" the application of such requirements as safeguards and non-explosive use assurances. Canada was also involved in discussions with the other major suppliers on measures designed to advance non-proliferation efforts.

Agreement was reached on the text of a nuclear co-operation agreement with Turkey, providing the framework for a government-supported marketing effort there by Atomic Energy of Canada Limited (AECL). Reflecting Canada's role as a significant nuclear exporter and as a major proponent of an effective and comprehensive international non-proliferation regime, consultations were held with the US, the USSR, Korea, Australia and Mexico; discussions with Switzerland also took place and negotiations were held with Euratom and France to update existing agreements.

Canada maintained its active role in the International Atomic Energy Agency (IAEA) and the OECD Nuclear Energy Agency. In the IAEA, safeguards and technical co-operation continued to be areas of particular interest, and were prominent among the subjects discussed during the second annual consultations with the IAEA in March 1985. The Department was also extensively involved in preparations for the third review conference of the Treaty on the Non-proliferation of Nuclear Weapons scheduled for September 1985, and also the UN conference on the Peaceful Uses of Nuclear Energy (PUNE), to be held in 1986.

International space developments

Canada is a world leader in space and communications technology and the Canadian space program continues to be strongly oriented towards international co-operation. In March 1985, Canada agreed to participate, with Japan and the European countries, in the US manned space station program. This will be the major civilian space venture in the next decade and beyond, dramatically altering many of the established ways of operating in space. Canada, through its association with the European Space Agency, is a major participant in the European Remote Sensing satellite project ERS-1 and the "Olympus" large communications satellite (LSAT) project, both due for launching later in the decade. The successful launch in February 1985 of the Canadian-built Brasilsat communications satellite marked the entry of the Canadian space industry into potential new markets. Canada continued in 1984-85 to work actively in the United Nations Committee on the Peaceful Uses of Outer Space, in an effort to promote international consensus on such issues as remote sensing principles and the use of nuclear power sources in outer space.

Technology and services developments

The rapid growth of the overlap between telecommunications and data processing continued unabated. The convergence of these technologies, known as teleinformatics, or telematics, has led to the establishment of new industry sectors, including videotex and office automation, in which Canadian companies

excel. Worldwide demand for Canadian expertise, products and services expanded in response to the marketing efforts of private sector enterprises, with government support. Canadian videotex suppliers increased their penetration of foreign markets, most notably those in the United States, Japan and Sweden. The Canadian office automation industry, having successfully completed a major pilot service trial in a government environment, initiated an international marketing campaign. The Department, in co-operation with other federal agencies, assisted in the formulation and implementation of appropriate promotional strategies to support the private sector efforts. Canada was an active and visible participant at key trade shows in the United States, Europe, Latin America and Asia, which led to increased recognition of its leadership in the rapidly growing telecommunications and telematics markets.

In June 1984, Canada announced its adherence to the OECD Guidelines on the Protection of Privacy and Transborder Flows of Personal Data, which seek to harmonize the approaches of member countries to the protection of individual rights in the face of the information revolution, which has made national boundaries increasingly irrelevant technologically.

As a significant exporter and importer of services, Canada supported international examination in the OECD, GATT and UNCTAD of trade in services. Despite the fact that trade in services amounts to approximately one-quarter of the total value of international trade in goods, or \$500-700 billion, there is no international agreement covering it. A key objective of the domestic consultative process now underway on how to secure and enhance Canadian access to export markets is to identify where Canadian interests lie in trade in services, to ensure that any agreement that may be negotiated accommodates those interests.

Transportation

During 1984, the Department continued its representations at the OECD Maritime Transport Committee and UNCTAD to ensure an equitable balance between shipper and carrier interests, and it monitored closely the international implementation of conventions on liner conferences, multimodal transport and the safe transport of dangerous goods. Considerable progress was made at two 1984 sessions of the UN conference on Conditions for the Registration of Ships, which is addressing the matter of flags of convenience. Canadian carriers and exporters experiencing transportation difficulties overseas have required an increasing number of interventions by the Department on their behalf and a formal review and analysis of the significance of these problems has been initiated.

The Department participated in the review of the government's pricing policy with respect to aviation fuel used in international services, and maintained the necessary liaison with 14 interested countries. New bilateral air service agreements were concluded with India, Singapore, New Zealand, Greece and Yugoslavia. Negotiations and consultations were held with Mexico, Portugal, Thailand, Belgium and the Scandinavian countries. An agreement was signed with the United States on local, regional and commuter air services to facilitate new transborder services. To increase services at underutilized airports, an Experimental Transborder Air Services Program was introduced with respect to Mirabel.

A special \$2.5 million fund under PEMD for 1984-85 and 1985-86 will assist the Canadian urban mass transportation equipment sector to undertake project definition and follow-up feasibility studies for potential clients.

Trade promotion activities

The International Trade Development Branch is the central office for delivering programs to stimulate international sales by the private sector. A synergy has been established between the responsible divisions to facilitate achievement of the common trade objectives expressed in Canada's Export Market Report series while allowing sufficient flexibility to react to varying overseas market conditions. Secretariats exist within the Branch for the Export Trade Development Board (composed of senior advisors from industry), various federal-provincial consultative committees, and interdepartmental committees for trade policy and promotional program management.

With a combined budget of \$48 million, PPP and PEMD provided proactive and reactive funding to industry. These programs for achieving increased world market shares are monitored regularly by the Branch on a cost-benefit basis to maximize the use of scarce government financial and personnel resources in reaching export targets.

Information on markets, programs and services was provided to industry through the Info Export centre, the twice-monthly *CanadExport* news bulletin and various events across Canada during Export Trade Month. The counselling aspect in all divisions is perhaps even more important than the funded programs, the overall approach being to encourage exporters to examine new markets and to follow up with expanded sales. To this end, centres for international business studies and the International Business Research Centre (IBRC) were supported.

Inter-company exchange of computerized trade facilitation documentation continued to be monitored to ensure that transmission and processing of international transaction data is consistent with Canadian commercial practices and interests. In December 1984, a new Trading House and Countertrade focal point was established to exploit the potential for introducing small and medium-sized businesses to export markets.

Export Market Report series

The *Export Market Report* series provides relevant and timely information to Canadian business people so they can formulate export marketing strategies and plans of action appropriate for their corporate objectives. In 1984-85, a report on the United Kingdom was completed, while draft reports on China and ASEAN were circulated. A World Market Report providing an overview of marketing opportunities on geographic and sectoral bases was widely distributed.

Centres for international business studies

Graduate studies at the universities of British Columbia, Manitoba, Western Ontario, Dalhousie and l'École des Hautes Études Commerciales were assisted by departmental funding for fellowships and international business research. With the objective of improving the quality of management in Canadian business and, in particular, international marketing, the

program concentrated on course development and seminars for business on international trade issues. The number of research projects and publications was substantially increased over previous years and the greater number of graduate and undergraduate students enrolled in international marketing courses demonstrated the interest generated in international trade. The individual centres introduced greater participation on their advisory boards by members from the private sector.

International Business Research Centre

Partly funded by External Affairs, the International Business Research Centre is a research division of the Conference Board of Canada that contributes to public understanding and resolution of international trade issues. During the year, the Centre organized a major conference on Co-operation in a Competitive World, completed several research studies on topics such as export taxes and foreign investment and initiated an advisory service on export education and trade conferences.

Trade facilitation

The Trade Facilitation Program continued to help Canadian exporters become more competitive by supporting private sector programs to introduce, promote and simplify the generation of required international trade documentation (Bills of Lading, Commercial Invoices, Letters of Credit, Order Acknowledgements, B-13, etc.). The program supported Canadian trade objectives by facilitating the inter-company exchange of computerized trade communication and by ensuring that international standards related to the generation, transmission and processing of individual trade transaction data are consistent with Canadian commercial practices and interests. The interdepartmental committee on the Facilitation of International Trade, chaired by External Affairs, was active in ensuring that Canadian concerns were reflected in multilateral negotiations on standards and documentation for international trade. Liaison with the private sector through the International Business Council of Canada, the Electronic Data Interchange Council of Canada and private consultants working in the area of trade facilitation was initiated.

Canada Export Trade Month

Canada Export Trade Month is October and a program of events designed to increase export awareness is presented. In 1984, over 250 events were held across Canada, ranging from large conferences on competitiveness and international financing to seminars on market opportunities in specific countries. The federal-provincial initiative depended upon the active participation of the private sector and trade associations in organizing the program and promoting the export message. The program and communications aspects were co-ordinated and funded by External Affairs with regional leadership provided by the trade officers of DRIE and the provincial governments.

Info Export

The Department initiated a trade information centre, Info Export, during Export Trade Month 1984. The centre, with its toll-free telephone lines, attracted considerable interest and averaged more than 100 calls per day, primarily from small

and medium-sized firms. The centre provided expertise on export trade issues and distributed material and information on market opportunities.

The Canada Export Award

The Canada Export Award is intended to acknowledge and reward outstanding Canadian export accomplishments. It makes known to the Canadian people and to Canadian business the successes of Canadian companies trading abroad. In so doing, it demonstrates the wide range of such successful exporting activity and illustrates various routes to export involvement, as well as the standards required for prosperous international competition.

The overall program is administered by the Department of External Affairs, with the actual selection of award winners made by an independent committee of distinguished Canadians drawn representatively from the business and financial community, the export media and public officials.

The committee assesses achievement in export by considering performance indicators, including significant increases in export sales over a three-year period; the penetration of new export markets; the introduction of new export products to world markets; and significant assistance to other firms in developing export markets.

In making its final decisions, the committee also weighs the proportion of Canadian content in the export product, the range of markets involved, the ratio of export sales to total sales and the extent of international competition.

In 1984, the Minister for International Trade presented 14 awards to the following successful exporters: Alberta Wheat Pool — Seed Marketing, Bristol Aerospace, Canpotex Limited, Cavendish Farms, Dicon Systems Limited, Dow Chemical Canada Inc., Epic Data Sales Ltd., Fag Bearings Limited, The Gray Engineering Group Inc., Husky Injection Moulding Systems Ltd., Intalite Inc., Litton Systems Canada Limited, Stanley Associates Engineering Ltd. and Western Packaging Systems Ltd.

Trading houses and countertrade

The report of the Trading House Task Force entitled *Promoting Canadian Exports: The Trading House Option* was released by the Minister for International Trade on February 5, 1985, and was distributed widely. A significant finding was that trading houses accounted for 13 per cent of Canadian exports and 40 per cent of Canadian non-US exports. The report also made 32 recommendations aimed at improving the operating environment for trading houses in Canada, including the establishment of the Council of Canadian Trading Houses. In response to recommendations in the report, the Department established the Trading House and Countertrade Division to provide a focal point and services for these two areas. Its activities will include sponsoring a Trading House Conference in May 1985, publishing a countertrade guidebook and organizing countertrade seminars across Canada.

Export Trade Development Board

The Board was established in 1981 to advise on issues affecting Canada's export performance. In 1984-85, the Board continued to focus on the relationships between trade and aid, trade in services, export taxation and export education and

awareness. The Board responded to the request by the Minister for International Trade for input on a range of trade issues, including two government consultation papers, *Export Financing* and *How to Secure and Enhance Canadian Access to Export Markets*.

Federal-provincial co-operation

A close and effective liaison with provincial authorities on trade development matters was reflected in the presentation of jointly drafted federal-provincial papers tabled at the First Ministers' Conference on the Economy in Regina, February 14-15, 1985. The papers outlined steps to be taken in the development of a national trade strategy, including a proposed International Marketing Action Plan. These papers provided the framework for ongoing federal-provincial discussions, including preliminary work on the development of joint federal-provincial marketing plans for countries and sectors of particular current interest.

ITC-DRIE regional offices

External Affairs continued to work closely with the trade development divisions in the regional offices of the Department of Regional Industrial Expansion to ensure the effective delivery of the Department's trade development services and programs to the regions of Canada. In 1984-85, the trade development divisions continued to assist Canadian companies at the regional level to expand exports as a contribution to job creation, regional economic development and a positive balance of payments. The regional offices analyzed and planned export trade activities, delivered funded programs such as PEMD, analyzed export capability, built upon knowledge of export markets and organized seminars.

Program for Export Market Development

PEMD continued to encourage the export of Canadian goods and services by sharing with the Canadian business community the financial risks of entering new foreign markets. The financing is repayable if export efforts are successful. The program's nine sections cover sustained export market development, support for the agriculture, fisheries and food products

industries and contributions to non-profit organizations. During the 1984-85 fiscal year, 5 593 applications were received under the program, which approved \$65.2 million in support and paid out \$33.3 million.

Promotional Projects Program

PPP continued to provide funds for organizing national exhibits at trade fairs outside Canada, trade and economic missions, seminars abroad and in Canada and incoming trade missions and visits to Canada by foreign officials and business people. The 1984-85 program included 190 trade fairs and information booths in 57 countries involving 1 200 companies, 71 outgoing trade missions and seminars taking 600 business people to 65 countries, and 173 incoming missions and visits bringing 1 000 foreign officials and business people from 63 countries to Canada. Export sales influenced by these activities are expected to total \$1 billion, at a cost of \$16.8 million.

Investment promotion

The government significantly raised the priority of promoting investment in Canada, by both Canadians and non-Canadians. The importance of this objective is reflected in the replacement of the Foreign Investment Review Agency with Investment Canada. In November 1984, in anticipation of the new Investment Canada Act and the increased role the Department will play in promoting investment from abroad, a new Investment Development Division was created. This Division will work closely with Investment Canada and DRIE in the design and planning of the federal investment development program and in the implementation of international investment promotion activities.

Successful investment promotion relies heavily on co-operation with provincial governments and the private sector as well as a high degree of interdepartmental coordination. During its first four months, the Division consulted extensively with other federal departments, the provinces and the private sector to create this required program structure before the passage of the new Investment Canada Act, anticipated in June 1985.

Program for Export Market Development: Summary table

Fiscal year	Number of applications received	Number of applications approved	Amount approved (\$000)	Expenditures (\$000)	Budget (\$000)
1979-80	3 369	2 526	21 853	11 105	7 000 ¹
1980-81	3 324	2 498	21 853	9 130	7 000 ¹
1981-82	4 200	3 096	30 916	12 791	15 000 ²
1982-83	5 541	4 002	41 208	20 869	19 109
1983-84	5 658	4 160	42 095	26 761	28 208
1984-85	6 235	4 543	66 785	32 862	34 814

¹ A base supplemented by allotment transfers to meet actual expenditures.

² The program was partially closed for five months in 1980-81 prior to receiving additional funding. This meant that fewer commitments were made which required expenditures in 1982-83.

Export financing and capital projects

The Department's Export Finance and Capital Projects Division continued to ensure that export financing facilities available to Canadian business are competitive and are used effectively to advance Canada's trade interests while satisfying international obligations. It reviewed proposals for the use of official funds to support Canadian export sales and monitored Canadian procurement under projects financed by development banks and other international financial institutions. It harmonized Canada's trade development and aid programs and advised exporters on export financing matters.

During the last fiscal year, the Division's mandate was expanded to include issues pertaining to procurement through International Financial Institutions (IFIs) as well as capital projects. Under this mandate, it developed and implemented an action plan aimed at improving Canada's performance with respect to IFI procurement which, among other things, led to the establishment of an Office for Liaison with International Financial Institutions in Canada's Washington embassy. The Division was also actively involved in discussions with the trade development divisions in External Affairs and with DRIE to find ways of improving the dissemination of information on capital projects to the business community and working with exporters to pursue specific opportunities.

The Division played a major role in preparing the consultation paper on export financing which was released jointly by the Minister for International Trade and the Minister of Finance in January 1985, and in organizing the ensuing consultative process with the private sector and the provinces. As part of its responsibility for export financing policy, the Division represented the Department at international meetings in 1984 which led to a decision by OECD ministers, supported by Canada, to strengthen the guidelines governing the use of concessional financing by official export credit agencies.

In its role as the Department's principal link with the Export Development Corporation (EDC) and the Canadian Commercial Corporation, the Division was actively involved in policy and operational issues concerning budgets, corporate plans and specific export transactions.

Tourism program abroad

Tourism plays a significant part in Canada's international trade. The Department has responsibility to deliver Canada's tourism program through officers at posts abroad, in the two distinct world markets — overseas and the United States.

To expand Canada's share of the world travel market, efforts were focused in 1984 on increasing both the numbers and the expenditures of foreign tourists in Canada. Priority markets were Japan, the United Kingdom, West Germany, France, Mexico, Australia, the Netherlands, Italy, Hong Kong, Switzerland and Sweden. Particularly in these markets, the tourism thrust was directed towards the affluent, special interest traveller. As well, travellers visiting friends and relatives were encouraged to extend their stay in Canada.

In 1984, tourism from both the United States and overseas markets increased. Long-term visits from the US (i.e. over 24 hours) rose 3.5 per cent to 11.3 million, while expenditures grew 18.5 per cent to \$3.5 billion. From overseas, visits increased 6 per cent to 1.9 million and expenditures were up 8 per cent to \$1.3 billion.

Special trade relations

Textiles and clothing

In 1981, Canada announced a policy for the textile and clothing sectors which had the objectives of fostering a viable and competitive domestic industry and revitalizing those communities most vulnerable to foreign competition. Together with domestic measures to stimulate modernization and adjustment, the policy involved the negotiation of bilateral restraint arrangements with low-cost exporting countries to limit imports into Canada during the period 1982-86. By March 31, 1985, Canada had concluded bilateral arrangements with 21 suppliers of low-cost textile and clothing products. These bilateral arrangements were in keeping with the Multi-Fibre Arrangement (MFA), to which most major developing and industrialized countries are parties.

The levels of imports of textile and clothing products into Canada were subject to ongoing surveillance to ensure that low-cost products do not cause excessive disruption in the Canadian market, yet to allow a gradual increase in the quantity and variety of low-cost imports. In 1984-85, this monitoring program resulted in the negotiation of two new arrangements with Indonesia and Mauritius, as well as the addition of 11 new product restraints to previously negotiated arrangements. In total, 90 per cent of clothing imports from low-cost sources were subject to restraint under the bilateral arrangements.

The current MFA expires on July 31, 1986, while Canada's bilateral arrangements terminate on December 31, 1986. Against this background, the government initiated, during the year, a full review of Canada's textile and clothing policies with a view to considering new approaches for strengthening the competitive position of these important industries in the post-1986 period.

Footwear

In 1984, the government announced that quotas on imports of footwear would be extended for one year from December 1, 1984, to November 30, 1985, and that the Anti-Dumping Tribunal would conduct a thorough examination of the Canadian footwear industry, including the need for continuation of special measures of protection. The Tribunal is to report to the government in June 1985.

Beef imports

In response to a large increase in imports of low-priced beef, primarily subsidized imports from the EC, the government announced, on December 21, 1984, that imports of beef and veal would be restricted in 1985 pursuant to the provisions of the Meat Import Act. A global quota of 66 500 was established, with individual country allocations being set for the EC, US, Nicaragua, Australia and New Zealand.

Motor vehicles

Discussions with the Japanese government led to the renewal by Japan for a fourth year of its undertakings regarding restraint of motor vehicle exports to Canada.

Telecommunications

Work continued on a proposed multilateral agreement which would liberalize the terms of access for telecommunications

terminal attachment (or "interconnect") equipment in various offshore markets. In view of the relative openness of the Canadian and US markets for this type of equipment, liberalization measures in other markets are being encouraged.

Export controls

Canada continued to play an active part in the Co-ordinating Committee for Strategic Trade Controls (COCOM). The Committee, made up of NATO countries and Japan, maintains multilateral controls on the shipment of strategic military-related goods and technology to proscribed destinations. During the year, a major review was concluded as part of the triennial review process. COCOM will, from 1985, embark on a continuous review which will keep the list of embargoed goods more up-to-date with current technology. COCOM also devoted close attention to the exchange of information and greater co-operation on the enforcement of national controls.

Extraterritoriality

During 1984, Canada viewed with continuing concern unilateral actions by foreign countries, particularly the United States, that threatened to displace Canada's authority over its own territory or placed Canadians in the position of having to choose between conflicting sovereign requirements.

Canada continued to seek practical accommodations on particular issues, both through bilateral consultations with the United States and through multilateral discussions at the OECD. Pursuant to the Memorandum of Understanding on Antitrust Matters, Canada and the US continued to pursue their efforts to enhance co-operation in the antitrust field in a manner that respects the sovereign interests of both sides.

The question of the appropriate limits upon a foreign court's powers to compel the discovery of documents located abroad remained at issue in a case before the US courts involving the Bank of Nova Scotia. During the year, the government of Canada filed *amicus curiae* briefs in the Florida District Court, the Eleventh Circuit Court of Appeals and the United States Supreme Court, expressing concern that the Bank would be subject to severe sanctions in the United States for

failure to produce subpoenaed information, while also being subject to severe sanctions in certain Caribbean jurisdictions if it did produce the documents. Agreement was reached with the United States to form a "subpoena working group", comprising officials of both countries, to monitor US subpoenas directed against Canadian corporations for the production of documents from third countries, and to explore alternative, co-operative methods that might be available to obtain such information. Canada and the United States made substantial progress towards more lasting solutions to the problem through the signing of the Treaty on Mutual Assistance in Criminal Matters at the Quebec Summit on March 18, 1985, and through their respective negotiations on similar agreements with other countries concerned.

Major progress towards the development of co-operative solutions to problems of extraterritoriality was achieved at the OECD. At the May 1984 ministerial meeting, ministers specifically endorsed a section of the report by the Committee on International Investment and Multinational Enterprises on the 1984 review of the OECD 1976 Declaration and Guidelines on International Investment and Multinational Enterprises. This section sets out a series of "general considerations" and "practical approaches" to avoid or minimize conflicts that might be caused by "conflicting requirements" being placed on multinational enterprises.

Canada's diplomatic efforts to achieve co-operative solutions to extraterritorial issues were accompanied by further steps to ensure that the Canadian government would be in a position to respond effectively to foreign intrusions on Canadian jurisdiction. The Foreign Extraterritorial Measures Act was passed in December 1984. This legislation authorizes the Attorney General to prohibit compliance with extraterritorial measures taken by foreign governments, to prohibit the provision of evidence to foreign tribunals that purport to exercise extraterritorial jurisdiction and to prevent the recognition or enforcement of foreign antitrust judgments with extraterritorial scope. Where an order blocking a foreign antitrust judgment has been made, the legislation also provides for the recovery of any damages paid abroad.

Chapter 3

MULTILATERAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL CO-OPERATION

The United Nations

The principal emphasis of Canadian policy towards the United Nations during 1984-85 was a strengthened commitment to promote the efficiency and effectiveness of the principle and practice of multilateralism. A firm supporter of the UN system of multilateral organizations since its inception, Canada reiterated and demonstrated throughout the year the intensity of its commitment. Barely a week after the change of government in September 1984, the new Secretary of State for External Affairs appeared before the UN General Assembly and made abundantly clear the continuity of Canadian commitment.

In his speech to the General Assembly on September 25, he quoted the Prime Minister as having said that the new government will play a more active role in the United Nations and its agencies, and added that Canada intended not only to maintain its traditional support of the UN system, but also to build on it consistently and pragmatically. Smaller and middle powers in particular, he said, need effective global institutions to help them respond together to the enormous political and economic problems of the century. He suggested that a broad coalition of "Friends of the UN" must join forces to renew the effectiveness of global institutions, and that his government would do its utmost to make these institutions flourish.

A highlight of Canada's commemoration of the fortieth anniversary of the UN in 1985 was the state visit of Secretary-General Pérez de Cuéllar in March, during which he visited Toronto and Quebec City as well as Ottawa. In Ottawa, he was welcomed and entertained by the Governor General and the Prime Minister and was awarded an honorary degree by Carleton University. He also addressed a joint session of the Senate and the House of Commons. In this address, as in the others he gave during his visit, he focused attention on what he called the "crisis of multilateralism" and the need for concerted efforts to overcome it. In their responses, his Canadian hosts assured him of their support both for himself and for his endeavours to strengthen the efficiency and effectiveness of the UN system, and reaffirmed Canada's determination to contribute significantly towards the success of these endeavours.

Throughout the year, both before and after the United States' withdrawal from UNESCO at the end of 1984, Canada continued to be one of the most active participants in the efforts to reform UNESCO politically, administratively and financially, with the aim of restoring it to its proper place within the UN system as a viable and credible institution. The degree to which those efforts were successful was still unclear at year's end, but Canada was determined to continue to contribute to them from within the organization and to defer a decision about its future participation in UNESCO until the

next General Conference of member states, scheduled to be convened in Sofia in October and November 1985.

Elsewhere in the UN system — most notably in UNCTAD in Geneva, and in the principal food-related organizations, FAO and the World Food Program (WFP) in Rome — Canadian delegations promoted procedural and substantial reforms to enhance the effectiveness of these organizations and to encourage their improved integration within the UN system. In New York, Canada played a leading role both in the Preparatory Committee for the Fortieth Anniversary of the United Nations, and in a more informal group of like-minded member states (the "Friends of the UN", mentioned earlier), in seeking to define and have accepted practical reform measures which could improve the effectiveness of the General Assembly and thus strengthen the UN system. Noteworthy Canadian contributions were made to the efforts of both the United Nations and other UN bodies, such as the United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF), to alleviate the crisis in Africa.

North-South co-operation

During the year, the main focus of North-South economic relations was on finance and trade issues. Within the Commonwealth and at the London Summit, Canada successfully promoted the idea of a special session of the IMF/IBRD Development Committee devoted to the financial problems of developing countries. The September 1984 annual meeting of the World Bank/IMF took the decision to hold such a special session of the Development Committee, together with a special session of the IMF Interim Committee, in the spring of 1985.

On the trade front, Canada repeatedly stated, in international forums and bilateral contacts, its desire to see the developing countries take an active part in a new round of Multilateral Trade Negotiations as the best means of promoting further trade liberalization in the interest of all countries.

Canada participated in the fourth general conference of the UN Industrial Development Organization (UNIDO), which achieved consensus on a variety of issues relevant to the industrialization of developing countries.

With the uncertainty of increases in the volume of aid in the near future, improvement in aid effectiveness and donor co-ordination has become particularly important. At the same time as achieving the interim target of 0.5 per cent of GNP for the level of Canadian aid in 1984-85 amounting to some \$2 billion, Canada played an active role in the UN Development Program (UNDP) and in the OECD Development Assistance Committee on improving aid quality. In particular, Canada gave strong support to the World Bank's efforts to enhance co-ordination.

Faced with the worsening famine and the continuing economic crisis in Africa, Canada and Canadians contributed generously to relief and rehabilitation efforts. An Emergency Co-ordinator was appointed by the Secretary of State for External Affairs to mobilize and co-ordinate both government and private sector efforts, and a Special Fund was created. Over \$35 million was raised by individuals and non-governmental organizations for African relief. For its part, the Canadian government's total aid contribution to Africa amounted to about \$810 million in 1984-85. Canada strongly supported the UN Declaration on Africa at the thirty-ninth session of the General Assembly and pledged \$100 million over three years to the World Bank's \$1 billion Special Facility for Sub-Saharan Africa.

The Commonwealth

In a period marked by strains on multilateralism, the 49 Commonwealth countries have been attempting to strengthen the UN system by uniting to bring their own pragmatic approach towards consensus to the larger UN forum, for example at UNESCO. At a number of Commonwealth ministerial meetings, delegates were briefed and prepared to participate more fully in subsequent larger UN conferences to exert a positive influence. These included a meeting of the ministers of health, held in Geneva before the World Health Assembly, as well as meetings of labour ministers prior to the International Labour Organization's conference and of industry ministers in connection with the UN Industrial Development Organization session in Vienna.

Particular attention was given during 1984-85 to the problems of small states by a special Commonwealth Study Group, which looked for ways in which those states' economic and political vulnerability might be reduced through enhanced regional co-operation and through other means. A number of distinguished personalities, including Geoffrey Pearson, Executive Director of the Canadian Institute for International Peace and Security, are associated with this project.

Canada was particularly active in Commonwealth affairs, acting as host for several major events. In September 1984, finance ministers met in Toronto, just before the IMF/World Bank meeting, to consider the results of the special studies commissioned on the debt crisis and possible adjustments to the international monetary system, and the Commonwealth Science Council met in Ottawa. Commonwealth ministers of youth affairs met in Cyprus in May 1984, and some weeks later in the same conference hall, Commonwealth ministers of education discussed the serious erosion in student exchanges caused by increased tuition fees, one of the major problems currently facing the organization.

Senior officials of the Commonwealth met in Barbados in December and agreed to establish an Action Group for Africa, a Nigerian-Canadian initiative which emphasized the need for long-term structural reform in agriculture.

The "unofficial Commonwealth" continued to make its own valuable contribution. Now numbering close to 300 professional and private associations, it forms a vast network around the world in virtually every human endeavour. The Commonwealth Trade Union Council and the Commonwealth Association of Museums (both currently headed by Canadians) are two organizations out of many which are offering

concrete assistance to developing member countries and forging links for the future. Along with the work at a governmental level, that of the non-governmental organizations is a continuing demonstration of the Commonwealth's adaptability and relevance in a changing world.

La Francophonie

The most important conference of 1984-85 was the Conference of Communications Ministers of the member states of the Agency for Cultural and Technical Co-operation, held in Cairo, February 3-8, 1985, at which the communications ministers of Canada and Quebec worked in close co-operation. The discussions focused on the creation of a Francophone audiovisual network, the subject of a number of proposals and recommendations. Canada's Minister of Communications and his Quebec and New Brunswick counterparts proposed that the next Conference of Communications Ministers be held in the province of Quebec.

Two other important conferences held during the year were the Conference of Education Ministers of French-Speaking Countries in Bamako, Mali, and the Conference of Youth and Sports Ministers of French-Speaking Countries (CONFESJES) in Libreville, Gabon. Canada will participate with the 26 member states of CONFESJES in the "CONFESJES Games", an international meeting held as part of International Youth Year 1985. Canada will also host the eighteenth annual session of the CONFESJES Conference in 1987.

As in previous years, Canada provided significant support to Francophone non-governmental organizations. These included the International Federation of Teachers of French, which held its sixth world congress in Quebec City in July 1984. The Federation met with extraordinary success at this congress in terms of both the number of participants (close to 2 000) and the results.

Canada became a member of the board of directors of a newly created organization, the Centre international de Recherches, d'Échanges et de Coopération des Caraïbes et l'Amérique Latine (CIRECCA). In 1984, the Centre approved the assignment of a Canadian co-operant to its headquarters in Fort-de-France, Martinique.

Environmental questions

The economic importance of environmental concerns was acknowledged by the leaders of the seven leading industrialized nations, including Canada, meeting at the London Summit in June 1984, when they declared: "We recognize the international dimension of environmental problems, and the role of environmental factors in economic development." This role was explored in greater detail at a meeting of the OECD later the same month, in which Canada was a major participant, and at which it was concluded that environmental factors should be given full consideration in almost all economic issues.

Summit leaders also invited ministers responsible for environmental policies to identify areas for continuing co-operation in this field, and ministers from Summit countries and representatives from the EC met in London in December. They issued a major report, *The Way Forward*, reiterating the need for integration of environmental policies into economic planning, to ensure, among other objectives,

the sustainability of economic development. The Summit Working Group on Growth, Technology and Employment compiled some 70 recommendations for concrete international environmental action, which were forwarded to international organizations for consideration and expected implementation.

Representatives of major Canadian industrial corporations participated in the World Industry Conference on Environmental Management, sponsored by the international business community and the UN Environment Program (UNEP) in Paris in November. The conference discussed environmental problem-solving and the role of governments in promoting voluntary agreements, guidelines and economic incentives. Industrial representatives pledged their full co-operation in enhancing industrial environmental sensitivity.

Canada was re-elected to the Governing Council of UNEP, and at the meeting of the organization in May, Canadian delegates supported UNEP's work in implementing environmental law, in combatting desertification in Africa, in supporting environmental education and training in developing countries, in controlling pollution in regional seas, in protecting genetic resources, in assessing environmental effects of deforestation and in expanding UNEP's Global Environmental Monitoring System.

At the OECD, a Canadian was elected chairman of the Environment Committee and another was chosen to be director of the Chemicals Program in the Secretariat. Canadian industry contributed to the development of environmental guidelines for multinational enterprises. Major agreement was achieved at a conference on International Co-operation Concerning Transfrontier Movement of Hazardous Wastes.

At ECE, which includes membership from both Eastern and Western European nations as well as the US and Canada, Canadian delegates supported work on transboundary water problems, environmental protection of natural resources, environmental impact assessment and implementation of the Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution (LRTAP). At a conference in Ottawa in March 1984, nine Western European nations and Canada had agreed to reduce acid-rain-causing industrial sulphuric emissions by at least 30 per cent (based on 1980 levels) by 1993 (Canada had already committed itself to 50 per cent reductions). The number of countries in agreement reached 20 at a subsequent conference in Munich in June and a meeting of the LRTAP Executive Body in September, where work was begun on drafting a protocol to the Convention to formalize these commitments.

Environmental law

In 1984-85, substantial progress was made in the implementation of the Montevideo Program for the Development and Periodic Review of Environmental Law (a Canadian initiative) under UNEP auspices. At a diplomatic conference held in Vienna, March 18-22, 1985, the Convention for the Protection of the Ozone Layer was adopted and signed by 22 states, including Canada. The diplomatic conference also recommended that work continue within UNEP on a protocol to the Convention controlling the production and use of chlorofluorocarbons in aerosol cans.

Four other working groups, convened under UNEP's environmental law program, continued their work during 1984-85. These groups are developing guidelines or principles

on marine pollution from land-based sources, environmentally sound management of hazardous wastes, exchange of information on potentially harmful chemicals (in particular pesticides) in international trade and environmental impact assessment.

The International Maritime Organization (IMO) completed work on revisions to the 1969 International Convention on Civil Liability for Oil Pollution Damage and the 1971 International Convention on the Establishment of an International Fund for Compensation for Oil Pollution Damage. Protocols amending the Conventions were concluded at a diplomatic conference in London, April 30 to May 25, 1984. These protocols increased the amounts to which shipowners may limit their liability under the 1969 Convention, and also the amounts to which victims of oil pollution damage may have access under the 1971 Convention. The diplomatic conference was unable to reach agreement on a new Convention on Liability and Compensation in Connection with the Carriage of Noxious and Hazardous Substances by Sea, and this subject was referred back to IMO's Legal Committee for further consideration.

Considerable progress was made in strengthening the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution, to which Canada is a party. On September 28, 1984, a Protocol on Long-term Financing of the Co-operative Program for Monitoring and Evaluation of the Long-Range Transmission of Air Pollutants in Europe was concluded and opened for signature. Canada signed on October 4, 1984. Work continued on a second protocol to the Convention that would obligate the parties to reduce sulphur emissions or their transboundary fluxes by 30 per cent by 1994, based on 1980 levels.

Energy

As a major energy exporter, Canada had to cope with weak international energy markets in 1984. However, improved economic performance in the United States and Japan, Canada's most important energy markets, enabled it to accumulate an energy trade surplus of \$9.42 billion in 1984, up 17 per cent from the previous year's earnings. Major components of this energy trade surplus were exports of natural gas, crude oil, petroleum products and electricity to the US, and coal to Japan. Canada's imports of crude oil and petroleum products in 1984 were down slightly from 1983 levels. Major import sources were, in order, Venezuela, Mexico, the United Kingdom, the United States, Nigeria and Algeria.

There were several significant developments in domestic energy policy in 1984-85. In July, measures were announced to relax controls over natural gas exports to the United States, effective November 1. This allowed exporters to protect their market share and increase volumes in response to new US gas import guidelines. In the autumn of 1984, the government began a substantial review of domestic energy policy, with an emphasis on encouraging increased economic activity and job creation within the energy sector. The Atlantic Accord, signed with the government of Newfoundland and Labrador in February 1985, opened the way for joint federal-provincial management of the development of the substantial oil and gas resources off Newfoundland. The Western Accord, signed in March with the four western provinces,

included measures to achieve oil market de-regulation, effective June 1, 1985, phase out of the Petroleum and Gas Revenue Tax and the Petroleum Incentives Program, abolition of export charges and the effective lifting of restrictions on short-term petroleum exports. It also contained a commitment to a more market-oriented pricing mechanism for domestic gas by November 1, 1985, and an undertaking to implement non-discriminatory and profit-based fiscal incentives for exploration and development of Canada's oil and gas resources.

Canada was active in international energy-related meetings, especially in the International Energy Agency (IEA), where the unstable oil market was a major topic in 1984. While downward price pressure was the obvious trend, the IEA members continued to be concerned about the basic unpredictability of the market and the need to avoid complacency. The Governing Board meeting in July recognized the potential value of reducing oil stocks to calm markets at an early stage in a supply disruption not substantial enough to trigger the IEA's emergency sharing system.

Canada engaged in bilateral energy discussions with several countries. The Mexican Minister of Energy, Mines and State-owned Industries visited Ottawa in December 1984. The Swedish Minister of Energy led a commercial mission to Canada in February 1985. Energy was a significant component in the discussions held by the Secretary of State for External Affairs during his visits to Japan in December and to Mexico in January. The Energy Consultative Mechanism brought Canadian and US officials together for discussions in July and again in January. The third meeting of the Canada-Mexico Joint Co-operation Committee took place in Mexico in November and there was a further meeting in March to discuss the implications of de-regulation of the domestic oil market for the Canada-Mexico state-to-state oil supply arrangement. Energy figured prominently in the semi-annual discussions with officials of the EC in November. The government followed closely the negotiations between the Canada liquefied natural gas (LNG) group and prospective Japanese buyers of liquefied natural gas exports from Canada. During visits to Japan in December and February respectively, the Secretary of State for External Affairs and the Minister for International Trade discussed the project with the Japanese authorities and confirmed Canadian government support for this large, commercial undertaking.

Law of the Sea

The Law of the Sea Convention closed for signature on December 9, 1984, with 159 signatories, including Canada. The number of signatures reflected an unprecedented and overwhelming acceptance of an international accord of this magnitude and complexity. However, the United States, the United Kingdom and the Federal Republic of Germany have not signed the Convention. Of the 60 ratifications required to bring the Convention into force, 17 had been deposited by March 31, 1985. To date, no western industrialized country has ratified the Convention.

Canada has already taken steps to give effect under domestic legislation to those sections of the Convention that are now recognized as part of customary international law. The government is also reviewing the possible need for additional implementing legislation in the event that Canada decides to become a party to the Convention.

During the year, the government participated actively in the Preparatory Commission established to develop the rules and regulations for the International Seabed Authority, which will be responsible for controlling mining of the seabed in areas beyond the limits of national jurisdiction once the Convention comes into force. Pursuant to Resolution II of the final session of the Law of the Sea Conference, the Preparatory Commission is also involved in the creation of a system that will protect current investments in seabed mining for the period prior to the Convention's entry into force. All signatories are members of the Preparatory Commission, while states such as the United Kingdom and the Federal Republic of Germany, which signed the Final Act but not the Convention itself, participate as observers. The United States does not attend.

Two meetings of the Preparatory Commission were held in 1984-85. Progress at the August 1984 session was slowed down by the complexity of the issues related to seabed mining (which were discussed for the first time) and somewhat hampered by the inability of seabed mining states to develop a method for the resolution of overlapping claims to seabed mine sites. The March 1985 session in Kingston, Jamaica, (which will be the headquarters of the Authority) proved more productive, especially with respect to the Special Commissions dealing with individual aspects of the establishment of the Authority. A more positive atmosphere prevailed than at previous sessions, reflecting a greater realization of the need for practical solutions to the problems at hand. The Canadian delegation worked to foster this atmosphere, in order to encourage the creation of a seabed mining system that would attract the participation of private mining companies, including those from Canada and other signatory and non-signatory states.

However, the problem of overlapping claims to seabed mining sites remained unresolved. Canada maintained its position that the resolution of this problem should be achieved on a comprehensive basis involving all pioneer investors as defined by Resolution II of the Law of the Sea Convention, including companies in private consortia which may at a later stage register sites under the Law of the Sea Convention.

Human rights and social affairs

Efforts to promote and protect human rights have become a well-established element in Canadian foreign policy. In 1984-85, human rights objectives were pursued multilaterally mainly through continuing, active representation in the proceedings of the appropriate United Nations bodies — the UN Commission on Human Rights, the Economic and Social Council and the Third Committee of the General Assembly. The role of these bodies in establishing agreed international standards on human rights has continued, and their efforts to encourage member states to observe these standards are growing.

Significant progress was achieved by the adoption by the General Assembly on December 10, 1985, (Human Rights Day) of the Convention Against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment. This Convention gives a better definition of the crime of torture, contains an element of universal jurisdiction that enlarges the possibility of prosecuting alleged torturers in a state other than the one

in which the torture occurred and establishes an international committee to oversee its implementation. Canada was among the most active promoters of this Convention and expects that it will prove a useful tool in continuing international attempts to eradicate torture.

At the UN Commission on Human Rights, considerable progress was achieved in the drafting of a convention on the rights of the child, in the appointment of a Special Rapporteur to deal with torture on a global basis, and in the addition of two more countries, Iran and Afghanistan, to the list of states whose human rights situation will be considered at the UN General Assembly. These were among the issues supported by the Canadian delegation.

For the first time in ten years, Canada was not a full member of the UN Commission on Human Rights. After serving three consecutive three-year terms, Canada decided not to seek re-election so that another of the 20 western member states might serve as one of the ten members drawn from this geographic grouping. Canada was nevertheless represented by a strong observer delegation at the forty-first session of the Commission held in February and March. Although it did not vote, the delegation participated fully in the debate and co-sponsored and supported almost as many resolutions as in previous years.

By the end of the period under review, conference arrangements and preliminary consultations had been completed for the Human Rights Experts Meeting to be held in Ottawa, May 7 to June 17, 1985, in the process emanating from the 1975 Helsinki Final Act of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE). The Ottawa meeting resulted from a Canadian initiative at the Madrid follow-up meeting, and is the first in this series to focus on the implementation by participating states of their human rights obligations under the Helsinki Final Act and subsequent review meetings. The Experts Meeting was expected to produce a frank exchange of views on the status of human rights in participating states and to point the way towards the more effective handling of this important issue in East-West relations. The Canadian delegation, as the host, has completed a round of consultations with each of the other 34 participating states.

In the bilateral expression of Canadian policy on human rights, Canadian missions abroad continued to report upon the human rights developments in their countries of accreditation and to make representations to host governments on particular situations or cases of interest to Canada. Visits by Canadian ministers and senior officials to the countries concerned, and visits to Canada by their counterparts from these states, also provided opportunities for the private but forceful expression of Canadian views on human rights issues.

Commission on the Status of Women

Canada was re-elected to the UN Commission on the Status of Women in 1984 for a second consecutive three-year term. The 32-member Commission is the central body within the United Nations considering matters relating to the advancement and integration of women. It meets biennially in Vienna to formulate recommendations on the concerns of women within the UN system for review by the Economic and Social Council and, subsequently, by the UN General Assembly.

CEDAW

Canada presented its first report to the UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women (CEDAW) at its fourth session in Vienna in January 1985. The report concerned implementation of Canada's obligations under the UN Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women. The Convention requires those states party to the Convention to submit a national report every four years, and to take appropriate measures, including legislation, particularly in the political, social and economic fields, to achieve *de facto* equality between men and women and to ensure the full development and advancement of women in society.

The Canadian delegation which presented the report consisted of representatives from Status of Women Canada and the Departments of the Secretary of State, Justice and External Affairs, as well as provincial representatives from Manitoba, New Brunswick, Ontario and Quebec. The Canadian delegation outlined the responsibilities of the federal, provincial and territorial governments in implementing the provisions of the Convention within Canada. The members of the Committee demonstrated a high level of interest in the Canadian experience in implementing the essential goals of the Convention.

Third World Conference on Women

The Third World Conference on Women will be held in Nairobi, July 15-26, 1985, to review and appraise the achievements of the UN Decade for Women (1976-1985). At its third preparatory meeting for the Conference in March 1985, the UN Commission on the Status of Women met in Vienna to review the principal document for the Conference entitled *Forward-Looking Strategies for the Advancement of Women to the Year 2000*. Although a frank exchange of views took place, there was no agreement on any portion of the document. As a result, it was decided that a resumed preparatory meeting would be held in New York in April 1985.

International Youth Year

The United Nations has designated 1985 as International Youth Year, with the themes of Participation, Development and Peace. During 1984-85, Canada participated as an observer at two meetings of the UN Advisory Committee on International Youth Year, and contributed funds to the UN International Youth Year Trust Fund and the major Youth Festival held in Jamaica in April 1985. As the focus for the Year is mainly on activities at the national and local levels, the International Youth Year Secretariat within the Department of the Secretary of State co-ordinated Canada's observance of the Year, primarily by a system of grants to worthy youth projects and activities undertaken by non-governmental organizations.

Second World Population Conference

The Second World Population Conference was held under UN auspices in Mexico City, August 6-14, 1984. The Canadian delegation consisted of representatives from federal and provincial governments and non-governmental organizations. The Conference reaffirmed the validity of the World Population Plan of Action adopted at Bucharest ten years earlier and approved the Mexico City Declaration on Population and

Development, as well as 88 recommendations aimed at guiding states in the further implementation of the World Population Plan.

The Conference emphasized the importance of basic data collection, population dynamics, formulation of population policies, family planning, and communication and education on related topics. Attention devoted to the experiences of individual countries revealed the interrelationship between population goals and policies and socio-economic development. The Conference recommendations incorporated the Canadian view that improved health care is an essential element in the development process. Canada's national statement also addressed the issues of rapid urban growth, aging populations, the impact of population growth on the environment and the need for research on the impact of international migration.

A greater effort to expand and enhance the role of women in the development process was highlighted as being an important goal that would also favourably influence family life and size. Its importance was evidenced in the final report by the creation of a separate section and specific recommendations dealing with women's issues. The report also established linkages between the work of the Mexico Conference and the July 1985 Nairobi World Conference on Women.

Drug control

The year was marked by continued interest in the need for close multilateral co-operation in drug abuse control. Canada continued to support the activities of the UN Fund for Drug Abuse Control, the International Narcotics Control Board and the UN Commission on Narcotic Drugs. A resolution which Canada co-sponsored in the UN General Assembly in 1984

has led the UN Commission on Narcotic Drugs to begin the preparation of a new Convention on the Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances, which will improve international efforts to combat illicit traffic.

Criminal justice

Since 1955, UN congresses on criminal justice issues have been held every five years and Canada has always played an active role in them. In preparation for the Seventh Congress, which will take place in Milan in August 1985, the Ministry of the Solicitor General, in co-operation with the Department of External Affairs, hosted a UN inter-regional meeting of experts on victims of crime in July 1984 and an *ad hoc* meeting of experts on criminal justice data collection and statistics in March 1985. The Department participated in national consultations, undertaken by the Ministry of the Solicitor General, with interested provincial and territorial authorities and non-governmental organizations.

Indigenous affairs

During the year, Canadian indigenous organizations were increasingly active in drawing domestic and international attention to issues vital to their own interests and those of indigenous populations throughout the world. A representative of the Canadian government addressed the UN Working Group on Indigenous Populations of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities of the Commission on Human Rights at its annual meeting in July 1984. In recognition of International Youth Year, Canadian indigenous organizations, with major funding from the government, prepared to host an International Indigenous Youth Conference in Saskatchewan in July 1985.

Chapter 4

CANADA'S REGIONAL INTERESTS

The United States of America

The Canada-United States bilateral relationship is on a sounder footing now than at any time in the past 15 years. The key to this state of affairs is the warm personal relationship which has developed between the Prime Minister and the President and the close co-operation between Canadian Cabinet ministers and their US counterparts.

The government has made the strengthening of Canada-US relations a priority; the Prime Minister has made it clear that his objective is to re-establish Canada as the United States' best friend and ally. This objective was welcomed by President Reagan, who invited the Prime Minister to visit Washington less than ten days after Mr. Mulroney was sworn into office. During that visit, the Prime Minister proposed, and the President agreed, that they should meet at least once a year to review bilateral relations and key international issues. The Prime Minister and the President also agreed that the Secretary of State for External Affairs and the US Secretary of State should continue the practice of quarterly bilateral meetings to enhance the relationship. Other Ministers (Agriculture, Finance, Defence, Energy, Mines and Resources, International Trade, Environment, Forestry, Health and Welfare, etc.) have also begun more systematic and regular consultations with their US counterparts.

The Quebec Summit was the first of the annual meetings between the Prime Minister and the President. The tangible progress made on trade, defence and the environment, the signing of the Pacific Salmon Treaty and the Mutual Legal Assistance Treaty, the announcements regarding the North Warning System and Canadian participation in the manned space station reflected the general atmosphere, which was one of two friends exchanging their perceptions of the main issues affecting two sovereign countries sharing the North American continent.

In recognition of the need to reduce Canada's vulnerability to the increasingly complex and diffuse decision-making process in the United States, the Canadian embassy in Washington and the 13 consulates general have been expanding their networks of influential contacts at every level and in every region of the United States. The use of consulting firms as sources of expert advice on key bilateral issues, particularly in the areas of trade and the environment, continues to be an important part of Canada's efforts to ensure that its position on issues is presented in an effective and timely manner.

The signing of the Trade Declaration at the Quebec Summit reflected the new economic climate in the bilateral relationship. In addition to a commitment to halt protectionism in cross-boundary trade, the Quebec Trade Declaration set out a bilateral work plan to explore ways of reducing impediments to trade between the two countries. As well, it

was agreed to take action to resolve a number of trade irritants, including steel pipes and fittings, machine tools, specialty steel, copper, petroleum, sugar products, textiles and clothing.

Canada and the United States continued to be each other's most important trading partner. In 1984, two-way trade totalled \$154 billion. Canadian exports to the United States (\$85.1 billion) increased 29 per cent over those of 1983 and represented slightly more than 75 per cent of total Canadian exports. The increase in exports to the United States alone was more than double Canada's total exports to the EC and more than triple its exports to Japan. In 1984, Canada had a surplus in trade with the United States in excess of \$16.5 billion (as compared to surpluses of \$11.9 billion and \$10.1 billion in 1983 and 1982) and a current account surplus of \$6 billion. Canada purchased about 21 per cent of all US exports in 1984. Total imports were valued at \$68.5 billion, an increase of approximately 27 per cent over the previous year.

While the bilateral trade and economic relationship entered a new era of improvement in 1984-85, proposals in the United States to restrict imports in a number of sectors, including softwood lumber, hogs and pork, steel and copper, and sugar products, were a cause for concern for Canadian exporters. A countervailing duty investigation was initiated in the United States against imports of Canadian swine and pork, with the possibility of similar action being taken with regard to Canadian fish imports.

In 1984, the Canadian steel and copper industries were threatened by US actions which could have severely restricted Canadian access to the American market. The Department, working in close consultation with the affected Canadian industries and with provincial governments, argued successfully with the Administration against the proposed actions. In addition, the government made representations against the Omnibus Trade Bill of 1984, initiated by Congress, which would have curtailed Canadian access to American markets. The representations were successful and the Bill was stripped of most of its protectionist elements.

Canada continued to be concerned about the use of unitary taxation by a number of individual American state governments and about the extraterritorial application of United States laws. There was some progress on both of these issues in 1984-85.

The Department, through its corporate liaison program, continued its efforts to promote understanding among leading American business executives — and, through them, the US political and economic community — of Canadian economic policies and the potential for doing business in Canada. The program also provided a channel for advocating Canadian interests *vis-à-vis* the policies of US federal and state

authorities. At the same time, information on American business views, which was gathered in the course of the program, contributed to the policy-making process in Canada.

The restructuring of FIRA and the introduction of Investment Canada legislation were well received in the United States as signals of the government's recognition that foreign investment has a positive role to play in the development of the Canadian economy.

In order to promote the image of Canada as a desirable place for investment, the Department participated, for the first time, in a national site location conference in the United States. To further the same objective, the Department participated in national conferences for investment analysts and for international investors. Again for the first time, the Department sponsored two incoming missions to promote investment. The first mission was a national tour by a group of investment analysts from the US West Coast; the second was a group of senior investment executives from the northeastern states. In addition, Canadian consulates general, in co-operation with provincial officials and the Canadian private sector, organized three investment development seminars.

The Department has sought to increase participation by Canadian industry in the United States through the commissioning of private consultants to study regional markets for specific Canadian products. Five studies were completed, and six were initiated, in the past year. These studies uncovered new export opportunities and matched them to the specific capabilities of small and medium-sized Canadian firms. Workshops and seminars on completed studies were carried out, in co-operation with other federal government departments, provincial governments and trade associations, to brief industry representatives and to prepare follow-up marketing strategies.

The Department provided assistance to new and experienced exporters in central Canada through a specialized study on transportation links with southern US markets. As part of Export 85, copies of this study were distributed to approximately 5 000 Canadian exporters. Further specialized studies for exporters located in Western and Atlantic Canada are underway.

In 1984-85, the Department, in close consultation with DRIE, provincial governments and the private sector, implemented a Sector Marketing Strategies Program for the United States. Five strategies were completed: agricultural equipment, manufactured wood products, sporting goods, urban transportation and home heating. In addition, strategies for a further ten sectors, including oil and gas equipment, defence equipment, computer software and apparel, have been initiated.

The Department, through its Promotional Projects Program, sponsored the participation of 500 Canadian firms in 33 major trade fairs in the United States. Approximately 60 per cent of these firms were new exporters (of which 85 per cent were classified as small or medium-sized companies). Approximately 500 American buyers were assisted in undertaking visits to manufacturers and producers in Canada. The Promotional Projects Program as a whole generated more than \$163 in export sales for each dollar spent.

The Department also sponsored approximately 80 smaller and relatively inexpensive trade promotion events, such as solo, regional and in-consulate shows, designed to assist firms

in taking advantage of quickly emerging marketing opportunities. These activities generated \$167 in exports for each dollar spent.

In 1984-85, the United States was the prime target for the Program for Export Market Development, and applications were approved for a total of \$34.2 million. The most popular sections for the US market continued to be PEMD B (Business Exploratory Visits to the United States) and PEMD C (Participation in Trade Fairs Located in the United States), with the combined number for these categories exceeding those for any other destination.

Bilateral energy relations continued to be managed under the aegis of the Energy Consultative Mechanism, a forum established in 1979 to enable energy officials of both countries to exchange views periodically on bilateral and multilateral energy questions. One of the highlights of the year was complementary reform of the Canadian and US regulatory regimes governing trade in natural gas. The new Canadian regime, which took effect November 1, 1984, allows Canadian exporters to negotiate the export price of natural gas for the first time since 1974.

Energy exports to the United States continued to be a strong dollar earner for Canada in 1984. Calendar year exports were estimated at \$7.1 billion in petroleum, \$3.9 billion in natural gas and \$1.4 billion in electricity, for a total of \$12.4 billion compared to \$11.1 billion in 1983.

Significant progress was achieved on environmental issues, as Canada and the United States renewed their determination to deal with them in a responsible and co-operative spirit. The three-year stalemate on acid rain was broken at the Quebec Summit when the Prime Minister and the President announced the appointment of two special Acid Rain Envoys, former Ontario Premier William G. Davis and former US Transportation Secretary Drew Lewis, with a mandate to pursue consultation on laws concerning acid rain and to identify mechanisms for improving the North American environment.

The conclusion of the Skagit River Treaty removed fears in British Columbia that the Skagit Valley might be flooded (as a result of a 1942 International Joint Commission order for the raising of the Ross Dam in the United States) and exemplified the ability of the two countries to agree on mutually satisfactory solutions to difficult bilateral issues. Similarly, the Garrison Commission, established by Congress in July 1984, made recommendations to the US Secretary of the Interior in December for a Commission Plan which would limit irrigation service to the Missouri basin and defer Hudson Bay irrigation. The Canadian government has informed the United States that the Commission Plan, if approved and implemented, would essentially resolve the long-standing Garrison issue.

With regard to the Niagara River, the US appears to be moving towards a more positive response to Canadian requests for urgent and effective clean-up of toxic waste disposal sites on the US side of the river, but much work remains to be done.

A major development in fishery relations with the United States occurred during 1984-85 with the completion and ratification of the Pacific Salmon Treaty, which took over 15 years to negotiate.

The Department conducted a wide range of academic, cultural and information activities in the United States aimed at developing a knowledge and appreciation of Canada. The Department continued to support growth in Canadian studies programs at American universities. Interest in Canada by American academics and students continued to increase, as indicated by the number, diversity and quality of the applications under various awards programs. Through a variety of programs and services, the Department promoted American interest in Canadian performers and works of art.

Approximately 70 million Canadians and Americans cross the world's longest undefended border each year, with a minimum of formality. However, some Canadians do encounter difficulties, principally those who seek entry for temporary employment in various fields. The Department continued its consultations and negotiations with the United States to assist such persons.

The thrust of the government's approach to Canada-United States relations is one of self-confidence and a genuine determination to make the most of opportunities which can be of benefit to both countries. There are bound to be differences, but the "spirit of Quebec" is one of greater co-operation and closer consultation between two friends and allies.

Canada-US economic indicators

(Calendar year)

I. Canadian trade

	With all countries		With United States	
	Exports (\$ billion Cdn.)	Imports	Exports (\$ billion Cdn.)	Imports
1980	76.2	69.3	48.2	48.5
1981	83.8	79.5	55.5	54.5
1982	84.5	67.9	57.7	47.9
1983	90.6	75.6	66.0	54.1
1984	112.5	95.8	85.1	68.5

II. Percentage change

	With all countries		With United States	
	Exports	Imports	Exports	Imports
1980	+ 16.0	+ 10.2	+ 8.2	+ 6.7
1981	+ 10.0	+ 14.7	+ 15.2	+ 12.2
1982	+ 0.9	- 14.6	+ 4.0	- 12.2
1983	+ 7.2	+ 11.3	+ 14.4	+ 12.9
1984	+ 24.2	+ 26.7	+ 28.9	+ 26.6

III. Percentage distribution of exports and imports in 1984

Exports from Canada

To: United States	75.6
Japan	5.0
European Community	6.3

Imports to Canada

From: United States	71.5
Japan	6.0
European Community	8.6

IV. Top Canadian exports to the United States

1. Motor vehicles and parts
2. Crude petroleum
3. Newsprint paper
4. Natural gas
5. Chemicals, including fertilizers
6. Softwood lumber
7. Wood pulp
8. Precious metals, including alloys
9. Iron and steel
10. Industrial machinery

V. Top US exports to Canada

1. Motor vehicles and parts
2. General and industrial machinery
3. Chemicals, including fertilizers
4. Computers
5. Food, feed, beverages and tobacco
6. Telecommunications and related equipment
7. Aircraft, including engines and parts
8. Agricultural machinery, including tractors
9. Electronic tubes and semi-conductors
10. Coal

VI. 1984 Canadian current account with the United States

	\$ million Cdn.
Merchandise trade balance	+ 19 857
Service transactions	
Travel	- 958
Interest & dividends	- 6 883
Freight & shipping	+ 6
Other service trans.	- 6 006
Balance on service transactions	<u>- 13 841</u>
Balance on goods and services	+ 6 016
Net transfers	+ 77
Total current account balance	+ 6 093

The European Community and Western Europe

Throughout the year, the Department's emphasis in Western Europe was on structuring government and, where appropriate, private sector contacts to strengthen Canadian political and economic interests, including regional and multilateral stability and maintenance of the orderly international economic and trading system. As a major source of world investment and technology, which includes six of Canada's seven largest sources of direct investment, Western Europe was the target of a greater and more deliberate effort to encourage investment and technology transfer. It was also the focus of Canada's efforts to strengthen the mechanisms of international security and to expand East-West contacts.

After the new government took office in September 1984, ministerial visits to Western Europe increased, demonstrating Canada's desire to revitalize crucial relationships and providing evidence of Canada's common interests with this region. High-level visits also reinforced Canada's privileged ties with Western Europe and, during the visit of Prime Minister Fabius from France in November 1984, a new climate of collaboration in federal-provincial relations became evident.

Exports to Western Europe increased by 5.9 per cent to \$8.12 billion in 1984. Imports increased even more, to \$10.07 billion, an increase of 33.5 per cent. As a consequence, the balance of trade, which has traditionally been in Canada's favour, moved substantially in favour of Western Europe. The United Kingdom, West Germany, the Netherlands, France and Belgium-Luxemburg continued as Canada's leading Western European markets, representing collectively 75 per cent of its exports to the region.

Although agricultural commodities such as wheat, resource-based products such as wood, pulp and ores, and fish and fishery products continued as the major elements of Canadian exports to the area, end products such as automotive and aircraft parts, telecommunications, office and industrial equipment and numerous consumer products constituted approximately 20 per cent of exports, making Western Europe Canada's second major market for end products.

Western Europe remained a key locale for international trade fairs. Departmental assistance to Canadian industry to exhibit at trade fairs in Europe generated sales of approximately \$600 million to countries around the world. In 1984, the Department made presentations at 72 trade fairs in Western Europe, the most significant being an exhibition in Paris based on the celebrations of the four-hundred-and-fiftieth anniversary of the sailing of Jacques Cartier. This exhibition, entitled Technicanada, displayed high technology products from 62 companies and organizations, aroused great interest and received accolades from the technical and financial French press. While some 80 per cent of departmental promotional support was directed towards participation in trade fairs, there was also an active program of 81 missions and lesser activities (e.g. trade seminars, in-store promotions) to bring buyers from Europe to visit Canadian companies and to introduce Canadian business people in Europe with a view to enhancing export prospects.

European Community

1984 saw the resolution of the issue of the EC's unilateral

VII. Foreign investment¹

	\$ billion Cdn.
US direct investment in Canada	64
US portfolio investment in Canada	58
Canadian direct investment in the US	30
Canadian portfolio investment in the US	11

¹ Statistics Canada 1984 cumulative estimates in Canadian dollars.

VIII. Border crossings

	Canada to US	US to Canada
	(million)	
1979	34.4	31.2
1980	34.7	38.5
1981	33.6	39.8
1982	33.3	32.4
1983	39.0	32.5
1984	36.7	32.9

IX. Population

	Canada	United States
1983	24.9 million	234.2 million
1984	25.2 million	235.0 million

reduction in the size of its GATT-bound duty-free quota for newsprint. Following the release of the report of the GATT panel, established to examine the acceptability of the EC action, the two sides negotiated a settlement which provided a level of duty-free access for Canadian newsprint acceptable to the Canadian industry and the elimination, for in-quota shipments except for Italy, of a significant non-tariff barrier.

During their semi-annual consultations, held in June in Brussels and in November in Ottawa, senior Canadian and EC officials reviewed trade and economic issues of mutual interest, including the prospective enlargement of the Community to include Portugal and Spain (formally announced in March 1985) and the Common Agricultural Policy, with specific reference being made to the Community's policies on seed potatoes and meat hygiene. The Community voiced concern over the number of anti-dumping investigations, footwear quotas and provincial liquor board practices.

The Meat Import Act was imposed by Canada on January 1, 1985, to curtail the surge in the volume of beef imported into the Canadian market from highly subsidized EC sources. Negotiations continued with the EC in an attempt to resolve the issue so that retaliation would be avoided and the Canadian livestock industry would be safeguarded from unfair and damaging import competition. In the same vein, ongoing negotiations determined the level of compensation required to satisfy the EC for what it perceived to be lost sales resulting from Canada's quota on the importation of footwear.

On March 12, 1985, the GATT Council agreed to a request by the EC to establish a panel to examine the practices of the provincial liquor boards to determine whether their actions are inconsistent with Canada's obligations under GATT. Ongoing discussions have been held with the EC in an attempt to resolve this issue.

Canada's relations with the Community continued to be affected by differences with regard to the seal hunt. In June 1984, the government announced the establishment of a Royal Commission to examine all aspects of seals and sealing, including the social, cultural, ethical, scientific and economic implications.

The Canada-EC Sub-Committee on Industrial Co-operation (SCIC) sponsored a Rational Use of Energy mission which brought several EC industrialists to Canada. Opportunities for collaborative ventures were identified, among them an energy-saving/efficiency program operated by a Montreal company, a possible geothermal district heating project in Alberta, a wind power scheme in Ontario for use in joint ventures with EC firms in developing countries and a high-powered continuous laser project in Alberta for pipeline welding applications. By the end of March, planning was well underway for a Machinery Technology Transfer/Joint Venture mission, also under the sponsorship of the SCIC, to examine the possibilities of increased industrial co-operation between Canadian and European manufacturers of industrial and resource machinery and equipment.

The last meeting of the General and Preparatory Co-operation Sub-Committee, which took place in December 1984 in Brussels, dealt with co-operation in the area of science and technology and policies especially related to the transfer of technology from laboratories to industry.

United Kingdom

The United Kingdom continued to be Canada's third-largest trading partner and second-largest customer for manufactured products. Two-way trade with Great Britain increased by 10 per cent to \$4.8 billion in 1984, with Canada having a surplus of \$125 million. At least one-third of Canada's exports to the European Community were for the UK market.

Regular consultation on political and economic subjects continued at a high level throughout 1984, culminating in the visit to London in December of the Secretary of State for External Affairs. The Minister for International Trade, the President of the Treasury Board and the Ministers of National Defence, the Environment, Regional Economic Expansion and Multiculturalism also made official visits to London following the election of the new government, and inter-parliamentary relations were highlighted by the visit to London of the new Speaker of the House of Commons, the Honourable John Bosley. There were numerous other contacts during international meetings as well as individual initiatives by the Department. These included commercial initiatives, most notably several trade missions, as well as cultural activities.

Canada-United Kingdom relations were the subject of a colloquium in Halifax in May 1984, organized by Dalhousie University with the support of External Affairs. The Secretary of State for External Affairs attended, as did the British Minister of State for Foreign and Commonwealth Affairs. The colloquium brought together academics, business people, parliamentarians and officials from both countries.

The operations of the Canadian High Commission in London were reviewed by a resource review team from the Department. As a result, both operations and personnel deployment at the High Commission have been rationalized and streamlined at a considerable saving to the Department.

Federal Republic of Germany

Trade with West Germany, Canada's fifth-largest trading partner, increased significantly in 1984 after declining in 1983. Although the Canadian dollar was stronger, Canadian exports increased 6.2 per cent over 1983 to \$1.22 billion, while German exports rose by 38 per cent to \$2.17 billion. The West German Ministry of Defence purchased seven Challenger aircraft from Canadair, thus helping to increase the percentage of finished and high technology products among overall Canadian exports.

The links between Canadian and German companies in the industrial field increased. The Department encouraged a high-level meeting of business people and bankers from both countries at Niagara-on-the-Lake in June 1984, and this group is scheduled to meet again in Germany in the autumn of 1985. Ministerial visits were also important in relations with Germany, which was visited by the Ministers for International Trade, Regional Industrial Expansion and Fisheries and Oceans, the Minister of State for Tourism and the President of the Treasury Board.

With regard to Canada's commitment to NATO, greater co-operation in defence matters continued to be encouraged. Joint undertakings to develop products that will benefit Canadian technology and long-term exports continued.

In the field of science and technology, the bilateral agreement continued to encourage exchanges of specialized knowledge. The expedition of the West German research vessel Polarstern resulted in some joint scientific experiments in Canadian waters.

France

France now stands ninth among Canada's trading partners. Trade between the two countries represents less than 1 per cent of the total for each, but the situation improved in 1984. Canadian exports to France increased by 12 per cent to \$701 million, while French exports to Canada increased by 45 per cent to \$1.2 billion.

With more than \$1.07 billion in direct investment in Canada in 1984, France stands sixth among foreign investors in this country. Two large projects, Péchiney in Quebec and AMC/Renault in Ontario, are making France one of the major foreign investors in Canada.

Politically, the most significant event was the visit of Prime Minister Laurent Fabius in November 1984, the first Prime Minister to be received by Mr. Mulroney after he came to power. This visit symbolized a new stage in Canada-France relations, and the relaxed, confident atmosphere surrounding it in Ottawa, Montreal and Quebec City did not go unnoticed. While they reiterated the importance that they ascribe to political and cultural relations, the two Prime Ministers gave priority to the achievement of expanded economic relations between their two countries.

The Cultural, Scientific and Economic Joint Commissions all met in 1984, and each prepared a program of action to expand and to deepen France-Canada bilateral co-operation. The Canada-France interdepartmental management committee, created the year before, met four times.

1984 was a special year in France-Canada relations, as celebrations were held to commemorate two historic events of the utmost importance — the four-hundred-and-fiftieth anniversary of the arrival in Canada of Jacques Cartier and the fortieth anniversary of the Normandy landing. More than 15 Canadian ministers visited France during this period. When the Minister of Communications visited in January 1985, Canada and France signed an agreement on joint animation film production and agreed to create a France-Canada prize and to have Canada participate in TV-5, the only French-speaking cable television network in Europe. About ten French ministers visited Canada during the year.

Italy

A modest recovery in Canadian exports, which totalled \$578 million, and a spectacular increase of some 40 per cent in Canadian imports from Italy, which totalled more than \$1.1 billion, highlighted trade relations between Canada and Italy in 1984. Various commercial and industrial missions helped to promote contacts between companies in the two countries during this period. Especially noteworthy was the industrial co-operation mission managed jointly by the Departments of External Affairs and Regional Industrial Expansion, which took place in Italy, March 12-14, 1985.

The Secretary of State for Multiculturalism visited Rome and Sicily in late April 1984. The Veterans Affairs Minister visited Italy from June 1 to 3 to commemorate the fortieth anniversary

of the liberation of Rome. Finally, the visit to Rome in December 1984 of the President of the Treasury Board underscored Canada's interest in Italian government and business.

The quality of Canadian relations with Italy was emphasized by the visit of the Italian Foreign Minister in May 1984. During this time, a cultural agreement between Italy and Canada was signed, which called for the creation of a joint commission and for expanded cultural exchanges. The Italian Education Minister also paid a working visit to Canada in June 1984.

Holy See

Media attention was practically monopolized by the September 1984 visit to Canada of His Holiness Pope John-Paul II. The Holy Father visited most of the country's regions and was enthusiastically received by Canadians. The Canadian government set up a working group, consisting in part of departmental officials, to co-ordinate the activities of the various organizations involved and to make the visit a success.

Belgium

Belgium is one of Canada's main European export markets, with sales of \$677 million in 1984. The high point of trade activities last year was the signing, in February 1985, of a \$50 million contract awarded to Bombardier to supply the Belgian army with 2 500 all-terrain vehicles. It is expected that many other overseas markets for these vehicles will be found as a result of this agreement.

Under the auspices of the Belgium-Canadian Chamber of Commerce, an industrial development mission consisting of 30 Belgian business people visited Montreal and Toronto. Several interesting investment opportunities were revealed and are being pursued.

The Secretary of State for External Affairs met with his Belgian counterpart in Brussels in 1984, on the occasion of a ministerial meeting of the North Atlantic Council. A Canada-Belgium Businessmen's Association was formed to further economic and trade relations between the two countries. In the cultural field, the tenth session of the Permanent Joint Committee, established by the 1967 cultural agreement, was held in Brussels in October 1984.

The Netherlands

Bilateral cultural relations with the Netherlands were further developed through consultations and co-operation in finalizing plans for Canadian participation in the Holland Festival in the summer of 1985. The embassy was also heavily involved in the co-ordination of planning for Canadian participation in the fortieth anniversary of liberation celebrations.

In May 1984, preliminary discussions were held with a view to negotiating a social security agreement.

Bilateral co-operation in defence relations was enhanced through the visit to Canada, in January 1985, of the Dutch Minister of Defence, and co-operation in defence research and production was assisted by the visit of the Dutch State Secretary for Defence. Canadian-Dutch trade in defence products has always been strongly in favour of Canada, but the patrol frigate program will provide important opportunities for Dutch manufacturers.

In 1984, Canadian trade with the Netherlands continued to increase despite unfavourable exchange rates and a soft Dutch economy. Canadian participation in InterClean 85 in Amsterdam, a major Dutch trade fair, produced extremely positive results, with several major contracts being signed and agencies established.

Portugal

The official visit to Canada in April 1984 of President Antonio Eanes further enhanced the excellent relations between the two countries. Fisheries continued to be a key component of Canada-Portugal relations. Canadian and Portuguese fisheries representatives met in Ottawa in January 1985. A package-labelling machinery mission composed of eight Canadian companies visited Portugal in February. This first Canadian commercial mission to Portugal was considered very successful. Canadian participation at the Santarem agricultural fair provided an opportunity for several firms to exhibit their products and test the Portuguese market.

The Nordic countries

During 1984-85, there was a new emphasis in the Nordic region on the promotion of investment in Canada and on sales of high technology goods and services. Considerable effort was also made to promote participation in Expo 86.

Bilateral air negotiations were conducted with SAS during the year, with a view to obtaining access to Toronto and the resumption of service to Mirabel. Social security agreements were negotiated with Sweden and Denmark, and a double taxation agreement with Sweden was ratified.

Cultural relations continued to expand, with tours by several Canadian artists, performers and writers, and a major project, the Nootka Dugout Project, was begun in Copenhagen. A group of Nordic journalists made a cross-Canada tour in January and reported extensively on their experiences and impressions.

High-level bilateral visits were again a major factor in relations with the Nordic countries. A Canada-Norway Working Group on Offshore Energy held meetings in Norway in November 1984 to investigate ways and means to promote co-operation and technology exchanges for offshore energy industries. Parliamentary committees from Finland, Sweden and Norway visited Canada and senior officials and provincial politicians from Canada visited the Nordic region. The Norwegian Minister of Commerce and Shipping made an extensive tour of Canada, which resulted in enhanced commercial opportunities in both countries. The Swedish Ministers of Energy and Trade also visited Canada during the year to promote Swedish exports.

Other countries of Western Europe

Atomic Energy of Canada Limited continued to promote the sale of a CANDU reactor to Turkey, and Northern Telecom continued to increase its exports to and investment in Turkey with the assistance of the EDC. Canada welcomed a group of six Turkish journalists in November, and several trade missions of Canadian business people and officials visited Turkey to examine prospects in the fields of urban transportation, consulting engineering, agriculture and food processing. The Canadian Minister of National Defence visited Ankara

in December to foster military co-operation between the two countries.

Canada and Greece signed an air transport agreement allowing Olympic Airways to extend its route to Toronto.

Canada and Cyprus signed a double taxation agreement but it has not yet been ratified.

An agreement concerning cinematographic relations was signed with Spain in January 1985 by the Minister of Communications when he visited Madrid. Canada participated in two important trade fairs in Spain — SIMO and Alimentaria — and a useful mission of Canadian packaging equipment manufacturers visited Spain looking for new export markets. The Spanish National Investment Institute underwrote a major solo trade fair in Toronto at the new exhibition centre. As a result of these initiatives, Canadian-Spanish trade relations are expected to expand in the coming years.

Following the successful government-private sector participation in the 1984 Davos Symposium in Switzerland, 14 senior Canadian business executives attended the 1985 Davos Symposium. The President of the Treasury Board met with influential Swiss banking and industry representatives in Zurich and Geneva to explain the investment and budgetary policies of the new government.

Several NATO, OECD and other multilateral meetings provided opportunities for new Canadian ministers to meet with their European counterparts.

USSR and Eastern Europe

1984-85 was a year of change both in the Soviet Union and in East-West relations. In the USSR, a new and younger generation of leaders began to emerge. US-USSR bilateral arms control negotiations resumed in Geneva. In general, the recent period has been characterized by a modest improvement in the atmosphere of East-West relations and an increase in dialogue. While being realistic about the future obstacles to improved East-West relations, the government is encouraged by the increased willingness to manage differences through direct negotiation and dialogue.

The commitment of the new Canadian government to the quest for improved relations was apparent in the decision of the Secretary of State for External Affairs to meet as early as possible with the Soviet Foreign Minister. This proposed meeting inaugurated several months of direct contact with the Soviet leadership, which itself had come to see the advantage of renewed contact with Western countries. Thereafter, preparations were initiated for the Secretary of State for External Affairs to visit the USSR — the first such visit in 12 years. Weeks before the visit, the Soviet leader Konstantin Chernenko died, thrusting the USSR into the third leadership change in as many years. The Prime Minister represented Canada at the funeral and met with the new Soviet leader, Mr. Mikhail Gorbachev.

The Canadian government also sought a further expansion and enrichment of its contacts with Eastern European countries. In November 1984, the Minister for International Trade paid official visits to Hungary and Yugoslavia. His visits, during which he opened new chanceries in Budapest and Belgrade, underscored Canada's commitment to continued good relations with these countries. In June 1984, the Foreign Minister of the German Democratic Republic paid an official visit to Canada.

Canadian exports to Western Europe by country

(in thousands of dollars)

	1982	1983	1984
United Kingdom	2 669 538	2 445 376	2 443 424
Gibraltar	382	128	453
Ireland	96 976	89 150	95 805
Malta	2 369	1 913	1 625
Austria	41 434	49 991	45 577
Belgium-Luxemburg	773 095	700 126	676 592
Denmark	83 312	66 608	94 391
Finland	110 581	86 952	119 219
France	706 679	626 032	700 746
West Germany	1 233 722	1 149 885	1 220 681
Greece	75 981	48 677	48 756
Iceland	6 155	5 450	3 619
Italy	694 672	549 304	577 939
Netherlands	1 043 788	957 148	1 063 338
Norway	254 558	230 490	325 218
Portugal	121 318	60 694	62 966
Spain	189 731	137 079	96 872
Sweden	192 537	146 609	165 290
Switzerland	218 911	197 805	189 482
Cyprus	16 189	11 797	10 884
Turkey	109 449	102 094	175 300
TOTAL	8 641 377	7 663 308	8 118 177

Political consultations and discussions of arms control and disarmament issues were held with the USSR and the German Democratic Republic. Political consultations were also resumed with Poland, which was particularly significant since it coincided with the lifting of Canadian restrictions imposed in February 1982, following the declaration of martial law in Poland. The Secretary of State for External Affairs announced this move in August 1984, in response to a declaration of amnesty by the Polish government.

With regard to trade, the countries of this region continued their attempt to hold import purchases from non-socialist countries to a level below their exports to those countries. The resulting trade surpluses have been used to reduce the foreign debt owed to Western financial institutions. Despite a declining market, Canadian exports to the USSR and Eastern Europe increased by 18 per cent in 1984 to \$2.48 billion, nearly matching the 1982 record. Canadian grain sales accounted for 80 per cent of these exports. The USSR remained Canada's largest grain customer and the German Democratic Republic is emerging as the sixth most important grain client. In May 1984, a new Fisheries Treaty was signed with the USSR, which strengthened Canada's management of the 200-mile economic zone and for the first time included a Soviet commitment for the purchase of Canadian processed fish.

Imports from the USSR and Eastern Europe increased by 20 per cent to \$302 million in 1984, but Canada's merchandise trade surplus with the region still reached \$2.18 billion as a result of balances with the USSR and the German Democratic Republic.

The theme that East European countries must sell more internationally in order to buy more was frequently presented by the trade officials of these countries, although there was a general recognition that all sales offerings must meet the terms of the international marketplace.

The government continued to participate in major international trade fairs in Bulgaria, Czechoslovakia, the German Democratic Republic, Hungary, Romania and Yugoslavia. More Canadian business representatives were encouraged to time their promotional visits to these countries to coincide with Canadian participation in these fairs.

Because of government monopoly in the conduct of foreign trade in most socialist countries, regular trade consultations are an important mechanism in the development of commercial relations. Such consultations were held with the USSR in May 1984, with Czechoslovakia in September, with Hungary in November and with Poland in January 1985. In addition to regular consultations, high-level reviews of bilateral trade relations took place during visits from officials of Bulgaria, Hungary, the German Democratic Republic, Romania and the USSR.

The Romanian nuclear energy program to construct at least five CANDU-type nuclear reactors continued in the construction phase, with the role of Canadian equipment suppliers being increasingly clarified for the first two units. The Canadian interest in expanding Canadian supply for these five units and for future units to be built by Romania was the subject of continued high-level discussion between government officials and commercial representatives of both countries.

Canadian imports from Western Europe by country

(in thousands of dollars)

	1982	1983	1984
United Kingdom	1 903 948	1 809 753	2 318 583
Gibraltar	2	-	1
Ireland	128 787	107 266	186 501
Malta	2 679	2 263	2 428
Austria	91 891	108 007	155 617
Belgium-Luxemburg	263 532	296 196	446 728
Denmark	129 023	136 925	200 807
Finland	96 424	75 763	148 163
France	876 957	840 957	1 219 488
West Germany	1 383 950	1 574 798	2 173 581
Greece	30 302	44 119	41 189
Iceland	4 931	3 234	2 973
Italy	724 848	798 497	1 116 125
Netherlands	267 295	349 756	545 421
Norway	92 684	313 562	134 203
Portugal	43 705	58 337	60 861
Spain	190 060	181 949	316 432
Sweden	365 764	415 759	581 521
Switzerland	429 558	407 973	378 298
Cyprus	445	353	11 355
Turkey	11 646	12 809	26 795
TOTAL	7 038 431	7 538 276	10 067 070

Exporters to the region continued to face purchaser demands that Canadian suppliers make substantial purchases of East European goods in exchange for their own sales contracts. While this countertrade activity remains contrary to the spirit of the multilateral trade environment which GATT signatories are pledged to develop, Canadian firms have shown an increasing capability to incorporate countertrade conditions in their sales proposals. Canadian expertise was strengthened by a mission to Vienna and Leipzig to learn the most recent countertrade techniques and meet major practitioners.

The infrastructure of commercial relations between Canada and the countries of the region was substantially aided by a private sector initiative to form the Canadian-East European Trade Council, with the administrative support of the Canadian Chamber of Commerce. In its first year, the Council sponsored a series of seminars on the market mechanisms in Eastern Europe and developed framework agreements for co-operation with counterpart organizations in the region. Council representatives were also members of delegations visiting the region and received incoming visitors.

Academic, scientific, cultural and sports exchanges continued to play an important role in Canada's bilateral relations with Eastern European countries and the Soviet Union. Canadian artists toured Eastern Europe and the Soviet Union to perform and exhibit their works, and academics and scientists participated in exchanges (mostly private initiatives, although a modest number occurred under official auspices) with their counterparts in these countries. Sports teams regularly toured Eastern Europe and the Soviet Union and,

in turn, hosted visiting sports teams in Canada. The opening of the new chanceries in Belgrade and Budapest provided important opportunities for the display of Canadian art and for performances by Canadian musicians. Canada and the Soviet Union concluded an Arctic sciences program and a sports Memorandum of Understanding.

There were, however, certain actions and policies of Soviet and East European authorities that continued to undermine public confidence and support in Canada for putting relations with the region on a more stable footing. Human rights issues, the Soviet refusal to discuss compensation for the Canadian victims of the KAL disaster and the lack of significant progress on family reunification cases were among the principal impediments to stable relations.

Human rights and family reunification cases are of particular concern to the people and government of Canada. The Department takes every opportunity, both in bilateral consultations with and in the course of official visits to the USSR and Eastern Europe, to raise the issue of human rights and the reunion of families. In 1984-85, official representations were made on behalf of approximately 230 persons in the USSR and Eastern Europe seeking to join close relatives in Canada. In addition, the relaxed immigration criteria of the Polish Family Movement Program allowed some 1 370 persons from Poland to be united with relatives in Canada.

Asia and the Pacific

Japan

Japan is Canada's second-largest trading partner, with bilateral trade totalling \$11.3 billion in 1984. The Secretary of State

for External Affairs underlined the importance of the relationship by visiting Japan very soon after the inauguration of the Mulroney government to exchange views with Prime Minister Nakasone and other members of the Japanese government and to outline the government's new trade and investment policies and their potential implications for Japan. During his visit, he re-emphasized the government's commitment to the promotion of Canadian studies in Japan by announcing the establishment of an annual research award worth \$50 000 to be granted to Japanese academics or institutions doing original research on Canada-Japan relations.

In February, the Minister for International Trade visited Tokyo to discuss specific elements of the Canada-Japan commercial and economic relationship and to emphasize the government's commitment to enhancing the already strong commercial links which exist between the two countries.

Prime Minister Mulroney and Prime Minister Nakasone engaged in bilateral discussions in Moscow when both attended the funeral of Soviet leader Konstantin Chernenko. They reviewed various international issues of mutual interest as well as aspects of the bilateral relationship.

Canadian exports to Japan in 1984 grew by 19 per cent over 1983 to \$5.6 billion, a sharp increase over the entire 1979-83 period when exports rose by only 19 per cent. Fully half of the 1984 increase was accounted for by coal, sales of which were up 53 per cent over 1983. Imports from Japan increased by 29 per cent over 1983 to \$5.7 billion. The major increases in imports were in consumer goods, with a sizable surge in audiovisual consumer products. In 1984, Canada ranked eleventh in importance as a market for Japanese exports, and seventh among Japan's importers.

While 1984 registered a satisfying increase in bilateral trade, the steady decline in the traditional Canadian trade surplus with Japan continued. For the first time in over a decade, Canada experienced a deficit in 1984 which reached \$80 million. This trend reflects, in part, the continuing structural adjustment in the Japanese economy away from energy-intensive industries towards knowledge-intensive industries.

In 1984, the Tokyo capital market increased in importance for Canada, with 11 separate loans offered for a total of \$1.2 billion. Canadian governments and institutions were the most significant international borrowers in Tokyo last year, accounting for 13 per cent of all overseas yen loans.

There are 14 consultative forums which have been established by Canada and Japan to manage the many aspects of the bilateral relationship more effectively. In 1984, the intensification of the fisheries relationship was marked by two working group meetings in addition to the usual bilateral consultations. The science and technology consultations held in December 1984 identified over 75 new or continuing proposals for inclusion under the consultations' auspices, including important initiatives in microelectronics, biotechnology, energy, new materials and agriculture.

China

Political contact between Canada and China was maintained in 1984 by a series of high-level visits: those to Canada by the Chinese Ministers of Defence, Coal and Metallurgy and the President of the Bank of China, and those to China by a large delegation of Canadian parliamentarians, three provincial Premiers and the Minister of State for Fitness and

Amateur Sport, who signed a Memorandum of Understanding on bilateral sports exchanges which should lead *inter alia* to co-operation on the 1988 Olympics.

Although Canadian exports to China declined in 1984 to \$1.27 billion from \$1.6 billion the previous year, largely as a result of decreased sales of wheat in the face of bumper Chinese harvests, other items showed a substantial increase, and exports of manufactured products more than doubled. China remained Canada's second-largest market in Asia (and fifth worldwide). Chinese exports to Canada increased in 1984 to \$331 million, from the 1983 total of \$246 million.

Recent Canadian marketing efforts have focused on China's modernization program, drawing in part on foreign technology and foreign credits. To this end, the Export Development Corporation, in October 1984, concluded an agreement with the Bank of China extending a \$2 billion financing facility to China to support the purchase of Canadian services and equipment. Private Canadian banks have also extended facilities to the Bank of China for import financing. As a result of improvements in China's foreign reserves position and the recognition that significant infrastructure difficulties exist which hamper modernization, there has been increasing Chinese interest in the import of equipment in the fields of energy, transport, communications, natural resource exploitation and selective industrial modernization. This interest was reflected in the previously mentioned visits to Canada of the Ministers of Coal and Metallurgy, and of the President of the China National Petrochemical Corporation (SINOPEC).

The Canada-China Trade Council continued to assist Canadian business people, both exporters and importers, in doing business with China. Private sector initiatives, in conjunction with ministerial-level missions and other government-supported activities, remain part of a continuing effort to expand the commercial relationship between Canada and China.

Other major developments during the period included the opening of a new Chinese consulate general in Toronto in December 1984, the twinning agreement between Saskatchewan and Jilin province in China's northeast and the signing of five bilateral animal quarantine agreements which should promote greater trade in live animals and related products.

About 2 200 Chinese immigrants came to Canada in 1984, making a total of over 20 000 since 1979. At the beginning of 1985, approximately 2 200 Chinese students were studying in Canada. Cultural relations continued to expand, marked by the highly successful tour of Les Grands Ballets Canadiens, an exhibition of paintings by Alex Colville in China, and the visits of the Shandong Ballet Troupe and the Shanghai Conservatory Ensemble to Canada.

Republic of Korea and Hong Kong

Canada's relations with the Republic of Korea grew stronger and demonstrated new maturity during 1984 and in the early months of 1985. The Minister for International Trade visited Seoul for the Eighth Canada-Korea Trade Ministers' Meeting, while the Minister of State for Fitness and Amateur Sport concluded a sports agreement with his Korean counterpart during a visit to the Republic of Korea. These high-level visits provided opportunities for the new Canadian government to outline its programs and priorities to the leaders of

one of Canada's most important trading partners. The Premier of Quebec also visited the Republic of Korea.

Two-way trade continued to grow rapidly with an increase of 37 per cent in 1984. Characterized on the Korean side by rising exports of automobiles and apparel and on the Canadian side by a 30 per cent growth in coal shipments, two-way trade with Korea now makes this market Canada's second-largest trading partner in the Pacific Rim.

The highlight of the past year in Hong Kong was the conclusion of an agreement between the United Kingdom and China regarding Hong Kong's future after the expiry of the New Territories lease in 1997. Under the agreement, which was initialled in September 1984 and has now been ratified, sovereignty will revert to China but Hong Kong will be guaranteed a considerable degree of political, economic and social autonomy under its own mini-constitution. The Secretary of State for External Affairs welcomed the agreement warmly as a major contribution to the stability and prosperity of Hong Kong, and of the Asia-Pacific region as a whole.

Canada's total trade with Hong Kong in 1984 increased by 13 per cent over the 1983 level to reach \$1.18 billion, thus almost doubling Canada's trade with Hong Kong in just three years. While Canadian exports declined by \$6 million to \$215 million in 1984, largely as a result of a drop in commodity prices, the market continued to be attractive to Canadian exporters of a wide range of products.

Approximately 8 000 Hong Kong residents immigrated to Canada in 1984. Of these, over 700 were in the entrepreneurial and self-employed category.

Korean and Hong Kong cultural and academic exchanges with Canada continued to grow, ranging from appearances by performing artists such as the Montreal Symphony Orchestra to the establishment of Canadian studies programs.

Indochina

The ongoing conflict in Cambodia remains the principal issue affecting Canada's relations with the countries of Indochina. Canada supports efforts for a just and peaceful solution to the conflict. In the absence of a solution to the conflict, there is little prospect of Canada developing significant bilateral relations with these countries. Nevertheless, Canada conducts a successful family reunification program with the government of Vietnam and approximately 7 000 Vietnamese citizens settled in Canada during 1984. In addition, since 1979, Canada has contributed more than \$31 million for the protection, care and assistance of displaced persons and refugees in the Indochina region.

South and Southeast Asia

The vast resources, population and great economic potential of the Indian subcontinent and Southeast Asia have made this region increasingly important in Canadian foreign policy. The largest Canadian development assistance programs are in Asia, and a large number of new Canadians come from the countries of this region. The geostrategic significance of the area is also reflected in superpower rivalries, particularly in the Soviet invasion and ongoing occupation of Afghanistan and in the Vietnamese occupation of Cambodia. Canada has consistently supported UN resolutions and other diplomatic

initiatives of countries in the region, calling for a withdrawal of occupying forces and for self-determination for the Afghan and Khmer peoples. In Afghanistan, the Soviet intervention has created the largest single refugee population in the world, and in 1984, Canada pledged \$14 million in food aid to assist Pakistan in its efforts to provide relief for Afghanisthanian refugees in Pakistan.

The developing relations between Canada and the countries of South and Southeast Asia are reflected in the increasing frequency of visits by federal and provincial Canadian ministers, Canadian business people and their counterparts from these countries. The presence of the Secretary of State for External Affairs at the October 1984 funeral of Indian Prime Minister Indira Gandhi illustrates Canada's recognition of the importance of these relations.

In 1984, the Asia Pacific Foundation was established with support from all political parties. With its headquarters in Vancouver, it is hoped that it will serve as both a catalyst and a focus for the further development of commercial, developmental, cultural and educational co-operation with the countries of Asia. Its first major co-operative undertaking with the Department was a February 1985 conference in Bali co-sponsored by the Indonesian Centre for Strategic and International Studies.

The past year also saw the initiation of periodic formal consultations between Canadian senior officials and their counterparts in Indonesia, Nepal, the Philippines and Thailand, in addition to those already in place with India and Pakistan.

Canadian exports to the countries of South Asia were approximately \$708 million in 1984, an increase of 43 per cent over 1983, and imports reached approximately \$250 million, an increase of 64 per cent. Fabricated materials and manufactured goods represented 64 per cent of Canadian exports and 77 per cent of imports.

ASEAN

During 1984-85, Canada continued to strengthen its relations with the six member countries of ASEAN: Brunei, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand. The geostrategic importance of ASEAN and its dynamic free-market orientation are of major importance to Canada. At the political level, this has been reflected in consistent Canadian support for the ASEAN position that Vietnam withdraw from Cambodia, in the ongoing resettlement of Indochinese refugees (approximately 100 000 since 1975) and in extensive humanitarian assistance for those refugees living in camps in the ASEAN region. As one of six "dialogue partners" of ASEAN, Canada has since 1980 been represented by the Secretary of State for External Affairs at the annual ASEAN Foreign Ministers Conference. The July 1984 meeting was held in Jakarta, Indonesia.

Other high-level visits also attest to the growing importance of relations between Canada and ASEAN. In April 1984, Thai Prime Minister Prem led a large ministerial and business delegation to Canada. The Canadian Minister for Regional Industrial Expansion had a highly successful visit to Indonesia, Singapore and Thailand in early March 1984, at which time he also participated in the inaugural Air Canada flight to Singapore. In the coming year, the extensive participation of ASEAN countries in Expo 86 should stimulate an increased flow of ASEAN politicians and business people to Canada.

Canada continued to provide considerable development assistance to the ASEAN region, particularly to Indonesia and Thailand, where the Canadian International Development Agency (CIDA) concentrates many of its resources. In addition, since 1983 there have been annual meetings of the Joint Co-operation Committee (JCC), established under the Canada-ASEAN Economic Co-operation Agreement, which have focused on matters such as transfer of technology, human resources development and assistance to ASEAN in the areas of forestry, fisheries and agriculture. In September 1984, the JCC meeting was held in Manila. Increasingly, attention is being focused on the importance of enhancing two-way trade and investment.

In March 1985, the Canadian Committee of the Pacific Basin Economic Council sponsored the Fourth Pacific Rim Opportunities Conference in Toronto.

Canadian exports to ASEAN in 1984 reached \$795 million, an increase of 18 per cent over 1983, and imports reached \$675 million, an increase of 43 per cent. Of the 1984 exports and imports, fabricated materials or manufactured goods accounted for 73 per cent and 64 per cent respectively.

Australia and New Zealand

Canada's close bilateral relationships with Australia and New Zealand were highlighted by official and ministerial visits, continued close consultation and co-operation in bilateral and multilateral forums and a dramatic surge in Canadian exports to both countries.

The annual Canada-Australia Bilateral Policy Consultations were held in September in Ottawa, and addressed a wide range of bilateral and multilateral issues, of interest politically, economically and commercially. In addition to visits by the Australian Ministers of Communication, Defence Support and Primary Industry, Prime Minister Hawke of Australia visited Canada in March 1985 to address the National Economic Conference in Ottawa. Prime Minister Muldoon of New Zealand visited Vancouver in May 1984 to participate in the seventeenth annual meeting of the Pacific Basin Economic Council.

The Department's vigorous trade development efforts continued. Canadian exports to Australia grew a remarkable 41 per cent in 1984 to \$617 million while exports to New Zealand surged 54 per cent over 1983 to \$189 million. While principal export items were sulphur, newsprint and potassium chloride, both countries provided important markets for capital goods and other fully manufactured products, including computers, telephone and telecommunications equipment.

Against this background of strong export growth, there were significant developments in the service sector. Notably, a new bilateral treaty on air services was concluded in November with New Zealand, which provides for a direct air link between Canada and New Zealand for the first time in 16 years. It is expected that the agreement will considerably enhance the growing tourism traffic between the two countries. In Australia, continuing liberalization of the financial service sector led to the granting of 16 full banking licenses to banks with partial or total foreign ownership, including one to the Royal Bank of Canada. As well, Canada's interest and activities in Australia's merchant banking sector continued to expand.

During the year, there was a considerable increase in cultural and academic activities in Australia and New Zealand. In May 1984, the Association for Canadian Studies in Australia and New Zealand held its second conference at the University of Canterbury in Christchurch, New Zealand, funded in part by External Affairs.

The South Pacific

Papua New Guinea and Fiji remained Canada's most significant, and potentially promising, bilateral trading partners in the South Pacific, although the pattern of Canadian exports, consisting largely of occasional sales of capital goods, communications equipment and aircraft, continues to vary widely from year to year. Within the context of shared membership in the Commonwealth, and as a Pacific nation, Canada continued to show considerable interest in regional developments.

Africa and the Middle East

Events in the Middle East and Africa figured prominently in the Canadian news media in 1984-85. These events were characterized by drought, famine, warfare, violence, racial conflict and terrorism, and Canadian public awareness of and concern about the region rose to new heights as the year progressed.

Canada continued to exercise modest influence in resolving regional conflicts, while a major effort was made to alleviate the consequences of drought and famine in Africa, particularly Ethiopia. In the pursuit of these two objectives, diplomatic activities included several ministerial and high-level visits and discussions where the Canadian government argued for a better, peaceful, more harmonious world.

Canada's nine immigration posts in Africa and the Middle East issued 4 734 immigrant visas in 1984-85. In addition, 553 refugees from the region were admitted to Canada, along with 30 775 visitors.

Fifteen important visitors from Africa and the Middle East came to Canada for familiarization tours during the year. An eight-country trip to Africa by Les Ballets Jazz de Montréal and a five-country North Africa and Middle East tour by Canada's Olympic soccer team were indicative of the ongoing efforts to broaden Canada's image in the region.

Africa

Canada's relationship with Africa continued along established historic themes — the Commonwealth connection, the Francophone community, concern for human rights (particularly in South Africa) and Canada's commitment to development co-operation. However, in 1984, the famine and drought crises in Africa added a new dimension to the partnership. Night after night, Canadians saw on their television screens the unfolding human tragedy which resulted from the drought in Ethiopia and, to a lesser degree, in other regions in Africa.

The famine in Ethiopia and the Sahel region of Africa evoked a wave of humanitarian concern among the Canadian people which resulted in numerous campaigns by public service groups seeking assistance for the victims. Individual Canadians contributed over \$35 million to various aid agencies, while the government matched these funds and added another \$65 million to a Special Fund for Africa; it also

gave \$150 million in food aid and \$18 million in other forms of humanitarian assistance. In addition, it contributed \$100 million to the IBRD Special Facility for Sub-Sahara Africa. External Affairs was intimately involved in the response to the famine and in the setting up and continuing operations of the Office of the Canadian Emergency Relief Co-ordinator for African Famine. The Department provided support for the Co-ordinator's three visits to Europe and various African countries.

Canadians were also aware of increasing levels of violence in South Africa, and the issue of apartheid continued to be a major concern for many people. The Secretary of State for External Affairs announced that a full-scale review of Canada's policy towards South Africa would take place and consultations began with various interested groups and individuals. The issue was highlighted by the visit to Canada of Nobel Peace Prize winner, Bishop Desmond Tutu of South Africa, who was received by the Prime Minister and accorded a standing ovation in the House of Commons on December 21, 1984.

Conflicts continued in Chad, the Western Sahara, and in the Horn of Africa, without any sign of possible early solutions. The issue of Namibia's independence continued to preoccupy the Department. Economic stagnation as well as political upheaval typified the year in many African countries. Canada continued to support the efforts of the Organization of African Unity to resolve conflicts and tension, and made a contribution towards resolving economic problems through aid and development programs, both bilateral and with the African Development Bank and the IMF.

Ministerial visits between Canada and various African countries, particularly in Francophone Africa, developed and strengthened contacts as Canada sought to increase the effectiveness of its aid program, diversify and increase commercial relations, improve the political dialogue both bilaterally and in international forums and increase exchanges in the areas of culture, sports and education.

In April 1984, the Minister for External Relations visited Algeria and Tunisia, and in January 1985 visited the Ivory Coast for meetings of the Bilateral Commission and then visited Kenya to review various bilateral projects. In November 1984, the Secretary of State for External Affairs visited Ethiopia briefly for a firsthand assessment of the famine there. Canadian representatives also paid an official visit to Zimbabwe, and attended the inaugural celebrations for President Mobutu's new seven-year term in Zaire, the annual meeting of the Southern African Development Corporation Committee (SADCC) in Swaziland in February 1985, and the thirtieth anniversary celebrations of the Algerian Revolution in November 1984.

Canada also hosted a number of ministerial visits dealing with a range of topics. For example, the Algerian Minister of Culture and Tourism signed an accord for film co-operation. Various ministers from Senegal, Benin, Cameroon, the Central African Republic, Guinea, Rwanda, Togo, Ethiopia, Tanzania and Kenya visited Canada, as well as a delegation led by SADCC's Executive Secretary. A large Algerian delegation was in Ottawa in March 1985 for the Bilateral Commission meeting, hosted by the Minister for External Relations.

Commercial relations with Africa improved greatly during

the year. After a difficult year in 1983, characterized by economic and financial problems in most African countries, exports of Canadian products returned to the \$1.5 billion level in 1984. Also, Canada provided Africa with approximately \$400 million of consulting services, with major markets continuing to be Algeria, South Africa, Tunisia, Nigeria and Libya. Canada imported \$1.1 billion of African products last year.

External Affairs continued to promote trade activities in Africa by assisting exporters and by working towards a healthy trading climate. In particular, the Gabonese market received close attention and exports of mining, telecommunications and transport equipment are expected to increase. The third meeting of the Bilateral Commission with Algeria discussed trade and increased use of EDC financing in the agricultural, communications, transport, energy and housing sectors, while in Southern Africa, Canada's participation in the fifth annual meeting of SADCC should facilitate Canadian access to that market for agricultural, transport and energy products. Discussions continued with the World Bank and the African Development Bank in an effort to increase Canadian involvement in multilaterally financed projects. Similarly, a program was initiated to disseminate information on these projects more rapidly to Canadian companies to help them compete more effectively.

External Affairs also organized a large number of bilateral missions for Canadian exporters. Telecommunications missions visited Cameroon and Zaire, while other groups were sent to Algeria (mining and medical equipment), Ghana (forestry) and Zambia, Zaire and Kenya (railroad equipment). Incoming buyer missions from Libya, Cameroon, Madagascar and Morocco visited the Calgary Petroleum Show, while various mixed sector groups from Ghana, Nigeria and Zimbabwe were also in Canada. The Department sponsored participation in four trade fairs — Algiers, Libreville, Kaduna and Dakar — and one exclusively Canadian technology fair was presented in Abidjan. Eight trade commissioners were brought back to Canada for Marketplace 85.

The Middle East

Canada continued to devote considerable attention to improving bilateral relations and trade with countries of the Middle East. Despite constraints on spending by most Middle East countries as oil revenues fell, Canadian exports of goods and services for the period were estimated at about \$2.5 billion and continued growth is expected. A new embassy was established in Abu Dhabi in the United Arab Emirates in the autumn of 1984, primarily to support the efforts of Canadian exporters in the lower Gulf.

Saudi Arabia remained Canada's largest export market in the Middle East, purchasing \$900 million in Canadian goods and services. Early in 1985, following the move inland of the Canadian embassy to new premises in Riyadh, steps were taken to establish an honorary consulate in Jeddah to ensure continuity in services to Canadian firms in that important segment of the Saudi market, as well as to look after the consular needs of Canadian citizens.

Significant expansion took place in the export of Canadian goods to Egypt; exports of \$286 million made it Canada's second-largest customer in the region. The substantial sales

of Canadian services also considerably increased the total value of Canada's exports, and Canada's presence in this market was further enhanced in January 1985 when a long-term wheat agreement was initialled in Cairo.

Canada's participation for the first time in the Damascus International Trade Fair, and other initiatives, pushed exports to Syria to \$102 million — a phenomenal increase considering the 1982 level of only \$3 million. Honorary commercial representatives were also appointed in Damascus and in Sa'ana in the Yemen Arab Republic. Canada continued its participation in the annual International Trade Fairs in Cairo and Baghdad and was also represented in important specialized trade fairs in Bahrain and Saudi Arabia. On the domestic front, the Department co-sponsored a major trade conference in co-operation with the Canada-Arab Business Council and the Canadian Manufacturers Association. More than 1 000 Canadian companies interested in exporting to the Middle East were involved.

Frequent bilateral visits took place during the year. A delegation was sent to Egypt in March 1985 for the Cairo International Trade Fair. The President of CIDA visited Saudi Arabia, the United Arab Emirates and Kuwait early in 1985 for discussions of Arab aid funds with respect to development co-operation in less fortunate countries. The Egyptian Minister of Electricity and Energy attended the fourth annual meeting of the Canada-Egypt Business Council. Major visits to Canada from Israel included those by the Deputy Prime Minister and Minister of Culture and the Vice Premier and Minister of Foreign Affairs. During the latter visit, a bilateral agreement on film and television was signed. It was also decided to promote the transfer of technology between Canada and Israel in the areas of agriculture, medical equipment, food processing and general manufacturing.

Political problems and major regional conflicts in the Middle East persisted. In the Arab-Israeli dispute, the most notable development towards bringing the two sides to the negotiating table was the accord reached on February 11, 1985, between PLO leader Arafat and Jordan's King Hussein on a framework to pursue peace talks with Israel. Canada, through diplomatic and political dialogue, continued to support all constructive efforts to move from confrontation towards negotiation and to achieve a just and durable peace settlement based on the legitimate rights of both sides: Israel's right to secure and recognized boundaries, and the Palestinians' right to a homeland within a clearly defined territory, the West Bank and Gaza Strip.

Despite the formation of a government of national unity in Lebanon, violence did not abate and little progress was made towards political reform in that country. Canada continued to support the independence, sovereignty and territorial integrity of Lebanon, and to call for the departure of all foreign forces from Lebanon, except those which have been explicitly requested to stay by the Lebanese government. Canada also reaffirmed its support for initiatives aimed at national reconciliation. Moreover, Canada renewed its efforts to assist civilian victims of the conflict by continuing to fund the emergency humanitarian programs set up in Lebanon by the International Committee of the Red Cross and the World Council of Churches. The Canadian government also announced its financial participation in a UNICEF plan to rebuild various water supply facilities in Lebanon.

Canada made a concerted effort to improve bilateral relations with both Iran and Iraq, but the war between the two countries remained deadlocked. Canada made *démarches* to both Iran and Iraq, urging that they undertake conciliatory measures and respect international humanitarian law, and renewed its longstanding appeal for an end to the conflict. Canada strongly supported mediation efforts to end the war, particularly the initiatives undertaken by the UN Secretary-General to arrange a moratorium on attacks on civilian targets, improve the treatment of prisoners-of-war and prevent the use of chemical weapons. Significant financial support was provided to the International Committee of the Red Cross for its special program for victims of the conflict.

The spectre of famine was added to these tensions and conflicts as the Sudan was particularly hard hit by the drought which threatened the survival of some four million Sudanese and more than one million refugees from neighbouring countries. The Canadian Co-ordinator for African Famine visited the Sudan in early March 1985 and, following his recommendations, Canada significantly increased its emergency food aid to that country. Discontent subsequently led to the overthrow of President Nimeiri in favour of a transitional military government, which has undertaken to establish the basis for civilian rule.

Latin America and the Caribbean

Relations between Canada and this region encompassed a wide range of interests, although the primary focus of Canadian activities remained economic. The positive trends of restoring and bolstering democratic institutions continued, although with some notable exceptions. The region itself displayed a greater sense of unity and cohesion. Many countries continued to be confronted with serious economic and social challenges which were characterized by massive debt burdens, inflation, stagnant commodity prices and rising unemployment. Political tensions and armed conflict in Central America remained issues of concern. At the request of the Contadora countries, Canada has been assisting in the design of the verification and control mechanisms.

The region was also beset by several major natural disasters. In Argentina, widespread flooding in Mendoza Province caused loss of life and extensive damage to property, as did a severe earthquake which struck central Chile in March 1985. Drought and flooding affected large areas of northeastern Brazil. Canada, through CIDA, provided emergency relief and rehabilitation assistance to both Brazil and Chile.

Many countries of the region sought to resolve their serious economic difficulties through a combination of foreign debt rescheduling, devaluation, restrictive import licensing and stricter foreign exchange control. In spite of this difficult economic environment, two-way trade in 1984 amounted to \$7.68 billion. Canada also continued to assist in the region's economic and social development, through programs administered by CIDA and the International Development Research Centre (IDRC) and through active involvement in regional organizations such as the Pan American Health Organization (PAHO), the Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture (IICA) and the Caribbean Community and Common Market (CARICOM), and international lending institutions such as the Inter-American Development

Bank and the World Bank. Many Canadian non-governmental organizations were engaged in grassroots development. A greater number of Canadians were concerned over violations of human rights and the rising flow of narcotics from the region.

South America

In Brazil, the focus throughout 1984 was on economic and political developments, as the country tried to grapple simultaneously with a rising external debt and the inauguration of a mechanism which would permit the peaceful transition from 20 years of military rule to a civilian democratic government.

Relations between Canada and Brazil continued to expand, with two-way trade reaching \$1.4 billion. Key bilateral mechanisms for managing the relationship were the Joint Economic Committee, which met in Ottawa in June 1984, and the Political Affairs Consultative Committee, which met in Ottawa in October. Although there were fewer ministerial visits, due to the change of government in Canada and the transition from military to civilian rule in Brazil, the Secretary of State visited Brasilia for the launching of the Canadian-manufactured Brasilsat, and the Minister of Supply and Services attended the inauguration of the late President-elect of Brazil. The Canadian cultural presence in Brazil was enhanced by the visits of performing artists such as the Canadian Chamber Orchestra and the Moe Koffman Quartet and by several artistic and cultural exhibitions.

The Mexican economy experienced modest growth in 1984 and the country continued to play a key role in the Contadora peace process. The high points of the developing Canada-Mexico relationship were the state visit of President de la Madrid to Canada in May 1984 and the official visit of the Secretary of State for External Affairs to Mexico in January 1985. Contacts continued at all levels; in November 1984, the Mexican Energy Minister led a delegation to Canada, and in January 1985, Canadian parliamentarians attended the sixth session of the Canada-Mexico Parliamentary Association. Two-way trade reached \$1.7 billion, with a balance of \$1.09 billion in Mexico's favour, mainly due to imports of Mexican petroleum, fruits and vegetables. Tourist traffic between the two countries was significant; an estimated 350 000 Canadians visited Mexico, 30 000 Mexicans visited Canada and a Tourism Co-operation Agreement was signed. There was considerable activity in the areas of academic relations and the performing arts, as anticipated under the 1984-86 Cultural and Academic Exchange Program.

In the Southern Cone of South America, Argentine President Alfonsín further consolidated his position *vis-à-vis* the military, in spite of escalating economic problems and his inability to come to terms with the IMF. In the area of human rights, the civilian government began prosecution of members of the former military junta for human rights violations. Democratic gains in the Southern Cone were further bolstered in Uruguay with the end of an 11-year military dictatorship and the election of a civilian government led by President Julio María Sanguinetti. Canada was represented at his inauguration on March 1, 1985, by the Minister of State for Forestry. In Paraguay, President Stroessner maintained firm control after 30 years in power.

Political developments were less than favourable in Chile, where the process of political dialogue between the military junta and the opposition collapsed. The prospects for an early return to democratic rule in Chile were further reduced by the introduction of a state of siege in November 1984, which was accompanied by more human rights violations.

Argentina and Chile reached an agreement to resolve their long-standing dispute over the status of the Beagle Channel. Prospects for an early settlement of the Falkland-Malvinas dispute between Great Britain and Argentina remained bleak.

Relations between Canada and Argentina continued to develop in a positive manner and were facilitated by the visits of a number of senior Argentine officials to Canada, including the Secretaries of Transport, Communications and Mines and the Minister of Public Works and Services. In November, the Argentine Congress ratified an Agreement on Economic, Commercial and Industrial Co-operation. This Agreement created a joint committee, which will hold its first meeting in Buenos Aires in August 1985.

In Peru, the government was faced with escalating terrorist activity, which led to increased violations of human rights. The situation in Bolivia was marked by political and economic instability, with frequent Cabinet changes and hyper-inflation. Presidential and congressional elections were held concurrently in Ecuador, and Canada sent a representative to the August 1984 inauguration of President Leon Febres-Cordero. In Venezuela, following the inauguration of President Jaime Lusinchi, agreement was reached between Venezuela and offshore institutions to reschedule the country's large public sector foreign debt. Despite continued retrenchment in the Venezuelan economy, bilateral trade with Canada remained significant as a result of Venezuela's role as the largest external source of petroleum exports.

Relations between Canada and the Andean countries progressed satisfactorily. Aid programs were concentrated on Colombia and Peru and these two countries also responded well to increased Canadian activity in the performing and cinematic arts, demonstrating the growing interest in Canada of the Latin American academic community. In May 1984, a CIDA-sponsored Transfer of Technology Fair, TECHCAN 84, was held in Medellín, Colombia, concurrently with a Canadian cultural festival which featured the performing and graphic arts, as well as film and video art. Canada maintained its Permanent Observer Mission to the Organization of American States (OAS) and participated actively as a full member of a number of the OAS subsidiary bodies, including the Pan American Health Organization (PAHO), the Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture (IICA) and the Pan American Institute of Geography and History (PAIGH).

Caribbean and Central America

In 1984-85, Canada pursued its policy of closer co-operation with the countries of the Caribbean, particularly with the region's Commonwealth members. On his first major international visit outside North America after taking office, Prime Minister Mulroney attended the Canada-Commonwealth Caribbean Heads of Government Meeting which took place in Kingston, Jamaica, February 24 to 26, 1985. More than 20 Caribbean states, dependencies, regional and Commonwealth organizations were represented at the highest level,

making this two-day conference a landmark in Canada-Caribbean relations. In particular, the conference provided a timely opportunity for discussion of the future direction of Canada-Caribbean relations.

A number of Caribbean governments faced elections in 1984-85. In those in Belize, the first elections there since independence in 1981, the opposition party led by Mr. Manuel Esquivel came to power. Elections were held in Grenada in December 1984, confirming that country's return to democratic government; Grenadian voters overwhelmingly supported the moderate party led by Mr. Herbert Blaize. Elections were also held in Antigua and Barbuda, St. Kitts and Nevis, St. Vincent and the Grenadines, the Cayman Islands and the Turks and Caicos Islands.

In Barbados, Prime Minister Tom Adams was replaced after his death in March 1985 by Mr. H.B. St. John. Canada was represented at Mr. Adams' state funeral by the Minister of Finance.

Visits by several Canadian Cabinet ministers in 1984-85 enhanced both political and trade relations with the countries of the Caribbean. In return, Canada hosted visits by such prominent figures as Prime Minister Seaga and other ministers of the Jamaican government. In addition, a Trinidad and Tobago Coast Guard mission and an energy mission from Barbados came to Canada in 1984. Members of the National Defence College of Canada visited Cuba in April 1984 and Jamaica in January 1985. The Canadian ships HMCS Protector, Cormorant and Algonquin made goodwill port calls in the Caribbean during this period.

Canada's relations with Cuba in 1984 included the renewal in April of a bilateral hijacking agreement, and discussion of economic and commercial affairs at the meeting of the Canada-Cuba Joint Committee on Economic and Trade Relations in Ottawa in May.

The Dominican Republic strengthened its relations with Canada by opening an embassy in Ottawa headed by a *chargé d'affaires*.

Although most Caribbean countries continued to face economic difficulties in 1984, Canada maintained its efforts to expand trade activities with the region. Departmental co-operation with provincial and private sector organizations interested in exporting to the Caribbean continued, and in 1984 Canada's exports to the Caribbean once again exceeded \$1 billion. Support was also provided for a mission of the Canadian Association for Latin America and the Caribbean to Haiti in March 1985.

Despite the ongoing political tensions and conflict in Central America, the Contadora Group — Mexico, Venezuela, Panama and Colombia — and the five Central American countries continued their efforts to reach a comprehensive regional peace agreement. Canada has strongly supported the

Contadora peace process, and in November 1984, the Secretary of State for External Affairs met with the Contadora ambassadors resident in Ottawa to explore ways in which Canada could help. At that time, he reiterated Canada's willingness to provide expertise based on its experience in peacekeeping operations. At the request of the Contadora governments, Canada subsequently prepared a new series of written comments on the security and control provisions of the Contadora Draft Act (earlier comments had been prepared in August 1984). The Secretary of State for External Affairs had the opportunity to review this issue when he met with President de la Madrid and Foreign Minister Sepulveda during his January 1985 visit to Mexico. In a parallel initiative aimed at assisting the reconciliation efforts in Nicaragua, Canada was a witness in Bogota to the talks between representatives of the Sandinistas and the indigenous opposition group MISURASATA.

During the year, elections were held in several Central American countries. The Canadian delegation which had observed El Salvador's first round of presidential elections in March 1984 returned in May for the second round, which resulted in a victory for the reformist Christian Democrat leader, Mr. José Napoleon Duarte. A Canadian delegation also attended President Duarte's June inauguration. The Christian Democrats went on to win their first majority in the Salvadoran Legislative Assembly in elections held in March 1985, which Canada again observed. In the meantime, the perceived improved situation in El Salvador, including progress on human rights and the establishment of democratic institutions, led the Secretary of State for External Affairs to announce in December 1984 the resumption of bilateral aid to that country.

In Panama, presidential and legislative elections in May were designed to lead to a return to democratic practices. Similarly, successful constituent assembly elections in Guatemala in July indicated progress towards democracy there, as did the subsequent announcement that presidential elections would be held later in 1985. In November, elections were held in Nicaragua, and a Canadian delegation attended the inauguration of President Daniel Ortega in January 1985.

The interest of the Canadian government in the region, reflected in the visit by then Secretary of State for External Affairs Allan MacEachen to Costa Rica, Nicaragua and Honduras in April 1984, continued at a high level throughout the year. Consistent with the Canadian government's view that the basic causes of the current tensions and instability in Central America are socio-economic, Canada increased its bilateral assistance to Central American countries. In addition, some 3 000 refugees from the region will be accepted for immigration to Canada during 1985, compared with 2 500 in 1984.

Chapter 5

DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY

During the past year, cautious optimism over prospects for improved East-West dialogue presaged the resumption of bilateral arms control negotiations between the United States and the Soviet Union, and increased contacts between Western countries and those of Eastern Europe. In the atmosphere of improved East-West relations, Canada continued its efforts, in conjunction with its allies, to add greater substance to the bilateral and multilateral pursuit of effective arms control measures, while moving to strengthen Canada's contribution to Western defences and to deterrence.

Arms control and disarmament

Canadian efforts continued to be directed towards enhancing the East-West political dialogue as well as pursuing practical step-by-step solutions to the range of arms control and disarmament issues that face the international community. A significant development during the year was the resumption of bilateral nuclear arms control negotiations between the United States and the Soviet Union in Geneva, following the prolonged absence of the Soviet Union from the negotiating table. The United States consulted closely with its allies, including Canada, both before and after the negotiations commenced. The new government considered that this represented an important step forward towards the reduction of the danger of nuclear conflict and was particularly encouraged by the objectives agreed for the negotiations: the prevention of an arms race in space and its termination on earth, the limitation and reduction of nuclear arms, and the strengthening of strategic stability, leading ultimately to the complete elimination of nuclear weapons. These have long been central themes of Canadian foreign and security policy and were reaffirmed by the government. The Secretary of State for External Affairs, in outlining this policy in the House of Commons, noted that the negotiating process would be long and arduous, given the complexity of the issues being considered, and that Canada would do what it could to encourage that process, including consulting closely with the United States and other allies on the relationship between offensive and defensive systems.

At home, the Department made a major effort to promote an informed public discussion of arms control and disarmament issues and to facilitate an interchange with the government on these questions. A new Ambassador for Disarmament was appointed in October 1984 to act as a focus for public expressions of interest in and concern for disarmament questions and to represent Canada at international arms control deliberations at the United Nations in New York. One of his first acts was to reintroduce meetings of the Consultative Group on Disarmament and Arms Control Affairs and expand its membership from 32 to 75 participants. This body, which met in November 1984, is composed of representatives of

Canadian non-governmental organizations (NGOs), peace groups, veterans organizations, the academic community and private citizens concerned about disarmament and arms control affairs. The Consultative Group members are invited to pass their views and advice to the Department through the Ambassador for Disarmament.

During the year, the Department increased financing of the Disarmament Fund from \$300 000 to \$700 000 per year. Monies from the Fund are provided to NGOs for activities designed to increase the level of knowledge of disarmament issues among Canadians and encourage a balanced discussion of them.

The Canadian Institute for International Peace and Security was formally created by an Act of Parliament in June 1984 and provided with increasing statutory allocations that will reach \$5 million annually by the 1988-89 fiscal year. The Institute, operating under a board of 15 distinguished Canadians and an Executive Director, will devote its activities to increasing knowledge and understanding of international peace and security issues from a Canadian perspective.

All these departmental initiatives were designed to raise the profile and level of discussion of arms control and disarmament issues in Canada and to ensure that a healthy public-government dialogue on relevant policies is sustained.

Abroad, an intensified series of bilateral consultations was undertaken to clarify the official positions of other states active in global arms control and disarmament activities and identify areas of common ground. During the year, such official consultations were held with the US, Soviet Union, United Kingdom, Netherlands, West Germany, Australia, German Democratic Republic, Sweden, Poland, Romania, Bulgaria and Hungary. At the ongoing negotiations taking place in Geneva (the Conference on Disarmament), Stockholm (the Conference on Confidence and Security-Building Measures and Disarmament in Europe) and Vienna (the Mutual and Balanced Force Reduction Talks), Canada, with its Western allies, actively participated in the formation of common Western positions and their effective presentation to these negotiating bodies. Drawing upon the resources of the Department's Verification Research Unit, several studies on verification issues that are frequently the key to achieving arms control and disarmament agreements were prepared and circulated as part of Canada's efforts to encourage progress.

Defence and NATO

1984 marked the thirty-fifth anniversary of NATO, of which Canada was a founding member. The Canadian commitment to NATO, particularly in pursuit of the goal of shaping a more peaceful and secure world, was reaffirmed by the new government and emphasized at the thirtieth Annual Assembly of the Atlantic Treaty Association held in Canada in October.

During the year, the newly appointed Secretary General of NATO, Lord Carrington, visited Canada. In several public appearances, he emphasized the important role of NATO in building a more productive East-West relationship, and he welcomed the continuing Canadian political and military contribution to NATO and the government's stated intentions to strengthen its commitments to the common, collective defence.

NATO foreign ministers met in Washington in May 1984, and after completing a review of East-West relations initiated the year before, issued the Washington Statement on East-West Relations. This statement, to which Canada fully subscribed, re-emphasized the defensive nature of NATO and the essential connection between the security of North America and Europe. It also confirmed the continued validity of NATO's long-standing approach to international security: the maintenance of adequate military strength and political solidarity to deter aggression and, on that basis, the pursuit of a more stable relationship between the countries of East and West.

For their part, NATO defence ministers agreed that greater effort was required to strengthen NATO's conventional defence position in light of growing Warsaw Pact military capabilities. A special series of studies on Western conventional defence improvements was launched in December 1984, with the stated purpose of reaching concrete shorter- and longer-term recommendations to enhance NATO's deterrent capacity.

Canada continued to meet the NATO objective of a 3 per cent annual increase in defence spending, as part of a broader effort to strengthen Canada's conventional forces in Europe, the Atlantic and North America. As a significant indication of the government's intentions to ensure that Canada fully meet its NATO commitments, important decisions were taken in March 1985 to strengthen Canadian ground forces committed to NATO, including those dedicated to the defence of the Central Region in Germany and of the Northern Flank, particularly Norway. These steps were part of a broader plan to improve the effectiveness of the Canadian Forces over time.

Canada-US defence relations

The Quebec Summit of March 1985 led to important decisions on strengthening bilateral co-operation with the United States in joint defence of North America. An agreement was signed to modernize the North American air defence surveillance and warning system, providing for the establishment of a North Warning System. This was the culmination of several years of bilateral efforts to upgrade the early warning capabilities provided previously by the Distant Early Warning and the CADIN/Pinetree Lines. An important element of the new agreement was the provision that Canada would, for the first time, fully exercise its national defence

responsibilities on its own sovereign territory and within its own airspace.

At the Quebec Summit, an important declaration on international security was made by Prime Minister Mulroney and President Reagan. Among other things, that declaration committed both countries to revitalize the defence and security partnership, to consult fully and frankly on defence and arms control questions, to strengthen the defence trade relationship and, through partnership with other Western allies, to enhance deterrence of armed aggression by any means and bring about significant arms reductions between East and West.

In January and March 1985, three successful test flights of the unarmed air-launched Cruise missile took place, including tests of the Cruise missile in free flight. The tests over Canadian territory were a continuation of a program agreed on earlier by the two countries, based on the principle of joint contribution to, and sharing of, responsibilities for the defence of North America. Preliminary work also continued on a review of the North American Aerospace Defence Agreement, due for renewal in May 1986.

Peacekeeping

Canada continued to contribute to the maintenance of peace through the United Nations peacekeeping operations, contributing contingents to the UN Forces in Cyprus, the UN Disengagement Observer Force in the Golan Heights and the UN Truce Supervisory Organization in the Middle East. Although there was no significant progress towards political solutions, the military situations in Cyprus and the Golan Heights remained stable.

In early 1985, Canada received requests from the governments of Egypt and Israel to contribute to the Multinational Force and Observers (MFO), which supervises the peace between the two countries in the Sinai Peninsula. The government decided in principle that Canada would participate in the MFO, through provision of a helicopter unit which would, later in 1986, replace that provided by Australia. The decision to participate in the Sinai Force was portrayed by the government as a tangible sign of Canada's commitment to peace and stability in the Middle East, and to the reinforcement of the peace agreement between Israel and Egypt.

Military Training Assistance Program

During the 1984-85 fiscal year, 76 training courses were provided to officers, non-commissioned officers and soldiers from 16 non-NATO countries, under the Military Training Assistance Program. The majority of those attending training in Canada were from Commonwealth Caribbean and African Commonwealth countries.

Chapter 6

PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS

Consular services

Canadians make close to 40 million trips abroad each year, the great majority of them to the United States. In 1984, there were nearly 1.7 million departures to countries other than the United States. Occasionally, Canadian travellers encounter difficulties and turn for help to one of the 127 Canadian missions located around the world. Canadians abroad are encouraged, in the first instance, to resolve their problems but, if they are unable to do so, the Department assists wherever possible through its consular program. In 1984, Canadian missions abroad extended over 450 000 individual services to Canadian citizens, including issuing passports; performing certain citizenship services; assisting in the transfer of funds or the return to Canada of destitute or incapacitated Canadians; ensuring that detained or imprisoned Canadians are treated fairly under the laws of host countries; facilitating detainees' communication with families and friends in Canada and, in some cases, assisting in their transfer to Canadian prisons; and providing advice, information or taking a supporting role in assisting Canadians in situations involving such problems as illness, death, child custody and lost or stolen property. Contingency plans were maintained to deal with major natural disasters, civil disorders and war.

The demand for consular services has increased steadily in recent years, primarily because more Canadians have been travelling, working and residing permanently abroad. In 1984, the Department pursued a number of initiatives to meet their needs better. A new, computerized system of statistical reports on consular services was introduced at posts abroad to contribute to more effective management of the consular program. The *Manual of Consular Instructions* continued to be reviewed to ensure that it reflects adjustments in consular policies and adequately serves the changing needs, priorities, laws and regulations affecting consular services. New staff-training initiatives were begun to attune departmental personnel, both in Canada and abroad, to the latest developments in consular policy and to equip them fully to carry out their consular functions.

At least 900 Canadians were detained or sentenced in foreign prisons during 1984. Twenty-four Canadians were repatriated from prisons in the United States, Mexico and Peru under the Transfer of Offenders agreements, which enable Canadians imprisoned abroad to complete their sentences in Canada, close to family and friends. In 1984, a transfer treaty was ratified with France, and Canada continued to negotiate such agreements with other countries.

The Department continued its public awareness program to inform Canadians of the potential problems of travelling abroad and of the consular services available at Canadian missions.

During the year, the Department reviewed plans for

assisting Canadians caught in emergency situations in regions of civil or political instability. The revised plans take account of changing conditions and other factors which might affect the Department's ability to react effectively in an emergency. For extreme situations, the plans provide for evacuation of Canadians from areas of danger.

In some areas where Canada has no regular diplomatic or consular representation, honorary consuls provide front-line consular services to Canadians travelling or living abroad. They also assist in other departmental programs such as trade development, public affairs and general relations. During the year, honorary consuls were selected for Jeddah (Saudi Arabia), Seville (Spain), Guayaquil (Ecuador) and Istanbul (Turkey).

The Department continued to consult interested parties in Canada on issues involved in the negotiation of bilateral consular conventions with other countries, particularly those in which Canadians have encountered difficulties or with which the Department believes an agreement would facilitate its task of protecting and assisting Canadians.

Passport services

In 1984-85, a record 947 000 Canadian passports, Certificates of Identity and UN Refugee Convention travel documents were issued in Canada and abroad. This represents an 11 per cent increase over 1983-84 and a 48 per cent increase in passport volume since 1980-81. Favourable exchange rates and reasonable travel fares continued to be major factors encouraging travel abroad.

Regional passport offices across Canada provided over-the-counter services to 76 per cent of passport applicants in Canada, a continuing indication of public awareness of the fast local services offered. In addition, the Passport Office handled over 973 000 telephone calls, of which 107 000 were on the toll-free line introduced the previous year.

Canadian diplomatic and consular posts abroad also experienced a significant increase in passport applications, issuing approximately 59 200 passports in 1984-85, 5.7 per cent more than in 1983-84.

During 1984-85, the Passport Office designed a new automated passport-writing system based upon international specifications to introduce a machine-readable passport for Canadians. With the aid of the latest technology, the new passports will be issued early in the new fiscal year and will incorporate additional features for security and durability.

Immigration and refugees

The Department is responsible for the implementation of Canada's immigration program abroad. There was a decline in immigration to Canada in 1984 primarily because of continued restrictions on immigrants destined for the Canadian labour force. Immigrant visas issued abroad in 1984

Selected consular statistics

Canadians registered abroad (approximate)	68 200
Canadians residing abroad, including dual nationals (approximate)	2.3 million
Passports (fiscal year 1984-85)	
Valid passports in circulation	3 762 531
Total issued	947 000
Issued by posts abroad	59 200
Increase in total issued by posts abroad over that of previous year	5.7 per cent
Travel (calendar year 1984)	
Total visits abroad	39 million
United States (of which approx. 11 million at least one night)	37 million
Countries other than United States	2 million
Europe (preliminary estimate)	990 000
Bermuda and Caribbean (preliminary estimate)	408 000
Consular activities (fiscal year 1984-85)	
Total number of cases/services rendered (approximate)	457 000
A) Cases:	
Repatriation	385
Hospitalization/medical treatment	1 241
Deaths	968
Detentions	901
B) Services:	
Passport	120 844
Citizenship	33 959
Legal and notarial	25 053
Requests for financial assistance/transfers	3 687
Well-being and whereabouts	6 117
Registration of Canadians	25 124
Advice and assistance	131 843
Child Custody	887
General and miscellaneous enquiries	106 161
Consular resources (fiscal year 1984-85)	
Funds advanced against undertaking to repay	
1983-84	\$147 000
1984-85	\$102 430
Recovery rate (in same fiscal year)	31 per cent
Person years devoted to consular work at headquarters and abroad	199

totalled 74 066. Almost 80 per cent of the visas went to immigrants in the family, refugee and humanitarian classes and the remainder to independent, business and retired immigrants. The number of visitor visas issued at Canadian missions in 1984 totalled 295 000, close to the 298 000 of

the previous year. While there were additional visitor visa requirements for citizens of Bangladesh, Guatemala, Guyana, Jamaica, Peru and Sri Lanka, the number of these visas issued was balanced by visitor visa exemptions for citizens of Israel and Saudi Arabia.

During 1984, in order to implement new visa requirements and to manage refugee and humanitarian movements in Central America and Sri Lanka more effectively, new immigration points of service were established at Colombo, Dacca, Guatemala, Georgetown and San José. On the other hand, the declining volume of immigration from the United Kingdom, and the need to rationalize the use of resources, resulted in the closure of the consulate in Birmingham and the removal of immigration processing facilities in Glasgow.

In response to policy changes by the Canada Employment and Immigration Commission (CEIC) favouring the immigration of entrepreneurs to Canada, the Department gave high priority to encouraging and facilitating the entry of business immigrants into Canada. In 1984, close to 2 100 business immigrants brought an estimated \$820 million to Canada, and created more than 8 000 new jobs. To increase this flow further, External Affairs is continuing special training for visa officers to develop the business expertise necessary to process entrepreneurial applications.

In recent years, the number of persons seeking political asylum in Canada has increased. This situation has created a backlog in the process employed to determine which of these persons are genuine refugees. This backlog, which affords protection against early deportation, has encouraged other immigrants and visitors to enter Canada illegally. During the year, External Affairs, with the support of the CEIC, approached foreign governments and international airlines to seek their co-operation in developing measures to control the flow of illegal visitors to Canada. Furthermore, steps were taken to encourage would-be refugee claimants to take advantage of the processing facilities at Canadian missions abroad rather than to seek asylum after arrival in Canada.

Canada participated actively in the second International Conference on Assistance to Refugees in Africa (ICARA), held in Geneva, July 1984, with delegates from 112 countries and numerous international organizations. The objectives of the conference were to review the results of the earlier ICARA held in 1981, to consider the continuing need for refugee relief, rehabilitation and resettlement in Africa and to consider providing economic assistance to African countries to help them cope with the burden of caring for refugees and those returning to their territory. The conference adopted a declaration and program of action aimed at initiating an effective, long-term strategy to solve some of Africa's serious refugee problems.

Throughout 1984, Canada continued to meet its humanitarian objectives of protection and resettlement of refugees and other persons facing grave danger. Canada's Annual Refugee Plan of 10 000 in 1984 was oversubscribed, and government-assisted refugees totalled 10 474. In addition, another 3 890 refugees were privately sponsored and 958 were admitted from claims made in Canada. Total refugee admissions numbered 15 322 in 1984, an increase of 13 per cent over 1983.

In addition, special humanitarian programs permitted the admission of nearly 12 000 persons. In 1984, the family reunification program for Vietnamese increased by 130 per cent to almost 7 900 persons. The Central America refugee processing facilities were expanded and a special program for political prisoners and oppressed persons from Guatemala

began in April. Increased numbers of refugees were also admitted from Africa and the Middle East. Canada continued its participation in two programs sponsored by the UN High Commissioner for Refugees in Indochina: Disembarkation Resettlement Offers (DISERO) offering resettlement in Canada for persons rescued at sea by merchant ships flying flags of convenience or flags of those unable to accept refugees; and the Anti-Piracy Program, the objective of which is to reduce attacks on "boat people".

Through its humanitarian programs, Canada was able to assist more than 27 000 persons in 1984.

Immigration and refugees		
Visas issued in 1984 calendar year		
Post or area	Immigrant visas	Visitor visas*
Western Hemisphere		
United States	9 420	75 372
Caribbean	3 208	22 259
South & Central America	5 180	14 952
Sub-total	17 808	112 583
Africa and the Middle East		
Africa	2 311	18 282
Middle East	2 264	10 221
Sub-total	4 575	28 503
Europe		
Western Europe	12 880	30 591
Eastern Europe	5 067	29 680
Sub-total	17 947	60 271
Asia and the Pacific		
Bangkok	10 654	3 273
Hong Kong	10 488	19 741
New Delhi	4 278	18 141
Other posts	8 316	26 834
Sub-total	33 736	67 989
TOTAL	74 066	269 346
*Note: In 1984, 24 365 visitor visas were issued at Canadian posts where there are no immigration facilities. Furthermore, British missions also issued visitor visas on Canada's behalf during the year; however, exact figures are not yet available. These data are not available on a fiscal year basis.		

Private international law

The Department offered a variety of services to facilitate legal proceedings involving Canadian and foreign jurisdictions on the basis of international conventions or by arranged procedures. Social security benefits, maintenance orders, judgments and other related matters have become subjects

of international co-operation as a result of the greater mobility of individuals. As many of these subjects come under provincial jurisdiction, the Department carried on liaison with the provinces to establish and administer the necessary reciprocal arrangements. During 1984, the Department worked on revisions to its manual *International Judicial Co-operation in Civil, Commercial, Administrative and Criminal Matters* to assist Canadian lawyers and law enforcement officials with international legal problems.

Canada has conventions on legal proceedings in civil and commercial matters with 19 countries. These conventions provide for the reciprocal service of legal documents and for the taking of evidence in civil cases either in Canada for use abroad or in a foreign country for use in Canada. The Department has also been successful in serving legal documents abroad to non-convention countries on the basis of reciprocity.

Canada has extradition treaties with some 40 countries, and extradition arrangements with Commonwealth countries pursuant to the British Fugitive Offenders Scheme. New treaties are being negotiated with Belgium, France and the Netherlands but are not yet in force. On February 16, 1985, instruments of ratification were exchanged between Canada and Finland on a new extradition treaty, which came into force as of that date. During 1984-85, Canada requested the extradition of a person from Australia and the extradition was granted by the Australian courts. However, the Attorney General of Australia refused to extradite on the grounds that the extradition would be unjust or oppressive. This was an executive rather than a judicial act, and the Australian government recently introduced a bill which, when enacted, will vest this discretionary power in the Attorney General.

The Department continued to be involved in the international aspects of a number of "childnapping" cases involving disputes between a mother and father over custody of a child. While departmental officials are not able to represent the parent of an abducted child before a foreign court or to provide advice on foreign law, the Department has attempted to obtain reports on the well-being of the children involved and, where possible, has helped arrange for their return to Canada in cases where Canadian courts have already ruled on custody.

Internationally, Canada played an active role in the completion, in 1980, of the Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction at the fourteenth session of the Hague Conference on Private International Law. Canada signed the Convention on October 25, 1980, and consulted with provincial authorities prior to ratifying it. The Convention was also ratified by France, Portugal and Switzerland and came into effect on December 1, 1983. Its main purpose is to ensure judicial co-operation in achieving the prompt return of a child wrongfully removed from the custodial parent to the country from which he or she was abducted. In 1984-85, Newfoundland, Quebec and the Yukon Territory joined New Brunswick, Ontario, Manitoba, Nova Scotia and British Columbia in passing the necessary implementing legislation. Other provinces are expected to take similar action.

During 1984-85, the Claims Section of the Legal Bureau continued to negotiate claims settlements with countries where there are still outstanding Canadian claims under

customary international law. Progress was made during the year with the German Democratic Republic. The Claims Section also assisted Canadians, whether private or corporate, who are attempting to uphold their possible rights to claim against foreign governments for the taking of property. Such claims involve countries ranging from the USSR to Iran, the United States to Yugoslavia.

The Bureau also worked closely with the Foreign Claims Commission, which was established under the Inquiries Act and reports directly to the Secretary of State for External Affairs and the Minister of Finance. When an agreement has been concluded with another country for granting compensation to Canadian citizens whose assets have been taken by that country, the individual claims are referred to the Commission for recommendation to the two Ministers as to eligibility and amount of claims. On approval by the Ministers, compensation is paid out of the Foreign Claims Fund into which the monies received from the other country have been deposited.

At the special request of the Secretary of State for External Affairs, the Foreign Claims Commission has been engaged in a preliminary appraisal of claims with respect to the claims arrangements with the German Democratic Republic and Yugoslavia. It has also adjudicated the final claims in the China program.

Unlawful seizure of individuals

In 1981, Sidney Jaffe, a naturalized Canadian citizen, was allegedly abducted outside his Toronto apartment by US bounty hunters and returned to Florida to face charges of illegal land sales practices. The incident highlighted the problem of the kidnapping of individuals in Canada and their forcible return to the United States by persons purporting to act under US federal or state authority. Such activities are not only illegal in Canada but constitute a violation of international law. Although Mr. Jaffe has since returned to Canada, the matter has been left in a state that is unsatisfactory to the Canadian government. Accordingly, Canada maintained the *habeas corpus* petition which it filed in 1983 in the US Federal District Court in Jacksonville for the purpose of putting an end to the jurisdiction of the Florida court that was obtained over Mr. Jaffe as a direct result of his original abduction.

A recent case, however, indicates that the US authorities concerned may be taking notice of Canada's assertion that the abduction of persons from Canada to the United States is both illegal and intolerable. In February 1985, a Canadian citizen was abducted from British Columbia to Seattle, Washington, by bounty hunters. In response to representations by the government of Canada, the US Justice Department stated that it would not proceed with the prosecution, which was made possible by an illegal abduction. In an earlier case, the Governor of the state of Washington had agreed with the Canadian government that persons in Canada charged with an offence in the United States should be returned to the US by way of extradition. As the individual in question was within the state of Washington without benefit of extradition proceedings, charges were dropped temporarily and the Governor allowed his return to Canada.

Access to information and privacy

The Co-ordinator for Access to Information and Privacy was responsible for processing all formal requests for access to government records controlled by the Department of External Affairs, in accordance with the Access to Information and Privacy legislation. From April 1, 1984, to March 31, 1985, 72 requests were received under the Access to Information Act and 31 under the Privacy Act. The distribution of the Access requests was as follows: media 49 per cent, academic 13 per cent, business 2 per cent, organizations 13 per cent and public 23 per cent.

The Co-ordinator also prepared the Department's annual contribution to the Access Register and the Personal Information Index, which provide information to the public. This includes a description of the organization of the Department, details of its programs and functions, a description of all classes of records under its control and a list of all manuals used in carrying out its responsibilities. The Co-ordinator also supervised the screening of departmental files for transfer to the Public Archives.

Chapter 7

INTERNATIONAL LAW

Although most of the legal activities of the Department are discussed in this chapter, particular issues are dealt with elsewhere in the report. There is a legal dimension to almost every policy and program activity. In some cases, the legal element is so closely linked to the policy and other aspects of the issue that they are best discussed together. For example, the legal aspects of export controls and extraterritoriality are included in Chapter 2; environmental law, the law of the sea and human rights law are found in Chapter 3; private international law is discussed in Chapter 6. The reader is referred to these other chapters in order to have as complete an idea as possible of the range of legal activities for which the Department is responsible.

Fisheries

On May 1, 1984, Canada signed a new bilateral fisheries agreement with the USSR replacing the 1976 treaty that was concluded in anticipation of Canada's extension of fisheries jurisdiction to 200 miles in 1977. Under this new agreement, the USSR recognized Canada's special interest in the area adjacent to Canada's 200-mile zone and undertook to purchase at least \$12 million worth of Canadian fish products in 1984. The agreement also provides for continued allocation of fish quotas to the USSR in the Canadian 200-mile fishing zone.

Following approximately 15 years of negotiation, a Pacific Salmon Treaty between Canada and the United States was signed in Ottawa on January 28, 1985, and ratified on March 18, 1985, at the Quebec Summit. The Treaty involved considerable compromises on both sides: agreement had to be obtained from both federal governments, provincial and state governments, Indian and Native groups in both countries and major commercial and private users of the salmon resource. It is expected that the Salmon Commission, which is established under the Treaty, and its affiliated fishery panels, will help to stem the decline of salmon stocks and, through conservation, enhancement projects and reductions in allowable catches on both sides, will help to ensure the return of the endangered salmon runs to former levels.

Gulf of Maine case

On October 12, 1984, the Chamber of the International Court of Justice handed down a four-to-one decision in the dispute between Canada and the United States regarding the delimitation of the maritime boundary in the Gulf of Maine and Georges Bank area. The new boundary divides the continental shelf and the fishing zones of the two countries, giving Canada the largest portion of the shelf and the northeastern point of the Bank. This area is rich in fishery resources, especially scallops. Canadian ministers noted with satisfaction that the new boundary line not only confirms Canada's

jurisdiction over a considerable portion of Georges Bank, but also ensures the maintenance of Canadian fisheries which are essential to the survival of many communities in southwestern Nova Scotia.

This was the first dispute which Canada had referred to the International Court of Justice. It was also the first time that the Court had established a special "chamber" to hear a case, the composition of which chamber was determined in consultation with the various parties.

Outer space law

At its annual session in New York City in March 1985, the Legal Subcommittee of the UN Committee on the Peaceful Uses of Outer Space resolved to recommend the development of rules relating to the use of nuclear power sources in outer space. The Subcommittee has been studying this matter for several years, in response to a proposal by Canada in 1978. The Canadian proposal was prompted by the disintegration over the Northwest Territories of a Soviet Cosmos satellite carrying nuclear power sources. Since that time, the governments of Canada and various other nations have submitted to the Subcommittee numerous papers dealing with subjects that should be covered by these rules, including assistance to states, the responsibility of the launching state, notification prior to the re-entry into the atmosphere of a spacecraft carrying nuclear power sources, and safety measures concerning radiological protection.

The member states of the Legal Subcommittee have also conducted in-depth negotiations to ensure that the proposed provisions governing remote sensing activities are drafted as soon as possible. No decision resulted from discussions on the definition and delimitation of outer space, and the character and utilization of the geostationary orbit.

Air law

Following the destruction by Soviet fighters of a Korean Airlines aircraft on September 1, 1983, an emergency session of the Assembly of the International Civil Aviation Organization (ICAO) was called. On the initiative of France, the Assembly met in Montreal from April 24 to May 10, 1984, to discuss the possibility of amending the Convention on International Civil Aviation, signed in Chicago in 1944, to include a provision concerning the non-use of force against civil aircraft. An amendment protocol to the Convention was adopted on May 10, 1984, without having been put to a vote. The proposed amendment involves the insertion of a new Article 3 *bis.*, the first paragraph of which specifies that the "contracting States recognize that every State must refrain from resorting to the use of weapons against civil aircraft in flight." Although the amendment will not come into effect until the one-hundred-and-second instrument of ratification

of the protocol has been deposited, the existence of this unanimously adopted amendment strengthens the existing prohibition of the use of force in international law.

Development of international law

In 1984, the Sixth Committee of the UN General Assembly, which is responsible for the codification and progressive development of international law, continued to review the numerous items on its agenda, including the draft agreement on the status of mercenaries and the draft code of crimes against peace and security. The Sixth Committee also studied the annual report of the International Law Committee and, as a result of an earlier recommendation of the International Law Committee, resolved to hold a conference on treaty law between states and international organizations or between international organizations. The General Assembly decided to hold this conference in Vienna from February 18 to March 21, 1986. On November 7, 1984, the General Assembly, in conjunction with the Security Council, elected five judges to the International Court of Justice for a nine-year term, effective February 6, 1985.

On June 29, 1984, the Secretary of State for External Affairs appointed four Canadians to the Permanent Court of Arbitration (established under the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes, 1899), which sits in The Hague. The members are appointed for a six-year term and receive no honorarium. They are selected from the four components of the Canadian legal community: judges, academics, lawyers in public service and lawyers in private practice. Any member of the Court may be called upon by the contracting states of the 1899 and 1907 Conventions for the Pacific Settlement of International Disputes to act as arbitrator in an international dispute. Collectively, the four Canadian members form the Canadian national group which, under the Statute of the International Court of Justice, is responsible for selecting candidates for election as judges of this Court.

The Department is responsible for preparing Canada's legal position on a number of issues with respect to which the law is developing. These include arms control and disarmament, trade and economic issues and questions relating to peace and security.

Treaty law

During the calendar year 1984, Canada signed 40 bilateral agreements, of which 24 entered into force for Canada upon

signature and 15 by ratification or the exchange of notes. Canada also signed four multilateral agreements, of which one entered into force upon signature. Details are given in Appendices II and III.

In addition to drafting and interpreting treaties and preparing formal treaty instruments, the Department continued to maintain up-to-date records on the status of all treaties affecting Canada. International agreements governed by international law to which Canada is a signatory or party are indexed in the Canada Treaty Register. Non-binding arrangements entered into by Canada, such as memoranda of understanding, are indexed in a separate Register of Understandings and Arrangements.

Privileges and immunities

The Department is responsible for the interpretation and application, in Canada and abroad, of the principles contained in international agreements on privileges and immunities affecting diplomatic missions, consular posts and international organizations.

To ensure that Canadian diplomatic and consular missions abroad and their staffs are granted the privileges and immunities provided for in the Vienna Conventions on diplomatic and consular relations, the Secretary of State for External Affairs can withdraw any or all of the privileges and immunities of a country's diplomatic or consular mission in Canada if he deems that those privileges and immunities are not reciprocated in that country. During the past year, the Department insisted on the principle of reciprocity in its diplomatic relations with foreign governments and made a considerable effort to counter the restrictions imposed by host countries on Canadian missions and staffs abroad by firmly imposing similar restrictions on the diplomatic and consular missions of those countries in Canada.

The State Immunity Act, which came into force on July 15, 1982, sanctions the principle of jurisdictional immunity for foreign states in all matters except for commercial activities and certain other cases, thereby clarifying prior legal uncertainty. Of the dozen actions brought against foreign states in Canada to date, only one has resulted in a judgment, of which the foreign state has been advised.

Chapter 8

INTERNATIONAL CULTURAL RELATIONS

Cultural exchanges have increasingly become recognized as an important element in Canada's bilateral relations with countries around the world. Canadian posts abroad actively assist Canadian artists in organizing performances or displaying their work, using knowledge of the local scene to help ensure the widest possible exposure.

Academic and public affairs programs promote a better understanding of Canada as a democratic federal state committed to its bilingual and multicultural heritage, and as a reliable trading partner.

Cultural policy

Canada concluded a cultural agreement with Italy in 1984. This brings to six the number of bilateral cultural agreements which have been signed by Canada, the other five being with France, Belgium, West Germany, Mexico and Japan. Less formal arrangements for dealing with cultural exchanges have been concluded with several other countries, and this number is expected to expand.

In March 1985, a seminar organized in Washington, DC, brought together public affairs officers from Canadian posts in the US, headquarters officials from the Department and representatives from the private sector to discuss ways in which the Department and the private sector could work together to present Canadian cultural events abroad. The results from the seminar were encouraging, and similar seminars may be held in other parts of the world.

In 1984, Canada accepted an official invitation from the Netherlands to have the arts of Canada featured at the 1985 Holland Festival. This led to the largest single cultural project ever undertaken by External Affairs abroad; during one month of concentrated artistic activity, well over 100 Canadian artists put on dozens of performances and exhibits in and near Amsterdam, resulting in the most extensive media coverage ever devoted to Canadian arts abroad.

UNESCO

Throughout 1984, Canada joined in a major international effort to promote much-needed organizational change within UNESCO across a broad spectrum of its activities. One vehicle established by UNESCO's Executive Board, of which Canada is a member, was a Temporary Committee with a mandate to recommend reform measures. The Director General established internal working groups on personnel, the budget, evaluation, public information and a critical examination of the program.

By the end of 1984, the US had withdrawn from UNESCO, while the United Kingdom and Singapore had given notice of their intent to withdraw. Canada, on the other hand, judged that initial progress on reform was satisfactory, and

that therefore it would be better to continue to work vigorously for reform from within the organization.

Arts promotion

In 1984-85, the Department provided grants to over 185 professional performing arts groups or individuals, visual artists and writers to enable them to undertake international tours. All disciplines were involved, including music, dance, theatre, painting, video art, sculpture, architecture, film and literature. Cultural organizations from all the regions of Canada contributed to the growing international appreciation of Canada's achievements in the arts. In addition, the Department helped to sustain existing markets and build new ones for promising artists by underwriting travel costs for both Canadian and foreign impresarios, curators and publishers interested in promoting Canadian talent overseas. It also subsidized a number of major international cultural events convened in Canada to enable the organizers to invite foreign guests. Some 60 overseas institutions received donations of recent Canadian literature in the two official languages as well as copies of Canadian periodicals devoted to developments in this country's literary and artistic communities.

Although Western Europe remained the principal marketplace for Canada's cultural community, the Department, through its grants program, encouraged increased activity in the United States, Latin America and the Pacific Rim in keeping with Canada's evolving trade interests.

Among those groups which received subsidies during 1984-85, some of the most significant were Les Grands Ballets canadiens which performed in the Far East, the Royal Winnipeg Ballet in Los Angeles during the Olympic Games, the Danny Grossman Dance Company in Latin America and Les Ballets Jazz de Montréal in Africa on a return visit. The Caravan Stage Company of British Columbia performed on the American West Coast and the Theatre Sans Fil of Montreal performed in Eastern Europe. In the visual arts, Canada was represented at the Venice and Sydney Biennials and the Basle Art Fair; General Idea of Toronto presented its works in Belgium, the Netherlands and Switzerland, an exhibition of works by Alex Colville travelled to Japan, Hong Kong, China and the United Kingdom and the Firestone Collection of Canadian landscapes began a circuit of eight European countries. Among literary figures who travelled overseas with departmental assistance were Margaret Atwood and Graeme Gibson who visited Europe and Cuba, Gaston Miron of Montreal who lectured in France and Ireland, Aritha Van Herk of Calgary who visited Western Europe and Antonine Maillet of Montreal who lectured in Washington, DC.

Organizations which received financial assistance for major international conferences held in Canada included the Canadian Music Council in connection with its World Music

Days in Montreal, the International Conference on the Performing Arts in Montreal, the Harbourfront International Festival of Authors in Toronto and the Banff Television Festival.

Canadian studies abroad

Encouragement of Canadian studies in foreign universities continued to be a priority of the Department's academic relations program. As a reflection of this fact and the increased foreign policy focus on the Pacific Rim, the Secretary of State for External Affairs announced, during an official visit to Japan, the implementation of a major Canadian studies research award, the Canada-Japan Research Award. Valued at \$50 000, it is to be offered annually, with the objective of stimulating publishable research about Canada or Canada-Japan relations on the part of Japanese universities. A group of research scholars at Tsukuba University won the first award.

Associations of Canadian studies outside Canada are those in the United States, France, Italy, Japan, the German-speaking countries, Ireland, Australia and New Zealand, the Scandinavian countries and Britain. In addition, regional Canadian studies associations exist in Britain and the United States. In 1984, the North East Council for Quebec Studies changed its name to the American Council for Quebec Studies in recognition of the fact that its membership is nationwide.

The membership of these associations, which totals 2 000-2 500, reflects a continuing growth of interest abroad in university-level teaching, research and publication about Canada.

Government of Canada Awards

Government of Canada Awards were made available to foreign nationals of 19 countries at the graduate and post-graduate level during the year. Similar awards are offered to Canadians by other countries in this reciprocal program.

Mois Chercheurs Program

Under this program, designed to enhance the academic relationship with France, Canada offers French researchers a total of 140 research months in Canada, and France offers Canadian researchers the same number of research months in France. The program covers all academic exchanges.

Academic Exchange Program with the People's Republic of China

This program, designed to enhance the academic relationship

with China, provides for 12 Chinese students to study in Canada, and for 12 Canadian students to study in China.

Historical affairs

The Historical Division is the custodian of documents conveying the history of the Department and Canada's past foreign policy.

The collection, organization and dissemination of primary source material on the development of the Department and of Canada's external relations continued to be its primary responsibility, and at least 1 100 enquiries for information and access to files were handled during the past year. In order to make available as much material as possible, files less than 30 years old were screened to identify information to which researchers could be granted access. When documents could not be released, the Division arranged instead for interviews with appropriate officials.

Another means of assisting researchers is through publication of *Documents on Canadian External Relations*. Two volumes in this series, covering 1944 and 1945, are nearing publication and documents have also been selected for future volumes on 1948 and 1949. Editing for the 1950-55 period is now underway.

Work continued on the history of the Department from its origins in 1909 up to 1968, under the guidance of an editorial board comprising present and former departmental officials, as well as representatives from universities, the press and Parliament.

The Division continued to accept many invitations to speak to university and other audiences across the country. Under the Division's oral history program, there was a renewed effort to record the recollections of those who have served within the Department and abroad.

International sports

The Department, through the consulate general in Los Angeles, supported the athletes and staff of the 1984 Canadian Olympic Team. In March 1985, sports exchange agreements were concluded with the People's Republic of China and the Republic of Korea during the visits to those countries of the Minister of State for Fitness and Amateur Sport. The Minister of Sport of the German Democratic Republic visited Canada, where he and his Canadian counterpart agreed on bilateral sports exchanges for 1986, and where he inspected preparations for the 1988 Winter Olympic Games in Calgary.

Chapter 9

INFORMATION PROGRAMS AND PRESS SERVICES

Press Office

The Department's Press Office disseminated to the media information on all aspects of Canada's foreign policy. To assist the Secretary of State for External Affairs and the Ministers for International Trade and External Relations in their relations with the media, the Press Office arranged briefings, organized press conferences and set up interviews with the Ministers both in Canada and abroad. The Press Office answered enquiries from journalists on international issues and on the Department's activities, and served as the Department's official spokesperson.

When the Prime Minister or any of the three External Affairs Ministers travelled abroad on official visits, the Press Office arranged background briefings on the visits and provided the accompanying journalists with the economic and political data they required for their assignments. Similarly, when foreign dignitaries made official visits to Canada, the Press Office arranged pre-visit briefings for journalists and made logistical arrangements with regard to interviews, photo opportunities, press conferences and the issuance of communiqués and statements. When necessary, the Press Office arranged for the accreditation of foreign and Canadian journalists.

The Press Office assisted Canadian journalists on foreign assignments by helping them plan their visits and by ensuring that Canadian posts abroad provided them with any help they required. The Press Office also assisted foreign correspondents reporting on the Canadian scene, as well as visiting journalists and editors.

The Press Office maintained a comprehensive computerized mailing list of 1 700, which includes the House of Commons, the Senate, the Parliamentary Press Gallery, provincial governments, major news organizations, all Canadian posts abroad and a wide variety of interest groups and individuals. During 1984-85, the Press Office distributed more than 250 departmental news releases and statements to those on the mailing list.

The Press Office's electronic media monitoring facilities enabled about 800 relevant news transcripts to be produced and distributed to officials within the Department and to Canadian consulates and embassies. To keep posts abroad informed of major events in Canada, the Press Office continued to provide a daily telegraphic news scan.

International expositions

The Department is responsible for managing Canadian participation in international expositions, sometimes referred to as world fairs. In 1984, Canada participated in the Louisiana World Exposition, and the Canadian pavilion was the most popular, primarily because of its IMAX film entitled *River Journey*. Canada is also participating in Japan's

Expo 85, an exposition on science and technology in relation to dwellings and surroundings, between March and September 1985. Consideration continues for a specialized international exposition in Brisbane, Australia, in 1988 and a universal exposition in Chicago/Seville, in 1992.

Canada will host the 1986 World Exposition, Expo 86, in Vancouver, on transportation and communications. The Department is responsible for the international government-to-government promotion and co-ordination of the Exposition, in which 42 countries have already agreed to participate. The Exposition's Commissioner General is a member of the Department. The Exposition will run from May to October 1986, and will be located on 50 hectares of downtown waterfront property in Vancouver.

The Department also manages a collection of over 35 information exhibits circulated throughout the world to increase foreign awareness of Canadian society. In 1984-85, exhibits covering topics such as facts on Canada, trade, high technology, crafts and famous Canadians were produced to support the Department's public affairs activities abroad.

Information programs abroad

The External Information Services Division's basic objectives are to strengthen the image of Canada abroad as a reliable, confident, stable and vibrant society, advanced economically, technologically and socially, and to support the government's trade development, investment promotion and foreign policy aims abroad. Principal target audiences abroad are decision-makers and "opinion-formers" such as political leaders, exporters, investors, business organizations, government officials, foreign media, lobbyists and academic and cultural organizations.

For international audiences, more than 330 different publications were produced in a variety of languages to support promotion of Canadian exhibits in 52 international trade fairs, in which almost 700 Canadian companies participated. Trade publications produced for use abroad other than at trade fairs included surveys of seven Canadian industry sectors for a directory published in China. Other publications covered various commodities, computers, defence products, hydro-electricity and integrated office equipment.

Steps were taken during the year to increase the trade, technological and investment promotion content of the Division's general publications program, a principal objective of which is to convey an overall positive image of Canada and its foreign and domestic policies. Some publications were terminated and the focus of others was changed. A total of 607 titles were published, some in as many as ten languages.

This figure includes 46 issues of *Canada Weekly* and *Hebdo Canada* (30 000 copies weekly, distributed abroad)

and 20 issues of the Spanish and Portuguese versions (5 000 copies biweekly, distributed to the appropriate countries). General publications also included six new *Response Sheets* (for wide distribution in response to frequently asked questions about Canada) in ten languages. Several booklets in the *Reference Series* were updated and new titles added in several languages. This series provides information on a variety of subjects for distribution to selected audiences, principally journalists, libraries and academic institutions. An interesting new booklet is *The French Canadians*, illustrated in black and white, which will be complemented by the inclusion, early in the next fiscal year, of *The French Fact in Canada*, which covers the current scene.

Worthy of note is the addition to the glossy, four-colour, science and technology series of *Communications: The Canadian Experience. Canada — A Discovery* replaced *Canada in Today's World* as the Department's principal general publication on Canada for distribution to selected audiences abroad.

During 1984-85, the film, television and photography program carried out three studies to evaluate participation in Canadian festivals and weeks, to ensure that film libraries around the world are kept abreast of issues of the 1980s, and to study the needs of the Department as they relate to access to television outside Canada.

Some 2 000 films from the National Film Board and the private sector, 2 500 videocassettes and 40 000 photos and slides were sent to posts abroad for information purposes.

For the Los Angeles Summer Olympic Games, the Division produced, in both official languages, a film entitled *The Heroes of Summer* and 24 illustrations of Canadian athletes. For the first time, in co-operation with French television FR-3, the Department screened a one-hour report on Canada during prime time. The Department also contributed towards production of a film on the tour of Les Grands Ballets Canadiens in the East.

A new audiovisual program, mini-doc/videodisc, was created during 1984-85. Its main purpose is trade promotion. A joint production with the private sector, it consists of video capsules on the priority segments of Canadian industry. These capsules are distributed to foreign television networks and screened during trade fairs or conferences abroad.

During the year, the Division carried out a number of activities to keep Canadian diplomatic missions well informed about Canadian political, economic and social developments. Copies of the federal budget, 160 economic news bulletins, 135 key speeches by political leaders and senior officials, and verbatim transcripts of exchanges in the House of Commons "Question Period" were sent to posts abroad.

Approximately 3 500 information requests from posts abroad, mainly from foreign journalists, business people, political personalities and government officials, were researched and answered during the year. Public affairs and commercial personnel abroad received 18 photostories and kits which stressed Canada's role as a world trading and exporting nation. Press kits were prepared for the domestic and foreign press for official visits to Canada of foreign heads of state or government, and for visits abroad by Canadian leaders. The Division sponsored or facilitated working visits to Canada of some 370 selected foreign "opinion-formers", including journalists and editorial writers.

Information programs in Canada

During the year under review, the Domestic Information Services Division took on increased responsibilities following an Executive Committee decision to give increased priority to the provision of information to domestic audiences. As a result, the Division enhanced its speakers and exhibits program, and also acquired responsibility for promoting trade and managing the production of trade publications destined for domestic distribution.

In conjunction with the External Information Services Division, which handled the mechanical aspects of production, the Division produced numerous export and trade-related promotional materials during the year. Approximately 75 trade publication projects were completed for use in Canada. These included guides for Canadian exporters, pamphlets and brochures for PEMD and PPP, market studies, the biannual *Directory of Trade Representation Abroad*, export development plans and reports, and guides for manufacturers of Canadian defence products.

Responsibility for the *CanadExport* newsletter — which provides information and advice to exporters on a twice-monthly basis — was transferred to the Division. Its circulation grew from 16 000 to approximately 20 000 during the period under review. An independent survey conducted during the year indicated that the newsletter was not only well reviewed by the business community, but it was one of the most successful of its type ever produced by the federal government.

For Export Trade Month, the Division produced a number of communications tools to enhance Canadian awareness of export potential, including several radio features, a short film entitled *Made in Canada*, articles for the weekly media, and an eight-page supplement on exporting for the *Globe and Mail*, the French-language magazine *Commerce* and other major daily newspapers.

Following publication of the discussion paper *How to Secure and Enhance Canadian Access to Export Markets*, released by the Minister for International Trade, an advertising campaign was developed to publicize the Minister's regional meetings with Canadian business people. A comprehensive communications program was also developed to publicize Marketplace 85, to coincide with the return to Canada of over 100 trade commissioners. As well as producing a pamphlet to explain the role of trade commissioners to the business community, the Division arranged extensive coverage of the commissioners themselves through interviews with the print and electronic media. Towards the end of the fiscal year, the Division began to develop a communications strategy for the Green Paper *Competitiveness and Security: Directions for Canada's International Relations* by the Secretary of State for External Affairs, and it got the printing and distribution process underway.

To help bring the export message to the business community, a trade exhibit was developed and put on display at about ten trade shows across Canada. The exhibit included a Telidon program entitled *Think Export* designed to inform business people about government programs for exporters, as well as an audiovisual program on trade. Both of these were produced by the Division, as were a number of other audiovisual

programs on foreign policy for use by departmental officials speaking on arms control and disarmament.

Under the visitors and speakers program, six group visits to Europe were arranged as part of the Department's ongoing program of exposing "opinion-formers" to multilateral organizations of which Canada is a member, such as NATO, the OECD and the UN. These groups included journalists, parliamentarians, academics and business leaders. Travel assistance was provided for several groups of students to attend seminars and model assemblies in North America, including briefing visits to the UN. The Division also organized speaking tours by officers of External Affairs to various community groups within Canada, such as Chambers of Commerce, and sponsored departmental officials, professors and representatives of private organizations to present papers at foreign policy seminars and conferences.

During the year, the Division became more intensely involved in the communications affairs of the Department. It distributed approximately 40 000 pieces of information, responded to approximately 2 800 written enquiries and 30 000 phone enquiries, and prepared approximately 20 speeches and press releases. It continued its program of supplying regular features to radio stations across the country, arranging background briefings for the media on major foreign policy issues, producing a new Commonwealth Day poster, preparing diverse publications dealing with the Department and with Canada's external relations, and developing information programs to sensitize Canadians to consular services and the need to prepare themselves for travel abroad.

Chapter 10

POLICY CO-ORDINATION, MANAGEMENT AND ADMINISTRATION

Policy Development Bureau

In 1984-85, the Policy Development Secretariat was renamed the Policy Development Bureau and reorganized to include three Divisions: Political and Strategic Analysis, Economic and Trade Analysis, and Cabinet Liaison and Co-ordination.

A major task during the year was preparation of the Green Paper that was to initiate the international relations review, announced in the speech from the throne. The Bureau also monitored current international economic and political/strategic developments and relevant long-term trends, co-ordinated appropriate policy responses, analyzed selected policy issues and drafted keynote speeches.

Following changes to Cabinet and interdepartmental committee structures by the new government, the Cabinet Liaison Division continued to guide departmental decisions through the Cabinet system and provide departmental ministers with key documentation for their work in Cabinet. Subsequently, this Division was shifted into the Corporate Management Bureau.

Departmental management

The Corporate Management Bureau continued to ensure that the allocation of human and financial resources in the Department reflects foreign policy priorities. In 1984-85, the Bureau focused on adjusting the organization of the Department's trade promotion and economic policy sectors to enhance services to business and prepare for prospective multilateral trade negotiations. It also worked on adapting the Department's resource planning system to its expanded mandate and structure, developed and implemented measures in support of the government's deficit control efforts and developed a tested methodology for evaluating resource utilization effectiveness and requirements at posts abroad.

Through its Senior Management Secretariat, the Bureau also co-ordinated administrative and information support for deputy ministers and senior management committees.

Management review and audit

The Management Review and Audit Bureau was responsible for the review and audit of all the programs and operations of the Department at headquarters and abroad. It provided senior management with assessments of the management of the Department's programs and operations, particularly those in the field. During the past year, management reviews and internal audits were carried out at 28 posts and five honorary consular offices in Asia, Australia, New Zealand, the Middle East, Africa, the USSR, Western Europe and Eastern Europe. Internal audits were also conducted at headquarters and were focused on the efficiency, economy and effectiveness of internal management policies, practices and controls.

Federal-provincial co-ordination

The Department assists in harmonizing federal and provincial policies and activities at the international level. In 1984-85, the provincial governments continued to devote considerable human and financial resources to the promotion of their interests abroad, benefiting from the Department's support in this area. Federal-provincial consultations were held during the year, with either ministers or officials, to ensure that provincial interests were considered in the formulation of international relations policies and that the provincial authorities were fully aware of the federal government's position on a number of issues of mutual interest. In addition, the Department's telecommunications network was available to the provinces, giving them rapid access to the many services offered by Canada's diplomatic posts and consulates abroad. The Department continued to transmit observations, comments and research, particularly of an economic nature, to the ten Canadian provinces from the various posts abroad, and the posts also maintained close contacts with provincial offices abroad.

The Department facilitated provincial participation in multilateral organizations such as the World Health Organization, the International Labour Organization, UNESCO, the United Nations Human Rights Commission, the Commonwealth and the OECD. It also helped to arrange the visits abroad of provincial ministers and delegations as well as visits of many foreign delegations to provincial ministers and officials.

Protocol services and diplomatic, consular and other representatives in Canada

Canada's diplomatic relations with 142 countries during 1984-85 were manifested by the presence in Ottawa of 74 resident and 33 non-resident ambassadors, and 22 resident and 13 non-resident high commissioners. In addition, the International Civil Aviation Organization, the Delegation of the Commission for the European Communities, the International Labour Organization, the UN High Commission for Refugees, the UN Centre for Human Settlements, the Northwest Atlantic Fisheries Organization and the International Atomic Energy Agency maintained offices in Canada.

In 1984-85, liaison with these missions was maintained by the Office of Protocol, which also provided services and advice to them in accordance with Canada's obligations under international and national law. The Office administered the accreditation arrangements of foreign and Canadian heads of posts, including the presentation of credentials by foreign ambassadors and high commissioners to the Governor General. It controlled and monitored the identification of diplomats and oversaw the privileges and immunities to which

they were entitled, as well as providing the interface between the RCMP and the diplomatic missions with respect to protective security.

The Office of Protocol planned, co-ordinated and managed the logistics of visits to Canada of heads of state, heads of government and ministers of foreign affairs, as well as other official visitors. In 1984-85, these visitors included the Presidents of the United States, Mexico and Portugal, the Secretary Generals of the UN and NATO, the Prime Ministers of France, Australia and Thailand, the Secretary of State of the United States and the Foreign Minister of Israel. The Office also co-ordinated travel arrangements for the visits abroad of the Prime Minister, the Secretary of State for External Affairs, the Minister for External Relations and the Minister for International Trade.

The Office of Protocol also administered the official Government Guest House in Ottawa and an official hospitality facility at headquarters. In 1984-85, 11 643 guests were entertained in these facilities.

Communications, information retrieval and library

The Communications and General Services Bureau was responsible for the Department's global telecommunications, diplomatic courier and mail systems, records, library and word processing services, office accommodation and furnishings for headquarters. In September 1984, the interior reconfiguration of the Lester B. Pearson Building in Ottawa and the relocation of all departmental units were completed. During the year, in response to substantially increased workloads resulting from the integration of the trade component, measures were developed to strengthen organization, policy and procedures in records management, word processing and in the acquisition, control and allocation of material assets.

Arrangements for trans-Atlantic voice and data transmission facilities were improved, and communicating word

processor networks were established in consular posts in the United States and West Germany. Plans were completed for the installation at headquarters of the GTA-enhanced exchange wide dial system, which is to be carried out by Bell Canada in late spring of 1985.

The library continued with plans for automating its services, testing and developing catalogue software and preparing catalogue materials and serials for input into the computer.

Security and intelligence

The Intelligence Analysis and Security Bureau continued to accord priority to the security of Canadian embassies and the safety of Canadian personnel abroad. Together with the Bureau of Economic Intelligence, the Bureau was also responsible for collecting, analyzing and disseminating a growing volume of political and economic intelligence from a variety of sources. This intelligence assisted in the understanding of international events and the development of policies on matters affecting Canadian interests.

Personnel

The Personnel Branch was responsible for the recruitment, assignment, remuneration and working conditions of the Department's 4 192 Canadian employees, 2 830 of whom were in the rotational foreign service and 1 362 in the non-rotational service (i.e. those who work only in Canada). In addition, the Department had 3 691 locally-engaged employees working at posts abroad. The Branch also provided services to the Passport Office, which had 351 employees in the national capital region and in 16 regional offices across Canada.

Approximately 900 transfers of foreign service personnel and their families to and from Canada were effected during the year. Included in that number were 116 secondments of departmental personnel to other government departments and agencies, and 238 secondments of domestic public servants to the Department.

Distribution of personnel at Canadian posts abroad by geographical region

(Canada-based and locally-engaged employees)

	Program personnel		Support personnel	
	Canada-based	Locally-engaged	Canada-based	Locally-engaged
International organizations	48	0	65	40
United States	178	86	88	346
Africa and Middle East	169	35	144	655
Latin America and Caribbean	160	57	85	471
Asia and Pacific	224	72	126	811
Europe	292	124	288	994
Total	1 071	374	796	3 317¹
GRAND TOTAL	5 558			

¹ The figure of 3 317 reflects the number of actual positions/incumbents, while the second figure of 3 274.4 reflects the actual position utilization, some positions being part-time.

Deployment of personnel abroad by program

(Canada-based and locally-engaged employees)

	Program personnel		Support personnel	
	Canada-based	Locally-engaged	Canada-based	Locally-engaged
Policy planning and co-ordination	61.7	0.3	26.8	13.2
Trade and industrial development	204.6	184.2	31.9	260.9
Tourism	53.6	21.1	1.2	41.1
Political relations	124.6	2.8	73.0	24.5
Economic relations	104.3	3.9	45.8	18.5
International development assistance	99.4	18.1	25.2	54.2
Culture, public affairs and information	64.7	50.5	17.9	184.0
Consular	199.9	81.2	16.8	418.3
Science, technology and environment	40.1	5.2	26.3	103.0
Administration	110.1	5.9	509.0	2 080.3
Other government departments	<u>8.0</u>	<u>0.8</u>	<u>22.1</u>	<u>76.4</u>
TOTAL	1 071.0	374.0	796.0	3 274.4¹
GRAND TOTAL		5 515.4		

¹ The figure of 3 317 reflects the number of actual positions/incumbents, while the second figure of 3 274.4 reflects the actual position utilization, some positions being part-time.

Budget

Departmental expenditures for the fiscal year 1984-85 totalled approximately \$872 million. This included operating and capital expenditures, grants and contributions and other transfer payments in connection with the Canadian Interest Abroad Program (including passport operations), the Grains and Oilseeds Program and the World Exhibitions Program.

Operating and maintenance expenditures of approximately \$506 million were incurred for the management and co-ordination of operations at headquarters and missions and included salaries, wages and other personnel costs, rental of properties abroad, travel, communications and costs for the conduct of foreign operations.

Capital expenditures of approximately \$69 million included \$37 million for the purchase and replacement of vehicles, furnishings and equipment and \$32 million for the Long-Range Capital Program (LRCP). The objective of this program is to stabilize rental costs through increased Crown ownership of office and living accommodation abroad.

Expenditures of approximately \$150 million for grants, contributions and transfer payments were largely non-discretionary and arose from Canada's membership in such international organizations as the UN, NATO, the OECD and the Commonwealth.

Major budget expenditures	
Operations	(\$ millions)
Relations with foreign governments	96
International trade	97
Assistance to other programs	194
Consular services to Canadians abroad	15
Information and cultural relations	38
Headquarters administration and operational support	43
Contributions to employee benefit plans	23
SUB TOTAL	\$506
Capital	
Construction and acquisition of real property	32
Replacement of equipment	37
SUB TOTAL	\$ 69
Grants and contributions	
International organizations	105
International trade development	34
Information and cultural relations	11
SUB TOTAL	\$150
World exhibitions program	\$ 10
Grains & oilseeds program	
- Operating	120
- Grants and operating	17
TOTAL	\$872

Physical resources

The Physical Resources Bureau, which was reorganized in 1984-85, continued to provide all owned accommodation (through purchase or design and construction), all Crown-leased official residences and chanceries and certain leased staff quarters, as well as supporting materiel assets, interior design and maintenance services for the Department's overseas operations. The Bureau promoted Canadian works of art through displays at headquarters and at posts abroad. It also continued to have responsibility for the Department's Long-Range Capital Program. In 1984-85, the estimated value of the Department's real property inventory was some \$700 million; approximately \$37.3 million was spent on the construction and acquisition of real property under the LRCP.

In 1984-85, construction of the new chancery in Belgrade and extensive renovations to the official residence in Rome were completed, and work was near completion for the embassy complex in the new diplomatic quarter of Riyadh. Work proceeded on a major renovations program for MacDonald House, London, including provision of a new official residence. A building was also purchased in Kinshasa to be renovated for use as a chancery. Construction of the Department's first Canadian component (pre-engineered) chancery building was initiated in Bridgetown, potentially a model for other posts in future years.

Design work neared completion for major chanceries or embassy complexes in Lagos, Peking and Washington, and construction is due to commence in 1985-86. There was also considerable activity in connection with the embassy site in Tokyo, including a proposal call for possible joint venture redevelopment of the compound.

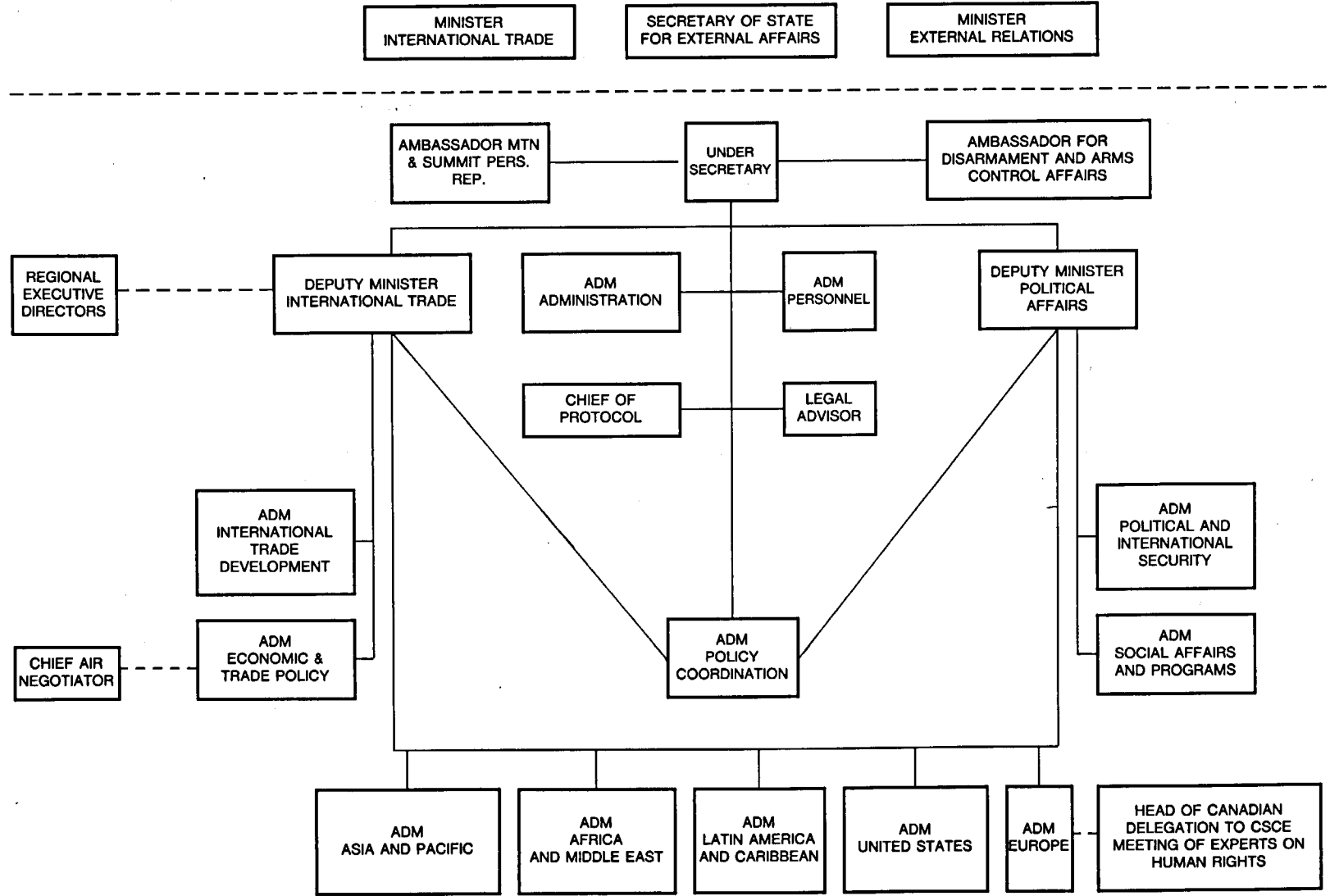
The Bureau completed purchase of an addition to the chancery in Kingston, Jamaica, and a new official residence in San José, Costa Rica, and renovation and fit-up of the recently acquired Paris OECD chancery was accomplished. In addition, 17 staff quarters were purchased in Harare, Kingston, Lima, Lisbon and London. Progress was made under a Crown lease conversion program in phasing out private leasing of staff accommodation in Paris, Rome and other posts.

During the year, site visits and feasibility studies for potential maintenance purposes were carried out for posts in need of professional services and also for new embassy construction and acquisition projects in Madrid, Oslo, Amman, Colombo, Dhaka, Bogota, Buenos Aires, Port of Spain, Los Angeles, Minneapolis and Washington. In addition, review continued of potential construction projects in Algiers, Dakar, Dar-es-Salaam and Seoul.

The Bureau completed provision of leased office and residential properties for a new post in Abu Dhabi. Seven leased chanceries, including those in Bonn (Annex), Budapest, Manila and Melbourne, as well as the official residence in Kuwait, were replaced or upgraded. The Department also completed a move into a renovated residential compound in Bucharest.

March 1985

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS



Appendix II

Bilateral international agreements (calendar year)

Algeria

Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Democratic Republic of Algeria concerning Cinematographic Relations

Montreal, July 14, 1984
In force July 14, 1984

Argentina

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Argentine Republic on Economic, Commercial and Industrial Co-operation

Ottawa, October 6, 1980
In force provisionally October 6, 1980
In force definitively November 12, 1984

Bahamas

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Commonwealth of the Bahamas relating to Foreign Investment Insurance

Nassau, May 11 and September 21, 1984
In force September 21, 1984

Belgium

Agreement in the Form of an Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Belgium to amend the Agreement for Air Services of August 30, 1949, as amended in 1956

Ottawa, January 16, 1984
In force January 16, 1984

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Belgium on Assistance to the Film Industry

Brussels, February 24, 1984
In force February 24, 1984

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of Belgium

Brussels, May 10, 1984

Brazil

Convention between the Government of Canada and the Government of the Federative Republic of Brazil for the Avoidance of Double Taxation with respect to Taxes on Income (and Protocol)

Brasília, June 4, 1984

China, People's Republic of

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China relating to Foreign Investment Insurance

Ottawa, January 18, 1984
In force January 18, 1984

Cuba

Exchange of Notes renewing the 1979 Agreement between Canada and Cuba on Hijacking of Aircraft and Vessels and Other Offences

Havana, April 25, 1984
In force April 25, 1984
with effect from February 15, 1983

Cyprus

Convention between Canada and the Republic of Cyprus for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital

Nicosia, May 2, 1984

Egypt

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Arab Republic of Egypt concerning Development Co-operation

Ottawa, January 31, 1983
In force July 1, 1984

Convention between the Government of Canada and the Government of the Arab Republic of Egypt for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income

Cairo, May 30, 1983
In force October 2, 1984

European Economic Community

Agreement in the Form of an Exchange of Letters between the Government of Canada and the European Economic Community concerning their Fisheries Relations

Brussels, January 1, 1984
In force January 1, 1984

European Space Agency

Agreement between the Government of Canada and the European Space Agency concerning Co-operation

Noordwijk, January 9, 1984
In force January 9, 1984
with effect from January 1, 1984

Finland

Agreement between the Government of Canada and the Government of Finland concerning Reprocessing, Enrichment and Plutonium Storage and Use

Helsinki, June 8, 1984
In force June 8, 1984

France

Agreement between Canada and France on the Transfer of Inmates and the Supervision of Persons under Sentence

Ottawa, February 9, 1979
In force October 1, 1984

Germany, Democratic Republic of

Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of the German Democratic Republic

Leipzig, September 9, 1983
In force provisionally September 9, 1983
In force definitively June 1, 1984

Germany, Federal Republic of

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Federal Republic of Germany regarding Mutual Assistance and Co-operation between their Customs Administrations

Bonn, September 10, 1984

Greece

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Hellenic Republic on Air Transport

Toronto, August 20, 1984
In force provisionally August 20, 1984

Indonesia

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Republic of Indonesia amending Paragraphs 1 and 5 of the Exchange of Notes of March 16, 1973, relating to Foreign Investment Insurance

Jakarta, July 14, 1984
In force July 14, 1984

Israel

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Israel amending the Agreement on Commercial Scheduled Air Services of February 10, 1971

Ottawa, March 8, 1984
In force March 8, 1984

Italy

Agreement on Cultural Co-operation between the Government of Canada and the Government of Italy

Ottawa, May 17, 1984

Jamaica

Agreement between the Government of Canada and the Government of Jamaica with respect to Social Security

Kingston, January 10, 1983
In force January 1, 1984

Mali

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Mali concerning Development Co-operation

Bamako, June 21, 1984
In force June 21, 1984

Mexico

Agreement on Tourism Co-operation between the Government of Canada and the Government of the United States of Mexico

Ottawa, May 8, 1984
In force provisionally May 8, 1984

Norway

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Norway for the purpose of facilitating the Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders between Norway and Saskatchewan

Ottawa, September 5 and November 13, 1984
In force November 13, 1984

Romania

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Socialist Republic of Romania on Civil Air Transport

Bucharest, October 27, 1983
In force November 9, 1984

Senegal

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Senegal on Development Co-operation

Ottawa, June 28, 1984
In force October 10, 1984

Singapore

Air Transport Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Singapore

Singapore, June 12, 1984
In force provisionally June 12, 1984

St-Lucia

Agreement between the Government of Canada and the Government of St-Lucia on Air Services

Castries, January 6, 1984
In force provisionally January 6, 1984

Agreement in the Form of an Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of St-Lucia relative to the Designation of Trinidad and Tobago (BWIA International) Airways Corporation

Bridgetown and Castries, January 6, 1984
In force January 6, 1984

Agreement in the Form of an Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of St-Lucia relative to the Tariffs to be applied by the Designated Airlines for Carriage of Traffic between Canada and St-Lucia

Bridgetown and Castries, January 6, 1984
In force January 6, 1984

Sweden

Convention between Canada and Sweden for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income and on Capital

Stockholm, October 14, 1983
In force October 30, 1984

Thailand

Convention between Canada and the Kingdom of Thailand for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income

Ottawa, April 11, 1984

Tunisia

Convention between Canada and the Republic of Tunisia for the Avoidance of Double Taxation with respect to Taxes on Income and on Capital

Tunisia, February 10, 1982
In force December 4, 1984

Union of Soviet Socialist Republics

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics on Mutual Fisheries Relations

Moscow, May 1, 1984
In force May 1, 1984

United Kingdom

Convention between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland providing for the Reciprocal Recognition and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters

Ottawa, April 24, 1984

United Nations

Agreement between the Government of Canada and the United Nations concerning the Establishment and Support of an Information Office for North America of the United Nations Centre for Human Settlements (Habitat)

Nairobi, March 26, 1984
In force March 26, 1984
with effect from October 1, 1983

United States of America

Convention between Canada and the United States of America with respect to Taxes on Income and on Capital (with Exchange of Notes)

Washington, September 26, 1980
In force August 16, 1984

Protocol amending the Convention between Canada and the United States of America with respect to Taxes on Income and on Capital signed at Washington on September 26, 1980 (with Exchange of Letters)

Ottawa, June 14, 1983
In force August 16, 1984

Second Protocol amending the Convention between the Government of Canada and the Government of the United States of America with respect to Taxes on Income and on Capital signed on September 26, 1980, as amended by the Protocol signed on June 14, 1983

Washington, March 28, 1984
In force August 16, 1984

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America relating to Social Security

Ottawa, March 11, 1981
In force August 1, 1984

Supplementary Agreement amending the Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America with respect to Social Security

Ottawa, May 10, 1983
In force August 1, 1984

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America relating to the AM Broadcasting Service in the Medium Frequency Band

Ottawa, January 17, 1984
In force January 17, 1984

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America regarding the Continued Preservation and Enhancement of Water Quality in the International Section of the Saint John River

Ottawa, February 22, 1984
In force February 22, 1984

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending the Agreement on the Disposal of Excess US Property in Canada signed on September 1, 1961

Ottawa, December 21, 1983, and March 14, 1984
In force March 14, 1984
with effect from October 1, 1983

Treaty between Canada and the United States of America relating to the Skagit River and Ross Lake, and the Seven Mile Reservoir on the Pend D'Oreille River

Washington, April 2, 1984
In force December 14, 1984

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America superseding the Agreement of September 16, 1964, regarding the Construction, Operation and Maintenance of a Loran-C Station in Newfoundland (with Annex)

Ottawa, March 30 and May 3, 1984
In force May 3, 1984

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America regarding Mutual Assistance and Co-operation between their Customs Administrations

Quebec, June 20, 1984

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America providing for a Program of Experimental Transborder Air Services from Montreal (Mirabel) to US Destinations

Ottawa, August 21, 1984
In force August 21, 1984

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America providing for a new Air Agreement on Regional, Local and Commuter Services

Ottawa, August 21, 1984
In force August 21, 1984

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America concerning the Airworthiness and Environmental Certification, Approval or Acceptance of Imported Civil Aeronautical Products

Ottawa, August 31, 1984
In force August 31, 1984

Yugoslavia

Air Transport Agreement between the Government of Canada and the Government of the Federal Executive Council of the Assembly of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia (with Memorandum of Understanding)

Belgrade, November 16, 1984
In force provisionally November 16, 1984

Zambia

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Zambia for the Training in Canada of Personnel of the Armed Forces of the Republic of Zambia

Lusaka, January 10, 1984
In force January 10, 1984
with effect from August 20, 1966

Convention between the Government of Canada and the Government of the Republic of Zambia for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income

Lusaka, February 16, 1984

Appendix III

Multilateral international agreements (calendar year)

Agreement between the International Atomic Energy Agency and the Governments of Canada, Jamaica and the United States of America concerning the Transfer of Enriched Uranium for a Low Power Research Reactor

Done at Vienna, January 25, 1984
Entered into force January 25, 1984

International Sugar Agreement, 1984

Done at Geneva, July 5, 1984

Protocol to the International Convention on the Conservation of Atlantic Tuna

Done at Paris, July 10, 1984
Signed by Canada September 10, 1984

Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution on Long-Term Financing of the Co-operative Program for Monitoring and Evaluation of the Long-Range Transmission of Air Pollutants in Europe (EMEP)

Done at Geneva, September 28, 1984
Signed by Canada October 3, 1984

1984 Protocol amending the Interim Convention on Conservation of North Pacific Fur Seals of February 9, 1957, as amended

Done at Washington, October 12, 1984
Signed by Canada October 12, 1984

International Telecommunication Convention with General Regulations and Annexes, and Protocols

Done at Nairobi, November 6, 1982
Signed by Canada at Nairobi, November 6, 1982
Canada's Instrument of Ratification
deposited at Geneva, October 11, 1983
Entered into force January 1, 1984
Entered into force for Canada, January 1, 1984

Optional Additional Protocol to the International Telecommunication Convention (Nairobi 1982)

Done at Nairobi, November 6, 1982
Signed by Canada at Nairobi, November 6, 1982
Canada's Instrument of Ratification
deposited at Geneva, October 11, 1983
Entered into force January 1, 1984
Entered into force for Canada, January 1, 1984

Amended Text of Article VII of the Convention on Facilitation of International Maritime Traffic, 1965

Done at London, November 19, 1973
Entered into force June 2, 1984
Entered into force for Canada, June 2, 1984